



JICA 2018



AGENCE JAPONAISE DE COOPÉRATION INTERNATIONALE
RAPPORT ANNUEL

Mission

La JICA, conformément à la Charte de la coopération au développement, œuvrera à la sécurité humaine et à une croissance de qualité.

La JICA, agence administrative indépendante chargée de l'administration de l'APD du Japon, est l'une des plus grandes agences d'aide bilatérale du monde à soutenir le développement socio-économique des pays en développement dans différentes régions du monde.

Conformément à sa nouvelle vision énoncée en juillet 2017, la JICA soutient la résolution des problèmes dans les pays en développement par une association flexible de divers instruments d'aide illustrés ci-dessous.

APD
(Aide publique au développement)

Aide bilatérale

JICA

Coopération technique

Coopération pour le financement et les investissements

Dons

Secours d'urgence en cas de catastrophe

Partenariats public-privé

Participation des citoyens

Aide multilatérale
(Contributions financières aux organismes internationaux)

Vision

Guider le monde en tissant des liens de confiance

La JICA, avec ses partenaires, jouera un rôle moteur pour tisser des liens de confiance à travers le monde, aspirant à un monde libre, pacifique et prospère où chacun peut espérer un avenir meilleur et réaliser son potentiel unique.

Actions

- 1 Engagement :**
S'engager avec fierté et passion à réaliser notre mission et notre vision.
- 2 Gemba :**
Aller sur le terrain (*gemba*) et travailler de concert avec la population.
- 3 Stratégie :**
Penser et agir de manière stratégique avec de larges perspectives à long terme.
- 4 Co-création :**
Réunir la sagesse et les ressources de divers horizons.
- 5 Innovation :**
Innover pour avoir un impact sans précédent.

Mission

La JICA, conformément à la Charte de la coopération au développement, œuvrera à la sécurité humaine et à une croissance de qualité.

La JICA, agence administrative indépendante chargée de l'administration de l'APD du Japon, est l'une des plus grandes agences d'aide bilatérale du monde à soutenir le développement socio-économique des pays en développement dans différentes régions du monde.

Conformément à sa nouvelle vision énoncée en juillet 2017, la JICA soutient la résolution des problèmes dans les pays en développement par une association flexible de divers instruments d'aide illustrés ci-dessous.

APD
(Aide publique au développement)

Aide bilatérale

JICA

Coopération technique

Coopération pour le financement et les investissements

Dons

Secours d'urgence en cas de catastrophe

Partenariats public-privé

Participation des citoyens

Aide multilatérale
(Contributions financières aux organismes internationaux)

Plus de **2 000** dans **29** pays

Nombre d'établissements de santé où l'approche 5S-KAIZEN-GTQ a été introduite avec le soutien de la JICA (exercices 2007 à 2017)

3,05 millions d'hectares

Superficie totale des forêts où des arbres ont été plantés grâce à la coopération de la JICA pour la restauration des forêts (exercices 2000 à 2016)

Réponse aux problèmes mondiaux

68 633 personnes

Nombre de personnes en Asie qui ont développé leurs capacités dans le domaine du développement industriel avec le soutien de la JICA (exercices 2015 à 2017)

60 381 personnes dans **23** pays

Nombre d'agriculteurs ayant reçu une formation pour la promotion d'une agriculture orientée sur le marché à travers l'approche d'autonomisation et de promotion des petits exploitants horticoles (SHEP) en Afrique subsaharienne (exercices 2014 à 2017)

Plus de **15 millions** d'enfants

Nombre d'enfants ayant bénéficié d'un environnement d'apprentissage de meilleure qualité grâce au soutien de la JICA (exercices 2015 à 2017)

Performance (exercice 2017) (Du 1^{er} avril 2017 au 31 mars 2018)

146 Pays/régions en développement bénéficiaires

11 098 Nouveaux experts envoyés

17 138 Nouveaux participants à une formation

96 Bureaux à l'étranger³

15 Bureaux au Japon²

1 909 Effectifs³

10 Gouvernements locaux avec lesquels la JICA a conclu un accord de coopération global ou un protocole d'accord⁴

36 Universités avec lesquelles la JICA a conclu un accord de coopération global ou un protocole d'accord⁴

43 Institutions financières régionales japonaises avec lesquelles la JICA a signé un protocole de coopération⁴

Types d'aide et synthèse des opérations (exercice 2017) (Du 1^{er} avril 2017 au 31 mars 2018)

526 projets de coopération technique en cours (dans 89 pays/régions)

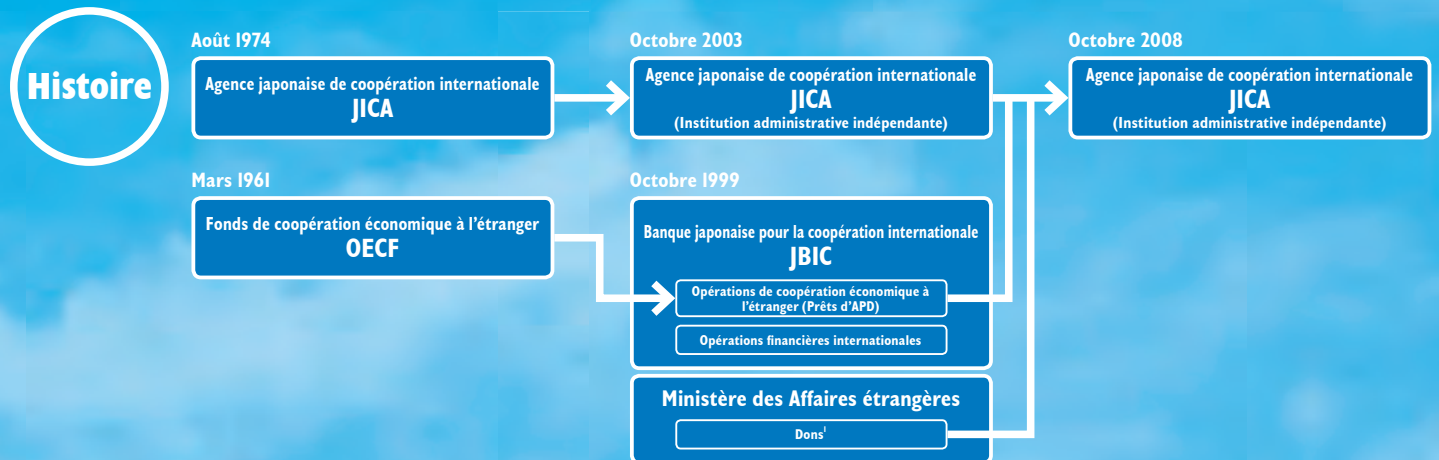
59 nouveaux projets de prêts d'APD et de financement des investissements du secteur privé pour lesquels des engagements ont été signés (avec 21 pays et 4 organisations)

157 nouveaux projets de dons¹ pour lesquels un accord a été signé (avec 56 pays/régions)

20 interventions ou fournitures d'équipements (à 15 pays/régions)

148 nouveaux projets adoptés dans le cadre des principaux programmes basés sur des propositions

1 171 nouveaux volontaires japonais pour la coopération à l'étranger envoyés en mission



Notes

¹À l'exclusion des dons qui relèvent de la politique diplomatique et sont directement gérés par le ministère des Affaires étrangères.

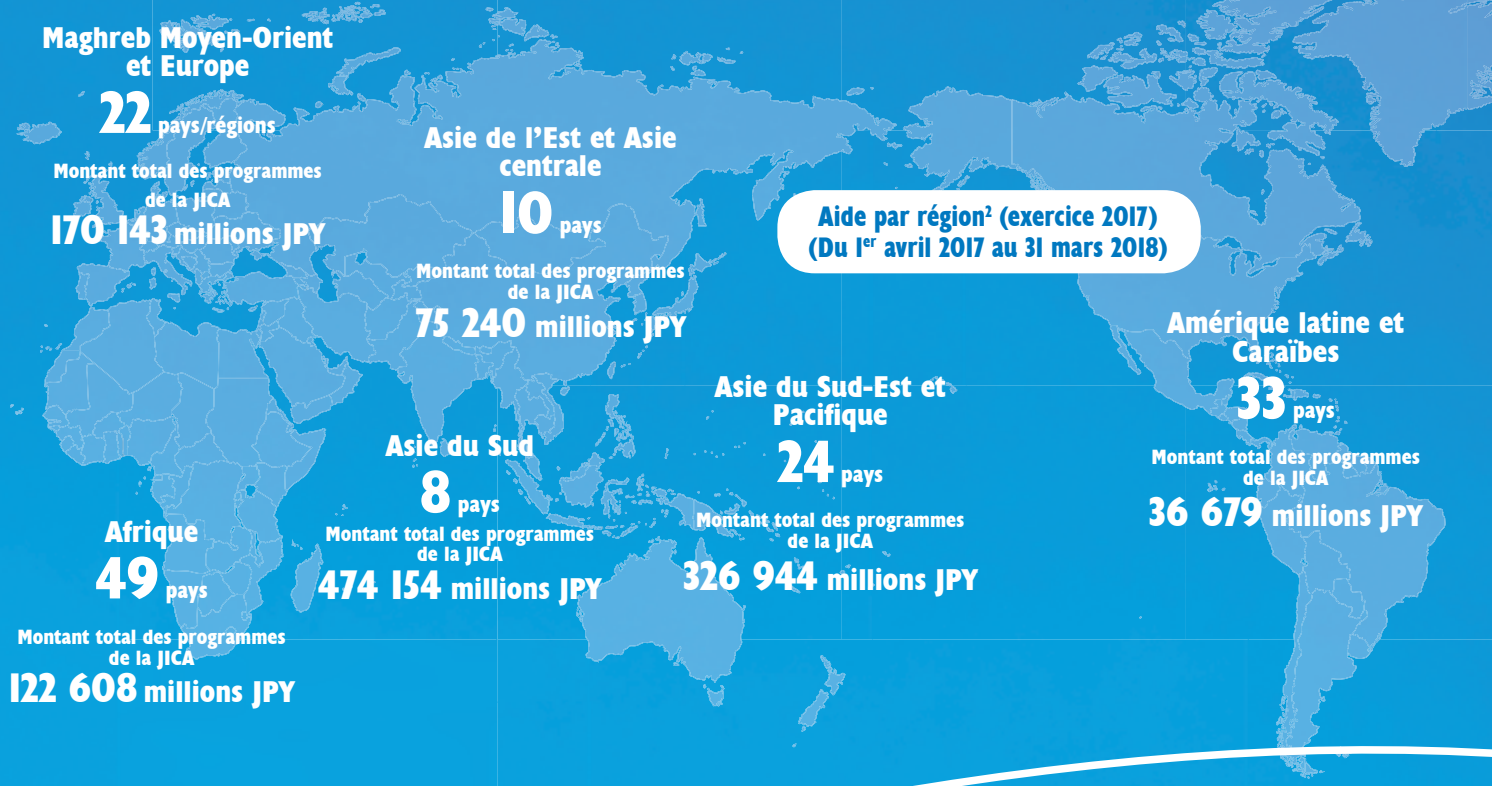
²Le montant total des programmes d'aide de la JICA comprend la coopération technique (formation de participants étrangers, experts, missions d'étude, fourniture d'équipements, JOCV et autres volontaires, autres dépenses), la coopération pour le financement et les investissements (décaissements) et les dons (nouveaux accords de dons) de l'exercice 2017.

• Les chiffres ne prennent pas en compte la coopération multi-pays, multi-région, ou pour des organisations internationales.

• Le total de la région Maghreb Moyen-Orient et Europe comprend les coûts supportés par la JICA pour l'envoi de missions d'étude dans les pays développés.

³Au 1^{er} juillet 2018.

⁴Nombre total d'accords et de protocoles d'accord ou de coopération conclus au 31 mars 2018.





Message

**Construire l'avenir avec
un large éventail de
partenaires au Japon et
à l'étranger**

En 2017, la JICA annonçait sa nouvelle vision : « Guider le monde en tissant des liens de confiance ».

Avec l'annonce de notre nouvelle vision, nous avons réaffirmé la mission de la JICA de réaliser la sécurité humaine et d'atteindre une croissance de qualité. La JICA doit prendre l'initiative de nouer des liens de confiance entre les peuples et les pays du monde entier, en collaborant avec un large éventail de partenaires japonais et étrangers et en respectant leur appropriation.

Il y a dix ans, en octobre 2008, la JICA et la division des opérations de coopération économique à l'étranger de l'ancienne Banque japonaise pour la coopération internationale (JBIC) fusionnaient pour former la nouvelle JICA dotée de moyens renforcés lui permettant de gérer de manière intégrée la coopération technique, les prêts d'APD et les dons. Depuis lors, grâce aux synergies résultant de cette fusion, la JICA s'est attaquée aux défis de la mondialisation et s'est employée à réaliser une croissance équitable et à réduire la pauvreté, à améliorer la gouvernance et la sécurité humaine. La JICA vise également à intensifier la collaboration avec les gouvernements locaux, les entreprises du secteur privé et les universités afin de contribuer davantage à résoudre les problèmes auxquels sont confrontés les pays en développement et à promouvoir la revitalisation locale au Japon. Nous pensons que la collaboration avec un large ensemble de partenaires, telle que stipulée dans les objectifs de développement durable adoptés lors du sommet des Nations unies en 2015, stimulera véritablement nos programmes et initiatives.

L'année 2018 marque également le 150^e anniversaire de la restauration Meiji en 1868, l'occasion pour la JICA de lancer son programme d'études du développement en collaboration avec des universités japonaises. Les jeunes dirigeants des pays en développement seront invités au Japon pour apprendre de la modernisation du Japon résultant de son ouverture sur le monde et de ses réformes démocratiques, deux des plus grandes réalisations de la restauration Meiji. En abordant les divers enseignements tirés du processus de modernisation, ils se familiariseront également avec la coopération au développement du Japon. Nous sommes fermement convaincus qu'ils disposeront ainsi d'une base solide pour soutenir la prospérité et le développement futurs de leur pays. Nous avons la certitude que ce programme approfondira la confiance mutuelle entre le Japon et ses pays partenaires.

La JICA met en œuvre le quatrième plan à moyen terme (exercices 2017 à 2021) qui a débuté lors de l'exercice 2017. La JICA renforce également ses mesures de sécurité suite à l'attentat terroriste de Dhaka, au Bangladesh, et à l'évacuation du Soudan du Sud en juillet 2016.

Dans le cadre de notre vision « Guider le monde en tissant des liens de confiance », la JICA travaille sans relâche à sa mission, main dans la main avec un large éventail de partenaires au Japon et à l'étranger.

Shinichi Kitaoka
Président
Agence japonaise de coopération internationale (JICA)
Septembre 2018

Table des matières

Profil	1
Message du président	2
Dossier spécial : Dix années de la nouvelle JICA	6
FAITS MARQUANTS 2017	8

Aperçu des programmes 11

L'APD du Japon	12
Objectifs et aperçu des programmes	14

Rapport d'activité 19

Activités et initiatives par région		Activités et initiatives par thème de développement		Coopération avec les partenaires	48
Asie du Sud-Est et Pacifique	20	Réduction de la pauvreté	34	Partenariats public-privé et partenariat avec le secteur privé japonais	50
50 ^e anniversaire de l'ANASE	23	Consolidation de la paix	35	Partenariat de recherche scientifique et technologique pour le développement durable (SATREPS) 53	
Asie de l'Est et Asie centrale	24	Égalité des sexes et développement	36	Participation des citoyens	54
Asie du Sud	26	Changement climatique	37	Programmes de volontariat	56
Amérique latine et Caraïbes	28	Infrastructures	38	Secours d'urgence en cas de catastrophe	58
Afrique	30	Développement des ressources humaines	40	Recherche	60
Maghreb Moyen-Orient et Europe	32	Environnement mondial	42	Renforcement des partenariats de développement et des actions vers la réalisation des ODD	62
		Développement rural	44	Soutien aux émigrants japonais et à leurs descendants	64
		Développement industriel et politiques publiques	46		

Sites internet de la JICA et autres

Pour aller plus loin, voir les sites internet de la JICA. « ODA *mieruka* site » est un site dédié à l'APD du Japon qui permet de visualiser des photos de projets et d'avoir accès à de nombreuses informations. La JICA publie également des rapports annuels d'évaluation pour informer sur les activités d'évaluation en cours ainsi que des synthèses des résultats d'évaluation.

Sites internet de la JICA

<https://www.jica.go.jp/english/index.html>
<https://www.jica.go.jp/french/index.html>



ODA *mieruka* site (en japonais)

<https://www.jica.go.jp/oda/index.html>



Rapport annuel d'évaluation 2017 (en anglais)

https://www.jica.go.jp/english/our_work/evaluation/reports/2017/index.html



Types de coopération 65

Coopération technique	66
Coopération pour le financement et les investissements	68
Dons	70
Évaluation des opérations	71
Considérations environnementales et sociales	72
Recrutement et formation des ressources humaines pour la coopération internationale	74

Gestion organisationnelle 75

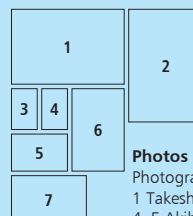
Gouvernance d'entreprise	76
Activités de relations publiques	85

Informations sur l'organisation

Histoire de la JICA	86
Organigramme / Hauts dirigeants et auditeurs	87
Bureaux au Japon et à l'étranger	88
Budget	90
Données chiffrées	91
Résumé financier	92
Statistiques sur les résultats des programmes	94

Chiffres et cartes du rapport annuel 2018 de la JICA

1. Le présent rapport annuel résume les activités de la JICA au cours de l'exercice 2017 (du 1^{er} avril 2017 au 31 mars 2018).
2. Les chiffres figurant dans le rapport sont ceux de l'exercice 2017 dans le cas de la JICA et de l'année civile 2017 (du 1^{er} janvier au 31 décembre 2017) dans le cas de l'APD. Veuillez noter que certains chiffres sont des données provisoires susceptibles d'évoluer selon la période et la méthode de calcul.
3. Tous les montants suivis de l'abréviation USD sont en dollar des États-Unis avec un taux de conversion de 1,00 USD = 112,2 JPY (taux du Comité d'aide au développement [CAD] en 2017).
4. Toutes les cartes contenues dans le rapport sont approximatives. Les frontières nationales imprécises ou controversées sont indiquées simplement pour des raisons de commodité.



Photos de couverture :

Photographes :

1 Takeshi Kuno ; 2, 3 Toshitaka Nakamura ;
4, 5 Akihito Yoshida ; 6 Kaku Suzuki ; 7 Daisuke Shibata

Quatre initiatives majeures de la nouvelle JICA

1 Administration intégrée de la coopération technique, de la coopération pour le financement et les investissements et des dons pour une meilleure synergie

Une combinaison optimale de diverses modalités d'aide a permis une aide intégrée et continue. De plus, un système de guichet unique conçu pour optimiser les opérations et répondre à divers besoins a également contribué à (1) faire face à des problèmes de développement de plus en plus divers et étendus ; (2) maximiser l'efficacité opérationnelle de la JICA et soutenir la mise en œuvre de la politique du gouvernement japonais en matière de paix, stabilité et prospérité de la communauté internationale ; et (3) renforcer la présence de l'APD du Japon dans la communauté mondiale.

2 Partenariat renforcé avec le secteur privé

Considérant l'activité du secteur privé comme un moteur majeur de la croissance économique des pays en développement, la JICA a lancé de nouveaux dispositifs pour soutenir le développement à l'étranger des petites et moyennes entreprises (PME) japonaises et a repris le programme de financement des investissements du secteur privé (PSIF). La JICA relie ses réseaux aux idées et technologies du secteur privé pour répondre aux défis auxquels sont confrontés les pays en développement. Le soutien de la JICA à ce processus comprend un partenariat avec des institutions financières régionales japonaises pour aider les PME à développer leurs activités à l'étranger.

Projets adoptés dans le cadre des partenariats public-privé et des partenariats avec le secteur privé japonais (exercices 2013 à 2017)

818

Engagements de prêts et de prises de participation dans le cadre du PSIF (exercices 2011 à 2017)

22

Évolutions au sein de la JICA

Octobre
Lancement de la nouvelle JICA en vertu de la loi révisée sur la JICA.

Octobre
Établissement du Conseil JICA-ONG.

Décembre
Émission des premières obligations de la JICA (obligations JICA) dans le cadre du programme budgétaire d'investissements et de prêts (PBIP).

Janvier
Conclusion d'un accord de partenariat de recherche scientifique et technologique pour le développement durable (SATREPS) avec l'Agence japonaise pour la science et la technologie.



Aider au développement d'un diagnostic extrêmement précis du parasitisme basé sur l'épidémiologie génétique à l'Institut Pasteur du Laos.

Mars
Lancement des études préparatoires pour les projets d'infrastructures en PPP fondées sur des propositions d'entreprises privées.

Juillet
Application des lignes directrices de la nouvelle JICA sur les considérations environnementales et sociales.

Novembre
Signature du premier projet depuis la reprise du programme de financement des investissements du secteur privé.

Décembre
La JICA devient la première organisation gouvernementale à émettre des obligations pour les particuliers.

Mars
Lancement du soutien au développement à l'étranger des PME japonaises à travers l'APD.

Juillet
Établissement du programme de volontariat de la JICA en partenariat avec le secteur privé.



Un volontaire détaché d'une entreprise de Kyoto spécialisée dans la mesure de précision donne des instructions sur le fonctionnement d'une machine-outil dans une école d'ingénieurs en Thaïlande.

2008

2009

2010

2011

2012

Événements au Japon et dans la communauté internationale

Septembre
Faillite de Lehman Brothers et début de la crise financière mondiale.

Juin
Déclaration d'une nouvelle pandémie de grippe par l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Septembre
Sommet des Nations unies sur les OMD.

Octobre
Dixième réunion de la Conférence des parties de la convention sur la diversité biologique (COP 10) à Nagoya.

Décembre
Début du Printemps arabe en Tunisie.

Mars
Grand séisme de l'est du Japon.



D'anciens participants palestiniens à des formations de la JICA tiennent des bougies et prient pour les victimes du grand séisme de l'est du Japon.

Juillet
Indépendance du Soudan du Sud.

Juin
Conférence des Nations unies sur le développement durable (Rio + 20) au Brésil.

En octobre 2008, la nouvelle JICA a été créée avec l'absorption des opérations de coopération économique à l'étranger de la Banque japonaise pour la coopération internationale (JBIC) et la reprise des opérations de dons du ministère des Affaires étrangères du Japon (MOFA), à l'exclusion des dons qui relèvent de la politique diplomatique et sont directement gérés par le ministère des Affaires étrangères. Par sa capacité à fournir la coopération technique, la coopération pour le financement et les investissements et les dons d'une manière intégrée, la JICA est devenue l'une des plus grandes agences d'aide bilatérale au monde.

Dix années ont passé depuis que la nouvelle JICA a commencé ses opérations visant à apporter une aide plus stratégique et à renforcer sa structure de mise en œuvre.

Ce dossier spécial revient sur les mesures prises par la nouvelle JICA en vue d'une nouvelle ère de l'APD.

3 Partenariat renforcé avec les communautés et les universités

Parallèlement à deux modalités d'aide : l'envoi de volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV) et le programme de partenariat de la JICA, basé sur une collaboration avec des ONG et d'autres acteurs, la JICA a approfondi ses partenariats avec les gouvernements locaux et les instituts de recherche, notamment les universités, pour atteindre le double objectif d'aider les pays en développement à faire face à leurs problèmes spécifiques et de contribuer à la revitalisation locale au Japon. La JICA a également étendu l'accueil de participants à des formations par secteur et par pays (étudiants étrangers en cursus diplômants) dans le cadre de l'initiative pour l'éducation commerciale des jeunes Africains et d'autres programmes.

Nombre total de participants acceptés dans des cursus diplômants (octobre 2008-avril 2018)

5 509 de 104 pays

Août
Aide d'urgence pour lutter contre l'épidémie d'Ebola.

Septembre
Arrivée au Japon du premier groupe d'étudiants de l'initiative pour l'éducation commerciale des jeunes Africains (initiative ABE).



Des participants d'Afrique à des formations à long terme discutent du développement des activités avec des responsables d'entreprises japonaises.

Novembre
Émission des premières obligations étrangères de la JICA garanties par le gouvernement.

Novembre
Cinquantième anniversaire des JOCV.



De nombreuses cérémonies sont organisées à travers le monde.

Novembre
Établissement des prêts libellés en dollars.

4 Efforts pour relever les défis mondiaux

La JICA s'emploie à atteindre les objectifs de développement durable (ODD), approuvés en 2015 par la communauté internationale, pour prendre la suite des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). En tirant parti de l'expertise du Japon et en travaillant plus étroitement avec ses partenaires japonais et internationaux, la JICA a contribué à la formation d'initiatives internationales telles que la couverture santé universelle (CSU) et œuvré pour assurer la sécurité humaine et une croissance de qualité ainsi qu'un monde où « personne n'est laissé de côté ».



Février
Établissement des études de faisabilité pour les activités ODD.

Juillet
Établissement de la nouvelle vision de la JICA : « Guider le monde en tissant des liens de confiance ».

Octobre
Dixième anniversaire de la nouvelle JICA.

Juillet
Signature du premier protocole de coopération avec une institution financière régionale.

Juillet
Attribution du prix Ramon Magsaysay aux JOCV.

Novembre
Premiers réfugiés syriens accueillis en tant qu'étudiants.

2013

Juin
Cinquième conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD V) à Yokohama.

Juin
Approbation par le Cabinet de la stratégie d'exportation des systèmes d'infrastructures.

2014

Août
Déclaration par l'OMS de l'état d'urgence suite à l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest.



Des participants du SATREPS prélèvent du sang, des organes et d'autres échantillons sur une chauve-souris en Zambie.

2015

Février
Approbation par le Cabinet de la Charte de la coopération au développement.

Mars
Troisième conférence mondiale des Nations unies sur la réduction des risques de catastrophe à Sendai.

Mai
Annonce par le gouvernement japonais du Partenariat pour les infrastructures de qualité.

Juillet
Troisième conférence internationale sur le financement du développement en Éthiopie.

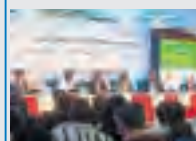
Septembre
Adoption du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Décembre
Adoption de l'accord de Paris sur le climat.

2016

Juillet
Attentats terroristes à Dhaka, Bangladesh.

Août
Organisation de la TICAD VI au Kenya, la première TICAD en Afrique.



La JICA organise 18 événements parallèles.

Septembre
Sommet des Nations unies sur les réfugiés et les migrants.

2017

Août
Cinquantième anniversaire de l'ANASE.



Cérémonie d'ouverture de l'Université Vietnam-Japon, une réalisation conjointe des deux pays.

Décembre
Forum CSU 2017 à Tokyo.

2018

FAITS MARQUANTS

2017

Lors de l'exercice 2017, un grand nombre d'activités à long terme de la JICA ont porté leurs fruits tout en dévoilant de nouvelles directions.

Nous avons renforcé notre coopération avec nos partenaires au Japon et à l'étranger, et accéléré notre réponse à la diversification des besoins.

Première émission d'obligations sociales au Japon

Mai 2017 — La JICA désignée « Émetteur obligataire de l'année »

La JICA est devenue le premier émetteur d'obligations sociales du Japon. En reconnaissance de cette réussite, en mai 2017, la JICA a été récompensée par le prix de l'Émetteur obligataire de l'année des DEALWATCH AWARDS (division des emprunts obligataires) par Thomson Reuters Markets KK. Alors que la volonté de résoudre les problèmes sociaux par l'investissement est de plus en plus prégnante, les obligations de la JICA, en tant que moyen de lier le désir de contribution sociale des investisseurs et le développement des pays, fait l'objet d'une attention croissante.



Cérémonie de présentation des DEALWATCH AWARDS

Quinze années de diffusion de l'histoire de l'émigration japonaise et des réussites des émigrants

Août 2017 — Le musée japonais des migrations à l'étranger dépasse les 500 000 visiteurs

Le musée japonais des migrations à l'étranger présente des ouvrages de référence, des documents, des photographies et autres ressources et expositions pour restituer avec précision l'histoire des émigrants japonais, principalement vers les Amériques, dans l'histoire du peuple japonais, en tant que pionniers de la coopération internationale ayant contribué à façonner de nouvelles civilisations sur de nouveaux territoires. Le musée a ouvert ses portes en 2002 à Yokohama, le port de départ des premiers émigrants japonais à Hawaï, il y a 150 ans. Le 25 août 2017, le nombre total de visiteurs du musée dépassait le demi-million.



« Voyages aux Amériques ». Des valises contenant les effets personnels d'émigrants.

« Le plus rapidement possible, le plus grand nombre possible » – Opérations de secours d'urgence au Mexique

Septembre 2017 — Équipe du Secours d'urgence du Japon : 30 années d'activité

Septembre 2017 a marqué le 30^e anniversaire de la promulgation de la loi sur l'envoi de l'équipe du Secours d'urgence du Japon (loi JDR) stipulant qu'en cas de catastrophe majeure à l'étranger, la JICA doit former et envoyer des équipes spécialisées dans les zones sinistrées. Le même mois, une équipe de sauvetage du JDR a été envoyée au Mexique suite à un séisme d'amplitude majeure. L'équipe a œuvré sans relâche, nuit et jour, tandis que ses efforts faisaient l'objet de rapports quotidiens sur place. Lorsque l'équipe a fini son travail, elle a reçu de nombreux compliments et témoignages de gratitude de la part des résidents locaux.



L'équipe de sauvetage au Mexique

Le premier JOCV au Myanmar est entraîneur de natation

Octobre 2017 — Envoi d'un JOCV au Myanmar

En novembre 2016, le Myanmar est devenu le 88^e pays signataire d'un accord avec le Japon pour l'envoi de volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOVC) et, à partir d'octobre 2017, l'affectation de JOCV au Myanmar a commencé. Ryuki Homma est le premier JOCV arrivé au Myanmar en tant qu'entraîneur de natation. Les nageurs qu'il a entraînés ont célébré leur première victoire lors d'une compétition organisée en décembre. L'envoi de JOCV dans le secteur de la santé a commencé en février 2018 et avec eux, une nouvelle page de l'histoire des JOCV, longue de 52 ans, est en train de s'écrire.



52 années ont passé depuis la création des JOCV. Ryuki Homma, le premier JOCV au Myanmar, entraîne son équipe.

Un corridor économique relie un grand continent du nord au sud et soutient la croissance économique africaine

Octobre 2017 — Achèvement du projet d'aide au secteur routier en Tanzanie (1 et 2)

Le corridor économique formé par la route transafricaine N° 4, proposé en 1970, était un projet majeur couvrant plus de 10 000 km, de l'Afrique du Sud à l'Égypte, et symbolisant l'immensité du continent africain. Avec la Banque africaine de développement, la JICA a déployé une coopération pour la construction de la section non asphaltée de la route en Tanzanie. Associé aux projets précédents, le revêtement a été achevé sur un tronçon de plus de 400 km en octobre 2017. La nouvelle route créera des liens entre les populations au-delà des frontières nationales, et favorisera des échanges plus actifs.



L'autoroute en direction du nord à partir de Dodoma, la capitale de la Tanzanie.

Vers la réalisation de la santé pour tous

Décembre 2017 — Co-organisation du Forum CSU 2017

Près de 600 hauts responsables gouvernementaux et représentants d'organisations internationales de 61 pays ont participé au Forum CSU 2017 à Tokyo. L'objectif de la couverture santé universelle (CSU) est d'assurer à l'ensemble de la population l'accès aux services de santé essentiels de qualité dont elle a besoin sans éprouver de difficultés financières. Co-organisé par la JICA, le Forum a adopté la déclaration de Tokyo sur la couverture santé universelle et réaffirmé l'engagement à accélérer les progrès vers la réalisation de la CSU d'ici 2030.



Le président de la JICA Shinichi Kitaoka, le premier ministre Shinzo Abe, le secrétaire général des Nations unies António Guterres et d'autres responsables debout sur le devant de la scène. [Photo : Shinichi Kuno]

Première plateforme régionale des ODD au Japon avec les secteurs industriel, universitaire, public et privé

Décembre 2017 — Création de la plateforme des ODD du Kansai

Les bureaux de la JICA au Japon servent de bases nationales pour chaque région et jouent le rôle de plateformes reliant ces régions et les pays en développement. Le 16 décembre 2017, le Centre de la JICA Kansai a lancé la plateforme des ODD du Kansai en partenariat avec des entreprises privées, des ONG ou OBNL, des universités et des instituts de recherche, et des gouvernements locaux et des agences gouvernementales dans la région du Kansai. La JICA assure le secrétariat avec le Bureau de l'économie, du commerce et de l'industrie du Kansai, et le Secrétariat du siège de l'Union des gouvernements du Kansai. Une collaboration réunissant un éventail aussi large d'acteurs devrait générer des idées et technologies aptes à résoudre les problèmes mondiaux et régionaux.



Le président de la JICA, Shinichi Kitaoka, prononce le discours d'ouverture lors du symposium célébrant la création de la plateforme, devant un auditoire composé de divers participants régionaux.

Principaux événements de l'exercice 2017

Avril	Ouverture de la Hokkaido Global Plaza
Avril	Sri Lanka : Envoi d'une équipe du Secours d'urgence du Japon (équipe d'experts) après l'effondrement d'une montagne de déchets
Mai	★ La JICA désignée « Émetteur obligatoire de l'année »
Mai	Géorgie : Ouverture du premier Bureau de la JICA dans le Caucase
Juin	Myanmar : Introduction de manuels développés avec la coopération technique de la JICA dans toutes les écoles primaires
Juillet	Adoption de cinq propositions suite au premier avis du nouveau dispositif d'étude de faisabilité pour les activités ODD
Juillet	Établissement de la nouvelle vision de la JICA : « Guider le monde en tissant des liens de confiance »
Août	Arrivée au Japon des premiers étudiants dans le cadre de l'initiative japonaise pour l'avenir des réfugiés syriens
Août	★ Le musée japonais des migrations à l'étranger dépasse les 500 000 visiteurs
Septembre	★ Trentième anniversaire du Secours d'urgence du Japon
Septembre	Somalie : Décision de lancer le premier nouveau projet de coopération technique en 26 ans
Octobre	Mongolie : Mise en service du parc éolien de Tsetsii grâce au premier projet de financement des investissements du secteur privé dans le domaine des énergies renouvelables
Octobre	★ Myanmar : Envoi d'un premier JOCV au Myanmar
Octobre	★ Tanzanie : Achèvement du projet de soutien au secteur routier (1 et 2)
Novembre	Jamaïque : Signature du premier accord de prêt de la JICA libellé en dollars pour le programme de gestion de l'énergie et d'efficacité énergétique
Novembre	Tanzanie : La JICA co-organise « Ladies First », la première rencontre féminine d'athlétisme en Tanzanie avec le ministère de l'Information, de la culture, des arts et des sports
Décembre	★ La JICA co-organise le Forum CSU 2017
Décembre	★ Création de la plateforme des ODD du Kansai

2018

Janvier	Serbie : Devient le 89 ^e pays signataire d'un accord pour l'envoi de JOCV
Février	Laos : Inauguration du pont de l'amitié Laos-Japon (aussi appelé pont Sekong) construit grâce à des dons
Mars	Cuba : Ouverture d'un bureau de la JICA
Mars	Signature d'un accord de partenariat avec Ama-cho, dans la préfecture de Shimane. Diffusion des expériences et des connaissances en matière de revitalisation régionale aux pays en développement



Vanuatu : Des jeunes filles se baignent sur une plage du sud-est de l'île d'Efate.
[Photo : Kaku Suzuki]

Aperçu des programmes

L'APD du Japon

Qu'est-ce que l'APD ?

Il s'agit de la coopération apportée par divers organismes et entités, dont les gouvernements, institutions internationales, organisations non gouvernementales (ONG) et entreprises privées, en appui au développement économique et social des pays en développement. L'aide publique au développement (APD) désigne l'aide technique et financière apportée par les gouvernements aux pays en développement dans le cadre de cette coopération.

Schématiquement, l'APD se répartit en deux catégories : l'aide bilatérale et l'aide multilatérale. Cette dernière comprend les financements et les contributions octroyés aux organisations internationales, alors que l'aide bilatérale est fournie sous trois formes : la coopération technique, la coopération pour le financement et les investissements, et les dons. D'autres programmes d'aide bilatérale prévoient en outre l'envoi de volontaires.

Figure 1 Coopération économique et APD

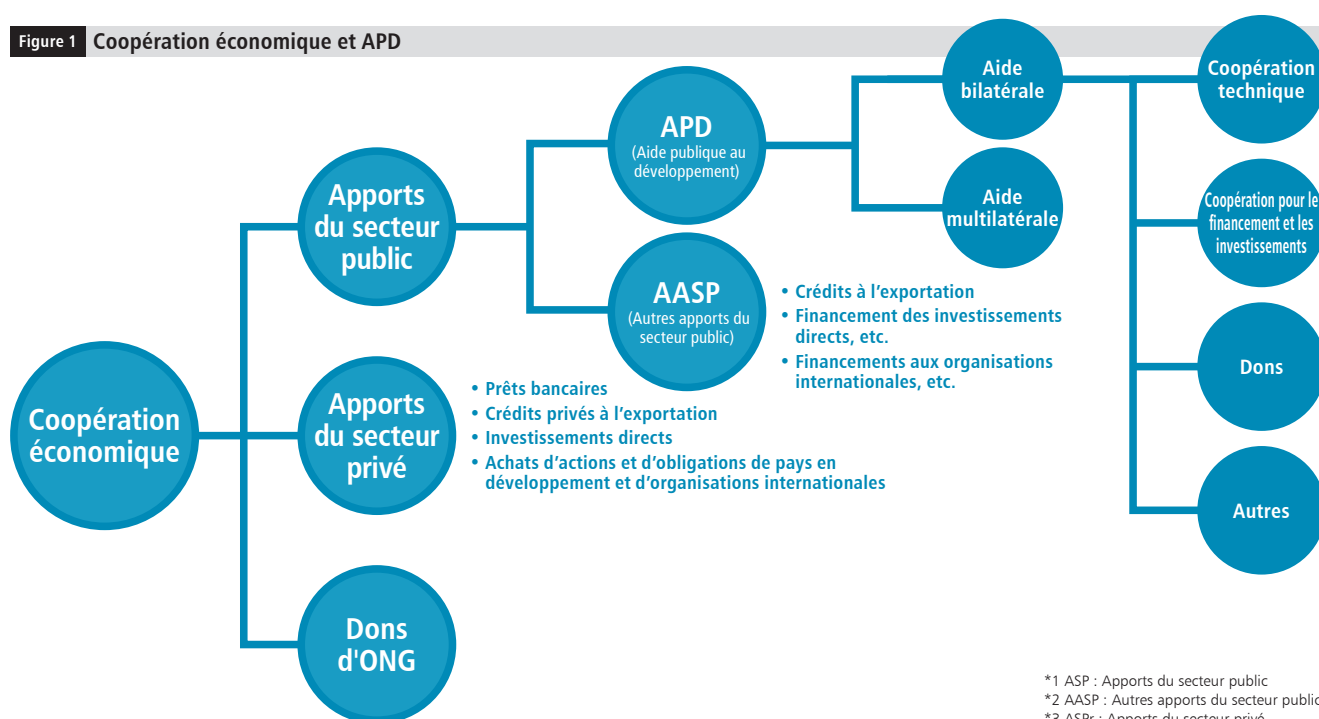


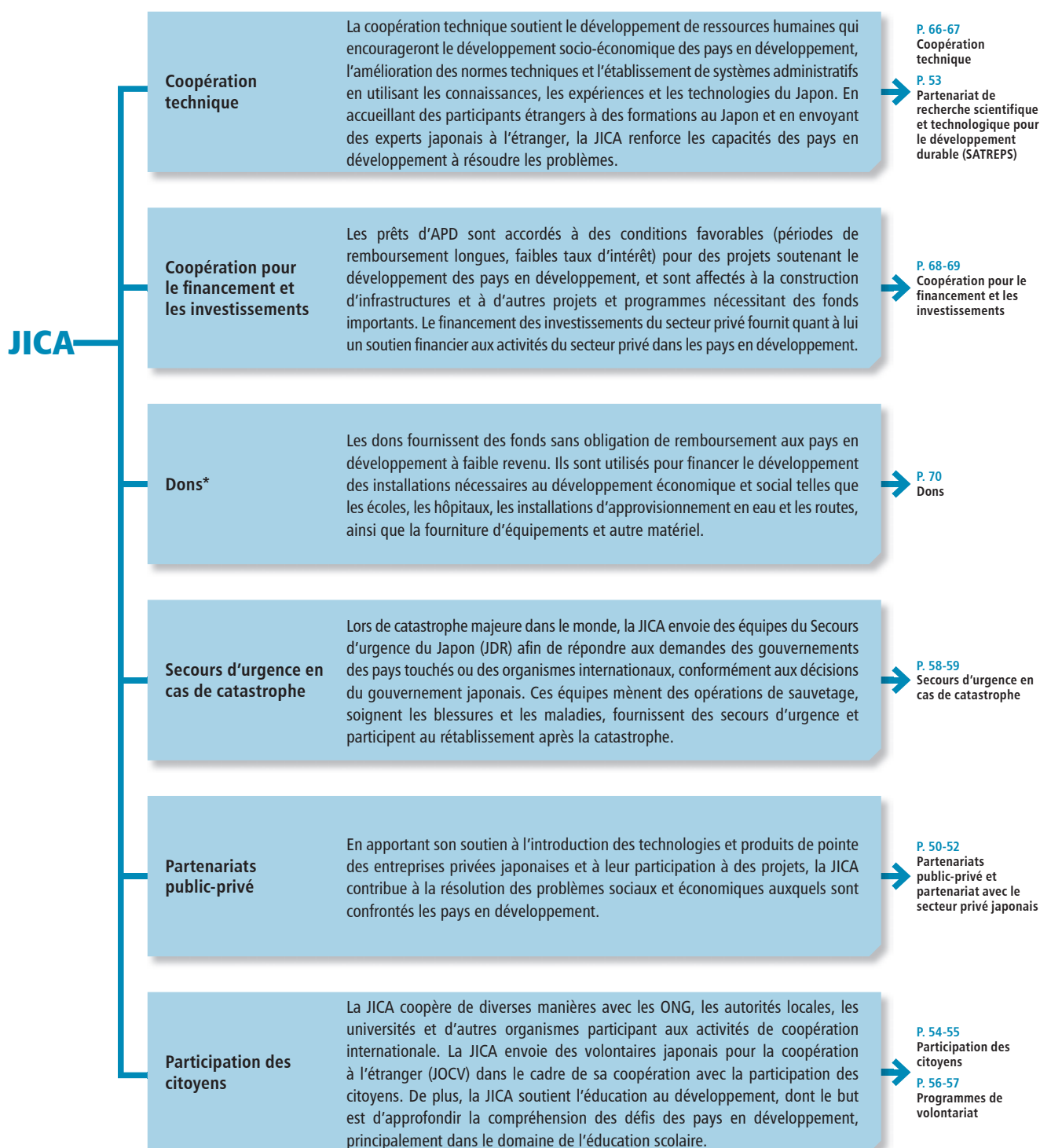
Figure 2 Répartition de l'APD du Japon en 2017 (données provisoires)

Type		Décaissements d'APD (année civile 2017)			Yens (milliards JPY)			Part de l'APD totale
		2017	2016	Variation 2016/2017 (%)	2017	2016	Variation 2016/2017 (%)	
APD	Dons	2 621,64	2 812,31	-6,8	294,103	305,987	-3,9	22,9
	Coopération technique*	2 884,18	2 777,57	3,8	323,556	302,207	7,1	25,2
	Total des dons	5 505,81	5 589,88	-1,5	617,659	608,194	1,6	48,2
	Prêts	2 530,76	1 422,13	78,0	283,908	154,731	83,5	22,1
	APD bilatérale totale (sur la base des décaissements nets)	8 036,57	7 012,01	14,6	901,567	762,926	18,2	70,3
	Contributions et souscriptions aux organisations internationales (sur la base des décaissements nets)	3 394,57	3 368,34	0,8	380,813	366,484	3,9	29,6
	APD totale (décaissements nets)	11 431,14	10 380,35	10,1	1 282,380	1 129,410	13,5	100,0
	Estimation provisoire du revenu national brut (RNB) nominal (milliards USD, milliards JPY)	5 038,44	5 114,54	-1,5	565 227,80	556 475,60	1,6	
	% du RNB	0,23	0,20		0,23	0,20		

(Notes) 1 Les chiffres incluent les décaissements pour les pays sortis de la liste des bénéficiaires de l'APD établie par le CAD de l'OCDE. Les montants hors décaissements sont indiqués page 95, tableau 1.
2 Les 12 pays et territoires sortis de la liste du CAD et non membres de l'OCDE qui ont bénéficié d'APD sont les suivants : Bahamas, Barbade, Brunei, Polynésie française, Hong Kong, Nouvelle Calédonie, Oman, Arabie saoudite, Saint-Christophe-et-Nièves, Singapour, Trinité-et-Tobago, et Émirats arabes unis.
3 Taux de conversion défini par le CAD pour 2017 : 1 USD = 112,1831 JPY (dépréciation de 3,3804 par rapport à 2016)
4 Les chiffres étant arrondis, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des composants.
5 Les allègements de dette comprennent les renoncements à des prêts d'APD et des réductions de dette des obligations commerciales garanties et des créances provenant de la vente de riz, mais excluent le report des remboursements.
6 Par le passé, les dons accordés par l'intermédiaire d'organisations internationales étaient comptabilisés dans les « Contributions et souscriptions aux organisations internationales ». Cependant, depuis 2006, les dons à des pays identifiés au moment de la contribution sont intégrés dans les « Dons » des pays bénéficiaires concernés.
7 À compter des résultats de 2011, les dons des projets d'ONG ont été comptabilisés dans les dons des pays bénéficiaires concernés.
*La coopération technique inclut les dépenses administratives et d'éducation au développement.

JICA : Mettre en œuvre l'APD du Japon

La JICA, chargée de l'exécution de l'APD du Japon, est l'une des plus grandes agences d'aide bilatérale du monde. La JICA soutient le développement socio-économique des pays en développement par une association flexible de divers instruments d'aide tels que la coopération technique, la coopération pour le financement et les investissements, et les dons. Elle opère dans près de 150 pays et régions dans le monde.



*À l'exclusion des dons qui relèvent de la politique diplomatique et sont directement gérés par le ministère des Affaires étrangères.

Objectifs et aperçu des programmes

Le quatrième plan à moyen terme (exercices 2017 à 2021)

Conformément à la loi, la JICA mène ses opérations sur la base de plans à moyen terme établissant des cycles quinquennaux. Dans le quatrième plan à moyen terme, commencé avec l'exercice 2017, la JICA a élaboré des plans basés sur la Charte de la coopération au développement et des cadres internationaux comme les objectifs de développement durable (ODD), portant sur des questions de développement telles que les infrastructures et la croissance économique, le développement centré sur l'humain, les valeurs universelles et la consolidation de la paix, et les enjeux mondiaux, parallèlement aux questions prioritaires régionales, aux partenariats avec divers acteurs et aux contributions aux discussions internationales. La JICA établit également des mesures détaillées pour renforcer ses fondations organisationnelles et opérationnelles, la sécurité et les contrôles internes dans le cadre de ce plan.

Grâce aux efforts déployés pour réaliser ces plans, la JICA continuera de jouer le rôle que l'on attend d'elle aussi bien au Japon qu'à l'étranger.

Résumé du quatrième plan à moyen terme

Répondre aux problèmes de développement et aux défis mondiaux et contribuer aux intérêts nationaux du Japon par la coopération au développement

Réaliser la paix, la sécurité et la prospérité ainsi qu'un environnement international doté d'une stabilité, d'une transparence et d'une prévisibilité élevées

Contribuer à renforcer la confiance de la communauté internationale envers le Japon, à intensifier les relations entre les régions en développement et le Japon, et à définir l'ordre et les normes de la communauté internationale

Contribuer à la dynamisation de l'économie et de la société japonaises en renforçant les liens entre les régions en développement et le Japon

Domaines d'intervention opérationnelle

- (1) Renforcer les capacités des individus qui seront des acteurs clés du développement de leur pays
- (2) Consolider les partenariats entre les acteurs japonais qui participent et contribuent à la coopération au développement et à la revitalisation régionale
- (3) Contribuer aux engagements internationaux et servir de leader au sein de la communauté internationale
- (4) Renforcer les mesures de sécurité

Approches prioritaires

- (1) Promouvoir une coopération au développement qui établisse une relation de confiance mutuelle en mettant l'accent sur l'appropriation par le pays et le partenariat
- (2) Promouvoir des approches centrées sur l'être humain basées sur le concept de sécurité humaine
- (3) Renforcer les opérations stratégiques et améliorer la qualité des opérations de la JICA
- (4) Diffuser des informations claires et uniformes

Initiatives concrètes

Efforts sur les problèmes prioritaires

- (1) Garantir les bases et le moteur de la croissance économique
- (2) Promouvoir un développement centré sur l'être humain pour soutenir des conditions de vie fondamentales
- (3) Partager des valeurs universelles et réaliser une société pacifique et sûre
- (4) Construire une communauté internationale durable et résiliente en relevant les défis mondiaux

Renforcer les partenariats japonais

Renforcer les bases de la mise en œuvre (Relations publiques, recherche, évaluations des opérations, etc.)

Questions prioritaires régionales

Renforcer les mesures de sécurité

Autres questions importantes de gestion opérationnelle

(Promotion d'une coopération au développement efficace et efficiente ; contribution proactive aux discussions internationales et renforcement des partenariats avec les organisations internationales, les donateurs bilatéraux et autres ; et renforcement des contrôles internes)

Politiques et initiatives importantes du gouvernement japonais

Charte de la coopération au développement
Politiques connexes
Engagements du gouvernement

Cadre de référence international pour la coopération au développement

Objectifs de développement durable (ODD)
Accord de Paris (changement climatique)

Orientation des activités de développement de la JICA pour l'exercice 2018

1

Opérations basées sur la stratégie pour un océan indo-pacifique libre et ouvert promue par le gouvernement japonais

2

Renforcer les capacités des individus qui seront des acteurs clés dans le développement de leur pays

3

Dynamisation des pays en développement et du Japon grâce au potentiel du secteur privé

4

Promouvoir la formulation et la diffusion de concepts de coopération orientés vers l'avenir

La JICA entend contribuer à la paix, la stabilité et la prospérité de la communauté internationale en faisant face aux problèmes prioritaires identifiés dans la Charte de la coopération au développement du gouvernement japonais et dans le quatrième plan à moyen terme de la JICA. Pour y parvenir, la JICA redoublera d'efforts dans les domaines suivants afin d'atteindre la sécurité humaine et une croissance de qualité :



Soudan : Projet de renforcement du système de formation professionnelle ciblant les centres publics de formation professionnelle. [Photo : Akio Iizuka]

La JICA poursuivra ses activités de coopération au développement dans le cadre de la stratégie pour un océan indo-pacifique libre et ouvert. Elle s'emploiera également à renforcer les partenariats au sein de la communauté internationale. Une attention particulière sera accordée, entre autres (1) au développement des ressources humaines pour renforcer la connectivité intrarégionale, (2) à la construction d'infrastructures et à l'amélioration du climat commercial et des investissements, (3) à la mise en place du cadre juridique et judiciaire nécessaire à l'instauration de l'État de droit, et (4) au développement des capacités en matière de sécurité maritime.

À l'occasion du 150^e anniversaire de la restauration Meiji, la JICA lancera son programme d'études du développement afin de stimuler la formation de ressources humaines aptes à résoudre des problèmes de développement d'une diversité et d'une complexité croissantes. Le programme offre la possibilité de tirer systématiquement des enseignements de l'expérience de développement du Japon. À l'issue du programme et à leur retour chez eux, les participants seront encouragés à mettre à profit les connaissances acquises au Japon pour le développement de leur pays. Ils deviendront en outre des dirigeants qui connaissent et qui soutiennent le Japon, ce qui permettra de maintenir et renforcer les relations bilatérales à moyen et long terme.

Pour atteindre une croissance de qualité – c'est-à-dire inclusive, durable et résiliente – la JICA va tirer parti des atouts du secteur privé, notamment des petites et moyennes entreprises (PME) et des régions japonaises, et elle mobilisera leur potentiel au service de ses opérations dans les pays en développement et de la revitalisation régionale du Japon.

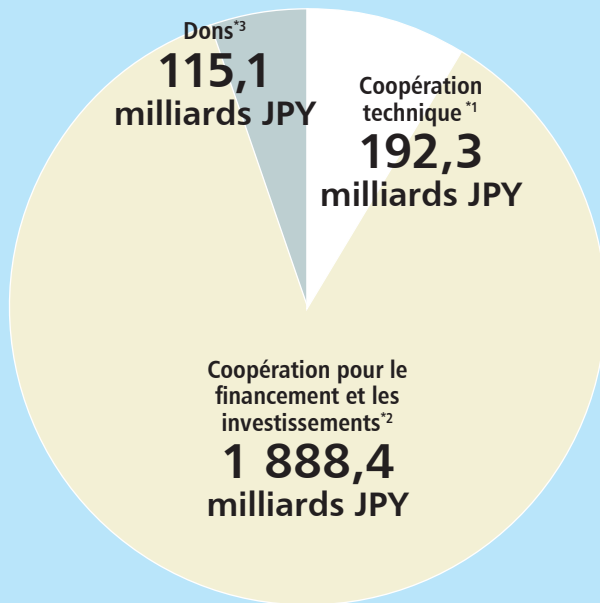
La JICA redoublera d'efforts pour intégrer des méthodes et technologies innovantes dans ses activités de coopération au développement. Elle mobilisera en outre diverses sources de financement pour répondre aux besoins de développement les plus importants. De plus, la JICA intensifiera son travail de formulation et de diffusion de concepts tels que la couverture santé universelle (CSU) et l'initiative pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique (ISANA), renforçant ainsi sa présence au sein de la communauté internationale.

Aperçu des activités de la JICA pour l'exercice 2017

Situation générale

S'agissant des opérations de la JICA durant l'exercice 2017 (figures 3 et 4), la coopération technique représente 192,3 milliards JPY, soit une diminution de 7,4 % par rapport à l'exercice précédent. Quant à l'aide sous forme de dons, la JICA a réalisé 157 projets à hauteur d'environ 115,1 milliards JPY (montant des accords de dons). Concernant la coopération pour le financement et les investissements, les prêts d'APD s'élevaient à 1 845,4 milliards JPY (sur la base des engagements) répartis entre 53 projets. Le montant total des décaissements au titre du financement des investissements du secteur privé a atteint 43,0 milliards JPY (sur la base des engagements) accordés à six organisations.

Figure 3 Montant des opérations durant l'exercice 2017



Note : Taux de conversion : 1 USD = 112,2 JPY (taux officiel du Comité d'aide au développement [CAD] pour 2017)

*1 Les dépenses de coopération technique comprennent les dépenses d'assistance technique gérées dans le cadre du budget du compte de financement et d'investissement, à l'exclusion des frais administratifs.

*2 Montant total des engagements de prêts d'APD et de financement des investissements du secteur privé.

*3 Montant des accords de dons (A/D) conclus. Pour les projets échelonnés sur plusieurs exercices, le montant maximal autorisé par exercice est comptabilisé pour chaque exercice considéré.

Figure 4 Répartition des opérations durant l'exercice 2017 (Unité : milliards JPY)

	Exercice 2017	Exercice 2016
Coopération technique ^{*1}	192,3	207,7
Formation de participants étrangers	22,0	21,2
Envoi d'experts	58,7	64,5
Envoi de missions d'étude	33,8	60,2
Fourniture d'équipements	2,3	3,7
Envoi de volontaires japonais pour la coopération à l'étranger	8,7	8,7
Envoi d'autres volontaires	3,3	3,3
Autres	63,5	46,2
Coopération pour le financement et les investissements ^{*2}	1 888,4	1 485,8
Dons ^{*3}	115,1	98,0

Note : Les chiffres étant arrondis, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des composants.

*1 Les dépenses de coopération technique comprennent les dépenses d'assistance technique gérées dans le cadre du budget du compte de financement et d'investissement, à l'exclusion des frais administratifs.

*2 Montant total des engagements de prêts d'APD et de financement des investissements du secteur privé.

*3 Montant des accords de dons (A/D) conclus. Pour les projets échelonnés sur plusieurs exercices, le montant maximal autorisé par exercice est comptabilisé pour chaque exercice considéré.

Aperçu des tendances des dix dernières années

Les figures 5 à 7 montrent l'évolution du volume des programmes de coopération technique, de coopération pour le financement et les investissements, et de dons de la JICA durant les 10 dernières années.

Les montants engagés au titre de la coopération pour le financement et les investissements ont augmenté de 27,1 % par rapport à l'exercice précédent et atteint 1 888,4 milliards JPY durant l'exercice 2017. Le volume des dons enregistre une augmentation de 17,4 %, totalisant 115,1 milliards JPY pour l'exercice 2017.

Figure 5 Dépenses de coopération technique des 10 derniers exercices (Unité : milliards JPY)

Exercice 2008	150,8
Exercice 2009	176,0
Exercice 2010	168,8
Exercice 2011	188,9
Exercice 2012	167,8
Exercice 2013	177,3
Exercice 2014	176,4
Exercice 2015	191,7
Exercice 2016	207,7
Exercice 2017	192,3

Figure 6 Montant des engagements au titre de la coopération pour le financement et les investissements des 10 derniers exercices (Unité : milliards JPY)

Exercice 2008	929,4
Exercice 2009	967,6
Exercice 2010	538,9
Exercice 2011	949,4
Exercice 2012	1 226,7
Exercice 2013	985,8
Exercice 2014	1 015,9
Exercice 2015	2 260,9
Exercice 2016	1 485,8
Exercice 2017	1 888,4

Note : Montant total des engagements de prêts d'APD et de financement des investissements du secteur privé.

Figure 7 Montant des dons des 10 derniers exercices (Unité : milliards JPY)

Exercice	Montant total prévu dans l'échange de notes conclu durant l'exercice concerné (part gérée par la JICA au titre de la promotion de l'aide sous forme de dons)	Montant total accordé en vertu de l'accord de don conclu durant l'exercice concerné (part gérée par la JICA au titre de la mise en œuvre et de la gestion des projets de dons après octobre 2008)
Exercice 2008	74,0	37,1
Exercice 2009	34,8	102,0
Exercice 2010	12,9	105,2
Exercice 2011	3,6	107,4
Exercice 2012		141,6
Exercice 2013		115,8
Exercice 2014		111,2
Exercice 2015		111,7
Exercice 2016		98,0
Exercice 2017		115,1

Aide par région

Pour la coopération technique, les décaissements sont répartis par ordre décroissant entre l'Asie 39,0 %, l'Afrique 18,6 %, l'Amérique du Nord et l'Amérique latine 7,2 %.

Concernant les nouveaux montants engagés au titre de la coopération pour le financement et les investissements, l'Asie totalise 61,6 %, le Maghreb Moyen-Orient 8,0 % et l'Afrique 7,9 %. La part de l'Asie reste considérablement élevée depuis

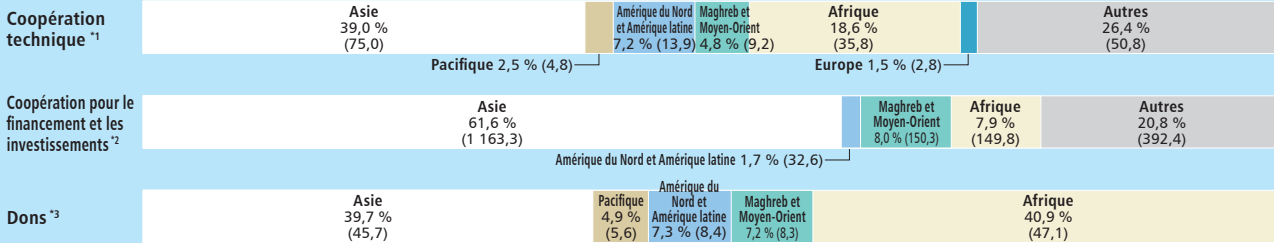
plusieurs exercices.

En ce qui concerne les dons, l'Afrique représente 40,9 % et l'Asie 39,7 %. Depuis plusieurs exercices, l'Asie et l'Afrique absorbent la plus large part des dons.

« Autres » représente les engagements et les décaissements pour les institutions internationales et les projets multi-pays ou multi-régions.

Figure 8 Ventilation régionale de l'aide durant l'exercice 2017

(Unité : %, milliards JPY)



Note : Les chiffres étant arrondis, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des composants.

*1 Les dépenses de coopération technique comprennent les dépenses d'assistance technique gérées dans le cadre du budget du compte de financement et d'investissement, à l'exclusion des frais administratifs.

*2 Montant total des engagements de prêts d'APD et de financement des investissements du secteur privé. Les engagements avec la Banque africaine de développement et le Fonds africain de développement sont comptabilisés dans « Afrique » et non dans « Autres ».

*3 Montant des accords de dons (A/D) conclus. Pour les projets échelonnés sur plusieurs exercices, le montant maximal autorisé par exercice est comptabilisé pour chaque exercice considéré.

Aide par secteur

Pour la coopération technique, les décaissements sont répartis par ordre décroissant entre les secteurs suivants : travaux et services publics 23,7 %, ressources humaines 11,2 %, agriculture, forêts et pêche 10,6 %, planification et administration 8,8 %.

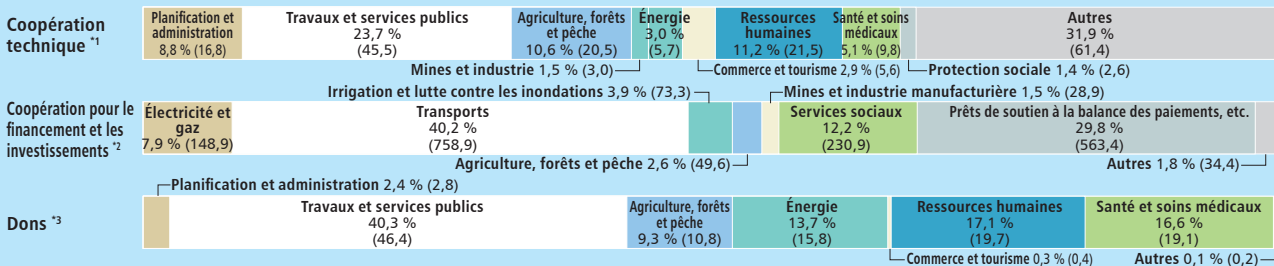
La coopération pour le financement et les investissements s'est principalement concentrée sur le secteur des transports

(40,2 %), notamment les projets ferroviaires et routiers. Viennent ensuite les services sociaux (12,2 %), le gaz et l'électricité (7,9 %).

En ce qui concerne les dons, la part la plus importante revient aux travaux et services publics (40,3 %), suivis des ressources humaines (17,1 %), la santé et les soins médicaux (16,6 %).

Figure 9 Ventilation sectorielle de l'aide durant l'exercice 2017

(Unité : %, milliards JPY)



Note : Les chiffres étant arrondis, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des composants.

*1 Les dépenses de coopération technique comprennent les dépenses d'assistance technique gérées dans le cadre du budget du compte de financement et d'investissement, à l'exclusion des frais administratifs.

*2 Montant total des engagements de prêts d'APD et de financement des investissements du secteur privé.

*3 Montant des accords de dons (A/D) conclus. Pour les projets échelonnés sur plusieurs exercices, le montant maximal autorisé par exercice est comptabilisé pour chaque exercice considéré.

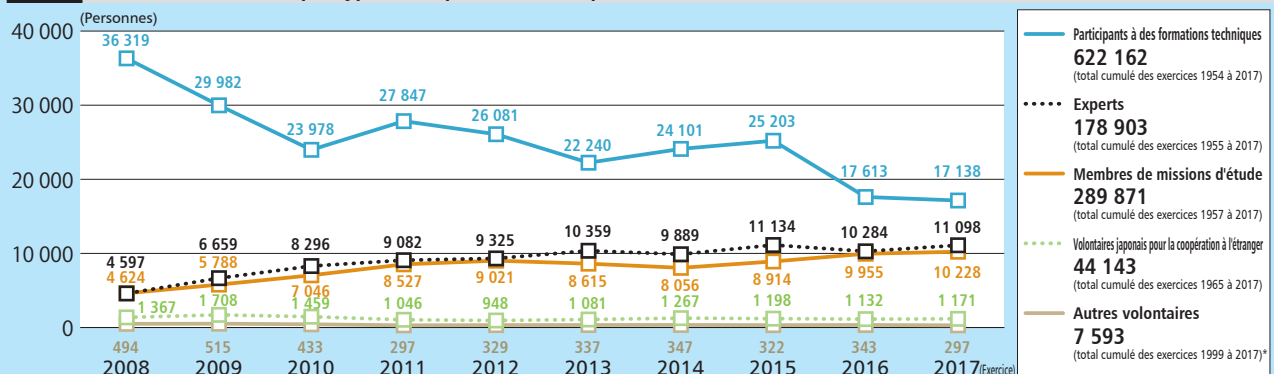
Évolution des effectifs par type de coopération technique

Pour l'exercice 2017, les nouvelles ressources humaines participant aux différents types de programmes de la JICA se répartissent comme suit : 17 138 participants à des formations techniques, 11 098 experts, 10 228 membres de missions d'étude, 1 171 volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV) et 297 autres volontaires. À ce jour, la JICA a assuré la formation technique de 622 162 participants

(exercices 1954 à 2017) et envoyé à l'étranger 178 903 experts (exercices 1955 à 2017), 289 871 membres de missions d'étude (exercices 1957 à 2017), 44 143 JOCV (exercices 1965 à 2017) et 7 593 autres volontaires (exercices 1999 à 2017).

La figure 10 montre l'évolution des effectifs par type de coopération technique depuis l'exercice 2008.

Figure 10 Évolution des effectifs par type de coopération technique (total cumulé)



* Inclut les volontaires seniors, les volontaires juniors et seniors auprès des communautés japonaises à l'étranger et les volontaires des Nations unies, données qui jusqu'à l'exercice 1998 étaient réparties entre les autres types de coopération.

Note : Le soutien au programme d'émigration a pris fin durant l'exercice 1995. Le total cumulé des exercices 1952 à 1995 s'élève à 73 437.

Aperçu des états financiers

Compte général

1. Aperçu du bilan

Pour l'exercice comptable clos le 31 mars 2018, le total des actifs s'élève à 271 332 millions JPY, soit une augmentation de 16 376 millions JPY par rapport à l'exercice précédent. Cette progression est essentiellement imputable à une hausse de 111 663 millions JPY des liquidités et dépôts bancaires. Le solde de clôture des liquidités et dépôts bancaires de 198 210 millions JPY comprend les fonds pour les projets de dons à hauteur de 165 456 millions JPY. Le total des passifs s'élève à 205 260 millions JPY, soit une hausse de 36 608 millions JPY en glissement annuel, principalement due à une augmentation de 20 101 millions JPY des passifs liés aux subventions de fonctionnement.

(Unité : millions JPY)

Actifs	Montant	Passifs	Montant
Actifs courants		Passifs courants	
Liquidités et dépôts bancaires	198 210	Passifs liés aux subventions de fonctionnement	20 101
Autres	29 272	Fonds pour les projets de dons	164 071
Actifs non courants		Autres	15 398
Actifs corporels	40 342	Passifs non courants	
Actifs incorporels	1 736	Comptes de contrepartie pour les actifs	5 208
Placements et autres actifs	1 772	Autres	482
		Total des passifs	205 260
		Actifs nets	
		Capital	
		Investissements publics	62 452
		Gains en capital	(20 193)
		Bénéfices non distribués	23 813
		Total des actifs nets	66 072
Total des actifs	271 332	Total des passifs et des actifs nets	271 332

2. Aperçu du compte de résultat

Pour l'exercice comptable clos le 31 mars 2018, le total des dépenses ordinaires s'élève à 238 184 millions JPY, soit une baisse de 8 762 millions JPY par rapport à l'exercice précédent. Cette diminution est essentiellement imputable à un recul de 19 119 millions JPY des dépenses opérationnelles financées par des subventions de fonctionnement. Les recettes ordinaires se montent à 227 716 millions JPY, soit une baisse de 31 202 millions JPY en glissement annuel. Cette contraction est principalement due à une diminution de 43 340 millions JPY des recettes liées aux subventions de fonctionnement.

(Unité : millions JPY)

	Montant
Dépenses ordinaires	238 184
Dépenses de fonctionnement	229 248
Dépenses pour les secteurs et régions prioritaires	72 754
Dépenses pour les partenariats intérieurs	18 666
Dépenses pour le soutien aux opérations	38 070
Dépenses pour les projets de dons	90 152
Autres	9 607
Frais généraux administratifs	8 586
Charges financières	348
Autres	3
Recettes ordinaires	227 716
Recettes des subventions de fonctionnement	132 494
Recettes des projets de dons	90 152
Autres	5 071
Pertes exceptionnelles	690
Recettes exceptionnelles	90
Reprise des fonds de réserve reportés de la période précédente des objectifs à moyen terme	15 372
Total des recettes pour l'exercice courant	4 304

Note : • Les chiffres étant arrondis, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des composants.

Compte de financement et d'investissement

1. Aperçu du bilan

Pour l'exercice comptable clos le 31 mars 2018, le total des actifs s'élève à 12 278 942 millions JPY, soit une augmentation de 414 795 millions JPY par rapport à l'exercice précédent. Cette progression s'explique principalement par une hausse de 343 024 millions JPY des prêts. Le total des passifs s'élève à 2 665 229 millions JPY, soit une hausse de 283 429 millions JPY en glissement annuel. Cette progression s'explique principalement par une augmentation de 171 194 millions JPY des emprunts au fonds gouvernemental pour le programme budgétaire d'investissements et de prêts.

(Unité : millions JPY)

Actifs	Montant	Passifs	Montant
Actifs courants		Passifs courants	
Prêts	12 005 004	Emprunts au fonds gouvernemental pour le programme budgétaire d'investissements et de prêts	150 179
Provisions pour les pertes liées aux prêts	(171 804)	Autres	63 076
Autres	338 539	Passifs non courants	
Actifs non courants		Obligations	683 132
Actifs corporels	8 904	Emprunts au fonds gouvernemental pour le programme budgétaire d'investissements et de prêts	1 761 334
Actifs incorporels	5 236	Autres	7 508
Placements et autres actifs		Total des passifs	2 665 229
Réclamations probables en cas de faillite, réclamations probables en cas de réhabilitation, et autres	87 063	Actifs nets	
Provisions pour les pertes liées aux prêts	(75 454)	Capital	
Autres	81 455	Investissements publics	8 037 408
		Bénéfices non distribués	1 546 921
		Réserves	79 188
		Autres	△ 49 805
		Évaluation et écarts de conversion	
		Total des actifs nets	9 613 713
Total des actifs	12 278 942	Total des passifs et des actifs nets	12 278 942

2. Aperçu du compte de résultat

Pour l'exercice comptable clos le 31 mars 2018, le total des recettes s'élève à 79 188 millions JPY, soit une augmentation de 4 825 millions JPY par rapport à l'exercice précédent. Cette augmentation est due à une contraction de 155 millions JPY des recettes ordinaires qui s'élèvent à 173 328 millions JPY, et à une diminution de 5 055 millions JPY des dépenses ordinaires qui s'élèvent à 94 049 millions JPY. La baisse des recettes ordinaires s'explique principalement par un recul de 7 467 millions JPY des intérêts sur les prêts en glissement annuel, tandis que la baisse des dépenses ordinaires est surtout imputable à une contraction de 13 717 millions JPY des provisions pour les pertes liées aux prêts par rapport à l'exercice précédent.

(Unité : millions JPY)

	Montant
Dépenses ordinaires	94 049
Dépenses liées aux opérations de coopération pour le financement et les investissements	94 049
Intérêts sur les obligations et les bons	7 327
Intérêts sur les emprunts	17 130
Intérêts sur les swaps de taux d'intérêt	7 395
Dépenses liées aux activités de consignation	32 484
Dépenses opérationnelles et administratives	14 212
Provisions pour les pertes liées aux prêts	8 244
Autres	7 258
Recettes ordinaires	173 328
Recettes liées aux opérations de coopération pour le financement et les investissements	171 701
Intérêts sur les prêts	145 294
Dividendes sur les placements	19 319
Autres	7 087
Autres	1 627
Pertes exceptionnelles	97
Recettes exceptionnelles	6
Total des recettes pour l'exercice courant	79 188

Note : • Les chiffres étant arrondis, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des composants.

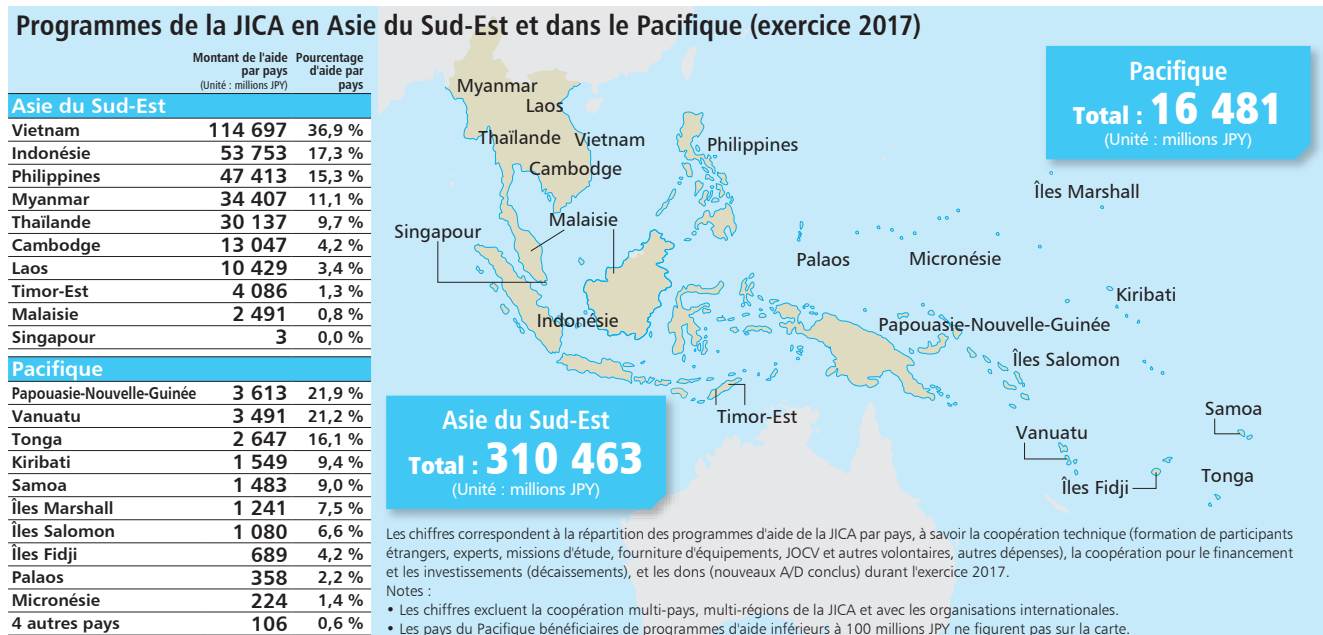


Zimbabwe : Des femmes goûtent aux joies de la danse.
[Photo : Akihito Yoshida]

Rapport d'activité

Asie du Sud-Est et Pacifique

Améliorer la connectivité régionale, réduire les inégalités et atteindre une « croissance de qualité »



Asie du Sud-Est

Problèmes régionaux

L'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), un organisme intergouvernemental constitué de 10 des 11 pays d'Asie du Sud-Est (le Timor-Est est le seul pays à ne pas avoir rejoint l'ANASE), poursuit ses efforts visant à approfondir l'intégration régionale après le lancement de la communauté de l'ANASE en décembre 2015. L'ANASE a célébré son 50^e anniversaire en 2017 [➔ voir page 23]. Bien que cela marque une étape décisive, pour que les pays de l'ANASE puissent se développer et approfondir leur intégration, il sera nécessaire de renforcer la connectivité au sein de l'ANASE, entre l'ANASE et le Japon, et entre l'ANASE et le monde, aussi bien d'un point de vue matériel qu'immatériel.

Les pays fondateurs de l'ANASE (Brunei, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande) doivent encourager les industries à forte valeur ajoutée et former des ressources humaines qui soutiennent le développement industriel afin de maintenir la croissance en évitant le « piège du revenu moyen ». ¹ Ces dernières années, les nouveaux pays membres de l'ANASE (Cambodge, Laos, Myanmar et Vietnam) ont quant à eux développé leurs corridors économiques. Ces corridors sont le résultat de l'intégration de l'ANASE et ils permettent de libérer le potentiel de ces pays. Afin de continuer à réduire les écarts avec les pays fondateurs, ils devront parvenir à une forte croissance économique et améliorer la vie de leur population.

En 2017, le Timor-Est a célébré le 15^e anniversaire de son indépendance. En 2011, le pays a élaboré un plan de développement stratégique (2011-2030), passant ainsi du stade

de la reconstruction à celui du développement économique complet.

Initiatives de l'exercice 2017

1. Promouvoir les initiatives régionales

Afin de soutenir le renforcement de la connectivité de l'ANASE, la JICA s'aligne avec les diverses politiques et plans de l'ANASE visant à approfondir la connectivité dès le stade de la formulation et elle déploie une aide pour le développement des infrastructures, l'amélioration du climat de l'investissement et de l'environnement des affaires, et le développement des systèmes juridiques [➔ voir l'étude de cas, page 39]. De plus, la JICA soutient également les efforts de l'ANASE pour renforcer la connectivité parmi ses membres en coopérant avec les pays, particulièrement les nouveaux États membres, pour améliorer l'éducation de base, la gouvernance, la santé, l'agriculture et l'approvisionnement en eau, afin de réduire les écarts de développement aux plans régional et national. La JICA promeut également cette coopération sous forme de coopération Sud-Sud et triangulaire ou tripartite. La JICA a contribué à la transition de la Thaïlande vers le statut de pays donateur à travers la conclusion d'un accord de partenariat avec l'Agence thaïlandaise de coopération internationale (TICA) en septembre 2017.

Au Timor-Est, la JICA soutient en particulier l'amélioration des infrastructures de transport telles que les routes, le développement des ressources humaines pour l'industrie de haut niveau, la coopération technique et les recommandations

1. Situation dans laquelle un pays en développement qui connaît une croissance rapide atteint un niveau de revenu intermédiaire et surmonte la pauvreté, mais perd sa compétitivité internationale pour l'exportation de produits manufacturés et sa dynamique de croissance, principalement à cause de la hausse des salaires.

politiques pour la promotion de l'économie rurale, et la coopération technique pour le développement des capacités du gouvernement à formuler et mettre en œuvre des plans de développement.

2. Promouvoir une « croissance de qualité »

La JICA encourage le développement d'infrastructures de qualité pour répondre aux besoins croissants dans ce domaine et faciliter une « croissance de qualité » durable et respectueuse de l'environnement apte à améliorer la vie des communautés locales par la création d'emplois et l'accès aux services sociaux.

La JICA adopte une approche inclusive du développement des infrastructures en mobilisant un large éventail de ressources financières, notamment du secteur privé, ainsi qu'en renforçant les partenariats avec les organisations internationales et les entreprises privées. La JICA prend également en compte les coûts du cycle de vie et l'impact sur les aspects environnementaux et sociaux en soutenant de diverses manières le développement des ressources humaines, notamment industrielles, l'autonomisation des femmes ainsi que la formation et la mise en réseau d'individus et de groupes favorables au Japon [→ voir l'étude de cas, page 51].

La JICA veille également à accélérer la phase de formulation des projets. On peut citer à cet égard le projet de construction du système de transport en commun rapide à Jakarta, dont la mise en service est prévue pour 2019 [→ voir l'étude de cas ci-dessous].

3. Réaliser une société pacifique et sûre

L'aide bilatérale de la JICA dans ce domaine se concentre sur le renforcement de la gouvernance et l'aide au processus de démocratisation. Cela se traduit notamment par une aide aux minorités ethniques au Myanmar et la prévention du trafic d'êtres humains au Vietnam. La JICA s'attaque également aux problèmes régionaux, en déployant une aide pour l'établissement de cadres juridiques et judiciaires, en renforçant les capacités de sécurité maritime et en soutenant les îles les plus isolées.



La JICA aide le Vietnam à établir un système pour produire un vaccin combiné contre la rougeole et la rubéole.
[Photo fournie par la Vietnam News Agency, photo : Duong Ngoc]

Future coopération

Afin de contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable (ODD), la JICA encouragera une « croissance de qualité » par des « investissements dans des infrastructures de qualité », l'autonomisation des femmes et le développement des ressources humaines.

La JICA se concentrera sur des programmes et projets conformément aux initiatives annoncées par le gouvernement japonais, notamment le partenariat pour des infrastructures de qualité au sein de l'ANASE et l'initiative de coopération pour le développement des ressources humaines industrielles.

Pacifique

Problèmes régionaux

La JICA apporte une aide aux 14 pays insulaires du Pacifique. Ces pays ont des langues, des cultures et des coutumes différentes. Bien que le niveau de développement varie selon les pays, ils font face à des problèmes communs liés à leur caractère insulaire : petite taille, isolement et éloignement.

Tous les trois ans depuis 1997, le Japon et les pays insulaires du Pacifique se retrouvent lors d'une réunion au sommet, la réunion des dirigeants des îles du Pacifique (PALM), où les

<Indonésie : Projet de construction d'un système de transport en commun rapide à Jakarta>

Utiliser la technologie ferroviaire japonaise pour la construction du premier métro indonésien



Les wagons importés du Japon.

En avril 2018, l'arrivée en Indonésie de wagons importés du Japon a suscité beaucoup d'attention.

L'aboutissement du projet de construction d'un système de transport en commun rapide à Jakarta (ligne nord-sud), et du premier métro indonésien, devrait atténuer les embouteillages, réduire la pollution atmosphérique et améliorer l'environnement des investissements dans la zone métropolitaine de Jakarta, région centrale du boom de l'économie indonésienne.

Les conditions spéciales de partenariat économique étant appliquées à ce projet de

prêt d'APD, le métro est construit grâce à une méthode d'excavation avancée du Japon utilisant un bouclier à pression de terre. Les wagons et le système de signalisation proviennent eux aussi du Japon. La section initiale de 15,7 kilomètres devrait entrer en service en 2019, tandis que des plans prévoient d'étendre la ligne de 7,8 kilomètres vers le nord, l'aide japonaise fait donc l'objet de fortes attentes.

La JICA se réjouit de travailler avec le gouvernement indonésien pour promouvoir le développement d'infrastructures de qualité utilisant les technologies de pointe du Japon.

dirigeants discutent des défis rencontrés par les pays insulaires. La JICA déploie un large éventail d'aide pour les pays insulaires du Pacifique sur la base de ces discussions.

Initiatives de l'exercice 2017

1. Coopération maritime

La JICA a fourni une aide pour l'amélioration des capacités de gestion des ressources côtières au Vanuatu et dans les îles Salomon. La JICA a soutenu le développement portuaire aux Tonga, aux Samoa et au Vanuatu, et assuré une coopération technique pour l'exploitation et la maintenance des navires et des installations portuaires à travers l'envoi de conseillers régionaux aux Fidji.

2. Gestion de l'environnement

La JICA travaille avec le Secrétariat du programme régional océanien de l'environnement (PROE) afin de soutenir le renforcement des institutions essentielles à une gestion durable des déchets au niveau régional et national.

Dans la zone côtière métropolitaine de Papouasie-Nouvelle-Guinée, les déchets non traités étaient rejetés dans l'océan. La JICA a contribué à améliorer l'assainissement pour les résidents et à protéger l'environnement marin en construisant une station d'épuration des eaux usées dans la région.

3. Gestion des risques de catastrophe et changement climatique

La JICA a apporté une aide au renforcement des fonctions de formation météorologique du Service météorologique national des Fidji (SMF) pour le personnel des pays insulaires du Pacifique, a soutenu la création du Centre sur le changement climatique du Pacifique en coopération avec le PROE et contribué à améliorer la résilience face au changement climatique.

4. Approvisionnement énergétique stable

La JICA a déployé une aide financière bilatérale et une

coopération technique au niveau régional afin de promouvoir l'introduction optimale d'énergies renouvelables tout en stabilisant les systèmes électriques et en faisant une utilisation efficace de la production d'électricité à partir du diesel [→ voir l'étude de cas, page 47].

5. Développement des ressources humaines

La JICA fournit aux responsables gouvernementaux appelés à jouer un rôle clé dans les pays insulaires du Pacifique l'opportunité d'étudier au Japon dans le cadre de l'aide à l'éducation des dirigeants du Pacifique pour le développement de l'État (Pacific-LEADS). Après les 41 premiers participants du programme en 2016, la JICA a accepté 41 nouveaux participants en 2017, et mis en place des programmes de stage pour les participants au sein du gouvernement central ou dans des gouvernements locaux.

Future coopération

La huitième réunion des dirigeants des îles du Pacifique (PALM8) a eu lieu à Iwaki, dans la préfecture de Fukushima, les 18 et 19 mai 2018. Suite aux discussions menées entre les dirigeants des pays insulaires du Pacifique et le Japon, la coopération et les initiatives d'aide suivantes ont été annoncées. (1) Aide à la sécurité maritime, notamment à l'application des lois maritimes et à la gestion des ressources marines basée sur un océan libre, ouvert et durable.

(2) Renforcement des bases d'un développement résilient et durable à travers l'introduction des énergies renouvelables, et mise en œuvre d'une aide dans les domaines du changement climatique, de l'environnement et de la réduction des risques de catastrophe, du commerce et de l'investissement, et du tourisme.

(3) Échanges actifs entre les individus

La JICA fournira une aide complète dans le cadre de la coopération et des initiatives d'aide adoptées lors de la PALM8.

<Samoa : Projet de renforcement des capacités de l'Agence de l'eau des Samoa en coopération avec Okinawa>

Mettre à profit l'expertise d'Okinawa pour fournir une eau salubre aux résidents



Un expert de la JICA explique le fonctionnement d'un test de qualité de l'eau à un agent de la SWA.

La JICA travaille avec les services des eaux de la préfecture d'Okinawa sur le renforcement des capacités de l'Agence de l'eau des Samoa (SWA pour Samoa Water Authority), depuis 2006. En mars 2013, la JICA a signé un accord de partenariat global avec la préfecture d'Okinawa – le premier de ce type au niveau préfectoral – grâce auquel l'aide utilisant les connaissances et l'expertise d'Okinawa, qui possède de nombreuses similarités géographiques et climatiques avec les pays insulaires du Pacifique, sera étendue.

Sur la base de cet accord, le projet de renforcement des capacités de l'Agence de l'eau des Samoa en coopération avec Okinawa a commencé en août 2014. C'est l'un des rares

cas où le nom d'une préfecture est mentionné dans le nom du projet.

Dans le cadre du projet, la JICA organise des formations à Okinawa et envoie des experts des services des eaux de la préfecture pour renforcer la détection et la réparation des fuites et mener d'autres mesures de lutte contre l'eau non comptabilisée. Les experts renforcent également le système de surveillance et de gestion de la qualité de l'eau de la station d'épuration afin d'améliorer la qualité de l'eau et permettre à la SWA d'approvisionner les résidents en eau salubre. Des résultats significatifs ont déjà été obtenus, notamment le respect des normes de qualité de l'eau fixées par la SWA.

<50^e anniversaire de l'ANASE>

L'expertise et la technologie japonaises au service d'une « croissance de qualité »

Août 2017 marque le 50^e anniversaire de l'ANASE.

Le Japon et l'ANASE ont formé un partenariat indispensable.

Grâce à l'expertise et à la technologie du Japon, la JICA continue de soutenir une « croissance de qualité » au sein de l'ANASE.

● Fondation en 1967 avec cinq membres

Depuis sa fondation avec cinq pays membres dont le PIB total représentait 23 milliards USD, en 1967, l'ANASE est devenue une zone économique gigantesque regroupant dix pays membres, l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, la Thaïlande, Singapour, le Brunei, le Vietnam, le Laos, le Myanmar, et le Cambodge, avec un PIB total de 2 550 milliards USD en mars 2018.

Géographiquement proches, le Japon et l'ANASE entretiennent des liens étroits. Les investissements directs du Japon ont été multipliés par 5,1 au cours des 20 dernières années et plus de 10 000 filiales japonaises sont aujourd'hui implantées au sein de l'ANASE. Par ailleurs, plus de 81 000 ressortissants de divers pays de l'ANASE étudiaient au Japon en 2017.

● Début de la communauté de l'ANASE

La communauté de l'ANASE a été établie en 2015 autour de trois piliers : la « communauté politique-sécurité », la « communauté économique » et la « communauté socio-culturelle », et elle a joué un rôle décisif pour forger des liens plus étroits dans la région.

L'objectif de la communauté est de permettre à l'ANASE d'évoluer vers une « communauté » au sens propre. Pour ce faire, l'organisation doit accentuer ses efforts pour la résolution d'un ensemble de problèmes tels que le renforcement de la connectivité régionale et la correction des inégalités de développement.

● Travailler ensemble en tant que partenaires

La JICA met en œuvre les initiatives suivantes en tant que moyens d'aider l'ANASE à se développer comme une seule région tout en permettant au Japon de tirer parti de ce développement. L'ANASE est un partenaire vital du Japon dans divers domaines, et la JICA continuera de travailler avec l'ANASE tout en renforçant les liens de confiance et d'amitié.

1. Encourager les flux de marchandises et de personnes

Parallèlement au développement des routes, des ponts et d'autres infrastructures, la JICA déploie une aide visant à établir des systèmes de douanes pour faciliter les flux de marchandises et de personnes. Par exemple, la JICA soutient l'adaptation au contexte local et l'introduction du système japonais de dédouanement automatisé des cargaisons (NACCS pour Nippon Automated Cargo Clearance System) au Vietnam (VNACCS) et au Myanmar (MACCS). De cette manière, en améliorant l'efficacité des procédures douanières, la JICA contribue au renforcement de la connectivité régionale.



Thaïlande : Simulation de transport de patients hors d'une zone sinistrée au cours d'une formation conjointe d'équipes médicales de secours du Japon et de l'ANASE (projet de renforcement des capacités régionales de l'ANASE sur la gestion de la santé en cas de catastrophe).

2. Renforcer les capacités de réponse aux catastrophes

Fréquemment confronté aux catastrophes naturelles, le Japon dispose d'expériences et de connaissances approfondies en matière de réduction et de prévention des risques de catastrophe. En tirant parti de cette expertise, la JICA s'emploie à renforcer la coopération pour la réduction des risques et la réponse aux catastrophes au sein de l'ANASE, qui connaît également de nombreux phénomènes dangereux.

Le projet de renforcement des capacités régionales de l'ANASE sur la gestion de la santé en cas de catastrophe est l'une de ces initiatives. En coopération avec le gouvernement thaïlandais, la JICA soutient la formation du personnel chargé de la gestion de la santé en cas de catastrophe dans les pays membres, le développement de manuels pour l'intégration procédurale et le renforcement du réseau scientifique



Des agents vietnamiens des douanes s'occupent des procédures douanières en utilisant le VNACCS.

dans ce domaine en vue de créer des mécanismes régionaux intégrés pour la gestion de la santé en cas de catastrophe au sein de l'ANASE.

Ce projet a été salué dans la déclaration du président du 20^e sommet ANASE-Japon de novembre 2017 en tant que contribution à la réalisation de l'objectif « Une ANASE, une réponse ». Cet objectif, évoqué lors de la réunion ministérielle de l'ANASE sur la gestion des catastrophes en octobre 2014, vise à apporter une réponse uniforme à l'ensemble des catastrophes naturelles par les pays membres de l'ANASE.

3. Développer les ressources humaines

Le développement des ressources humaines est un facteur clé pour permettre aux pays de l'ANASE d'améliorer leur potentiel de croissance et parvenir à une croissance durable.

La JICA met en œuvre des projets de développement des ressources humaines, notamment des cours de master et de doctorat au Japon où des responsables gouvernementaux de pays de l'ANASE étudient divers aspects de l'expérience de développement du Japon pour les appliquer à leurs pays respectifs. Le programme de leadership public mondial, lancé en 2017, en est l'un des exemples. Il permet à de jeunes responsables gouvernementaux prometteurs de suivre des cours de doctorat dans des universités japonaises et il est ouvert à des pays qui n'étaient pas couverts par le programme de bourses pour le développement des ressources humaines (JDS pour Japan Development Scholarship), tels que l'Indonésie et la Thaïlande.

Asie de l'Est et Asie centrale

Renforcer la connectivité internationale et garantir un développement global et durable



Problèmes régionaux

La JICA déploie une APD dans dix pays en développement de la région Asie de l'Est et Asie centrale : la Chine, la Mongolie, les cinq pays d'Asie centrale et les trois pays du Caucase.

Neuf de ces pays, à l'exception de la Chine, sont d'anciens États socialistes en cours de transition vers une économie de marché. Bon nombre d'entre eux sont soumis à l'influence des deux grandes puissances régionales, la Russie et la Chine. L'indépendance et la stabilité de ces pays sont censées bénéficier non seulement aux pays visés, mais également à d'autres pays concernés.

Cependant, la connectivité régionale s'est affaiblie après la désintégration de l'ex-Union soviétique, car les nouveaux États indépendants sont confrontés à des conflits d'intérêts nationaux. Riches en ressources naturelles, le Kazakhstan, le Turkménistan, l'Azerbaïdjan et la Mongolie connaissent une croissance économique rapide ; toutefois, leurs économies sont vulnérables à cause de la fluctuation des prix mondiaux des produits de base. La fragilité de leur structure économique traditionnelle tient en partie au fait que leur croissance dépend de l'exploitation de ressources souterraines ou, dans le cas de l'Ouzbékistan, de la fleur de coton.

Ces dernières années, la contraction des prix des ressources, l'affaiblissement de l'économie russe et le ralentissement de la croissance chinoise ont mis les pays de la région dans une situation économique difficile. Le Tadjikistan et la République kirghize, en particulier, sont même exposés à des risques de déstabilisation dans la mesure où leurs économies, pauvres en ressources naturelles, dépendent largement des envois de fonds des travailleurs migrants partis en Russie et au Kazakhstan.

Initiatives de l'exercice 2017

Depuis les années 1990, le Japon est le premier donateur bilatéral pour les pays d'Asie centrale et la Mongolie. Ces pays apprécient les contributions du Japon et placent beaucoup d'espoir dans ses futures activités de coopération. Ils apprécient plus particulièrement la coopération pour le développement des ressources humaines, notamment le programme de bourses pour le développement des ressources humaines (JDS), les projets de Centre Japon et autres programmes de formation basés au Japon pour apprendre les approches japonaises du développement et promouvoir des économies orientées vers le marché. Ils souhaitent ainsi une poursuite et une extension de l'engagement de la JICA pour le développement des ressources humaines. Ces dernières années, certains pays ont évoqué le besoin de stratégies d'innovation pour promouvoir un développement économique plus rapide, et espèrent donc collaborer avec des universités japonaises. Conformément à la stratégie d'aide du Japon, la JICA discutera et formulera de nouveaux projets en ce sens.

Avec les trois pays du Caucase, la JICA mènera des activités dans des domaines où le Japon a acquis une solide expérience de coopération, tels que la réduction des risques de catastrophe en Arménie et des projets portant sur l'énergie en Azerbaïdjan.

Les paragraphes suivants décrivent les initiatives de la JICA et les principales réussites de l'exercice 2017.

1. Renforcement de la gouvernance

En Mongolie, la JICA s'est associée au Fonds monétaire international (FMI), à la Banque asiatique de développement (BASD) et à la Banque mondiale pour apporter un soutien budgétaire rapide via des prêts d'APD. Simultanément, la JICA a soutenu les réformes du pays dans trois domaines : une gestion macroéconomique stable, l'aide aux personnes socialement vulnérables et le renforcement de la croissance

économique. La JICA a également participé à la révision des lignes directrices pour les sociétés de bourse et à la rénovation du système de développement des ressources humaines liées dans le cadre des efforts visant à dynamiser les marchés de capitaux du pays.

2. Diversification industrielle

La JICA a mené une étude de base sur l'agriculture et l'élevage en Mongolie et une autre sur l'agriculture en Ouzbékistan, et elle a formulé des projets basés sur les résultats de ces études. En novembre 2017, le président de la Mongolie a décoré de l'Ordre de l'Étoile Polaire un expert de la JICA pour sa contribution à la promotion des petites et moyennes entreprises (PME) dans le pays. Il s'agit de la décoration la plus prestigieuse décernée aux étrangers en Mongolie.

3. Développement des infrastructures

La JICA a contribué au renforcement de la connectivité et à la réduction des disparités dans la région et au-delà à travers une aide au développement des infrastructures, notamment pour la planification d'aéroports, de routes internationales et de centrales énergétiques. La JICA a également travaillé avec la BASD sur la formulation de projets de construction de corridors internationaux au Tadjikistan et en Géorgie [→ voir l'étude de cas ci-dessous]. En Ouzbékistan, la construction de la centrale thermique de Talimarjan N° 2, cofinancée par la JICA et la BASD, a été menée à son terme.

4. Développement des ressources humaines

La JICA continue de soutenir l'enseignement supérieur de l'ingénierie en Mongolie. En outre, la JICA a mené une étude de base sur le système du Kosen (enseignement polytechnique à la japonaise) en Mongolie et une étude de base sur le développement des ressources humaines industrielles de haut niveau dans les cinq pays d'Asie centrale. Plusieurs bénéficiaires du programme JDS ont occupé des postes à forte responsabilité au sein du gouvernement, notamment en tant que ministres. Ces exemples mettent en lumière les résultats obtenus grâce aux nombreuses années d'aide de la JICA pour le développement des ressources humaines dans la région.



Mongolie : Les membres du personnel de l'Institut de médecine vétérinaire mènent une étude épidémiologique dans la province d'Ovorkhangai dans le cadre du projet d'étude épidémiologique sur les maladies protozoaires animales et de développement de mesures de diagnostic efficaces.

pays de la région en se concentrant sur les priorités suivantes :

- Le renforcement de la gouvernance, la diversification des industries, le développement des infrastructures et des ressources humaines.
- En particulier, les initiatives qui constituent une base pour la diversification des activités industrielles, telles que le développement des ressources humaines industrielles. Pour renforcer la gouvernance, le développement des ressources humaines dans le domaine de la finance, de la politique et des institutions.
- Le développement d'infrastructures de qualité en tenant compte de la connectivité intra et interrégionale et la réduction des disparités nationales.

Concernant la Chine, la contribution de la JICA sous forme de prêts d'APD et de dons, soit une grande partie de l'APD du Japon, a pris fin. Conformément aux politiques du gouvernement japonais, la JICA apporte une coopération axée sur les défis communs aux deux pays. Elle couvre notamment les mesures de lutte contre la pollution transfrontalière, les maladies infectieuses, et les questions liées à la sécurité alimentaire. De plus, au niveau de la coopération technique, un mécanisme de partage des coûts entre le Japon et la Chine est progressivement mis en place.

Future coopération

La JICA va maintenir et approfondir ses bonnes relations avec les

<Géorgie : Projet d'amélioration de la route est-ouest (I) (II) >

Relier l'Europe et l'Asie et servir de plateforme logistique pour la région



La section est déjà en service. La JICA intensifiera son aide pour terminer l'ensemble de la route est-ouest.

Située sur la route la plus courte reliant l'Asie centrale et l'Europe, la Géorgie joue un rôle stratégique crucial dans le système logistique de la région du Caucase. En particulier, la route est-ouest, un corridor international de 460 kilomètres de long reliant les frontières du pays avec l'Azerbaïdjan à la zone côtière de la mer Noire, constitue l'un des réseaux centraux de l'initiative de coopération pour le transport régional visant à renforcer le lien entre l'Asie centrale et les pays européens.

En Géorgie, le transport routier, représentant plus de 40 % du transport de fret et 90 % du transport de passagers, est une véritable ligne de vie pour l'économie nationale. Depuis

2009, la JICA s'est coordonnée avec d'autres donateurs et a coopéré à la construction de la section Zestafoni-Kutaisi-Samtredia de la route est-ouest d'environ 57 kilomètres de long.

Les premiers travaux ont été terminés en décembre 2017, et la zone de transit pour la section de la JICA sur la route est-ouest est d'ores et déjà en service. La construction de l'ensemble de la route est-ouest permettra une diminution significative des temps de trajet, une amélioration de l'accès aux marchés et une réduction des embouteillages dans le centre-ville grâce au contournement des zones urbaines densément peuplées.

Asie du Sud

Contribuer à « une croissance économique de qualité » et à « la construction des fondations d'une société libre et démocratique »



Problèmes régionaux

La région de l'Asie du Sud, où 1,8 milliard de personnes vivent sur un territoire grand comme l'Europe, comprend une large diversité religieuse, ethnique, culturelle et linguistique. Située à peu près au centre de la région économique de l'océan Indien, cette région présente un grand potentiel de croissance, mais elle souffre des disparités de revenus et des conflits religieux apparus avec le développement, de l'instabilité causée par les catastrophes naturelles, et d'autres problèmes.

La stabilité et la croissance de l'Asie du Sud sont essentielles à la stabilité et à la croissance de l'ensemble de l'Asie. C'est pourquoi la JICA se concentre sur la sécurité humaine et déploie une coopération adaptée aux besoins spécifiques de chaque pays, tout en encourageant la coopération pour renforcer la connectivité en Asie du Sud et avec d'autres régions. Dans le cadre du partenariat pour des infrastructures de qualité et de la stratégie pour un océan indopacifique libre et ouvert promu par le gouvernement japonais, la JICA travaille également avec d'autres pays et des organisations internationales pour mettre en œuvre des projets destinés à stimuler les investissements dans les infrastructures de qualité et à construire les fondations d'une société libre et démocratique.

Initiatives de l'exercice 2017

Lors de l'exercice 2017, la JICA a accordé la priorité (1) au développement des fondations économiques et au renforcement de la connectivité, (2) au maintien de la paix et de la stabilité et à l'amélioration de la fourniture des services publics de base, et (3) à la satisfaction des besoins humains fondamentaux.

Les activités de la JICA dans ces domaines prioritaires au cours de l'exercice 2017 sont décrites ci-dessous :

1. Développement des fondations économiques et renforcement de la connectivité

La JICA a signé un accord de prêt avec l'Inde sur plusieurs projets et programmes. On peut notamment citer le projet de construction de l'institut de formation pour la ligne à grande vitesse Mumbai – Ahmedabad, le projet de construction d'une usine de dessalement à Chennai (I), le projet d'amélioration de la connectivité du réseau routier du nord-est (phase 2), et le programme de promotion des investissements dans le Gujarat. La JICA a également signé un accord de prêt avec le Bangladesh pour le projet de construction d'une sous-station souterraine à Dhaka dans le cadre de ses efforts en appui au développement des infrastructures et à l'amélioration du climat de commerce et de l'investissement.

2. Maintien de la paix et de la stabilité et amélioration des services publics

Au Népal, les nombreuses années d'aide de la JICA au processus de démocratisation ont permis l'adoption d'un nouveau code civil remplaçant l'ancien code général, dit « Muluki Ain », promulgué en 1853. À l'occasion des élections locales organisées pour la première fois en 20 ans, la JICA a invité des commissaires et autres responsables de la commission électorale du Népal afin de partager les procédures d'administration des élections du Japon susceptibles d'améliorer les procédures népalaises.

La JICA a soutenu le développement des capacités des autorités chargées de la sécurité, notamment les capacités de lutte contre le terrorisme. Par exemple, la JICA a déployé une aide visant à renforcer la sécurité des aéroports par des dons, au Pakistan, et par un projet de coopération technique, au Bangladesh. De plus, la JICA a participé à la formation de policières en Afghanistan.

3. Améliorer la satisfaction des besoins humains fondamentaux

En Inde, la JICA a poursuivi ses projets en appui à la protection des forêts afin d'améliorer les moyens de subsistance des résidents locaux, notamment les femmes des zones rurales et les personnes socialement vulnérables. Au Pakistan et au Bhoutan, la JICA a approfondi ses projets de développement agricole et rural pour augmenter les moyens de subsistance des ménages à faibles revenus. Dans le secteur de la santé, la JICA a soutenu l'éradication de la polio au Pakistan et en Afghanistan en renforçant les capacités institutionnelles de prévention des maladies infectieuses et non infectieuses.

L'aide de la JICA à la réduction des risques de catastrophe (RRC) – qui ont un fort impact sur la vie des populations – incluait une aide continue à la reconstruction suite au séisme au Népal [➔ voir l'étude de cas, page 27] et des activités pour la construction de logements parasismiques au Bhoutan. La JICA soutient également la RRC au Sri Lanka. Elle a contribué à la formulation d'une feuille de route pour la RRC basée sur le cadre



Bangladesh : Coopération pour la vaccination des mères et des enfants [photo : Kaku Suzuki]

d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe et envoyé une équipe d'experts du Secours d'urgence du Japon (JDR) dans les zones affectées par des inondations et des glissements de terrain au sud-ouest du pays en mai 2017.

Aux Maldives, pays vulnérable à la montée du niveau de la mer et autres catastrophes naturelles liées au changement climatique, la JICA soutient l'établissement d'un système de diffusion de bulletins d'alerte (SDBA).

Future coopération

La JICA a conscience du fait que l'Asie du Sud abrite un grand nombre de personnes pauvres et qu'elle est vulnérable aux catastrophes naturelles. Simultanément, la région est couverte par la stratégie pour un océan indopacifique libre et ouvert promue par le gouvernement japonais. Dans cette optique, la JICA accordera la priorité aux cinq aspects suivants : (1) le renforcement de la connectivité intra et interrégionale, (2) l'augmentation de la compétitivité industrielle, notamment par l'amélioration du climat de l'investissement, (3) la garantie de la paix, la stabilité et la sécurité, (4) la satisfaction des besoins humains fondamentaux, et (5) la réponse aux problèmes mondiaux. Ces cinq aspects impliqueront les quatre objectifs suivants :

1. Croissance de qualité

La JICA contribuera à :

- La construction de fondations pour une croissance économique durable
- L'édification d'une économie inclusive et l'éradication de la pauvreté absolue
- L'instauration d'une société permettant à la jeunesse d'espérer un avenir meilleur et le déploiement d'une aide pour y parvenir
- L'amélioration de la connectivité au sein de l'Asie du Sud et avec les régions voisines

2. Construction des fondations d'une société libre et démocratique

La JICA contribuera à :

- La mise en place d'un secteur public digne de confiance
- L'établissement d'institutions permettant aux individus de remplir leur potentiel
- La réalisation de la sécurité humaine en prenant plus particulièrement en considération les pauvres, les réfugiés, les femmes, les minorités ethniques, et les croyances, entre autres facteurs.

3. Gestion des risques de détérioration

La JICA contribuera à :

- La préparation aux catastrophes naturelles et l'accélération de la reconstruction post-catastrophe
- La lutte contre les maladies et la promotion de la couverture santé universelle (CSU)¹ afin que les individus puissent mener une vie saine

4. Coopération au développement contribuant aux intérêts nationaux du Japon

La JICA contribuera à :

- L'établissement de relations de confiance entre le Japon et les pays d'Asie du Sud d'importance stratégique croissante
- La promotion de la diplomatie économique japonaise en plaçant l'accent sur l'exportation des infrastructures et le soutien aux activités des PME à l'étranger
- L'amélioration de la sécurité des responsables et experts de l'APD et l'éradication de la corruption dont ils peuvent être coupables

1. La CSU « consiste à veiller à ce que l'ensemble de la population ait accès aux services préventifs, curatifs, palliatifs, de réadaptation et de promotion de la santé dont elle a besoin et à ce que ces services soient de qualité suffisante pour être efficaces, sans que leur coût n'entraîne des difficultés financières pour les usagers ».

< Népal : Programme de relèvement et de reconstruction après le séisme >

Trois ans après le séisme : Pour mieux reconstruire et réduire les risques de catastrophe à l'avenir



Maisons reconstruites par des entrepreneurs ayant reçu une formation de la JICA.

Depuis le séisme dévastateur qui a frappé le Népal en avril 2015, la JICA déploie une aide matérielle et immatérielle pour le rétablissement, la reconstruction et la réduction des risques de catastrophe (RRC) dans le cadre du concept « Reconstruire mieux ».

Le séisme a détruit un demi-million de logements, dont un grand nombre situés dans des régions montagneuses. L'étendue des dégâts a incité la JICA à mettre en œuvre le projet de reconstruction d'urgence des logements, un projet de prêt d'APD destiné à élaborer des lignes directrices sur la construction parasismique, former les résidents et les constructeurs de maisons, et gérer les associations d'entraide au niveau communautaire tout en finançant la

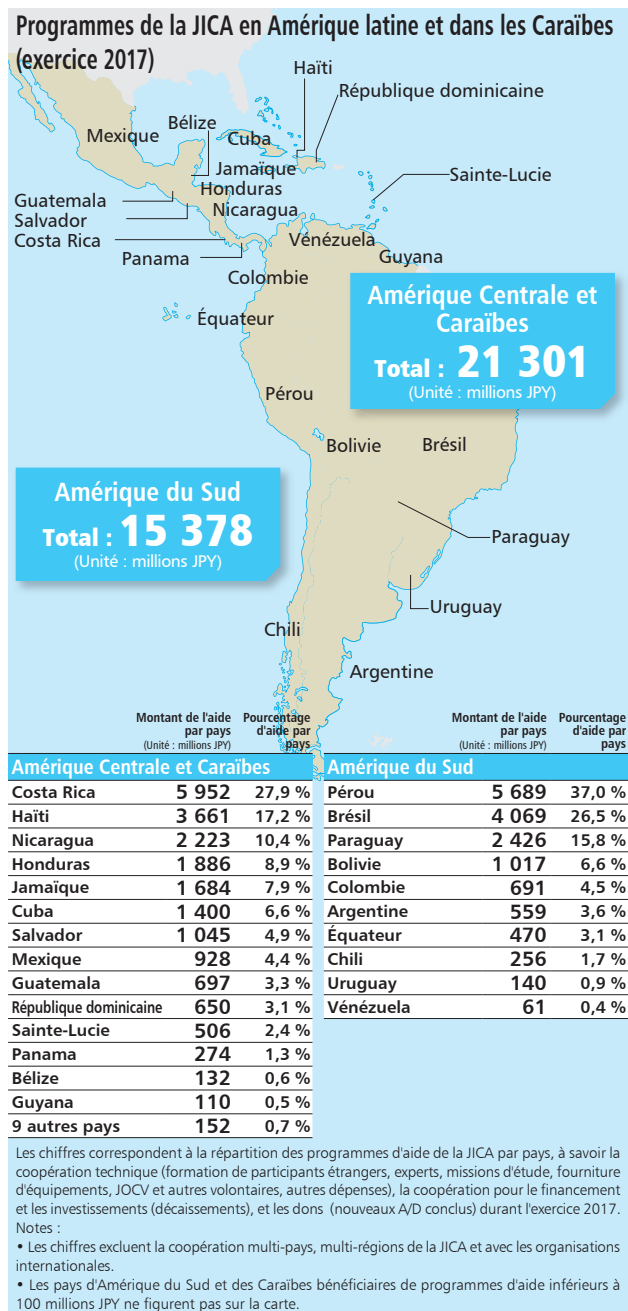
construction de logements résistants aux séismes.

L'aide de la JICA ne se limite pas au logement. Elle a également soutenu la reconstruction d'écoles, d'hôpitaux, d'installations publiques et de ponts, ainsi que le rétablissement des moyens de subsistance basé sur les activités de groupes de femmes à travers divers dispositifs d'aide, tels que des prêts d'APD, des dons et la coopération technique. De plus, les experts japonais ont soutenu la restauration de temples dans l'ancien palais royal, enregistré au patrimoine mondial.

Enfin, la JICA a soutenu la planification de la RRC pour anticiper les futurs séismes à travers le projet d'évaluation du risque de séisme dans la vallée de Katmandou.

Amérique latine et Caraïbes

Renforcer les relations avec la région de l'Amérique latine et des Caraïbes par la réduction des disparités économiques internes, le développement de l'infrastructure économique et la réponse aux problèmes mondiaux



une population de 630 millions d'habitants, représentant 8,4 % de la population mondiale. Le PIB de la région représente 5 100 milliards USD, soit 1,8 fois celui de l'ANASE (en 2016). La plupart des pays de la région entretiennent de bonnes relations avec le Japon en raison de la présence de plus de 2,1 millions d'émigrants japonais et de leurs descendants (*Nikkei*) et des exportations massives de denrées alimentaires et de ressources minérales vers le Japon. Le Japon et le reste du monde pourraient à bien des égards prendre exemple sur certains de ces pays. Le Brésil, par exemple, est parvenu à instaurer l'harmonie au sein d'une société multiethnique, tandis que le Costa Rica, un petit pays, est un précurseur en matière de protection de l'environnement.

Le revenu moyen de la région est assez élevé. Les pays à haut niveau de revenu comprennent le Mexique, le Brésil, l'Argentine ou encore le Chili qui a rejoint le groupe des pays à revenu élevé en janvier 2018. Bien que de nombreux pays de la région soient classés dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire ou supérieur, la région est confrontée à des inégalités profondément ancrées entre les riches et les pauvres et doit composer avec une vulnérabilité particulière face au changement climatique et aux catastrophes nationales, principalement dans les petits États insulaires des Caraïbes.

Initiatives de l'exercice 2017

À la lumière des éléments exposés ci-dessus, l'aide au développement de la JICA en Amérique latine et dans les Caraïbes se concentre sur (1) certains secteurs spécifiques tout en tirant parti des atouts accumulés à travers la coopération passée, et (2) les relations amicales avec le Japon afin de travailler ensemble sur la scène internationale. Dans ce contexte, la JICA met l'accent sur des domaines tels que la réduction des risques de catastrophe (RRC), les mesures de lutte contre le changement climatique, la réduction des disparités économiques et le développement d'infrastructures contribuant à un meilleur climat de l'investissement. La JICA travaille également sur le renforcement des liens avec les communautés *Nikkei* et le développement de ressources humaines connaissant la pratique des affaires avec le Japon. Les activités de la JICA mises en œuvre dans ces domaines prioritaires au cours de l'exercice 2017 comprennent notamment :

1. Développement des infrastructures

En capitalisant sur ses nombreuses années d'expérience acquise

Problèmes régionaux

S'il est vrai que la région de l'Amérique latine et des Caraïbes est la plus éloignée du Japon, des points communs unissent ces deux parties du monde ; de nombreux joueurs de baseball et de football d'Amérique latine et des Caraïbes jouent au Japon, tandis que les Japonais consomment quotidiennement du saumon et du quinoa importés de cette région. Dans un autre registre, le fait que le tsunami qui a suivi le grand séisme de l'est du Japon ait traversé le Pacifique rappelle avec force les liens inextricables unissant ces deux régions géographiquement opposées.

L'Amérique latine et les Caraïbes sont formées de 33 pays avec



Cérémonie d'ouverture du pont de Las Banderas, financé par un don de la JICA dans le cadre du projet de reconstruction des ponts sur la route Managua-El Rama.

lors de la construction de 24 ponts à travers des projets de dons au Nicaragua, la JICA a travaillé sur la promotion des « infrastructures de qualité » en Amérique latine et dans les Caraïbes. Par exemple, la JICA a mis en œuvre le projet de construction de ponts et d'une route nationale entre Rio Blanco et Siuna dans le cadre d'un prêt d'APD bénéficiant des conditions spéciales de partenariat économique (STEP).

2. Réduction des risques de catastrophe (RRC)

La JICA et la Banque interaméricaine de développement (BID) ont mené des recherches conjointes sur la résilience des infrastructures aux catastrophes. Du point de vue de la résilience aux catastrophes, les recherches conjointes ont passé en revue les bonnes pratiques en matière d'« infrastructures de qualité » appliquées par le Japon et la JICA. Les enseignements et les recommandations basés sur les résultats de recherche ont été compilés dans un rapport disponible sur les sites internet de la JICA et de la BID. Suite aux dommages importants causés par un séisme majeur en Équateur en avril 2016, la JICA a également lancé un projet de coopération technique pour des villes sûres et résilientes face aux séismes et aux tsunamis, en juillet 2017.

3. Mesures de lutte contre le changement climatique

En Bolivie, la JICA met en œuvre le projet de construction de la centrale géothermique de Laguna Colorada, un projet de prêt d'APD réalisé dans le cadre du dispositif de cofinancement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique (CORE) mené avec la BID. En Équateur, la JICA a soutenu la prospection géothermique dans l'étude préparatoire du projet de construction d'une centrale géothermique à Chachimbiro.

4. Réduction des disparités économiques

La JICA a envoyé en Amérique Centrale un conseiller régional pour l'approche d'amélioration de la vie afin de soutenir la mise en place d'un système de collecte et d'analyse des données sur les cas où l'approche a été adoptée, et de partager les résultats avec les pays et personnels concernés. Au Guatemala, la JICA a continué de promouvoir l'approche d'amélioration de la vie et identifié les possibilités de l'appliquer au

développement régional afin de corriger les disparités qui persistent dans le pays. Au Honduras et au Nicaragua, la JICA a envoyé des experts et lancé un projet de coopération technique afin de poursuivre les efforts de renforcement des capacités institutionnelles des municipalités locales.

5. Développement des ressources humaines par un programme de formation offrant des opportunités d'étudier au Japon

La JICA a lancé le programme de développement d'experts du Japon pour les futurs leaders d'Amérique latine et des Caraïbes, permettant à des personnes de cette région de venir étudier au Japon. Dans le cadre de ce programme, trois personnes de la région sont venues étudier dans des écoles supérieures japonaises.

6. Coopération régionale

En octobre 2015, la JICA a mis au point un plan d'action avec le Système d'intégration de l'Amérique Centrale (SICA), un cadre politique et réglementaire visant à améliorer la coordination entre les pays de la région. Ce plan se décompose en cinq domaines prioritaires. Lors de l'exercice 2017, la JICA a commencé à préparer des projets de coopération régionale dans deux des cinq domaines : logistique et mobilité, et protection de la biodiversité et des zones humides.

Future coopération

Pour aller plus loin, la JICA va mener une coopération au développement vers une « croissance de qualité » afin de répondre à la hausse de la demande d'infrastructures en utilisant les atouts des entreprises privées lorsque cela est approprié. La JICA va également promouvoir les énergies renouvelables et les économies d'énergie, développer des ressources humaines pour la RRC, soutenir la protection de l'environnement et contribuer à la réduction des disparités économiques. En outre, la JICA va collaborer avec les entreprises privées et les gouvernements locaux sur le renforcement des liens avec les communautés *Nikkei* et le développement de ressources humaines connaissant la pratique des affaires avec le Japon.

<Colombie : Coopération globale pour reconstruire les vies des victimes du conflit>

Accélérer l'aide à la consolidation de la paix après un conflit interne long d'un demi-siècle



Apprentissage d'une méthode de déminage utilisant des chiens détecteurs de mines
[photo publiée avec l'autorisation du CMAAC].

En Colombie, ravagée par des conflits internes violents depuis les années 1960, le gouvernement et le principal groupe de guérilla de gauche ont conclu un accord de paix en novembre 2016. Le pays est aujourd'hui engagé dans des efforts de restauration de la paix.

Pendant ce conflit majeur, la JICA a soutenu les victimes de diverses manières. Depuis la conclusion de l'accord de paix, la JICA accélère son aide globale à la consolidation de la paix.

En mai 2017, la JICA a envoyé un expert japonais pour aider les déplacés internes à se réinstaller chez eux et à améliorer leurs moyens de subsistance.

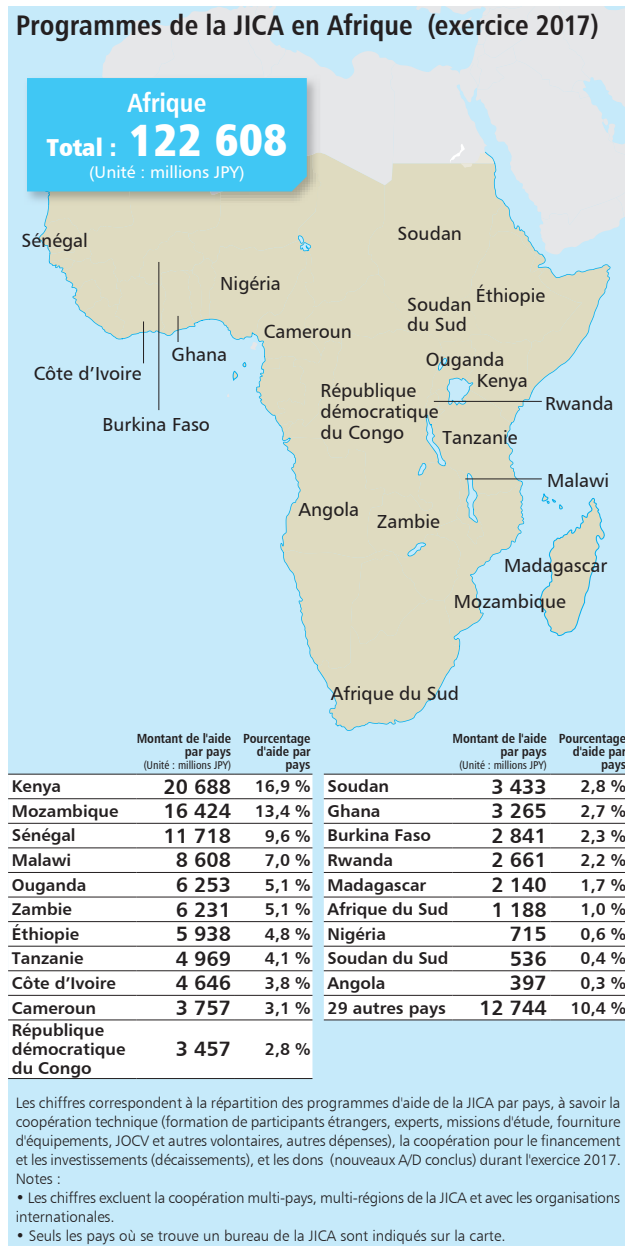
En novembre 2017, la JICA a commencé

une formation technique pour les responsables gouvernementaux colombiens chargés du déminage, un processus indispensable au retour rapide des déplacés internes dans leur foyer. Cette formation aura lieu au Cambodge et en Colombie tous les ans jusqu'en 2022, en collaboration avec le Centre cambodgien de déminage (CMAAC), l'un des organismes de déminage les plus expérimentés au monde grâce à l'aide apportée par la JICA depuis plus de 25 ans.

La JICA déploiera une aide continue pour la reconstruction des vies des plus de sept millions de déplacés internes, l'une des plus grandes populations de déplacés internes au monde.

Afrique

Répondre à la confiance de l'Afrique vis-à-vis du Japon : Remplir les engagements pris par le Japon à l'occasion de la TICAD VI



Problèmes régionaux

La sixième conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD VI), organisée en août 2016, a passé en revue les défis émergents et les évolutions du continent africain en identifiant trois domaines prioritaires : (1) la transformation économique structurelle par la diversification économique et l'industrialisation, (2) les systèmes de santé résilients pour une meilleure qualité de vie et (3) la stabilité sociale pour une prospérité partagée. Le Japon a annoncé qu'il investirait dès 2016 un total de 30 milliards USD (environ 3 000 milliards JPY) en Afrique sur une période de trois ans sous forme de partenariats public-privé. Parallèlement à ces trois domaines, le Japon s'est engagé à (1) investir dans des infrastructures de qualité, (2) mettre en œuvre l'initiative ABE (African Business Education for Youth) pour l'éducation commerciale des jeunes Africains, (3) promouvoir la couverture santé universelle (CSU), et (4) parvenir à la sécurité alimentaire et à la stabilité sociale.

Initiatives de l'exercice 2017

Pour le premier domaine prioritaire, la transformation économique structurelle par la diversification économique et l'industrialisation, la JICA s'est concentrée sur trois régions prioritaires : (1) le corridor nord en Afrique de l'Est, (2) le corridor de Nacala, et (3) l'anneau de croissance en Afrique de l'Ouest. L'aide de la JICA pour ces régions couvre (1) la formulation de schémas directeurs stratégiques pour la planification urbaine, les réseaux de transport et le développement des infrastructures ; et (2) le développement d'infrastructures pour améliorer le climat des affaires par un approvisionnement énergétique stable, l'atténuation des embouteillages et le renforcement de la logistique [→ voir la carte et l'image ci-dessous]. Pour le corridor nord en Afrique de l'Est, la JICA a participé à (1) la formulation du schéma directeur logistique du corridor reliant le Kenya, l'Ouganda, le Rwanda et le Burundi ; et (2) le développement du port de Mombasa – point de départ du corridor – impliquant un projet de développement d'une zone économique spéciale.

Dans le cadre de l'initiative ABE, la JICA invite des étudiants

<Trois régions prioritaires pour un développement transfrontalier intégré identifiées lors de la TICAD VI >



africains à venir étudier au Japon afin de soutenir le développement des ressources humaines du secteur privé en Afrique. Lors de l'exercice 2017, la JICA a invité 280 étudiants s'ajoutant aux 821 étudiants de la région invités précédemment. Pour les étudiants présents au Japon, la JICA a proposé des programmes de stage et de réseautage avec des entreprises japonaises. L'initiative ABE a produit des résultats positifs. Notamment, plusieurs étudiants du premier groupe, arrivés au Japon durant l'exercice 2014 et rentrés dans leur pays au terme de leur formation, sont aujourd'hui employés par des entreprises japonaises ou travaillent avec elles pour faire des affaires en Afrique.

Dans le cadre de ses efforts pour promouvoir la CSU, la JICA a co-organisé le Forum CSU à Tokyo en décembre 2017. Lors du Forum, la JICA, la Banque mondiale et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ont discuté des moyens d'améliorer les services de CSU en se basant sur des études de cas de projets menés au Sénégal [→ voir page 10]. Par ailleurs, la JICA et les Centres africains de contrôle et de prévention des maladies ont signé une lettre d'intention visant à renforcer la coopération mutuelle pour faire face aux crises sanitaires et prévenir la propagation des maladies infectieuses en Afrique. Au Ghana, la JICA a lancé un projet de coopération technique pour soutenir l'introduction du carnet de santé maternelle et infantile dans tout le pays.

Concernant la stabilité sociale, la JICA a passé en revue la Coalition pour le développement de la riziculture en Afrique (CARD), initiative lancée en 2008 par la JICA et d'autres donateurs afin de doubler la production rizicole en dix ans. La JICA a ensuite fixé avec ses partenaires de développement un nouveau cadre pour la prochaine phase de la CARD. En avril 2017, la JICA, 24 pays africains, le Programme des Nations unies pour l'environnement, le Programme des Nations unies pour les établissements humains et la ville de Yokohama ont décidé de créer la Plateforme africaine des villes propres (ACCP pour African Clean Cities Platform), une initiative conjointe visant à résoudre les problèmes liés aux déchets solides en Afrique. À la fin du mois de mars 2018, un total de 29 pays avaient rejoint l'ACCP [→ voir l'étude de cas, page 63]. En outre, la JICA a offert une aide aux personnes vulnérables, en particulier les réfugiés. Au nord de l'Ouganda, la JICA

a mené une étude de terrain sur les communautés ayant accueilli plus d'un million de réfugiés du Soudan du Sud et elle a fourni à ces communautés une aide pour l'éducation, la santé et l'agriculture [→ voir l'étude de cas, page 35]. En Somalie, ravagée par des conflits depuis 1991, la JICA a initié un projet de coopération technique pour créer un environnement favorable à l'emploi des jeunes.

La JICA a travaillé étroitement avec des organisations internationales et des instituts de recherche pour déployer une aide efficace répondant au large éventail des problèmes de développement auxquels l'Afrique est confrontée. En octobre 2017, la JICA a signé un protocole de coopération avec le Centre des objectifs de développement durable pour l'Afrique (SDGC/A pour Sustainable Development Goals Center for Africa), une organisation internationale basée au Rwanda dont le but est de contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) dans la région. En février 2018, la JICA a signé un accord de prêt avec le Fonds africain de développement (FAD) du Groupe de la Banque africaine de développement (BAfD). L'accord prévoyait la fourniture d'un prêt d'APD à hauteur de 73 601 millions JPY pour le financement de projets durant la période de la quatorzième reconstitution des ressources du FAD (2017–2019).

Future coopération

La JICA entend récompenser la confiance témoignée par les pays africains envers le Japon au cours du processus de la TICAD. Pour ce faire, la JICA offrira une aide constante vers la réalisation des engagements pris par le gouvernement japonais lors de la TICAD VI. La JICA œuvrera aussi par d'autres moyens au renforcement des liens de confiance qui unissent le Japon et l'Afrique.

Pour la TICAD 7, qui aura lieu à Yokohama en 2019, la JICA explorera de nouveaux modes de coopération avec les pays africains, les organisations parties prenantes et le secteur privé en fonction de l'avancement des activités de coopération de la TICAD.

< Kenya : Projet de système d'assainissement écologique pour la gestion des bassins versants et d'amélioration de l'hygiène dans les zones non urbaines >

Une technologie du secteur privé qui transforme les déchets humains en ressources soutient l'autonomisation des réfugiés



Une employée de LIXIL (à gauche) avec des contremaîtres locaux [photo : Toshihiro Nakamiya, LIXIL Corporation].

LIXIL Corporation, un fabricant japonais d'équipements domestiques et sanitaires, a tiré parti du programme de collaboration avec le secteur privé pour la diffusion de technologies japonaises pour mener une étude de deux ans (2014–2016) sur l'utilisation possible de son système d'assainissement écologique à base de toilettes sèches au Kenya, où de nombreuses personnes vivent dans de mauvaises conditions sanitaires. Ce système basé sur le recyclage consiste à séparer les déchets humains en déchets liquides et solides, à les stocker dans des réservoirs distincts, à les collecter et à les transformer en engrais ou en eau sanitaire.

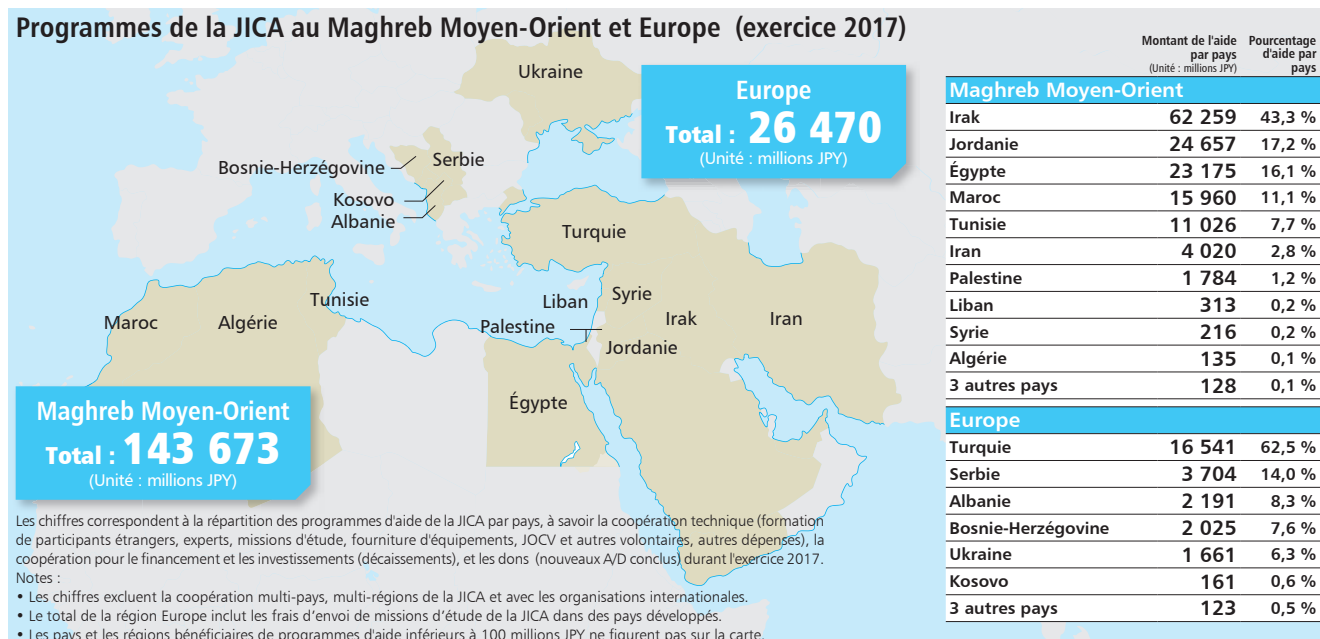
L'étude de deux ans a montré que l'utilisation de toilettes à chasse d'eau dans un pays situé

dans une zone aride ou semi-aride et pauvre en eau pollue les ressources hydriques en l'absence d'équipements dédiés au traitement des eaux usées. En se concentrant sur le recyclage des déchets, cette entreprise japonaise a redéfini le produit comme un « système de toilettes à recyclage sûr, confortable et écologique » et apporté diverses améliorations au produit.

En février 2018, l'entreprise a signé un contrat avec le Programme des Nations unies pour les établissements humains pour fournir des toilettes sèches écologiques, à la fois sûres et hygiéniques, au camp de réfugiés de Kalobeyei au Kenya. Le système transformant les déchets humains en engrais pour l'agriculture aide aujourd'hui les réfugiés à devenir plus indépendants sur le plan économique.

Maghreb Moyen-Orient et Europe

Vers la stabilité régionale à travers une croissance de qualité, la reconstruction, le développement des capacités et le dialogue



Problèmes régionaux

Depuis le début du Printemps arabe en 2011, l'instabilité reste un défi majeur pour de nombreux pays du Maghreb Moyen-Orient. Une coopération à plus long terme répondant aux problèmes tels que la crise des réfugiés suite au conflit syrien et la reconstruction dans les zones libérées de l'État islamique est nécessaire. Concrètement, le développement des infrastructures pour la reconstruction et la croissance économique durable, la bonne gouvernance, la promotion des investissements pour la réduction des disparités – l'un des principaux facteurs d'instabilité sociale – ainsi que la création d'emplois pour les jeunes sont fondamentaux.

En Europe, la consolidation de la paix par la réconciliation ethnique, ainsi que la reconstruction économique et la bonne gouvernance, sont indispensables à la stabilité et la prospérité de la région.

Initiatives de l'exercice 2017

● Vers la stabilité régionale

En réponse à l'enlisement du conflit syrien, la JICA a commencé à recevoir des réfugiés pour leur offrir l'opportunité d'étudier dans des écoles supérieures au Japon dans le cadre de l'initiative japonaise pour l'avenir des réfugiés syriens (JISR pour Japanese Initiative for the Future of Syrian Refugees). Ce programme spécial est conçu pour former des ressources humaines qui soutiendront le futur développement du pays. En 2017, 19 étudiants syriens sont arrivés au Japon dans le cadre de la JISR [→ voir l'étude de cas, page 33].

La JICA a également soutenu deux des principaux pays accueillant des réfugiés syriens. En Jordanie, elle a assuré une aide budgétaire et une coopération pour le développement des infrastructures tout en travaillant avec des partenaires privés, notamment en contribuant au

développement de logiciels pour soutenir l'indépendance économique des réfugiés, entre autres personnes, via les études de faisabilité pour les activités ODD, et en soutenant le secteur de l'électricité solaire, via le financement des investissements du secteur privé. En Turquie, la JICA a mené une coopération pour le développement des infrastructures à destination des gouvernements locaux et fourni des services sociaux, notamment des soins psychologiques, pour les réfugiés. En Serbie et dans l'Ancienne République yougoslave de Macédoine (ARYM), où se trouvent des routes migratoires empruntées par les réfugiés, la JICA a fourni des équipements médicaux aux zones frontalières.

Pour le processus de paix au Moyen-Orient, la JICA a poursuivi son soutien à l'amélioration du développement et des capacités de gestion du parc agro-industriel de Jéricho, en Palestine, projet phare de l'initiative du corridor pour la paix et la prospérité du gouvernement japonais. En septembre 2018, le parc industriel abritait un total de 12 entreprises. En Irak, la JICA a mis en œuvre divers projets de développement des infrastructures, notamment le projet de réhabilitation de la centrale thermique d'Hartha (phase 2), un projet de prêt d'APD visant à stabiliser l'approvisionnement énergétique essentiel à la reconstruction et à la prospérité du pays.

● Vers une « croissance de qualité »

Au Maghreb Moyen-Orient et en Europe, où la plupart des pays ont un niveau de revenu intermédiaire, la JICA a promu une « croissance de qualité » – c'est-à-dire une croissance économique durable, inclusive et résiliente – à travers une coopération dans divers domaines tels que le développement des infrastructures, l'environnement, l'éducation et la santé, et les petites et moyennes entreprises (PME), en tirant parti des technologies avancées et de l'expertise du Japon.

La coopération pour le développement des infrastructures comprenait (1) le développement d'un métro, d'une centrale solaire

et d'un aéroport en Égypte ; (2) le projet de construction d'une usine de dessalement à Sfax, un projet de prêt d'APD destiné à fournir un approvisionnement stable en eau salubre à la deuxième métropole tunisienne ; et (3) l'étude de formulation du projet de construction du nouveau port de Kénitra Atlantique, un projet de prêt d'APD soutenant les investissements et le développement du secteur privé en répondant à la hausse de la demande de transport au Maroc.

La JICA a soutenu plusieurs pays européens souhaitant atteindre les critères environnementaux de l'Union européenne en vue d'une adhésion. Cette aide comprenait (1) l'installation de systèmes de désulfuration des gaz de combustion dans les centrales thermiques à charbon vieillissantes en Serbie et en Bosnie-Herzégovine, (2) le développement de stations d'épuration des eaux usées en Ukraine et en Albanie, et (3) le développement des capacités pour la gestion des déchets solides et d'autres efforts d'amélioration de l'environnement au Kosovo.

Dans les domaines de l'éducation et de la santé, la JICA a renforcé ses projets de coopération en Égypte dans le cadre du partenariat Égypte-Japon pour l'éducation (PEJE) afin de soutenir le développement des ressources humaines du pays en tirant parti des atouts du système éducatif japonais. Cette coopération comprenait (1) des prêts d'APD pour l'accueil d'étudiants égyptiens au Japon et l'introduction du modèle éducatif japonais en Égypte, en particulier les *tokkatsu* (activités spéciales) telles que le nettoyage des classes par les élèves et les réunions de classe dans les écoles primaires ; et (2) une coopération technique pour l'enseignement préscolaire et l'enseignement technique. En Iran, la JICA a signé un accord de don pour le projet d'amélioration de l'équipement médical à Téhéran afin d'améliorer la qualité des services de santé dans le cadre de son aide basée sur les technologies avancées et l'expertise du Japon dans ce secteur.

De plus, la JICA a poursuivi sa coopération pour les PME afin de soutenir une croissance économique durable dans les Balkans occidentaux, en Ukraine et en Moldavie, qui sont des pôles d'exportation vers les pays de l'Union européenne. La coopération de



Introduction des réunions de classe dans les écoles publiques en Égypte pour encourager l'autonomie et l'esprit de coopération des élèves.

la JICA a également été accordée aux pays des Balkans occidentaux et du Maghreb Moyen-Orient disposant d'un héritage historique en vue de promouvoir le tourisme pour revitaliser l'économie.

Future coopération

- Pour répondre au problème des réfugiés, qui demande des solutions à long terme, la JICA entend poursuivre son aide aux réfugiés et aux pays hôtes en coopération avec divers partenaires. Pour la stabilité régionale, la JICA soutiendra également le processus de paix au Moyen-Orient en restaurant la confiance dans la région, la réconciliation ethnique en Europe et la reconstruction des zones reprises des mains de l'État islamique et d'autres groupes extrémistes en Irak.
- Pour la croissance économique durable, la JICA promeut une « croissance de qualité » en tirant parti des technologies avancées et de l'expertise du Japon. Cette coopération inclura le développement d'infrastructures telles que des systèmes d'égouts en Égypte et le développement portuaire au Maroc, ainsi qu'une aide pour l'éducation et les soins de santé, la bonne gouvernance et les PME.
- Pour le développement de ressources humaines en appui à la reconstruction et au développement, la JICA mènera une coopération globale associant un large éventail de dispositifs : coopération technique, aide financière et programme d'études au Japon, tout en introduisant le modèle éducatif japonais dans la région.

<Syrie : Initiative japonaise pour l'avenir des réfugiés syriens (JISR)>

La JICA lance la JISR et invite une centaine de réfugiés syriens sur cinq ans à étudier au Japon



Des étudiants syriens apprenant le japonais.

La JISR est l'un des programmes de coopération de la JICA pour le Moyen-Orient annoncé par le gouvernement japonais avant le sommet du G7 d'Ise-Shima, organisé au Japon en mai 2016. Alors que le conflit syrien entre dans sa huitième année, de nombreux jeunes réfugiés ayant fui en Jordanie et au Liban sont privés d'opportunités d'apprentissage. Ce programme de bourses permettra d'inviter jusqu'à 100 réfugiés sur une période de cinq ans au Japon pour suivre des études supérieures et former ainsi les talents qui soutiendront la future réhabilitation de la Syrie et serviront de pont entre les deux pays.

Lors de l'exercice 2017, la JICA a accepté 19 étudiants avec le soutien du Haut-Commissariat

des Nations unies pour les réfugiés (HCR), des universités d'accueil au Japon et des agences gouvernementales japonaises concernées.

Soutenus par les universités d'accueil et les communautés locales, ces étudiants travaillent sans relâche pour acquérir les capacités nécessaires à la future reconstruction de leur pays. Les étudiants et leurs familles s'habituent à la vie au Japon, leurs enfants se rendent dans les écoles maternelles et les crèches japonaises tandis que les conjoints prennent des cours de japonais. Le deuxième groupe d'étudiants est arrivé au Japon en août 2018, et le processus de candidature du troisième groupe a commencé le mois suivant. La JICA continuera de mettre en œuvre ce programme de manière régulière.

Réduction de la pauvreté

Appui au renforcement des capacités fondamentales des populations pauvres



*Sur les 17 objectifs de développement durable (ODD), les objectifs pertinents sont indiqués en couleur.

Dans les pays en développement, la proportion de pauvres dans la population a reculé, passant de 47 % en 1990 à 14 % en 2015. Ce progrès s'explique en partie par le développement économique de l'Asie. Cependant, près de 35 % de la population d'Afrique subsaharienne continue de souffrir de la pauvreté. Environ 700 millions de personnes dans le monde vivent toujours dans la pauvreté, avec moins de 1,90 USD par jour. De plus, les personnes sorties de la pauvreté restent encore dans une situation vulnérable et risquent de sombrer à nouveau dans le dénuement si elles sont confrontées à des événements négatifs tels que des maladies, des accidents, des conflits politiques, des catastrophes naturelles ou des évolutions du marché.

La JICA promeut la sécurité humaine dans le but de réaliser un monde où personne n'est laissé de côté ou exclu des bénéfices du développement, conformément aux principes énoncés dans les objectifs de développement durable (ODD).

Situation générale

Au cours de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), il est apparu que les personnes vivant dans la pauvreté ou à peine libérées de la pauvreté sont confrontées à des risques divers, et que pour répondre à ces problèmes, il est nécessaire de prendre des mesures sur la sécurité sociale, la protection et le développement des capacités dans divers domaines. Les catastrophes naturelles à grande échelle et les destructions environnementales, tout comme le terrorisme et les crises financières, affectent sérieusement la vie des plus démunis et aggravent les niveaux de pauvreté. Pour faire face à ces facteurs de risque et favoriser la réduction de la pauvreté, des approches polyvalentes et flexibles sont nécessaires.

L'état de pauvreté résulte d'un manque important de capacités dans les domaines suivants : capacité d'accès à des moyens d'existence stables et durables, ou (1) capacités

économiques ; capacité d'être en bonne santé, de bénéficier d'une instruction de base et de vivre dans un environnement sain, ou (2) capacités humaines ; capacités d'affronter les différents facteurs qui menacent la vie humaine, ou (3) capacités défensives ; et capacité de prendre part à une vie sociale dans laquelle le respect – de chaque individu, de sa culture et de ses coutumes – est assuré, ou (4) capacités politiques et (5) socioculturelles.

Actions de la JICA

Afin de contribuer à une croissance équitable et à une réduction durable de la pauvreté, la JICA entend permettre à chaque personne en situation de pauvreté de pouvoir en sortir en renforçant ses capacités dans les cinq domaines précédemment cités. La JICA veille également à la mise en place des environnements qui leur permettent d'exploiter ces capacités.

La JICA élabore et met en œuvre ses projets dans les pays en développement dans les domaines du développement des ressources humaines et du renforcement des capacités, l'amélioration des politiques et des institutions, et le développement de l'infrastructure sociale et économique, en se concentrant sur les deux concepts suivants : (1) la mise en œuvre de « mesures de lutte contre la pauvreté » pour venir en aide directement aux pauvres et (2) la « prise en compte de la pauvreté » par l'intégration dans les projets d'approches créatives destinées à améliorer la situation des pauvres.

En soutenant l'accès des pauvres à divers services financiers de qualité et à leur utilisation active, la stabilisation de la consommation et des dépenses, la création d'actifs, la réponse aux risques, et la diversification et la croissance des revenus, la JICA encourage la stabilité de leurs moyens d'existence et leur participation à l'économie de marché.

Les initiatives visant à lutter contre la pauvreté devraient être entreprises dans le cadre d'une approche multisectorielle, au-delà des processus conventionnels de projets, et avec diverses entités, autres que les organismes gouvernementaux, jouant des rôles plus importants. Ainsi, en plus de recevoir le soutien d'organismes gouvernementaux et la collaboration de la société civile, la JICA encouragera activement des partenariats avec des acteurs du secteur privé au Japon et à l'étranger afin de soutenir la réduction de la pauvreté.



La JICA a travaillé avec l'Institut égyptien d'assurance (IEA) pour promouvoir la micro-assurance – un moyen pour les pauvres de se protéger face à divers risques de la vie – en Égypte. Concrètement, la JICA et l'IEA ont coopéré pour développer des cours sanctionnés par un diplôme sur les micro-assurances et organisé des formations sur la fourniture de services d'assurances. La photo de gauche montre des étudiants calculant des retours sur investissements en se basant sur la valeur vie client lors d'un cours de marketing.

Consolidation de la paix

Soutenir la construction de la nation pour prévenir les conflits et leur récurrence



*Sur les 17 objectifs de développement durable (ODD), les objectifs pertinents sont indiqués en couleur.

Situation générale

Les conflits armés déracinent les individus. Ils brisent ce qui constitue la norme d'une vie quotidienne, que ce soit aller au travail ou à l'école, faire ses courses ou voir un médecin ; ils privent également de nombreuses personnes d'une vie pacifique et les contraignent à fuir les lieux qui leur sont familiers. Les conflits se terminent un jour ou l'autre, mais la reconstruction des systèmes sociaux, la remise en état des économies et des sociétés ainsi que la reconquête d'une vie pacifique impliquent des efforts à long terme.

La prévention des conflits et de leur récurrence et la consolidation de la paix nécessitent non seulement des instruments militaires et politiques tels que la diplomatie préventive ; cela exige également de résoudre les causes profondes des conflits comme les disparités sociales et l'inégalité des chances. La reconstruction des infrastructures n'est donc pas suffisante. L'édification d'un État stable par le développement d'institutions répondant de manière impartiale aux besoins des individus et l'autonomisation des communautés et des personnes peuvent ramener une vie pacifique.

Actions de la JICA

Pour soutenir une construction de la nation apte à prévenir les conflits et leur récurrence, la JICA concentre son aide sur deux aspects – l'établissement d'un gouvernement digne de la



Palestine : Une femme ingénieur enseigne comment superviser les travaux de construction pour le projet d'amélioration des camps de réfugiés.

confiance de ses citoyens et l'instauration de sociétés résilientes – tout en œuvrant au développement d'États stables à moyen et long terme.

Immédiatement après les conflits, la JICA fournit une aide pour la réhabilitation des services publics. Les fonctions administratives de base perturbées par le conflit doivent être rétablies rapidement. L'aide de la JICA vise à répondre aux aspirations des populations à retrouver une vie quotidienne pacifique, tout en rétablissant la confiance entre les populations et le gouvernement.

Dernièrement, les conflits ont eu tendance à s'intensifier ou à perdurer, provoquant des déplacements internes et des flux de réfugiés. Outre l'aide aux déplacés internes et aux réfugiés, le soutien apporté à leurs pays et communautés hôtes fait également partie des activités de la JICA [→ voir les études de cas ci-dessous et pages 29 et 33].

<Ouganda : Approche intégrée du problème des réfugiés>

Renforcement du lien entre humanitaire et développement



Des administrateurs publics reçoivent une formation sur la planification budgétaire.

L'Ouganda accueille plus de 1,4 million de réfugiés du Soudan du Sud et d'autres pays voisins.

Au nord du pays, la JICA met en œuvre le projet de développement des capacités des gouvernements locaux pour le renforcement de la résilience communautaire dans les sous-régions d'Acholi et du Nil occidental. Ce projet vise à renforcer la confiance entre les gouvernements locaux, les communautés, les résidents et les réfugiés afin de consolider les liens communautaires par la fourniture de services publics répondant de manière plus adaptée aux besoins locaux.

À l'occasion du sommet de la solidarité pour les réfugiés, organisé en Ouganda en juin 2017, la JICA et le Programme des Nations unies pour le

développement (PNUD) ont proposé de faire face au problème des réfugiés par le développement. La JICA a insisté sur l'importance du renforcement des capacités des pays hôtes, en particulier des capacités des gouvernements locaux. Après le sommet, la JICA a étudié et analysé la situation et les besoins des régions hôtes, formulé des plans d'aide destinés principalement à réparer les routes, les hôpitaux et les écoles, et partagé ces plans avec le gouvernement ougandais et des organisations internationales.

Ces activités sont fortement appréciées pour leur capacité à relier l'aide humanitaire et la coopération au développement. La JICA continuera d'apporter une aide globale aux pays hôtes tout en encourageant l'autonomisation des réfugiés.

Égalité des sexes et développement

Atteindre l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes



*Sur les 17 objectifs de développement durable (ODD), les objectifs pertinents sont indiqués en couleur.

Situation générale et activités de la JICA

Le genre, qui s'inscrit dans un contexte socioculturel donné, peut se rapporter aux rôles assignés aux hommes et aux femmes ainsi qu'à leurs relations réciproques.

Le plus souvent, les rôles et les responsabilités incombant aux hommes et aux femmes relèvent de représentations inconscientes liées aux valeurs, aux traditions et aux coutumes d'une région. Ces représentations influent sur les politiques, les systèmes et les organisations. Par ailleurs, il est probable que les idées reçues et le système social se calquent sur un point de vue masculin.

L'objectif 5 des objectifs de développement durable (ODD), « Égalité des sexes », est axé sur la réalisation de l'égalité des sexes et l'autonomisation de toutes les femmes et filles. Cet objectif figure non seulement parmi les 17 ODD, mais il est reconnu comme la pierre angulaire indispensable à la réalisation de tous les autres objectifs de développement. La JICA lutte pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes en encourageant l'« intégration de la dimension de genre » – une approche qui permet d'intégrer une perspective sexospécifique à tous les stades de ses programmes et projets – en tenant compte des problèmes et des besoins résultant des rôles différents des hommes et des femmes dans la société ainsi que de leurs relations de pouvoir.

La JICA assure une coopération pour créer des politiques et des systèmes qui favorisent l'égalité des sexes afin de stimuler l'autonomisation des femmes par des activités de promotion de la

santé maternelle et infantile, l'éducation des femmes, le soutien aux femmes entrepreneurs [→ voir l'étude de cas ci-dessous], le renforcement des capacités pour faire face aux violences faites aux femmes, et une aide pour la sécurité ainsi que la formation des victimes de la traite des êtres humains.

Dans le même temps, des efforts sont menés dans divers autres domaines tels que l'agriculture, la protection de l'environnement, la réduction des risques de catastrophe (RRC), la gouvernance et le développement des infrastructures pour intégrer une perspective de genre dans les résultats et les actions des projets. Par exemple, le cours de formation de la JICA sur l'égalité des sexes et la diversité dans la réduction des risques de catastrophe aborde la réduction des risques de catastrophe du point de vue du genre et de la diversité. Compte tenu du fait que plus de femmes que d'hommes ont été affectées par les catastrophes naturelles, la JICA cherche à former des professionnels afin que les voix de personnes dans diverses situations, y compris les femmes, puissent être entendues lors des processus de planification des mesures de prévention des catastrophes. Par ailleurs, dans son projet de système de transport en commun rapide à Delhi financé par un prêt d'APD, la JICA a répondu à plusieurs problèmes et besoins des femmes, notamment par l'introduction de wagons réservés aux femmes, le déploiement d'employées en gare et d'agents de sécurité de sexe féminin, et l'installation d'un système d'alarme en cas d'urgence. Toutes ces mesures ont permis une utilisation plus sûre des transports publics pour les femmes en Inde, contribuant ainsi à l'accroissement de leur rôle dans la société [→ voir l'étude de cas, page 61].

<Afrique : Programme de co-crédation des connaissances (par région et en groupe) « Séminaire Afrique-Japon d'échanges pour les femmes entrepreneurs »>

Renforcement des capacités et mise en réseau des femmes entrepreneurs



Rencontre avec une femme entrepreneur dans le secteur de la mode.

L'entrepreneuriat féminin crée de la valeur et de nouveaux marchés tout en stimulant les communautés et la société. Pourtant, dans les pays en développement, les femmes qui souhaitent créer une entreprise sont confrontées à plusieurs défis tels qu'un accès restreint aux financements et à l'information, des limitations politiques et institutionnelles et la difficulté à bénéficier des réseaux commerciaux.

Ce séminaire de formation a été lancé suite à un événement parallèle à la cinquième conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique organisée en 2013. Jusqu'à présent, le séminaire a eu lieu quatre fois, réunissant 74 personnes au total. Lors du séminaire, des femmes entrepreneurs et des responsables des ministères des PME et d'autres organismes gouvernementaux, chargés

de soutenir les entrepreneurs africains, travaillent ensemble sur les mesures gouvernementales de soutien à l'entrepreneuriat féminin et observent les activités des femmes entrepreneurs au Japon.

En juillet 2017, la JICA a organisé un séminaire de partage des connaissances en Côte d'Ivoire pour les anciens participants au séminaire originaires de pays voisins. Il était impressionnant de constater qu'un grand nombre d'entre eux avaient déjà initié des activités à fort impact social. En outre, d'anciens participants au séminaire ont été invités au Forum des nouveaux entrepreneurs féminins, un événement parallèle à l'Assemblée mondiale des femmes organisée depuis trois ans à Tokyo. À travers ces opportunités, la JICA continue de soutenir les femmes entrepreneurs en créant des réseaux plus larges et en encourageant le leadership.

Changement climatique

S'attaquer au défi climatique mondial



*Sur les 17 objectifs de développement durable (ODD), les objectifs pertinents sont indiqués en couleur.

Situation générale

Le changement climatique provoque diverses conséquences telles que des phénomènes météorologiques extrêmes et des catastrophes naturelles plus fréquents, minant ainsi les fondements du bien-être humain, y compris les écosystèmes naturels et les systèmes sociaux et économiques. Dans la mesure où il exerce une grave menace sur la croissance économique, la réduction de la pauvreté et la sécurité humaine, le changement climatique représente un défi majeur qui doit être relevé par la communauté internationale dans son ensemble.

En décembre 2015, lors de la 21^e session de la conférence des parties (COP21) de la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, la communauté internationale a franchi une nouvelle étape dans la lutte contre le changement climatique avec l'adoption de l'accord de Paris, en tant que nouveau cadre international pour l'après 2020 destiné à succéder au protocole de Kyoto.

En outre, le fait que les « mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques » figurent parmi les 17 objectifs de développement durable (ODD) témoigne de l'intérêt de cet enjeu pour la communauté internationale.

Actions de la JICA

La JICA a récemment rédigé un document intitulé « Stratégie de coopération de la JICA en matière de changement climatique ». En se basant sur cette stratégie, la JICA promeut l'approche d'« intégration du changement climatique » qui prend en compte la problématique du changement climatique dans chacun de ses programmes et projets de développement. La coopération de la JICA en

matière de lutte contre le changement climatique se concentre sur les quatre priorités suivantes :

1. Promouvoir un développement urbain et des investissements dans les infrastructures sobres en carbone et résilientes face au changement climatique

La JICA soutient le développement d'infrastructures sobres en carbone et résilientes face au changement climatique, en particulier dans les pays en développement dont l'économie croît rapidement.

2. Renforcer l'évaluation et les mesures de lutte contre les risques climatiques

Le changement climatique affectant toutes les régions du monde, il est essentiel de prendre en considération les risques climatiques dans tous les futurs projets de développement. La JICA évalue les risques climatiques et prépare ses activités de manière à éviter/réduire ces risques.

3. Soutenir la politique climatique et le développement institutionnel

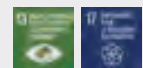
Les mesures de lutte contre le changement climatique exigent un engagement à long terme. C'est pourquoi la JICA soutient l'amélioration des capacités politiques et institutionnelles des pays en développement afin qu'ils puissent préparer, mettre en œuvre et suivre les mesures d'atténuation et d'adaptation au changement climatique, et inventorier leur gaz à effet de serre (GES).

4. Améliorer la protection et la gestion des forêts et d'autres écosystèmes

L'utilisation des terres, le changement d'affectation des terres et la foresterie (UTCATF) représentent jusqu'à 30 % des émissions mondiales cumulées de GES liées à l'homme. La JICA encourage la gestion durable des forêts, par exemple en renforçant la capacité de gestion communautaire des forêts.

< La JICA devient l'une des premières entités japonaises à être accréditée par le Conseil du Fonds vert pour le climat (FVC) >

Utilisation du FVC en vue d'intensifier la coopération en matière de lutte contre le changement climatique



Activités de reboisement dans la province de Dien Bien, au Vietnam

Le 6 juillet 2017, la JICA est devenue l'une des premières entités japonaises à être accréditée par le Conseil du Fonds vert pour le climat. Créé en 2010 lors de la 16^e conférence des parties (COP16) de la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), le FVC est un fonds multilatéral qui appuie financièrement les mesures visant à lutter contre le changement climatique dans les pays en développement.

Conformément à l'accord de Paris sur le climat, la JICA aide les pays en développement à établir des sociétés sobres en carbone et résilientes face au changement climatique. Par exemple, la JICA soutient la construction du Centre sur le changement climatique du

Pacifique (CCCP) en coopération avec le Secrétariat du programme régional océanien de l'environnement (PROE) aux Samoa, en tant que plateforme pour le développement de ressources humaines spécialisées dans la lutte contre le changement climatique.

En tant qu'entité accréditée par le FVC, la JICA a désormais accès aux financements du FVC pour formuler et mettre en œuvre des projets visant à lutter contre le changement climatique.

Avec les financements du FVC et son propre budget, la JICA entend intensifier la coopération en matière de lutte contre le changement climatique pour les pays en développement.

Infrastructures

Réaliser des sociétés résilientes et durables



*Sur les 17 objectifs de développement durable (ODD), les objectifs pertinents sont indiqués en couleur.

Développement urbain et régional

Les villes du monde en développement doivent faire face à des défis liés à l'urbanisation et à la croissance démographique rapides tels que (1) des infrastructures urbaines inadéquates, (2) un cadre de vie détérioré, (3) une plus grande vulnérabilité aux catastrophes naturelles, et (4) des disparités économiques croissantes. À mesure que les processus d'urbanisation et de croissance démographique de certains pays en développement ralentissent, des communautés urbaines stables et matures y font leur apparition.

La JICA répond à ces défis et ces problèmes en tirant parti de l'expérience du Japon pour surmonter les catastrophes naturelles majeures et l'urbanisation rapide sans précédent. En se basant sur les stratégies décrites ci-dessous, la JICA cherche également à réaliser (1) des politiques et une gestion urbaines pour des villes durables, (2) un développement national et régional équilibré, et (3) une société inclusive.

1. En Asie, l'aide de la JICA se concentre sur le développement des infrastructures urbaines pour les villes en pleine croissance. Pour les villes en cours de maturation dans les pays à revenu intermédiaire, la JICA travaille également sur les futurs défis urbains tels que le vieillissement démographique, tout en suggérant l'introduction d'une gestion des actifs.
2. En Afrique, qui connaît une urbanisation rapide tout en restant insuffisamment développée, la JICA promeut l'approche des corridors de développement¹ à travers laquelle elle encourage les pays africains à concentrer leurs ressources de développement limitées sur des corridors économiques afin que leurs économies prennent la voie d'une croissance durable.
3. En Amérique latine et dans les Caraïbes, une région fortement urbanisée et régulièrement victime de catastrophes naturelles, la JICA accorde la priorité à la réduction des risques de catastrophe (RRC) et à la protection de l'environnement. Concrètement, la JICA privilégie une aide immatérielle, proposant des solutions aux problèmes de la région.
4. Au Maghreb Moyen-Orient, où l'urbanisation est plutôt lente, et compte tenu de la situation sécuritaire instable, l'aide de la JICA est orientée vers le développement urbain et communautaire dans un contexte de consolidation de la paix et de prévention des conflits.

Pour apporter des solutions profondes aux problèmes auxquels les villes et les régions des pays en développement sont confrontées, la JICA analysera la situation et les problèmes spécifiques de la ville ou la région concernée et proposera des stratégies et des approches sous la forme d'un programme global et adapté. À cette fin, la JICA associera de manière flexible différents instruments d'aide.

Il est important de répondre aux différents besoins en matière de développement urbain et régional dans les pays en développement,



La JICA a soutenu la formulation d'un plan de développement des infrastructures urbaines visant à résoudre les problèmes urbains de Davao, la troisième ville la plus peuplée des Philippines, où la croissance démographique et les embouteillages continuent de progresser. [Photo publiée avec l'autorisation d'IM4Davao]

allant de la formulation de plans d'urbanisation à l'exploitation et la maintenance des installations urbaines. Il est essentiel pour cela d'assurer le développement d'un système juridique adapté, ainsi que le développement des capacités des agences d'exécution et de leur personnel chargé du développement urbain et régional. En conséquence, la JICA travaillera aussi sur ces aspects.

Transports

Pour éradiquer la pauvreté et parvenir à une croissance économique durable, il est indispensable de fournir des services de transport qui facilitent la circulation efficace des personnes et des biens. À l'inverse, l'insuffisance des services de transport constitue souvent une cause de pauvreté. Pour répondre à la demande d'infrastructures de transport, il est nécessaire de fournir des services de transport stables à travers des partenariats plus étroits avec le secteur privé ou en rendant les infrastructures de transport plus durables et efficaces. L'utilisation durable des infrastructures nécessite d'améliorer et de consolider de toute urgence les modalités d'exploitation et de maintenance, tout en formant les responsables gouvernementaux.

La coopération de la JICA dans le secteur des transports vise essentiellement à améliorer le cadre de vie en stimulant l'activité socio-économique par des services de transport rapides, bien organisés et sûrs, des personnes et des biens.

Pour développer efficacement le secteur des transports et des routes, il ne suffit pas de construire des routes et des ponts. Il est également nécessaire de fournir une aide destinée à faire un usage judicieux des infrastructures mises en place. Pour le développement et l'utilisation efficace des infrastructures, la JICA assure une coopération technique visant à développer non seulement les infrastructures mais

1. Approche stratégique de développement régional conçue pour atteindre une croissance durable et solide en se concentrant sur un axe routier clé (corridor) jouant un rôle pivot dans l'activité économique d'un pays ou d'une région. L'idée consiste à créer un cercle vertueux de promotion des investissements et d'extension du marché en exploitant le potentiel industriel de cette région le long du corridor et en développant les infrastructures de manière adaptée afin de redynamiser la région dans son ensemble.

aussi les ressources humaines connexes. Cela implique de former le personnel responsable de l'exploitation et de la maintenance des infrastructures et de créer des structures organisationnelles pour sensibiliser les usagers de ces infrastructures.

En outre, conformément aux politiques promues par le gouvernement japonais, la JICA a lancé un nouveau type d'aide destinée à soutenir des projets de développement d'infrastructures d'une ampleur sans précédent tout en introduisant des technologies de pointe répondant aux besoins des pays en développement. Par ailleurs, le Japon doit fournir une aide liée aux investissements et au développement des infrastructures afin de contribuer aux efforts mondiaux vers les objectifs de développement durable (ODD), conformément aux cinq « Principes du G7 d'Ise-Shima pour la promotion des investissements dans les infrastructures de qualité » adoptés en 2016.

En accord avec ces principes, la JICA déploiera une aide sur plusieurs niveaux pour combler le déficit d'infrastructures dans le secteur des transports. Cela impliquera le « transport international » qui traverse les frontières nationales, le « transport national » qui assure un développement équilibré, le « transport urbain » qui soutient le développement urbain durable et le « transport rural » qui améliore le niveau de vie des zones rurales [→ voir les études de cas ci-dessous et pages 21 et 25].

Technologies de l'information et des communications (TIC)

Les TIC forment une infrastructure commune et un outil efficace pour résoudre les problèmes sociaux. Utilisées dans le domaine administratif, social et économique, il n'est pas exagéré de dire que les TIC sont devenues indispensables au fonctionnement de nos sociétés modernes. Les TIC offrent une large gamme de possibilités, c'est pourquoi leur utilisation et leur application à divers problèmes sociaux devraient faciliter une mise en œuvre plus efficace et efficiente des projets.

Dans de nombreux pays en développement, les zones urbaines ont connu une diffusion rapide des services d'internet à haut débit

et d'internet mobile. Cependant, si l'on considère les pays dans leur ensemble, la diffusion des infrastructures de TIC et de leur utilisation a été lente à certains égards. Cela crée une fracture numérique avec les pays développés et des inégalités en matière de TIC entre les zones urbaines et rurales au sein des pays, ce qui aggrave les disparités économiques structurelles.

Ces dernières années, les pays en développement ont été confrontés à la question de la cybersécurité – un défi mondial qu'il est difficile d'aborder uniquement au niveau national. Les politiques, les dispositifs institutionnels et les mesures de sécurité inadéquates rendent les pays en développement plus vulnérables aux cybermenaces, et ils ont du mal à établir par eux-mêmes des protections contre de telles menaces.

Pour faire face à ces défis, la stratégie de développement de la JICA dans le secteur des TIC comprend quatre composantes : amélioration de la capacité d'élaboration des politiques des TIC, développement des ressources humaines pour soutenir les TIC, développement des infrastructures des TIC, et promotion de l'utilisation et de l'application des TIC. Cette stratégie de développement a été transcrite dans des mesures spécifiques, notamment l'envoi de conseillers sur la numérisation de la radiodiffusion télévisuelle terrestre, la formation d'ingénieurs spécialisés en cybersécurité, le développement de réseaux de communication de base, et le déploiement d'une aide utilisant et appliquant les TIC dans des secteurs tels que l'éducation, la promotion industrielle et la réduction des risques de catastrophe. Dans le secteur de la sécurité informatique, la JICA travaille dans le cadre de la coopération entre le gouvernement japonais et les États membres de l'ANASE, à savoir la réunion politique ministérielle Japon-ANASE sur la coopération en matière de cybersécurité, afin d'aider ces pays à renforcer leurs capacités en matière de cybersécurité, contribuant ainsi à un cyberspace sûr et sécurisé.

Afin de promouvoir l'utilisation et l'application des TIC dans les secteurs de développement pertinents des pays en développement, la JICA envisage des solutions basées sur l'industrie, des solutions favorisant les affaires et des solutions d'incubation.

<Région de l'ANASE (Myanmar, Cambodge et Indonésie) : Soutenir l'informatisation des procédures portuaires>

Vers une logistique plus efficace dans la région de l'ANASE



Myanmar : Avant l'introduction de l'EDI portuaire, la procédure de demande exigeait la fourniture de nombreux documents.

La JICA soutient la rationalisation des opérations logistiques dans la région de l'ANASE et le développement du Guichet unique de l'ANASE par l'introduction et l'utilisation accrue d'un système d'échange de données informatisées (EDI) dans les ports.

Les procédures d'arrivée et de départ dans les ports représentent une tâche difficile pour les entreprises et les agents de transport : ils doivent préparer des demandes similaires pour différentes agences administratives et les remettre aux guichets de ces agences. L'EDI portuaire est un système informatique capable de traiter électroniquement ces procédures. Il permet aux entreprises et agences de transport de soumettre des demandes à différentes agences administratives simultanément

en remplissant et transmettant un formulaire unique.

La JICA soutient l'introduction et l'utilisation accrue de l'EDI dans plusieurs pays de l'ANASE afin de simplifier et rationaliser les procédures administratives portuaires.

Au Myanmar, un projet de don de la JICA a soutenu le développement d'un système d'EDI portuaire, entré en service en avril 2018. Au Cambodge, la JICA a mené une étude dans la perspective d'introduire un système de ce type. En Indonésie, la JICA déploie une coopération technique visant à étendre l'utilisation de l'EDI portuaire développée par le pays. Cela implique la visualisation des performances portuaires avec des données statistiques obtenues grâce à l'informatisation des opérations.

Développement des ressources humaines

Éducation, sécurité sociale et santé : L'investissement dans l'individu est le pilier du développement



*Sur les 17 objectifs de développement durable (ODD), les objectifs pertinents sont indiqués en couleur.

Éducation

Dans le monde en développement, le développement de ressources humaines adoptant une vision globale de l'éducation – de l'enseignement préprimaire et l'enseignement de base de qualité à l'enseignement et la formation techniques et professionnels, et l'enseignement supérieur – permet aux individus de mener des vies meilleures et d'être heureux tout en assurant un développement socio-économique durable et en créant une société inclusive.

Cependant, 263 millions d'enfants et de jeunes en âge de fréquenter l'école dans le monde ne sont toujours pas scolarisés (UNESCO, 2018). On estime qu'au moins 610 millions d'enfants et de jeunes n'ont pas acquis les compétences de base en lecture et en mathématiques (UNESCO, 2017). En outre, il existe des disparités dans l'éducation en raison des facteurs associés à la pauvreté, au sexe, au handicap, à l'origine ethnique, à la langue et au lieu de résidence. Assurer une éducation de qualité pour tous les enfants est une priorité.

De plus, le chômage mondial des jeunes a connu une tendance à la hausse, il serait d'environ 13,1 % en 2017 (OIT, 2017). Il est nécessaire d'élargir l'accès à l'enseignement et à la formation techniques et professionnels et d'améliorer leur qualité. Alors que l'accès à l'enseignement supérieur s'améliore régulièrement, le taux brut de scolarisation étant passé de 18 % en 2005 à 31 % en 2016 (UNESCO, 2017), le développement du corps enseignant, la modernisation des installations et équipements et la mobilisation de financements pour la recherche restent à la traîne, ce qui pèse lourdement sur la qualité de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Dans ce contexte, la JICA aide les pays partenaires à assurer une continuité de l'apprentissage de qualité afin de répondre aux besoins éducatifs de chaque individu tout en adoptant une vision globale de l'éducation. La priorité est accordée à trois piliers : (1) l'amélioration de l'apprentissage des enfants, (2) le développement des ressources humaines pour l'innovation et le développement industriel, et (3) l'éducation pour l'édification de sociétés inclusives et pacifiques. Les activités de la JICA dans ce secteur comprennent une coopération au développement qui tire parti de l'expertise du gouvernement, des universités et du secteur privé du Japon, ainsi qu'une aide au développement des ressources humaines essentielles à la construction de la nation.

De plus, la JICA encourage un apprentissage mutuel mondial qui

transcende les frontières nationales et régionales et accumule des données sur les résultats de ses activités. Elle travaille également avec des homologues de pays partenaires et un large ensemble d'acteurs pour concevoir des solutions innovantes.

Sécurité sociale

L'amélioration de la sécurité sociale est un moyen de créer une société plus stable en réduisant la pauvreté et en permettant aux personnes de vivre en sécurité. Du point de vue de l'amélioration de la qualité de vie de tous les citoyens, la mise en place de systèmes de sécurité sociale est aussi un enjeu politique majeur dans les pays en développement. Certains pays asiatiques qui connaissent un vieillissement démographique et une évolution de la structure des maladies doivent développer des approches innovantes et répondre à de nouveaux besoins, notamment via des systèmes de soins intégrés communautaires et des services de santé sur le long terme. Il existe une forte demande vis-à-vis de l'expertise japonaise dans ces domaines ; de nombreux pays partenaires font part de leur désir d'apprendre du Japon pour développer de nouveaux systèmes et améliorer le fonctionnement des systèmes en place. La JICA offre une aide diverse pour répondre à ces besoins.

La construction d'une nation dynamique bénéficiant d'une croissance inclusive et durable nécessite la participation d'un large éventail d'acteurs – notamment des personnes handicapées – dans les activités socio-économiques. La convention relative aux droits des personnes handicapées, ratifiée par plus de 177 pays dont le Japon, stipule que la participation des personnes handicapées dans les activités de coopération internationale doit être assurée. L'élimination des barrières sociales, culturelles, économiques, politiques ou physiques qui entravent la participation sociale des personnes handicapées constitue donc un défi majeur.

La JICA estime que les personnes handicapées sont des acteurs importants du développement. En tenant compte du handicap dans l'ensemble de ses activités de développement, la JICA se concentre sur des aspects spécifiques tels que (1) l'intégration du handicap en incluant des personnes handicapées en tant que bénéficiaires et acteurs ; (2) l'amélioration des fonctions de l'administration publique par une sensibilisation visant à faciliter la participation sociale des personnes handicapées ; et (3) l'amélioration de l'accessibilité physique et à l'information.

Les pays en développement font également face à une multiplication des accidents du travail et des maladies professionnelles associés au développement économique ; parallèlement, ces pays manquent des capacités et des normes pour assurer la santé et la sécurité au travail tandis que leurs cadres de réglementation et d'application et leurs dispositifs de surveillance sont inadaptés. Les pays en développement doivent également promouvoir l'emploi des jeunes pour la stabilité sociale. Pour répondre à ces besoins, la JICA contribue à la création d'un environnement où toutes sortes de personnes, notamment les personnes handicapées et les personnes âgées, peuvent travailler sereinement.



Égypte : Enfants dans une crèche soutenue par le projet d'amélioration de la qualité du développement de la petite enfance

Thaïlande : Projet de fourniture de services sociaux et sanitaires continus pour les personnes âgées



Santé

De nombreuses personnes dans le monde en développement perdent la vie en raison d'un accès insuffisant aux soins de santé. On estime qu'environ 300 000 femmes meurent de causes évitables liées à la grossesse ou à l'accouchement tandis que près de 6 millions d'enfants âgés de moins de cinq ans perdent la vie chaque année. Un enfant sur quatre souffre d'un retard de croissance à cause de la malnutrition. Neuf millions de personnes sont tuées chaque année par une maladie infectieuse. Les épidémies de maladies infectieuses émergentes et réémergentes posent une grave menace, en particulier pour les pays dont les systèmes de santé sont vulnérables.

Simultanément, les maladies non transmissibles, comme les maladies cardiovasculaires, constituent une nouvelle menace. Le vieillissement pèse non seulement sur les finances publiques, mais aussi sur les membres de la famille qui s'occupent des personnes âgées. Dans les pays en développement, où les systèmes de protection financière sont encore inadéquats, une grande partie des dépenses de santé est supportée directement par les individus. Le poids des dépenses de santé des ménages est susceptible de se traduire par des inégalités en termes de santé, mais aussi dans d'autres aspects de la vie.

Pour protéger la santé des personnes, il faut que l'ensemble de la population puisse bénéficier des services de santé essentiels dont elle a besoin sans avoir à souffrir de difficultés financières, c'est-à-dire atteindre la couverture santé universelle (CSU). Pour y parvenir, il est essentiel de coopérer avec les dirigeants et responsables de la santé, mais aussi

d'autres secteurs tels que les finances publiques. Lors de conférences internationales, la JICA partage les expériences et les enseignements tirés de ses activités. Elle travaille avec divers acteurs sur les différents moyens de promouvoir la CSU et saisit toutes les opportunités de renforcer la collaboration avec les parties prenantes pour atteindre ce but. En décembre 2017, par exemple, la JICA a co-organisé le Forum CSU 2017 [→ voir page 10].

Pour faire face à la propagation de maladies infectieuses par-delà les frontières, il faut endiguer les épidémies le plus tôt possible. C'est pourquoi la JICA se concentre sur la création de systèmes de santé résilients en dehors des périodes d'urgence en soutenant le renforcement des capacités et la mise en réseau des laboratoires de santé publique et des instituts de recherche liés.

L'amélioration de la santé maternelle et infantile (SMI) reste un problème majeur pour de nombreux pays en développement. La JICA relève ce défi aussi bien au niveau mondial qu'au niveau national. Par exemple, la JICA travaille avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS) à la rédaction de lignes directrices sur les fiches de santé de la mère, du nouveau-né et de l'enfant tenues à domicile, dont le carnet SMI en tant qu'outil efficace pour assurer le continuum de soins SMI. La JICA s'efforce également d'améliorer la nutrition – cause de décès infantile et de maladies liées au mode de vie chez l'adulte – en coordination étroite avec différents secteurs, notamment l'agriculture, l'assainissement et l'éducation.

Concernant la nouvelle menace posée par les maladies non transmissibles, la JICA se concentre non seulement sur l'amélioration de l'environnement thérapeutique et diagnostic, mais aussi sur le développement des ressources humaines pour la prévention et la détection précoce. La JICA soutient les efforts de chaque pays contre les menaces émergentes en faisant une meilleure utilisation des systèmes de santé existants.

Pour répondre à ces besoins divers le plus tôt possible, la JICA doit travailler avec d'autres partenaires de développement pour accélérer le mouvement mondial vers la réalisation de la CSU, parallèlement au soutien apporté à chaque pays.

< Honduras : Projet de renforcement du système de soins primaires basé sur le « modèle de santé national » >

Augmenter nettement le taux de femmes enceintes recevant des soins prénataux pour sauver la vie des mères et des enfants



Membre du personnel d'une clinique montrant les dossiers médicaux de patients préparés par les ESF.

La mortalité maternelle et infantile du Honduras est exceptionnellement élevée par rapport aux autres pays d'Amérique latine et des Caraïbes, à 129 décès pour 100 000 naissances vivantes (taux de mortalité maternelle) et 16,6 décès pour 1 000 naissances vivantes (taux de mortalité infantile). Afin de détecter de manière précoce les risques associés à l'accouchement et de réduire la mortalité maternelle et infantile, les femmes enceintes doivent bénéficier de soins prénataux réguliers. Cependant, le nombre de femmes suivies reste limité.

Pour remédier à cette situation, le gouvernement du Honduras a créé des équipes de santé familiale (ESF) constituées

de médecins et d'infirmiers afin d'identifier dès que possible les problèmes de santé de chaque famille. La JICA a soutenu le renforcement des capacités des ESF dans deux départements par des formations et d'autres moyens. Les ESF ont ainsi encouragé les femmes enceintes à recevoir des soins prénataux, et le pourcentage de femmes ayant reçu ces soins a bondi, d'un tiers à la moitié dans un département et de 80 à presque 90 % dans l'autre département.

Le gouvernement du Honduras se prépare dorénavant à diffuser ce système à l'échelle nationale afin de fournir des services de santé ne laissant personne de côté, et de protéger les vies des mères et des enfants.

Environnement mondial

Pour un cadre de vie sûr et un équilibre entre environnement et développement



*Sur les 17 objectifs de développement durable (ODD), les objectifs pertinents sont indiqués en couleur.

Préservation de l'environnement naturel

L'exploitation excessive et l'utilisation à grande échelle des terres ont entraîné la destruction rapide de l'environnement naturel mondial. Cela comprend la déforestation, la disparition des zones humides, la détérioration des écosystèmes côtiers, la dégradation des sols et l'extinction d'espèces sauvages.

La JICA assure une coopération dans les trois domaines suivants, avec l'objectif de faciliter l'harmonie entre la préservation de l'environnement naturel et les activités humaines, tout en contribuant plus particulièrement à la réalisation des ODD 13, 14 et 15.

1. Mesures de lutte contre le changement climatique à travers la gestion durable des forêts et la préservation des écosystèmes

Les forêts offrent un approvisionnement durable en eau et en bois, préservent la fertilité des sols tout en absorbant et stockant les gaz à effet de serre (GES), comme le CO₂, et atténuent les catastrophes naturelles comme les inondations et les glissements de terrain. Consciente de l'importance de ces multiples fonctions, la JICA a travaillé sur l'initiative REDD+ (réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation forestière) et sur le rôle de la protection, de la gestion durable des forêts et du renforcement des stocks de carbone forestier dans les pays en développement.

2. Renforcement de la résilience et amélioration des moyens de subsistance par l'utilisation durable des ressources naturelles

Dans les communautés du Sahel et de la Corne de l'Afrique, la JICA promeut des activités visant une utilisation durable des ressources naturelles et l'amélioration des moyens de subsistance afin de renforcer la résilience face au changement climatique en luttant contre la désertification.

3. Préservation de la biodiversité par la gestion des zones protégées et des zones tampons

Dans les zones protégées et les zones tampons environnantes, la JICA déploie une aide diverse pour la protection de la biodiversité : formulation de plans de gestion, mise en œuvre d'études et de suivi, renforcement des capacités des personnes concernées, introduction de l'écotourisme et développement de l'éducation environnementale.

Gestion de l'environnement

De nombreux pays en développement sont confrontés à des problèmes environnementaux graves liés à l'urbanisation. Ces problèmes entraînent souvent des risques pour la santé et d'autres problèmes qui menacent la sécurité humaine. La priorité accordée au développement économique se traduit fréquemment par un retard des mesures de lutte contre la pollution. Dans de nombreux cas, le caractère complexe et multidimensionnel des problèmes environnementaux ne permet pas de trouver des solutions à court terme. Prenant ces facteurs en considération, les ODD comprennent des objectifs dans le domaine de la gestion de l'environnement.

La JICA cherche avant tout à éviter la pollution et concentre ses ressources sur le développement des capacités des organisations et des

individus participant à la gestion environnementale, en coopération avec des parties prenantes telles que les gouvernements locaux, les secteurs privés, les universités et les donateurs multilatéraux lorsque cela est approprié [→ voir les études de cas, pages 43 et 63].

1. Gestion des déchets solides et établissement d'une société saine fondée sur un cycle rationnel des matériaux

Le problème des déchets étant étroitement lié au niveau de développement économique, l'aide de la JICA s'adapte aux différents niveaux de développement des pays partenaires, en couvrant l'ensemble des aspects de l'amélioration de la santé publique et l'assainissement ou la réduction du stress environnemental à l'établissement d'une société saine fondée sur un cycle rationnel des matériaux.

2. Lutte contre la pollution de l'eau, de l'air, etc.

La JICA offre une aide intégrée pour le développement des réseaux d'égouts et le renforcement des capacités de les exploiter et les entretenir, la gestion de l'environnement de l'eau dans les zones urbaines et la lutte contre la pollution atmosphérique. À travers ces activités et d'autres, la JICA évalue précisément la situation sur le terrain et, en se basant sur ces évaluations, soutient le développement des politiques, de la réglementation et des institutions, la construction d'installations et le renforcement des capacités des organisations et des individus.

Ressources en eau

L'eau soutient la vie humaine non seulement par sa consommation ou son usage domestique, mais aussi en tant que ressource vitale pour la production alimentaire et l'activité économique. On estime cependant qu'en 2015, plus de 2,9 milliards de personnes n'avaient pas accès à une eau adéquate. La concurrence pour les ressources en eau va probablement s'intensifier. Dans cette optique, les ODD comprennent un objectif consistant à « garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau » (ODD 6).

Le taux de couverture en eau du Japon est aujourd'hui proche de 100 %. C'est aussi l'un des pays les plus efficaces au monde en matière d'utilisation de l'eau. D'autre part, il dépend des importations pour une grande partie de sa consommation



Cambodge : Un château d'eau géré par le service des eaux de Siem Reap dans le cadre du projet de renforcement des capacités pour le système d'approvisionnement en eau. [Photo : Kenshiro Imamura]

alimentaire. Cela signifie que le Japon dépend de l'eau d'autres pays, y compris les pays en développement, utilisée pour la production de ces denrées alimentaires. Le Japon doit donc prendre une part de responsabilité dans la résolution des problèmes liés aux ressources en eau des pays en développement.

L'un des atouts du modèle japonais est de permettre un approvisionnement stable en eau salubre grâce à une approche intégrée du captage au consommateur. La JICA tire parti de cet atout ainsi que des résultats obtenus et de ses études de cas pour soutenir un approvisionnement en eau salubre dans les pays en développement. Au cours de ce processus, la JICA travaille avec des gouvernements locaux japonais qui sont les fournisseurs de services d'eau au Japon [→ voir l'étude de cas, page 22]. La JICA contribue également au développement de l'information scientifique sur les ressources hydriques et au développement des capacités à formuler et mettre en œuvre les plans de gestion de ces ressources.

Réduction des risques de catastrophe

Les pays en développement sont particulièrement vulnérables aux catastrophes naturelles. Pour cette raison, lorsqu'une catastrophe de grande ampleur frappe un pays en développement, les résultats du développement et les opportunités de croissance durable sont réduits à néant, et le pays peine à se sortir de la spirale descendante d'aggravation des catastrophes et de la pauvreté.

Le cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe 2015-2030, adopté en 2015, définit l'investissement dans la réduction des risques de catastrophe (RRC) et le concept « Reconstruire mieux », entre autres, comme des priorités d'action réclamées par le Japon, fort de son expérience. Une partie des 17 objectifs des ODD s'inscrivent dans une perspective de RRC, prouvant ainsi que la communauté internationale a reconnu la RRC en tant que défi au développement.

La JICA respecte ce cadre. C'est pourquoi elle accorde une grande importance aux investissements dans la RRC. Pour encourager les investissements nécessaires, la JICA travaille sur le renforcement des

agences nationales de RRC. La JICA promeut en outre l'intégration de la RRC dans l'ensemble de ses projets de développement. Si une catastrophe survient dans un pays en développement, la JICA aidera ce pays à construire une société plus résiliente aux catastrophes.

1. Mesures de réduction des risques pour un développement durable

Afin de réduire le nombre de victimes et les dégâts matériels causés par les catastrophes naturelles, la JICA associe de manière optimale des mesures structurelles et non structurelles et intègre des mesures de prévention et d'atténuation dans tous les projets de développement.

2. Renforcement de la gouvernance pour la RRC

La JICA aide les pays partenaires à renforcer la gouvernance pour la RRC. L'aide spécifique dans ce domaine se concentre sur le renforcement des capacités institutionnelles de RRC à travers le développement de plans et de normes de RRC ainsi que sur le renforcement des organisations et ressources humaines responsables de la RRC.

3. Évaluation précise des risques et promotion de la compréhension du public

La JICA aide à évaluer les risques de catastrophe dans le processus de planification de la RRC et à promouvoir la compréhension de ces risques par le public. La JICA soutient également les activités de RRC des gouvernements locaux, des écoles et des communautés.

4. Préparation et réponse rapides et efficaces

La JICA contribue à (1) améliorer les capacités de prévision et d'alerte et à (2) mettre en place des systèmes d'évacuation et de réponse. La JICA envoie également des équipes du Secours d'urgence du Japon dans les zones touchées par des catastrophes [→ voir l'étude de cas, page 59].

5. Reconstruire mieux et coopération continue

En se basant sur le concept « Reconstruire mieux », l'aide de la JICA après une catastrophe se concentre sur la réhabilitation des infrastructures, l'amélioration des dispositifs réglementaires et institutionnels et le rétablissement des moyens de subsistance. La JICA assure également une coopération continue couvrant différentes phases, de la réponse au relèvement et à la reconstruction [→ voir l'étude de cas, page 27].

<Sri Lanka : Projet d'élaboration d'un plan directeur de gestion des déchets solides de la province de l'Ouest>

Projet élaboré suite à l'envoi d'une équipe du JDR en réponse à l'effondrement d'une montagne de déchets



L'équipe du JDR enquête sur le site de l'effondrement du monticule de déchets.

Le 14 avril 2017, une montagne de déchets de 50 mètres de haut s'est effondrée dans la décharge de Meethotamulla, à Colombo, causant de nombreuses victimes. À la demande du gouvernement sri-lankais, la JICA a envoyé une équipe d'experts du JDR sur place le 19 avril. L'équipe était constituée d'experts du ministère des Affaires étrangères ; du ministère du Territoire, de l'infrastructure, du transport et du tourisme ; du ministère de l'Environnement ; et de la JICA.

Beaucoup de villes de pays en développement connaissent des accidents similaires provoqués par une mauvaise gestion des décharges dans un contexte de développement économique et de croissance démographique. L'équipe d'experts a formulé plusieurs suggestions pour prévenir

d'autres accidents et mieux gérer les déchets. Ces suggestions portaient notamment sur la ventilation des gaz, le contrôle du drainage et la protection des pentes.

L'utilisation de la décharge au-delà de ses capacités explique l'accident d'avril 2017. En d'autres termes, l'accident est dû à une gestion aléatoire de la décharge liée à l'absence de planification globale. Pour s'attaquer à la cause profonde du problème, le gouvernement sri-lankais a donc demandé au Japon une coopération pour l'élaboration d'un plan directeur de gestion des déchets solides de la province de l'Ouest, qui inclut la ville de Colombo. Avec l'adoption de ce projet, la JICA a récemment entrepris la formulation du cadre de coopération.

Développement rural

Sécurité alimentaire et nutritionnelle : Atteindre l'objectif de développement durable n° 2 « Faim zéro »



*Sur les 17 objectifs de développement durable (ODD), les objectifs pertinents sont indiqués en couleur.

Situation générale

La production alimentaire mondiale est fortement affectée par le climat et d'autres facteurs environnementaux naturels. En particulier, la sécurité alimentaire des pays en développement peut se dégrader en cas d'année maigre, causant de lourds dommages aux pauvres dans les zones urbaines et aux petits agriculteurs et pêcheurs dans les zones rurales. L'approvisionnement alimentaire de la planète est assuré par l'agriculture, premier secteur d'emploi au monde avec 40 % de la population active. Ce secteur soutient également l'emploi et les revenus des pauvres dans le monde en développement.

Il est fondamental d'augmenter la productivité agricole et les revenus des petits exploitants – dont le nombre est estimé à 475 millions – et de répondre à la demande alimentaire des pays en développement et de la population mondiale dans son ensemble. Atteindre ces objectifs implique la diffusion de meilleures variétés, l'introduction de méthodes agricoles durables, le développement des infrastructures agricoles et la promotion d'une agriculture qui crée de la valeur ajoutée et garantit mieux la sécurité alimentaire.

Aujourd'hui, l'insécurité alimentaire mondiale est telle que 800 millions de personnes n'ont toujours pas un accès suffisant à l'alimentation et la nutrition. Les disparités régionales restent très importantes tandis que les risques naturels liés au changement climatique compliquent encore un peu plus la situation. Pour aller de l'avant, il est nécessaire d'augmenter la production de céréales de base en améliorant la productivité des terres agricoles par des installations d'irrigation, entre autres moyens. La demande alimentaire croissante se traduit en outre par une pression excessive de la pêche qui, avec la dégradation des écosystèmes liée à la pollution marine et au changement climatique, réduit la capacité de reproduction des ressources halieutiques. Enfin, la hausse de la demande de produits d'élevage impose de mieux lutter contre les maladies animales.

Actions de la JICA

La JICA a adopté l'idée de « sécurité alimentaire et nutritionnelle », un concept qui englobe la stabilité de l'apport nutritionnel et de l'approvisionnement alimentaire. Dans cette optique, la JICA a récemment intensifié ses efforts pour améliorer l'accès à l'alimentation et son utilisation, accroître la stabilité de la disponibilité alimentaire, et renforcer les liens entre les différentes approches du développement agricole et rural. Ces activités visent à atteindre les objectifs de développement durable (ODD), et plus particulièrement l'objectif 2, « Faim zéro ». Les activités spécifiques mises en œuvre à cette fin par la JICA comprennent :

1. Vers la croissance économique

La JICA cherche à stabiliser l'approvisionnement alimentaire

et augmenter les revenus des producteurs. La coopération au développement de la JICA dans ce domaine est conçue pour (1) stimuler la productivité alimentaire en développant les infrastructures agricoles et en améliorant les compétences en matière de production et de gestion agricoles et (2) soutenir l'ensemble des chaînes de valeur alimentaires de la fabrication à la transformation, puis la distribution et la consommation. Pour les pays d'Asie du Sud-Est, l'accent est mis sur la sécurité et la valeur ajoutée des produits agricoles.

La JICA a adopté l'approche d'autonomisation et de promotion des petits exploitants horticoles (SHEP pour Smallholder Horticulture Empowerment and Promotion) dans plus de 23 pays, soutenant près de 3 000 administrateurs et vulgarisateurs agricoles et 18 000 exploitants pour le seul exercice 2017. SHEP a été développée conjointement par la JICA et le gouvernement du Kenya à travers la mise en œuvre de projets. La JICA promeut également l'utilisation des TIC et les partenariats avec le secteur privé et les organisations internationales afin qu'un nombre accru de petits exploitants aient accès à des services de vulgarisation agricole de qualité.

2. Développement centré sur l'humain (amélioration de la nutrition)

En août 2016, le premier ministre japonais Shinzo Abe a annoncé le soutien du Japon à l'initiative pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique (ISANA) à l'occasion de la sixième conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD VI). Dans le cadre de l'ISANA, la JICA contribue à l'amélioration de la nutrition en Afrique par une approche multisectorielle couvrant la promotion agricole, la santé et l'éducation. Au cours de ce processus, la JICA tire parti des expériences du Japon, en particulier lors de la mise en œuvre de programmes d'amélioration des moyens de subsistance.

Les activités de la JICA durant l'exercice 2017 comprennent le lancement d'un programme de formation par région et en groupe pour les administrateurs gouvernementaux des pays en développement, ainsi que l'établissement d'un secrétariat à Johannesburg, en Afrique du Sud, en partenariat avec l'Agence de planification et de coordination du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD pour New Partnership for Africa's Development) afin d'initier une aide pour l'élaboration de stratégies nationales.

La JICA prévoit de renforcer sa contribution à l'amélioration de la nutrition en Afrique, notamment par l'élaboration et la mise en œuvre de nouveaux projets de coopération technique et par l'envoi de volontaires de la JICA.

3. Paix, stabilité et sécurité

L'aide de la JICA pour assurer la paix, la stabilité et la sécurité comprend (1) le renforcement du modèle de développement régional et la promotion d'une application plus large de ce modèle dans la phase de mise en œuvre du processus de paix en Colombie ; (2)

l'identification des orientations de l'aide pour le développement agricole et rural en Irak et la conception de cette aide ; (3) l'extension de l'aide pour le développement agricole et rural en Afghanistan ; et (4) le développement des capacités institutionnelles, principalement dans le secteur agricole au Soudan du Sud.

4. Réponse au problème mondial de la sécurité alimentaire

(1) Coalition pour le développement de la riziculture en Afrique (CARD)

L'engagement de la CARD visant à doubler la production de riz en Afrique subsaharienne sur une période de dix ans, pris à l'occasion de la TICAD VI en 2008, devrait être atteint en 2018, en grande partie grâce à la coopération technique et à l'aide financière accordées par la JICA aux pays participants, en coordination avec des organisations internationales [→ voir l'étude de cas ci-dessous]. L'écart entre la production et la demande de riz en Afrique n'en demeure pas moins important. Plusieurs pays africains ont demandé à la JICA de poursuivre ses activités visant à augmenter la production rizicole en 2019 et au-delà.

Les enquêtes de terrain et les consultations avec les organisations internationales concernées durant l'exercice 2017 ont abouti à la planification de la phase 2 de la CARD. Lors de cette seconde phase, l'accent sera mis sur la stabilisation de la production rizicole dans la perspective du changement climatique, l'amélioration de la qualité du riz produit en Afrique, et le développement de l'industrie rizicole en partenariat avec des entreprises privées du Japon et d'autres pays.

(2) Résilience face au changement climatique

La JICA déploie une aide principalement dans les régions touchées par la sécheresse en mettant l'accent sur le développement des installations d'irrigation, l'organisation d'associations d'usagers de l'eau, le développement de variétés de riz adaptées aux conditions climatiques difficiles et le renforcement des services de vulgarisation agricole. En Indonésie et en Éthiopie, la JICA travaille avec des sociétés d'assurance basées au Japon et dans des pays en développement pour soutenir l'introduction d'une assurance indicelle agricole permettant un paiement rapide en cas de dommages sans avoir à en évaluer la portée réelle sur la production.



Ouganda : Un agriculteur local et un volontaire japonais pour la coopération à l'étranger dans une exploitation NERICA avant la récolte [photo : Koji Sato].

(3) Gestion durable des ressources halieutiques et promotion de l'aquaculture

Lors de l'exercice 2017, l'approche de cogestion des pêcheries, regroupant un ensemble de bonnes pratiques élaborées dans le cadre d'un projet de la JICA mené dans six pays des Caraïbes, a été partagée avec les pays membres de la Communauté caribéenne (CARICOM).

Dans un contexte où l'aquaculture apparaît comme un moyen efficace de diminuer les importations et d'améliorer la nutrition en Afrique, l'approche de vulgarisation de « fermier à fermier » pour l'aquaculture continentale a fait ses preuves au Bénin. Cette approche a notamment été diffusée auprès des pays voisins par les programmes de formation de la JICA au niveau régional.

(4) Élevage et santé animale

La JICA déploie une aide en matière d'élevage et de santé animale en Mongolie et au Kirghizistan. Cette aide est destinée à soutenir les vétérinaires grâce à un enseignement conforme aux normes internationales ainsi qu'à une meilleure formation continue. Elle vise également à contribuer au développement de chaînes de valeur alimentaires, notamment par une meilleure gestion de la santé et de l'hygiène, afin de promouvoir le commerce intra-régional du lait et des produits laitiers. Au Myanmar, la JICA prépare un projet de lutte contre la fièvre aphteuse en coopération avec des organisations internationales.

<Madagascar : Projet d'amélioration de la productivité rizicole et de gestion des bassins versants et des zones irriguées (PAPRIZ phase 2)>

Diffusion accrue de la technologie auprès des riziculteurs



Des agricultrices locales se réjouissent de la qualité de la récolte.

Madagascar est le premier producteur et consommateur de riz en Afrique. Sa consommation annuelle par habitant dépasse 145 kilos, soit bien plus que le Japon. Les rizières représentent plus de 40 % de la surface cultivée du pays. Cependant, le rendement par unité de surface reste en moyenne inférieur à trois tonnes par hectare.

C'est pourquoi un projet a été lancé pour stimuler la productivité rizicole dans les zones cibles en formant des responsables techniques du ministère de l'Agriculture de Madagascar en tant que vulgarisateurs chargés d'apprendre aux exploitants des techniques de culture

adaptées à leurs capacités.

Les agriculteurs des zones cibles reçoivent une formation sur les techniques rizicoles et la gestion des bassins versants. Le projet propose l'utilisation d'un kit de démarrage en appui à la politique du ministère de l'Agriculture visant à diffuser ces techniques dans tout le pays.

Ce kit, fabriqué à titre d'essai en coopération avec une entreprise privée, contient des semences de qualité et des engrais pour dix ares ainsi qu'une brochure technique. Il a fait l'objet d'un vif intérêt de la part des agriculteurs locaux.

Développement industriel et politiques publiques

Créer une société équitable, durable et dynamique à travers des partenariats



*Sur les 17 objectifs de développement durable (ODD), les objectifs pertinents sont indiqués en couleur.

Développement du secteur privé

Pour atteindre une croissance durable et de qualité, les pays en développement doivent promouvoir une industrie qui encourage la maturation et l'expansion durable des activités du secteur privé ainsi que la création d'emplois divers en tant que force motrice de la croissance économique. L'industrie manufacturière, en particulier, présente un grand nombre d'atouts et un fort potentiel, notamment pour : (1) absorber la main-d'œuvre ; (2) créer de la valeur ajoutée et de nombreuses chaînes de valeur (notamment dans les secteurs de services concernés) ; et (3) stimuler le commerce extérieur (via les exportations) et l'innovation technologique. La promotion de l'industrie manufacturière serait ainsi la pierre angulaire des politiques industrielles nationales visant la croissance économique.

Par ailleurs, l'alignement entre les investissements directs étrangers (IDE) et la promotion des industries auxiliaires et des petites et moyennes entreprises (PME) dans les pays en développement jouera un rôle important pour : (1) la promotion et la dynamisation de l'industrie manufacturière par la formation de chaînes de valeur, (2) la formation de ressources humaines industrielles utiles, et (3) l'amélioration des revenus de segments plus larges de la population par l'absorption de la main-d'œuvre. Cela produira en retour une croissance économique inclusive.

Par ailleurs, l'industrie manufacturière est entrée ces dernières années dans un processus que l'on peut qualifier de quatrième révolution industrielle (Industrie 4.0) où la convergence avec les technologies de l'information et de la communication et l'intelligence artificielle s'accélère. On a constaté récemment un intérêt croissant pour les innovations technologiques permettant de sauter les étapes franchies par les pays développés et pour les nouvelles technologies conçues et commercialisées dans les pays en développement avant d'être utilisées dans les pays développés (innovation inversée).

Dans ces circonstances, la JICA aide les pays en développement à renforcer leur secteur privé de trois manières : (1) la formulation de politiques de promotion industrielle associées au développement et à l'amélioration des institutions et des opérations pour un meilleur climat de l'investissement, (2) la promotion des investissements et le développement de zones économiques spéciales, et (3) le renforcement des capacités et de la compétitivité et le développement des ressources humaines industrielles pour les PME locales [→ voir l'étude de cas, page 36].

Au cours de ce processus, la JICA souhaite servir de catalyseur pour la



Mexique : Projet de développement de la chaîne d'approvisionnement automobile. [Photo : Kenshiro Imamura].

création de relations mutuellement bénéfiques entre les entreprises et les instituts de recherche au Japon et les secteurs privés des pays en développement – relations où l'expertise et l'expérience des premiers sont mobilisées pour le développement des seconds, qui bénéficiera à nouveau aux premiers.

Énergie et mines

L'approvisionnement énergétique stable est l'un des enjeux politiques les plus fondamentaux et les plus essentiels du monde en développement, en particulier du point de vue de la sécurité humaine. Simultanément, 80 % des émissions de CO₂ proviennent du secteur de l'énergie et environ 40 % sont associées à la production d'électricité. Suite à l'adoption de l'accord de Paris, en décembre 2015, la transition vers une société sobre en carbone semble dorénavant indispensable.

La JICA, à travers son aide au secteur énergétique, œuvre à la réalisation de deux objectifs de développement durable (ODD) : objectif n° 7, garantir l'accès à l'énergie, et objectif n° 13, lutter contre le changement climatique.

1. Énergie

La politique énergétique de la JICA contribue à l'approvisionnement stable d'une énergie à faible coût et sobre en carbone dans les pays en développement par une aide conforme au concept des 3F – à savoir atteindre simultanément de faibles émissions de carbone, de faibles coûts et de faibles risques. À cette fin, la JICA travaille sur les deux aspects suivants, principalement par le développement des ressources humaines et l'aide financière.

(1) Promotion d'un meilleur accès à l'électricité et d'un approvisionnement énergétique plus stable

La JICA mène un ensemble d'activités de coopération technique afin d'améliorer l'accès à un approvisionnement énergétique stable. Elle aide par exemple les pays partenaires à développer un plan directeur pour l'électricité, à renforcer les capacités institutionnelles et à exploiter et entretenir efficacement les installations énergétiques. La JICA fournit également une aide financière pour le développement des infrastructures énergétiques telles que des centrales thermiques à haut rendement et des réseaux électriques.

(2) Promotion de sources énergétiques sobres en carbone

La JICA aide les pays partenaires à atteindre une croissance sobre en carbone en encourageant l'intégration d'énergies renouvelables et de sources énergétiques sobres en carbone dans leur bouquet énergétique. Par exemple, la JICA soutient le développement de l'énergie géothermique en Asie, en Afrique et en Amérique latine et aux Caraïbes. Son aide couvre la cartographie des ressources, l'exploration, la construction d'installations, et l'exploitation et la gestion des centrales. Dans les pays insulaires du Pacifique et d'ailleurs, la JICA soutient l'utilisation optimale des énergies renouvelables dans le cadre de son « initiative pour des îles hybrides » [→ voir l'étude de cas, page 47].

2. Mines

L'exploration et la production des ressources minérales nécessitent de grandes quantités de capitaux et des technologies avancées. Cependant, de nombreux gouvernements de pays en développement ont des politiques minières ainsi que des systèmes juridiques faibles, et ils ne disposent pas des informations géologiques et des infrastructures de base. La JICA assure une aide pour améliorer l'environnement des investissements et développer des ressources humaines dans les pays en développement. En particulier, la JICA a travaillé avec les universités japonaises pour renforcer un programme de formation au Japon connu sous le nom de « programme Kizuna » (qui signifie « liens d'amitié » en japonais). Le programme vise également à créer et renforcer un réseau humain impliquant la population japonaise.

Gouvernance

Le terme « gouvernance » fait référence à l'ensemble du système social et constitue la base du développement socio-économique des pays en développement. La JICA mène une coopération diverse décrite ci-dessous dans la perspective de favoriser une croissance et un développement démocratiques dans les pays en développement en partageant des valeurs universelles telles que la liberté, l'économie de marché et l'État de droit.

1. Promotion et consolidation de la démocratie

La JICA assure une aide comprenant diverses mesures pour renforcer les fondations d'un État de droit démocratique dans les pays en développement. L'aide couvre l'amélioration des capacités des comités électoraux afin d'assurer des élections justes, la consolidation des fonctions des parlements et le renforcement des capacités des médias, qui permettent de contrôler l'usage du pouvoir et de l'influence.

2. Promotion et consolidation de l'État de droit

Pour promouvoir l'économie de marché et la stabilisation sociale après les conflits, la JICA soutient le développement des ressources humaines dans les pays où les systèmes juridiques doivent être établis ou améliorés.

3. Établissement des fonctions de maintien de la sécurité publique et d'application de la loi équitables

Népal : Un responsable du Bureau central de la statistique du Népal remplit un formulaire durant une série d'inspections pour le recensement économique national.



Pour améliorer la sécurité publique dans les pays en développement, la JICA travaille avec l'Agence nationale de la police et les départements préfectoraux de police du Japon afin de fournir une aide pour la police de proximité (*koban*) et les capacités d'enquête criminelle, notamment l'expertise en matière d'identification des empreintes digitales et des empreintes palmaires.

4. Amélioration des fonctions administratives et de leur qualité

Afin de renforcer les fonctions administratives globales des pays en développement, la JICA s'est employée à améliorer la formation des fonctionnaires et la capacité de planification des gouvernements locaux pour une meilleure prestation des services publics.

5. Garantie d'une gestion budgétaire efficace et durable

Dans de nombreux pays en développement, l'assise budgétaire est fragile, et la gestion des dépenses n'est pas suffisamment durable ou maîtrisée. Pour répondre à ces problèmes, la JICA aide ces pays à gérer les dépenses plus durablement, à optimiser l'assiette fiscale, à collecter les droits de douane de manière équitable et appropriée, et à faciliter le commerce.

6. Mise en place de politiques monétaires et de systèmes financiers adéquats

De nombreux pays en développement modernisent leur secteur financier en tant qu'infrastructure importante à la base de leurs activités économiques. La JICA aide ces pays à renforcer leur capacité à élaborer et mettre en œuvre des politiques monétaires, faire émerger des marchés financiers et développer des systèmes de versement de fonds.

< Région Pacifique : Initiative pour des îles hybrides >

Coopération à l'ère des énergies renouvelables



Des experts japonais et leurs homologues vérifient le bon fonctionnement des équipements de production d'énergie solaire.

Beaucoup de pays insulaires du Pacifique se sont fixés des objectifs élevés en matière d'utilisation des énergies renouvelables. Sur quelques petites îles isolées, le pourcentage des énergies renouvelables devra dépasser 90 % de la production. Pourtant, le déploiement massif de ces énergies comporte un risque majeur de déstabilisation de l'approvisionnement énergétique en raison des catastrophes naturelles, ou de fluctuation de la production en fonction des conditions météorologiques.

Dans ce contexte, il faut composer entre des objectifs ambitieux d'utilisation des énergies renouvelables et un approvisionnement énergétique stable. Il est possible d'y parvenir avec des solutions hybrides : « générateurs électriques fonctionnant aux énergies renouvelables et au

diesel » ou, dans le cas des petites îles isolées, avec « des énergies renouvelables et des batteries de stockage ».

Pour soutenir ces solutions, le gouvernement japonais et la JICA ont lancé en 2015 l'« initiative pour des îles hybrides » en tant que programme de coopération au niveau régional mobilisant les expériences et technologies des îles isolées du Japon comme Okinawa et Kyushu. Ce programme tire parti d'un large éventail de dispositifs d'aide, notamment l'élaboration de plans directeurs, les études de faisabilité, la coopération technique, la formation (à Okinawa) et les dons. Le programme de coopération globale contribue à la promotion et à l'extension de l'utilisation des énergies renouvelables dans le Pacifique.

Coopération avec les partenaires

Pour répondre aux différents besoins des pays en développement, la collaboration avec des partenaires disposant de technologies innovantes ou d'expériences riches, tels que les gouvernements locaux, les entreprises privées, les universités et les ONG, est impérative. Afin de bien utiliser l'expertise des différents acteurs en appui aux pays en développement, la JICA met en œuvre divers programmes de collaboration. La JICA s'aligne également avec les agences d'aide internationales et d'autres acteurs concernés pour discuter des questions importantes qui doivent être traitées par la communauté internationale et partager largement les résultats avec le monde.

Partenariats public-privé et partenariat avec le secteur privé japonais [crédit photo : Dari K Co., Ltd.].

Partenariat de recherche scientifique et technologique pour le développement durable [photo : Akio Iizuka].

Participation des citoyens, programmes de volontariat, et renforcement des partenariats de développement et des actions vers la réalisation des ODD

[photos : Shinichi Kuno].

Partenariats public-privé et partenariat avec le secteur privé japonais



Les activités des entreprises privées constituent un des principaux moteurs de la croissance économique des pays en développement. La JICA encourage une coopération active avec les entreprises privées japonaises en tirant parti des réseaux et du savoir-faire acquis à travers ses expériences dans les pays en développement au fil des ans.

Participation des citoyens



Dans le cadre de sa contribution au développement à travers diverses approches, la JICA encourage et soutient les activités de coopération internationale menées par les citoyens japonais. La JICA travaille avec des ONG, des gouvernements locaux, des universités, des instituts de recherche et d'autres acteurs pour soutenir le développement des pays en développement et, par extension, contribuer à la redynamisation des communautés locales au Japon. La JICA participe en outre activement à l'éducation au développement en collaboration avec des écoles.

Secours d'urgence en cas de catastrophe



Lors de catastrophes majeures à l'étranger, la JICA conduit des activités de secours en réponse aux demandes des gouvernements des pays touchés ou des parties concernées. L'aide de la JICA dans les zones frappées par des catastrophes comprend des opérations de sauvetage et d'assistance médicale pour les personnes sinistrées et la reconstruction initiale après les catastrophes. La JICA fournit également aux personnes évacuées du matériel d'urgence, notamment des couvertures, des tentes et des purificateurs d'eau.

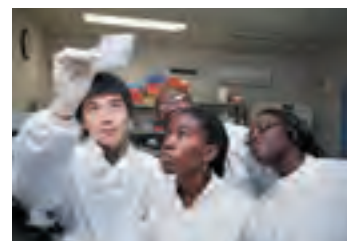
Renforcement des partenariats de développement et des actions vers la réalisation des ODD



La JICA collabore avec divers partenaires au Japon et à l'étranger pour maximiser l'impact de ses activités et contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable (ODD). La JICA partage également ses approches de l'aide, ainsi que ses activités de développement, avec des pays émergents à travers le dialogue.

Partenariat de recherche scientifique et technologique pour le développement durable (SATREPS)

Pour résoudre les problèmes mondiaux tels que le réchauffement climatique, les catastrophes naturelles et les maladies infectieuses, la JICA travaille avec des organisations sur la promotion de projets de recherche internationale conjointe entre les instituts de recherche au Japon et dans les pays en développement tirant parti de la science et des technologies de pointe du Japon.



Programmes de volontariat

La JICA soutient les activités des citoyens japonais qui, avec de nobles idéaux, contribuent en tant que volontaires au développement socio-économique et à la reconstruction des pays en développement sur le terrain. Ils prennent part à la résolution des problèmes des pays partenaires en vivant parmi les populations locales et en se familiarisant avec les différentes cultures et coutumes.



Recherche

La JICA mène des recherches en se basant sur les expériences accumulées lors de ses activités de coopération. Les résultats de recherche sont mis à profit pour analyser les problèmes de développement et élaborer les futures stratégies opérationnelles de la JICA. La JICA diffuse également ces résultats de manière proactive au Japon et à l'étranger afin de façonner les tendances mondiales de l'aide au développement.



Soutien aux émigrants japonais et à leurs descendants

Depuis de nombreuses années, la JICA soutient les émigrants japonais qui se sont installés en Amérique latine et aux Caraïbes à travers une aide pour leur installation sur les nouvelles terres et pour la stabilisation de leurs moyens de subsistance. Ces dernières années, la JICA s'est également concentrée sur le bien-être des personnes âgées et le développement des ressources humaines, ainsi que sur des partenariats plus étroits avec le secteur privé, pour répondre aux nouveaux défis auxquels sont confrontés les communautés d'émigrants japonais et leurs descendants.

Partenariats public-privé et partenariat avec le secteur privé japonais

De nouveaux partenariats pour soutenir la croissance économique

En mobilisant les réseaux et les relations de confiance tissés avec les gouvernements des pays en développement, ainsi que le savoir-faire sur la mise en œuvre de projets dans le monde en développement acquis à travers l'exécution de l'aide publique au développement (APD) du Japon durant de nombreuses années, la JICA utilise des dispositifs variés, décrits ci-dessous, pour apporter une aide efficace et efficiente permettant d'obtenir de meilleurs résultats de développement à travers une collaboration accrue avec le secteur privé.

Partenariats public-privé

● Financement des investissements du secteur privé

Aide au développement économique et social des pays en développement à travers le secteur privé

Le financement des investissements du secteur privé (PSIF pour Private-Sector Investment Finance) est un dispositif de soutien aux entreprises privées qui mènent des activités ayant un impact positif dans certains domaines, notamment l'amélioration des infrastructures, la réduction de la pauvreté et la lutte contre le changement climatique, par une participation au capital et l'octroi de prêts. En collaborant avec des institutions financières privées et internationales et en se coordonnant avec ses autres programmes et projets d'APD, la JICA s'efforce de réduire les divers risques associés aux projets et d'augmenter les résultats en matière de développement.

Au cours de l'exercice 2017, la JICA s'est engagée à hauteur de 43 milliards JPY dans le PSIF pour un total de six projets, notamment le projet de renforcement de la chaîne de valeur du café au Vietnam et un projet de production d'énergie solaire en Jordanie. Parmi ces six projets, trois étaient cofinancés par la Société financière internationale (SFI) ou la Banque asiatique de développement (BASD). Les six projets comprenaient également le projet de réduction de l'eau non comptabilisée à l'ouest

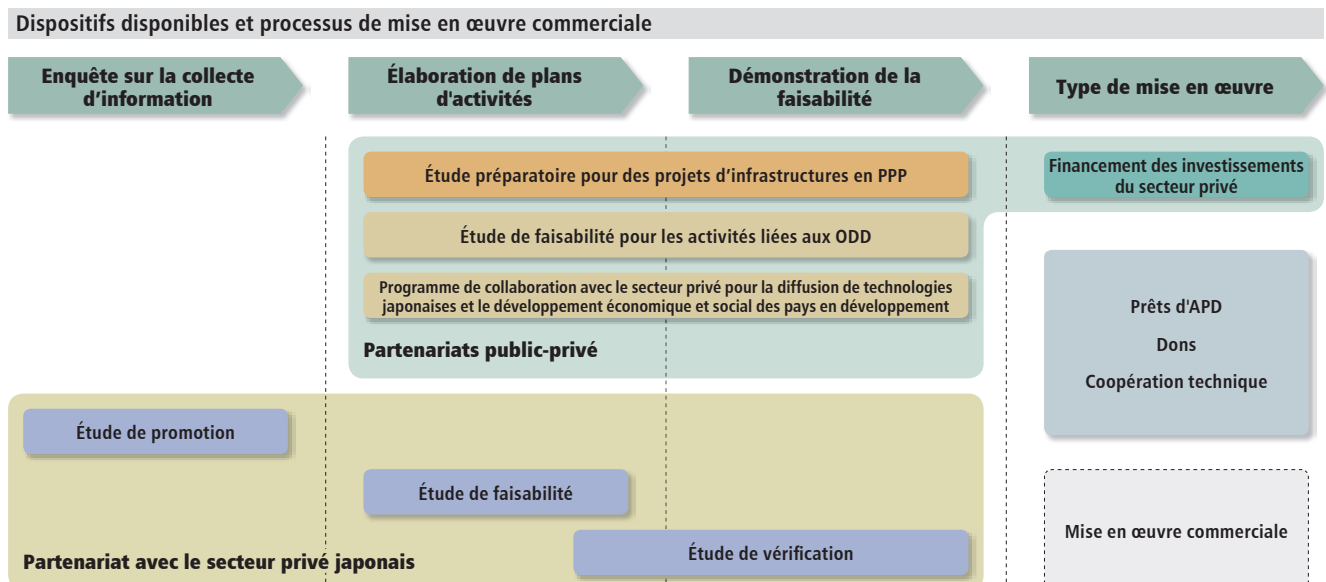
de la zone métropolitaine de Manille, aux Philippines, premier projet cofinancé par la JICA avec une institution financière privée et premier prêt en devise locale de la JICA [→ voir l'étude de cas, page 51].

● Étude préparatoire pour les projets d'infrastructures en PPP

Aider les pays en développement à concevoir des projets d'infrastructures à travers des partenariats public-privé

Ce dispositif est principalement conçu pour identifier et créer des projets d'infrastructures adaptés aux partenariats public-privé (PPP) afin d'incorporer l'expertise du secteur privé et d'accroître les bénéfices et l'efficacité des projets d'infrastructures en se basant sur une répartition rationnelle des responsabilités et des risques entre le secteur public et le secteur privé. La JICA confie les études nécessaires aux entreprises privées japonaises ayant soumis les meilleures propositions afin de développer des plans de projets. La JICA s'efforce en outre d'améliorer constamment ce dispositif. Au cours de l'exercice 2017, par exemple, la JICA a introduit l'approche en deux phases impliquant une étude pour chaque phase.

Cependant, il existe de nombreux défis liés aux projets d'infrastructures en PPP dans les pays en développement. Ces défis comprennent les difficultés pour assurer la viabilité du projet, une reconnaissance insuffisante du partage des rôles et de la répartition des risques entre le public et le privé à cause d'un soutien insuffisant des gouvernements hôtes, et les risques liés à la mise en service tels que les retards de construction des installations liées. Par conséquent, la JICA soutient non seulement des projets individuels, mais elle promeut également des efforts globaux pour la mise en œuvre de projets en fournissant une aide aux pays en développement sur la compréhension du système de PPP, l'établissement de politiques et institutions appropriées pour les PPP, et le renforcement des capacités de mise en œuvre.



● **Étude de faisabilité pour les activités liées aux ODD**
Soutenir la formulation de plans d'activité qui contribuent aux ODD

Pour la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) des Nations unies, la collaboration entre toutes les parties prenantes est devenue plus importante que jamais, et la contribution des entreprises privées devrait jouer un rôle croissant pour éradiquer la pauvreté et permettre un développement durable. Afin de soutenir les études de faisabilité pour les entreprises qui pourraient contribuer aux ODD, la JICA a développé un nouveau dispositif en février 2017 en remodelant le programme d'études préparatoires pour la promotion des activités BoP.

Pendant l'exercice 2017, la JICA a adopté neuf propositions qui introduiront des technologies innovantes ou permettront d'aborder de manière radicalement nouvelle divers problèmes rencontrés par les pays en développement. Ces propositions comprennent (1) la fourniture d'exams médicaux basés sur des technologies d'apprentissage automatique et l'intelligence artificielle pour les pauvres au Bangladesh, (2) l'emploi de réfugiés pour le développement de logiciels en Jordanie et dans les Territoires palestiniens, et (3) l'accès aux ressources génétiques et le partage des bénéfices au Mexique.

Alors que de plus en plus d'entreprises expriment leur engagement envers la réalisation des ODD, la JICA souhaite intensifier les partenariats avec les entreprises privées.

● **Programme de collaboration avec le secteur privé pour la diffusion des technologies japonaises**
Stimuler la diffusion du modèle technologique japonais en appui à la croissance des pays en développement

La diffusion du modèle technologique japonais et de solutions pour les problèmes technologiques des pays en développement est considérée comme un enjeu prioritaire. Pour résoudre ces problèmes, la JICA a initié un « programme de collaboration avec le secteur privé pour la diffusion de technologies japonaises en appui au développement économique et social des pays en développement » lors de l'exercice 2013. Ce programme vise à faciliter la compréhension des produits, technologies et systèmes d'excellence des entreprises japonaises tout en envisageant la possibilité de les appliquer dans les pays en développement. À cette fin,

le programme propose des formations au Japon, ainsi que des séminaires et des démonstrations de technologies dans les pays homologues, principalement pour les responsables gouvernementaux des pays en développement [→ voir l'étude de cas, page 31].

Lors de l'exercice 2017, la JICA a adopté 13 propositions allant du soutien à un approvisionnement en eau stable en partenariat avec un gouvernement local à la formulation de recommandations politiques sur les technologies liées aux économies d'énergie et aux énergies renouvelables, ou encore le déploiement d'une aide sur les technologies des TIC, l'ingénierie sismique, le contrôle du bruit, l'éducation et les technologies médicales pour les pays en développement.

Partenariat avec le secteur privé japonais

Le gouvernement japonais a révisé, en mars 2012, son cadre de soutien à l'expansion internationale des petites et moyennes entreprises (PME) japonaises en réservant une place à part entière à la JICA. Depuis, en mars 2018, la JICA a sélectionné un total de 666 propositions de PME dans le cadre du partenariat de la JICA avec le secteur privé japonais (programme basé sur des propositions). Dans la Charte de la coopération au développement approuvée par le Cabinet du gouvernement japonais en février 2015, les activités du secteur privé japonais, notamment des PME, sont considérées comme l'un des moteurs de la promotion de la croissance économique dans les pays en développement.

Consciente que l'APD devrait jouer un rôle de catalyseur pour faire face aux divers problèmes et stimuler les activités du secteur privé dans les pays en développement, la JICA continue d'approfondir son partenariat avec les PME.

● **Aide globale de la JICA pour le développement international des PME japonaises**

Ce programme a pour but de créer une relation gagnant-gagnant entre des pays en développement qui souhaitent utiliser des produits et technologies du Japon pour résoudre leurs problèmes et des PME japonaises qui veulent conquérir les marchés de ces pays.

De plus, l'aide accordée au développement des activités à l'étranger des PME sur l'ensemble du territoire japonais devrait contribuer à la

<Philippines : Projet de réduction de l'eau non comptabilisée à l'ouest de la zone métropolitaine de Manille>

Premier cofinancement entre la JICA et une institution financière privée et premier prêt en devise locale pour le PSIF



Un employé relevant les compteurs d'eau.
 [Photo : Maynilad Water Services, Inc.]

En juin 2017, la JICA a signé un accord de crédit avec Maynilad Water Services, Inc. (ci-après « Maynilad ») pour un programme de réduction de l'eau non comptabilisée mis en œuvre par Maynilad. À travers la rénovation des tuyaux de distribution, l'installation de compteurs et la fourniture d'un système de contrôle de la distribution d'eau, l'accord a pour ambition d'étendre la couverture et la qualité des services d'eau à l'ouest de la zone métropolitaine de Manille tout en parvenant à un approvisionnement en eau efficace et à un contrôle de l'eau non comptabilisée dans la zone.

Dans le cadre de l'étude préparatoire

pour les projets d'infrastructures en PPP de la JICA, proposée principalement par Marubeni Corporation, l'un des actionnaires de Maynilad, la formation du projet a commencé en coopération avec la JICA au stade de la planification et de la formulation. À travers le programme de financement des investissements du secteur privé, la JICA a déployé une aide continue parfaitement adaptée au calendrier de lancement du projet.

Il s'agit par ailleurs du premier projet de la JICA cofinancé avec une institution financière privée, et du premier projet de prêt en devise locale.

redynamisation des communautés locales et de l'économie japonaise dans son ensemble. Par exemple, les technologies traditionnelles locales et les technologies développées conjointement avec des universités offrent un coup de pouce tout à fait bienvenu à certaines économies locales japonaises grâce à une application dans les pays en développement.

Lors de l'exercice 2017, la JICA a organisé plus de 270 séminaires sur l'aide aux activités à l'étranger des PME réunissant plus de 10 000 personnes au total. La JICA a également tenu trois séminaires pour partager les défis des pays en développement. Ces séminaires ont été considérés comme utiles par de nombreux participants.

De plus, la JICA a également organisé trois tables rondes d'experts externes pour faire entendre les opinions de tierces parties spécialisées ayant une connaissance de terrain des projets d'APD et des PME japonaises et pour intégrer ces opinions à son programme, notamment pour l'amélioration du système.

● Étude de promotion/étude de faisabilité/étude de vérification

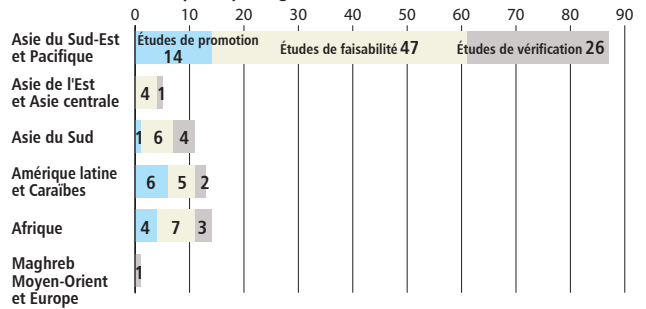
Ces programmes ouverts, basés sur des propositions, invitent des PME japonaises à proposer des projets ingénieux qui utilisent leurs produits et technologies. La JICA a fait deux appels à propositions pour ce type d'études lors de l'exercice 2017.

Dans les études de promotion, commencées en 2012 et pour lesquelles 113 propositions ont été sélectionnées jusqu'à présent, des informations de base sont collectées et un plan d'activité à l'étranger est rédigé afin d'examiner la possibilité de résoudre des problèmes de développement à travers le développement international d'une entreprise japonaise, ainsi que la possibilité pour cette entreprise de collaborer sur des projets d'APD liés. En 2017, 25 études ont été sélectionnées.

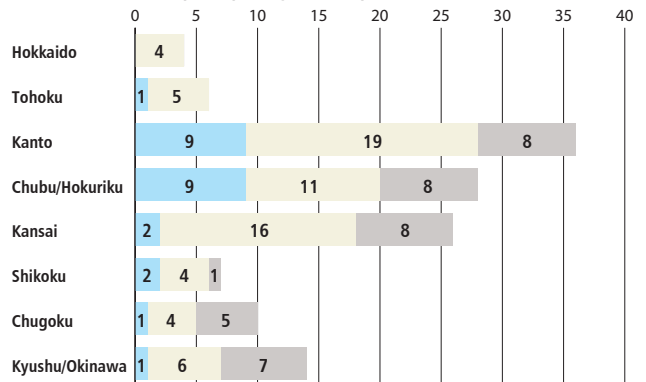
Dans les études de faisabilité, commencées en 2012 et pour lesquelles 348 propositions ont été sélectionnées jusqu'à présent, on analyse la possibilité d'utiliser les produits et technologies d'une entreprise pour surmonter les problèmes d'un pays en développement, tandis que des informations sont rassemblées et un réseau avec l'agence gouvernementale homologue est établi, deux étapes indispensables à

Études de promotion/études de faisabilité/études de vérification durant l'exercice 2017

Nombre d'études adoptées par région du monde



Nombre d'études adoptées par région du Japon



l'élaboration d'un plan de développement international. En 2017, 69 études ont été sélectionnées.

Dans les études de vérification, commencées en 2012 et pour lesquelles 205 propositions ont été sélectionnées jusqu'à présent, on vérifie la compatibilité des produits et des technologies des PME japonaises avec les diverses conditions socio-économiques des pays en développement, et on envisage la diffusion de ces technologies et produits [➔ voir l'étude de cas ci-dessous]. En 2017, 37 études ont été sélectionnées.

<Vietnam : Étude de vérification avec le secteur privé pour la diffusion des technologies japonaises de détection de surcharge des véhicules par un système de pesée en marche>

Percée dans le domaine de la gestion des routes et amélioration de la logistique grâce à une technologie de pesée japonaise



Opération de contrôle en cours
[photo : Tanaka Scale Works Co. Ltd.]

Ces dernières années, le développement économique rapide du Vietnam s'est accompagné d'une hausse de la demande en matière logistique. Le nombre de camions surcharge a explosé, ce qui provoque des dommages sur les routes, notamment des ornières, et affecte les performances de freinage des véhicules. Ces problèmes ont suscité l'attention des médias.

Dans ce contexte, Tanaka Scale Works Co., Ltd., une société japonaise basée à Sanjo City, dans la préfecture de Niigata, a décidé d'introduire un système de pesée en marche au Vietnam. Grâce à ce système, des capteurs sous la chaussée permettent de déterminer le poids des camions en mouvement. Le système se caractérise par sa capacité à contrôler de manière très fiable les véhicules surchargés en photographiant

les plaques d'immatriculation et en transmettant les données en temps réel. Sa robustesse lui permet également de résister au climat chaud et humide du Vietnam.

Suite à une procédure d'examen rigoureuse, les autorités vietnamiennes ont approuvé le système en tant que norme pour l'ensemble du pays. Les opérations de contrôle menées par la police vietnamienne sur les véhicules surchargés ont montré la grande efficacité du système. Le système de pesée en marche sera progressivement instauré dans tout le pays.

Cette initiative a de fortes chances de s'étendre à l'ensemble du Vietnam après l'étude de vérification, Tanaka Scale ayant déjà établi une offre complète de services de maintenance à travers ses filiales et partenaires locaux dans le pays.

Partenariat de recherche scientifique et technologique pour le développement durable (SATREPS)

Création conjointe de connaissances scientifiques pour le développement international

Les problèmes de portée mondiale – notamment le réchauffement climatique, les catastrophes naturelles et les maladies infectieuses – sont de plus en plus préoccupants. La communauté internationale doit maintenant travailler de concert pour résoudre ces problèmes auxquels une nation ou une région seule ne peut faire face. Parallèlement aux systèmes de coopération traditionnels, l'innovation scientifique et technologique doit également jouer un rôle important dans la réponse à ces problèmes toujours plus complexes et répandus.

Dans ce contexte, la JICA a initié le partenariat de recherche scientifique et technologique pour le développement durable (SATREPS) en 2008. En tirant parti de la science et la technologie japonaises, la JICA souhaite créer de nouvelles connaissances par des recherches internationales conjointes entre le Japon et les pays en développement, et résoudre les problèmes mondiaux en utilisant les résultats de ces recherches dans le monde réel.

● Système de mise en œuvre

Ce programme est conçu pour promouvoir une recherche internationale conjointe permettant aux instituts de recherche du Japon et des pays en développement de travailler de concert, en se basant sur les besoins sociaux des pays en développement. L'objectif est d'acquérir de nouvelles connaissances et d'utiliser les résultats de la recherche au profit de la société afin de résoudre des problèmes mondiaux dans quatre champs de recherche ou cinq domaines : environnement et énergie, ressources biologiques, prévention et atténuation des catastrophes, et lutte contre les maladies infectieuses.

Le SATREPS est mis en œuvre conjointement par le ministère des Affaires étrangères (MOFA), la JICA, le ministère de l'Éducation, de la culture, des sports, de la science et de la technologie (MEXT), l'Agence japonaise pour la science et la technologie (JST) et l'Agence japonaise pour la recherche médicale et le développement (AMED).

À travers ce dispositif, les propositions de recherche soumises par des instituts de recherche japonais à la JST et l'AMED sont examinées, afin de vérifier si elles correspondent aux demandes des pays en développement (système de correspondance), dans une perspective

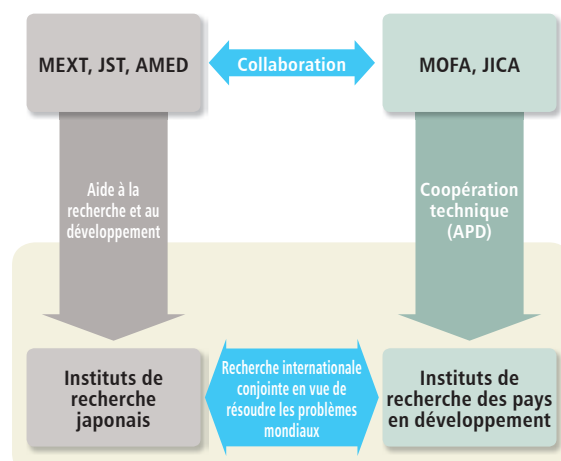


Des chercheurs visitent une ferme salmonicole au Chili. Ils étudient les mécanismes de propagation d'une marée rouge qui ravage les pêcheries côtières et les exploitations aquacoles.

<Système de mise en œuvre du SATREPS>

SATREPS

- La recherche internationale conjointe sur des questions mondiales conduite par des instituts de recherche des pays en développement et du Japon est soutenue par le MOFA et la JICA, ainsi que le MEXT, la JST et l'AMED, en collaboration.
- L'objectif est de trouver des solutions pour résoudre les problèmes et renforcer les capacités des institutions dans les pays en développement.



associant la science et la technologie à l'APD. Puis, les propositions adoptées sont mises en pratique dans le cadre des projets de coopération technique de la JICA.

La JICA fournit les fonds nécessaires aux projets de coopération technique (envoi de chercheurs japonais, accueil des chercheurs homologues au Japon, fourniture d'équipements, activités des chercheurs dans le pays partenaire), tandis que la JST et l'AMED prennent en charge les activités de recherche au Japon et dans les pays tiers.

● Sélection des projets de recherche/Statut de la mise en œuvre

Lors de l'exercice 2017, 99 correspondances – sur les 127 demandes d'APD de pays en développement et les 130 propositions d'instituts de recherche au Japon – ont été soumises au processus de sélection. Parmi ces correspondances, neuf propositions de recherche ont finalement été approuvées, portant à 124 le nombre total de propositions adoptées depuis le lancement du programme en 2008. Le nombre total de pays participants, incluant ceux en cours de préparation, a atteint 47 avec l'arrivée du Salvador parmi les pays partenaires de recherche conjointe.

Participation des citoyens

Intégrer la coopération internationale dans la culture japonaise

La JICA promeut et soutient les activités de coopération internationale menées par les citoyens japonais. À travers ce partenariat avec les citoyens, la JICA entend apporter une aide aux pays en développement avec diverses approches pour promouvoir la compréhension de la coopération internationale et apporter aux communautés locales japonaises les bénéfices de ces liens avec les pays en développement.

Parmi ces activités, les partenariats avec des ONG, les gouvernements locaux, les universités et les instituts de recherche, ainsi que le soutien à l'éducation au développement sont présentés ci-dessous.

Partenariats avec les ONG et autres organisations

La JICA cherche à renforcer les partenariats avec les ONG à travers (1) le dialogue, (2) la coopération, et (3) le soutien aux activités.

(1) Dialogue

Lors de l'exercice 2017, la JICA a approfondi ses discussions avec les ONG sur plusieurs sujets à travers les réunions de dialogue JICA-ONG, entre autres occasions. Ces sujets comprennent (1) les moyens d'améliorer la qualité des projets et de mobiliser un pan plus large de la population et des organisations dans le cadre du programme de partenariat de la JICA (PPJ), et (2) les moyens de stimuler la redynamisation locale au Japon en utilisant les connaissances et expériences acquises à travers la coopération avec les pays en développement. Les réunions de dialogue ont confirmé les orientations et les caractéristiques spécifiques des futures activités de partenariat.

(2) Coopération

La JICA réalise des projets PPJ conjointement avec des organisations japonaises, notamment des ONG, déterminées à mettre en œuvre des projets de coopération internationale. Lors de l'exercice 2017, 40 projets ont été adoptés pour 21 pays. De plus, le Fonds de la JICA pour les peuples du monde, qui reçoit les dons de citoyens, d'entreprises et de groupes, a financé 12 projets dans neuf pays, dont le Japon.

(3) Soutien aux activités

La JICA organise des programmes de formation sur la gestion organisationnelle et le renforcement des capacités de mise en œuvre des projets pour des ONG et d'autres organisations menant des activités de coopération internationale. La JICA gère également les guichets Japon JICA-ONG dans 20 pays afin de renforcer la coopération entre



La JICA propose des formations sur la couture sur l'île de Panay, aux Philippines, dans le cadre d'une aide à l'autonomisation des communautés en coopération avec une ONG.

ces organisations et la JICA sur le terrain.

Partenariats avec les gouvernements locaux

Les actions de la JICA ne sont pas limitées à l'aide aux pays en développement ; la JICA prend également part à des activités visant à dynamiser les régions du Japon. Par exemple, la JICA s'associe aux gouvernements locaux japonais, considérés comme des partenaires particulièrement importants, dans les efforts d'internationalisation des régions, les activités à l'étranger des gouvernements et des industries locales et d'autres initiatives liées, principalement dans le cadre du volet gouvernement local du programme de partenariat de la JICA.

Dans ce contexte, la JICA et les gouvernements locaux ont encouragé la coopération mutuelle en signant des accords de coopération renforcée. Lors de l'exercice 2017, la JICA a conclu un accord de ce type avec Amacho, dans la préfecture de Shimane, reconnue pour ses résultats en matière de redynamisation locale. L'accord confirme l'engagement des parties à travailler ensemble pour soutenir le développement des pays en développement et la redynamisation locale au Japon en utilisant leur expertise et expérience.

Partenariats avec les universités

Étant donné la difficulté et la complexité accrues des défis auxquels sont confrontés les pays en développement, les partenariats avec les universités et les instituts de recherche, disposant de connaissances approfondies et avancées, sont indispensables pour entreprendre des initiatives de coopération internationale.

Les partenariats entre les universités et la JICA sont mis en pratique à travers diverses approches, de la participation de professeurs dans les projets de recherche de la JICA à la mise en œuvre globale de projets de coopération technique dans les pays en développement dans le cadre de contrats avec la JICA.

La JICA fournit des opportunités de formation à des personnes originaires de pays en développement susceptibles de jouer un rôle de premier plan ou de contribuer d'une autre manière à la résolution des problèmes dans leur pays. Pour ce faire, la JICA invite ces personnes à suivre des études de master ou de doctorat dans des universités japonaises en tant que participants à long terme. La JICA a récemment élargi stratégiquement ses critères d'acceptation des participants à long terme afin de garantir que les personnes ayant étudié au Japon travaillent dur en tant que dirigeants dans leur pays et qu'ils maintiennent et renforcent les liens entre le Japon et leur pays à moyen et long terme.

● Vers des partenariats plus solides

La JICA conclut des accords de coopération globaux ou des protocoles d'accord avec des universités japonaises afin de promouvoir et renforcer de manière systématique des partenariats élargis. Au cours de l'exercice 2017, la JICA a conclu un accord de coopération global avec une université, portant à 36 le nombre total d'universités partenaires.



Des participants à long terme de divers pays autour du président de la JICA, Shinichi Kitaoka. La JICA offre l'opportunité de se familiariser avec l'expérience de développement du Japon en partenariat avec l'Institut national d'études politiques (GRIPS).

● Nouvelle initiative pour l'accueil de participants à long terme

Afin d'accueillir des participants à long terme de manière plus unifiée et efficace, la JICA a signé un protocole d'accord avec 29 universités japonaises ayant accepté ces participants durant l'exercice 2017. Parmi ces universités, 18 ont commencé l'accueil de participants à long terme dans le cadre du nouveau protocole.

En 2017, la JICA a également lancé « Comprendre l'expérience de développement du Japon », un programme court visant à promouvoir une meilleure compréhension de l'expérience japonaise de modernisation et de développement économique. Un total de 197 participants ont pris part à ce programme durant l'exercice 2017.

Promouvoir la compréhension de la coopération internationale parmi les élèves et les citoyens — Programmes de soutien à l'éducation au développement —

● JICA Global Plazas

À la JICA Global Plaza d'Ichigaya, à Tokyo, la Nagoya Global Plaza, à Nagoya, dans la préfecture d'Aichi, et la Hokkaido Global Plaza, à Sapporo, dans la préfecture d'Hokkaido, des personnes ayant une vaste expérience de la coopération internationale servent de « guides internationaux » et orientent les visiteurs dans des expositions qui sollicitent la vue, l'ouïe,

le toucher et la réflexion. Des activités de relations publiques et de communication sur la coopération internationale sont également menées dans les bureaux de la JICA au Japon.

Lors de l'exercice 2017, les trois Global Plazas ont organisé des expositions sur les objectifs de développement durable (ODD) des Nations unies. Des étudiants ainsi que de nombreux responsables d'entreprises privées et de gouvernements locaux ont visité ces expositions et approfondi leur compréhension des ODD.

● Promotion de l'éducation au développement dans les écoles

Les activités de la JICA pour la promotion de l'éducation au développement comprennent des conférences pour les étudiants et des formations pour les professeurs aux organismes qui en font la demande. Le but de ces activités est de favoriser la compréhension des divers problèmes de développement auxquels le monde est confronté et leurs liens avec le Japon, de les traiter comme ceux du Japon et de les étudier de manière proactive, et de participer aux efforts pour les surmonter.

L'objectif n° 4 des ODD (« Éducation de qualité ») vise notamment à éduquer les populations au développement durable. Les nouvelles normes nationales en matière de programmes scolaires, qui entreront en vigueur à partir de l'exercice 2020, soulignent la nécessité de former les futurs acteurs d'une société durable.

Dans ce contexte, la JICA, riche de son expertise, de ses informations et de ses ressources humaines dans la coopération internationale, aura un rôle de plus en plus grand à jouer dans les salles de classe. Dans de nombreuses régions du Japon, la JICA a déjà commencé à travailler, non seulement avec des spécialistes de l'éducation au développement et de l'éducation pour la compréhension internationale, mais aussi avec des enseignants et des administrateurs scolaires, des ONG, et des agences administratives impliquées dans l'éducation environnementale et la coexistence multiculturelle. La JICA collabore également avec le ministère de l'Éducation, de la culture, des sports, de la science et de la technologie du Japon dans ces domaines via son programme Super Global High School (SGH) destiné aux élèves du secondaire.

<Création d'une série de films de 10 minutes pour les écoles>

Des vidéos pédagogiques incitent les spectateurs à considérer les problèmes mondiaux comme les leurs



Dans une salle de classe, les élèves regardent attentivement une vidéo de la JICA montrant le déroulement d'un cours dans une école du Niger.

Les nouvelles normes nationales en matière de programmes scolaires soulignent la nécessité de former des personnes qui sauront créer une société durable et faire face aux défis de la mondialisation, entre autres ambitions. Les enseignants sont conscients de cette nécessité, mais ils n'ont pas toujours le temps de préparer des cours sur ces thématiques spécifiques en plus de leurs tâches habituelles.

C'est pourquoi la JICA a produit des petites vidéos pédagogiques de 10 minutes pouvant être diffusées dans les salles de classe. Ces vidéos incitent les élèves à considérer les problèmes mondiaux comme les leurs tout en minimisant la charge de travail des enseignants.

Les vidéos couvrent quatre thèmes : la coopération internationale, l'éducation, les réfugiés et l'Islam. Ces supports pédagogiques sont conçus pour favoriser un apprentissage actif en permettant aux élèves d'exprimer leurs opinions après les avoir vues. Les vidéos sont

disponibles sur le site internet de la JICA, avec des documents de référence et des exemples d'utilisation possible en classe.

Lors de son programme de formation des leaders de l'éducation au développement organisé à la JICA Global Plaza, 23 enseignants ont discuté des différentes manières d'utiliser ce matériel pédagogique. Dans leur salle de classe, ils ont pu donner des cours à partir de ces vidéos grâce aux conseils de l'Association japonaise pour l'éducation internationale.

Les vidéos ont été vivement appréciées par les enseignants. Certains ont noté que leur diffusion encourageait les élèves à avoir des discussions intéressantes sur ces problèmes pour lesquels il n'existe pas de solutions définitives. D'autres ont remarqué que les élèves comprenaient mieux en quoi ces enjeux mondiaux les concernaient. Les vidéos sont de plus en plus utilisées dans les écoles japonaises.

Programmes de volontariat

Coopération internationale basée sur les citoyens : Des agents de changement au service d'un monde meilleur

Les programmes de volontariat de la JICA encouragent la participation des citoyens souhaitant prendre part au développement économique et social ainsi qu'à la reconstruction des pays en développement. Largement reconnu comme emblématiques de la coopération internationale au niveau local du Japon et de la JICA, les programmes de volontariat, notamment les volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV), sont grandement appréciés par les pays partenaires. Ces dernières années, ces programmes ont servi de moyens pour développer des ressources humaines pour la redynamisation régionale avec une perspective mondiale précieuse pour la société japonaise.

● Quels sont les programmes de volontariat de la JICA ?

Les 29 premiers JOCV ont été envoyés en 1965 dans cinq pays, à savoir le Laos, les Philippines, le Cambodge, la Malaisie et le Kenya. La JICA met en œuvre des programmes de volontariat depuis plus de 50 ans. Par ailleurs, la JICA n'a eu de cesse d'adapter ses programmes aux caractéristiques de chaque époque. Fin mars 2018, les programmes de volontariat de la JICA offraient les modalités suivantes ; (1) les JOCV pour un public âgé de 20 à 39 ans, (2) les volontaires seniors pour un public de 40 ans et plus, (3) les volontaires juniors et seniors auprès des communautés *Nikkei* en appui au développement des communautés de descendants japonais (*Nikkei*) (4) les volontaires à court terme, détachés pour des périodes inférieures à un an. Tous les volontaires de la JICA, soit plus de 52 000 personnes envoyées à l'étranger (les JOCV représentent plus de 43 000 personnes), participent à différentes activités dans leur pays de détachement.

Conformément aux conclusions de l'examen d'automne du programme administratif¹ pour l'exercice 2017, la JICA a révisé le système des programmes de volontariat afin de mieux répondre aux besoins actuels en matière de participation du public.

● Contribuer au développement des ressources humaines pour le Japon et le monde

Les programmes de volontariat de la JICA ont été très appréciés en tant qu'opportunités de développer les capacités de ressources humaines mondiales à résoudre les problèmes, communiquer, et s'adapter à différentes cultures à travers les activités des volontaires vivant et travaillant au contact des populations locales dans les pays en développement.

Au terme de leur mission dans les pays en développement et après leur retour au Japon, les volontaires de la JICA sont appelés à contribuer à résoudre les problèmes de la société japonaise en tant que ressources humaines ayant fait l'expérience de diverses cultures et sociétés, ouvertes au dialogue et capables d'agir dans différentes situations. De fait, de nombreux volontaires de la JICA rentrés au Japon jouent un rôle actif dans leur communauté locale, notamment pour l'internationalisation des communautés, le développement de programmes d'aide à l'éducation des enfants et la reconstruction après les catastrophes.

Les programmes de volontariat sont reconnus non seulement pour leur contribution au développement des pays en développement, mais



Une JOCV soutient le développement de la sensibilité esthétique dans un centre culturel pour enfants à Luang Prabang, au Laos. Elle a contribué à faire revivre un théâtre de marionnettes traditionnel transmis de génération en génération dans la région.

aussi comme un moyen d'insuffler du « dynamisme dans la société japonaise et le reste du monde ». Le nombre d'emplois offerts par des entreprises privées à des volontaires rentrés au Japon est passé de 304 en 2009 à 1 925 en 2017. En 2017, 18 universités, 38 conseils de l'éducation et 68 administrations locales avaient des quotas de postes ou des traitements préférentiels réservés aux anciens volontaires.

● Améliorer la coopération avec divers partenaires au Japon

Pour utiliser les technologies et les connaissances des partenaires nationaux, y compris les gouvernements locaux, le secteur privé et les universités, afin de résoudre les problèmes de développement des pays en développement, la JICA coopère avec ces entités.

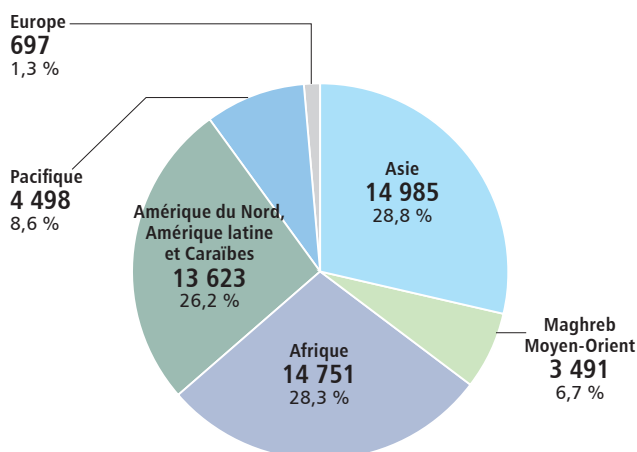
La coopération de la JICA contribue non seulement à surmonter les défis auxquels sont confrontés les pays en développement, mais aussi à former les ressources humaines adaptées à la mondialisation du commerce nécessaires à ces entités. Au cours de l'exercice 2017, 11 volontaires ont été envoyés en partenariat avec des administrations locales, 22 avec le secteur privé et 169 avec des universités.

L'augmentation récente du nombre d'enseignants travaillant dans les programmes de volontariat de la JICA contribue à la promotion de l'éducation au développement et de l'éducation pour la compréhension internationale dans les écoles japonaises, tout en répondant aux demandes des étudiants étrangers au Japon. Un total de 109 enseignants ont été envoyés à l'étranger en 2017.

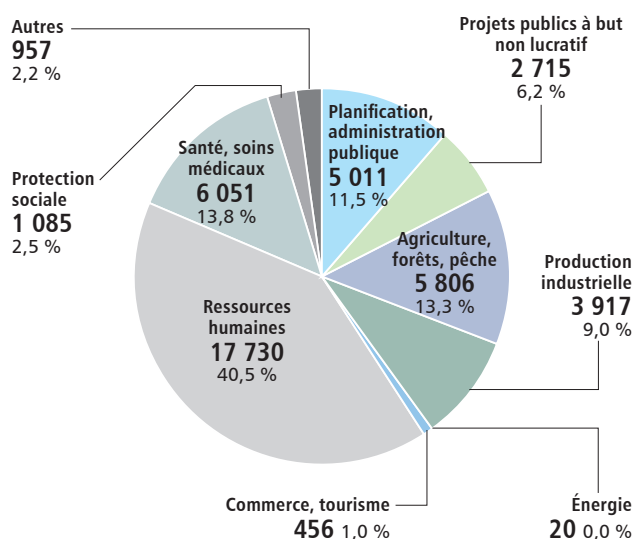
● Contribuer à des programmes de développement divers

Les programmes de volontariat de la JICA promeuvent la coordination avec les autres projets de la JICA et les organismes de volontariat d'autres pays afin de répondre à des programmes de développement divers. De plus, les programmes de volontariat sont conçus pour contribuer à tous les stades des programmes de développement tels que la formulation, la sélection des candidats, la

Nombre cumulé de volontaires de la JICA par région (en mars 2018)



Nombre cumulé de volontaires de la JICA par secteur d'activités (en mars 2018)



formation avant la mission et le soutien aux activités des volontaires.

En Micronésie, par exemple, les volontaires de la JICA ont effectué un travail remarquable pour sensibiliser le public à la gestion des déchets solides basée sur le concept des 3R (réduire, réutiliser, recycler) + Retour² en collaboration étroite avec les experts des projets de coopération technique de la JICA. Parallèlement aux activités de sensibilisation dans les écoles et les communautés locales, ils ont également proposé une formation pour les personnes impliquées dans la construction et la rénovation de décharges.

Ces initiatives 3R + Retour ont été diffusées dans les pays du Pacifique, comme la Micronésie, les Îles Marshall, les Fidji, les Palaos, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, le Vanuatu, les Tonga, les Îles Salomon et les Samoa. Aux Fidji, par exemple, les 3R + Retour ont été intégrés aux activités d'éducation environnementale dans les écoles via le programme Écoles propres.

En outre, en réponse au programme de contribution internationale « Sport For Tomorrow » mis en œuvre par le gouvernement japonais dans la perspective des Jeux olympiques et paralympiques de Tokyo en 2020, la JICA a envoyé des volontaires dans les domaines de l'éducation physique et du sport afin de promouvoir la pratique sportive dans les pays en développement [→ voir l'étude de cas ci-dessous].

La JICA entend également partager ses connaissances et ses réussites avec des organismes de volontariat d'autres pays en participant à des conférences internationales sur les volontaires, en travaillant avec les programmes de volontariat des Nations unies et en collaborant avec le Peace Corps des États-Unis.

1. Examen public des programmes du gouvernement réalisé avec la participation d'experts externes sous l'égide du Conseil sur la réforme administrative.
2. Le terme « Retour » fait référence à la fois au retour des déchets organiques à la nature et au retour des matériaux recyclables et difficiles à gérer sur les marchés du recyclage.

< Botswana : Une JOCV entraîne une équipe de softball >

En route vers les Jeux olympiques de Tokyo en 2020 !



Une joueuse de l'équipe nationale du Botswana entraînée par une JOCV.

L'histoire du softball au Botswana remonte aux années 1970, lorsque le Peace Corps des États-Unis a introduit ce sport à travers des activités de terrain. Aujourd'hui, avec plus de 40 000 joueurs, le softball est devenu un sport national et de nombreuses compétitions sont organisées partout dans le pays.

La JOCV Aiko Nakamura entraîne les équipes nationales ainsi que des équipes d'élèves et d'adultes au Botswana. En janvier 2017, elle a été assignée au poste d'entraîneuse auprès de l'Association de softball du Botswana.

Après sa mission, les équipes nationales du Botswana ont obtenu des résultats remarquables. L'équipe nationale masculine s'est hissée en quart de finale des Championnats

du monde, le meilleur résultat de leur histoire. L'équipe féminine a quant à elle été qualifiée pour les Championnats du monde de softball féminin de 2018 qui doivent avoir lieu au Japon.

Les joueurs sont très reconnaissants envers la JOCV : « Nous lui devons beaucoup. Elle nous a beaucoup apporté, et aujourd'hui, nous rêvons d'aller aux Jeux olympiques ». Son influence ne se limite pas à des améliorations techniques, elle a également travaillé sur l'état d'esprit des joueurs, notamment leur comportement sportif. Les joueurs ont par exemple commencé à nettoyer par eux-mêmes le terrain après les matchs. Ils sont très fiers de faire partie de l'équipe nationale et de pouvoir ainsi faire rêver et inspirer les Botswanais.

Secours d'urgence en cas de catastrophe

Redonner le sourire à un maximum de personnes

● Système d'aide d'urgence de la JICA en cas de catastrophe

La JICA envoie des équipes du Secours d'urgence du Japon (JDR) et fournit du matériel de secours lorsque des catastrophes majeures se produisent à l'étranger, en réponse à des demandes des gouvernements des pays touchés ou d'agences internationales.

Le JDR est composé de cinq unités : les équipes de sauvetage, les équipes médicales, les équipes d'intervention contre les maladies infectieuses, les équipes d'experts et les Forces d'autodéfense. La décision d'envoyer une équipe du JDR est prise par le ministre des Affaires étrangères. Le JDR a célébré son 30^e anniversaire en septembre 2017 [→ voir page 9].

● Activités du Secrétariat des équipes du Secours d'urgence du Japon

1. Envoi d'équipes du JDR

Le Secrétariat du JDR, établi au sein de la JICA, est chargé de gérer l'aspect administratif des opérations de secours à l'étranger dans les zones touchées par une catastrophe. Lorsque le gouvernement japonais décide d'envoyer une équipe du JDR, le Secrétariat du JDR procède à la constitution de l'équipe. En plus d'organiser le transport aérien de l'équipe et des marchandises, le Secrétariat du JDR envoie une équipe composée de membres de son personnel administratif pour apporter un soutien logistique et faciliter de diverses manières le travail de l'équipe du JDR sur le terrain.

Parmi les équipes du JDR, les équipes de sauvetage, les équipes médicales et les équipes d'intervention contre les maladies infectieuses sont les unités les plus sollicitées.

Les équipes de sauvetage du JDR recherchent et portent secours aux personnes affectées par des catastrophes de grande ampleur à l'étranger. Les équipes de sauvetage du JDR appartiennent à la catégorie « lourd » de la classification externe du Groupe consultatif international de recherche et de sauvetage (INSARAG). En septembre 2017, une équipe de sauvetage a

été envoyée au Mexique suite au séisme et elle y a mené jour et nuit des opérations de recherche et de sauvetage.

Les équipes médicales du JDR apportent une aide médicale aux personnes touchées par des catastrophes. En octobre 2016, l'équipe a été certifiée par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) en tant qu'équipe médicale d'urgence (EMU). En février 2017, l'OMS a adopté en tant que norme internationale la méthode de standardisation des informations médicales sur les catastrophes, appelée « ensemble minimal de données (EMD) », élaborée par le groupe de travail EMU-EMD dirigé par le JDR, la JICA et l'Agence israélienne pour la coopération internationale au développement. Le Secrétariat du JDR contribuera à la diffusion et à l'amélioration de l'EMD.

En réponse aux épidémies mondiales de maladies infectieuses, une équipe d'intervention contre les maladies infectieuses, dont les membres sont recrutés et formés par la JICA, a été créée en octobre 2015. Pour sa première intervention, en juillet 2016, l'équipe a été envoyée en République démocratique du Congo pour faire face à une épidémie de fièvre jaune.

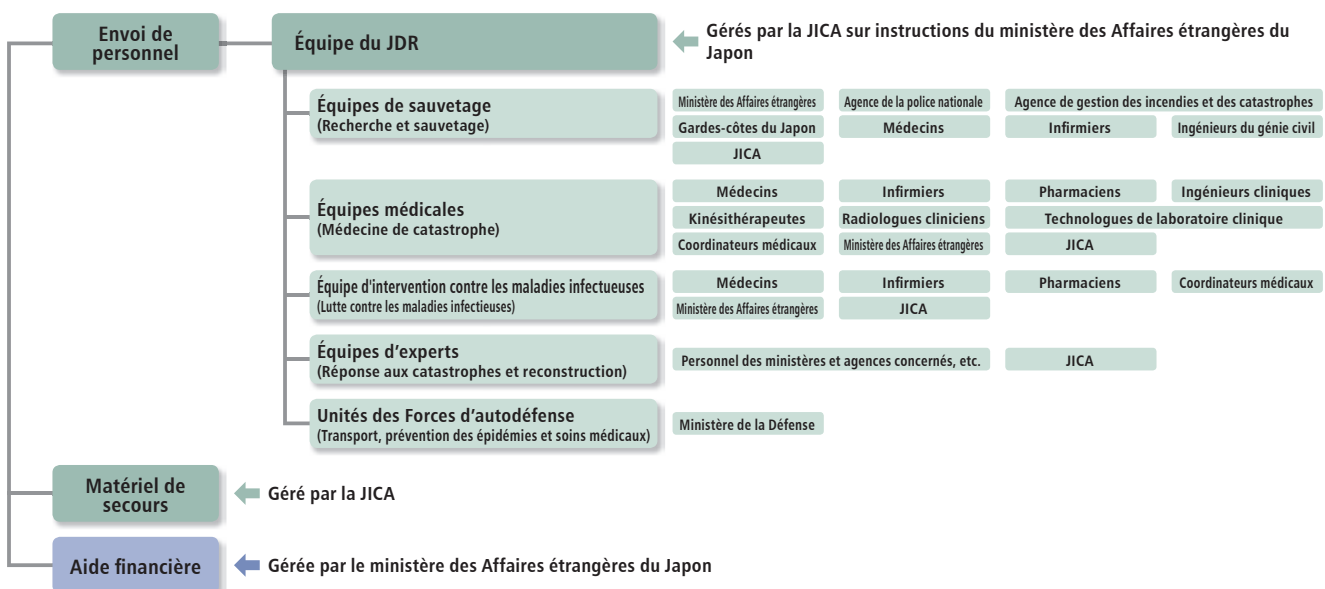
2. Fourniture de matériel de secours d'urgence

En vue de fournir rapidement et de manière sécurisée du matériel de secours d'urgence dans les régions affectées, le Secrétariat du JDR s'approvisionne et stocke le matériel en amont dans ses six entrepôts à travers le monde. Au cours de l'exercice 2017, la JICA a effectué un total de 16 contributions en nature et fourni un soutien pour faire face à diverses catastrophes naturelles, notamment un ouragan à Cuba et en Dominique et une inondation au Vietnam.

3. Préparation aux interventions d'urgence en temps normal

Afin de permettre aux équipes du JDR d'apporter une réponse rapide et adaptée lors de catastrophes majeures, il est essentiel de rester toujours bien préparé en temps normal. Pour ce faire, la JICA assure divers types

Secours d'urgence en cas de catastrophe



Secours d'urgence en cas de catastrophe durant l'exercice 2017 : 20 interventions

No	Date de la catastrophe	Pays/Région	Type de catastrophe	Type d'aide	Type de matériel/Nombre d'effectifs
1	Avril 2017	Colombie	Inondations	Fourniture de matériel	Générateurs
2	Avril 2017	Sri Lanka	Effondrement d'une montagne de déchets dans une décharge	Fourniture de matériel	Tentes, matelas, jerricanes, purificateurs d'eau, générateurs
3	Avril 2017	Sri Lanka	Effondrement d'une montagne de déchets dans une décharge	Équipe d'experts	11 personnes
4	Avril 2017	Sri Lanka	Effondrement d'une montagne de déchets dans une décharge	Fourniture de matériel supplémentaire	Appareils d'éclairage, lampes frontales, détecteurs de gaz toxiques, GPS, toilettes mobiles
5	Mai 2017	Sri Lanka	Pluies torrentielles	Fourniture de matériel	Tentes, bâches en plastique, matelas, jerricanes, purificateurs d'eau, réservoirs d'eau, générateurs
6	Mai 2017	Sri Lanka	Pluies torrentielles	Équipe d'experts	10 personnes
7	Août 2017	Sierra Leone	Inondations	Fourniture de matériel	Tentes, bâches en plastique
8	Août 2017	Népal	Inondations	Fourniture de matériel	Tentes, couvertures, bâches en plastique
9	Septembre 2017	Cuba	Ouragan	Fourniture de matériel	Jerricanes, purificateurs d'eau, réservoirs d'eau, générateurs
10	Septembre 2017	Antigua-et-Barbuda	Ouragan	Fourniture de matériel	Tentes, bâches en plastique, matelas, jerricanes, purificateurs d'eau
11	Septembre 2017	Mexique	Séisme	Équipes de sauvetage	Une mission d'étude de 2 personnes et une équipe de sauvetage de 72 personnes
12	Septembre 2017	Dominique	Ouragan	Fourniture de matériel	Tentes, couvertures, bâches en plastique, matelas, jerricanes
13	Octobre 2017	Vanuatu	Éruption volcanique	Fourniture de matériel	Couvertures, bâches en plastique
14	Octobre 2017	Vietnam	Inondations	Fourniture de matériel	Couvertures
15	Octobre 2017	Madagascar	Épidémie de peste	Fourniture de matériel	Thermomètres, masques, couvertures
16	Novembre 2017	Vietnam	Typhon	Fourniture de matériel	Purificateurs d'eau
17	Février 2018	Taiwan	Séisme	Équipe d'experts	8 personnes
18	Février 2018	Mozambique	Inondations	Fourniture de matériel	Tentes, couvertures, matelas, purificateurs d'eau
19	Février 2018	Tonga	Cyclone	Fourniture de matériel	Tentes, bâches en plastique, générateurs, jerricanes
20	Mars 2018	Papouasie-Nouvelle-Guinée	Séisme	Fourniture de matériel	Tentes, couvertures, purificateurs d'eau, bâches en plastique, matelas, jerricanes, réservoirs d'eau

de formations tout au long de l'année pour renforcer les capacités des membres des équipes du JDR.

En ce qui concerne la coordination des donateurs, le Secrétariat du JDR s'emploie à renforcer les relations avec d'autres organisations internationales, notamment le Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires (UNOCHA) et l'OMS. Par le biais du projet de renforcement des capacités régionales de l'ANASE sur la gestion de la santé en cas de catastrophe (ARCH) dirigé par le département des infrastructures et de la consolidation de la paix de la JICA, la JICA contribue également au développement et au renforcement des capacités du système

de coopération médicale en cas de catastrophe dans la région de l'ANASE [→ voir page 23].

Ces dernières années, les catastrophes naturelles ont gagné en fréquence et en intensité partout dans le monde. Par conséquent, les opérations internationales de secours du Japon, pays exposé aux catastrophes et doté d'une vaste expérience en matière de gestion des phénomènes extrêmes, sont de plus en plus importantes. Le Secrétariat du JDR renforce la coopération avec les différents départements et sections pour fournir une aide continue pour la réhabilitation et la reconstruction après les interventions d'urgence.

<Taiwan : Envoi d'une équipe d'experts du JDR en réponse à un séisme>

Taiwan exprime sa gratitude au JDR pour ses opérations de recherche menées sans relâche



L'équipe d'experts du JDR explique à une équipe de secours taiwanaise comment utiliser les équipements japonais.

Le 7 février 2018, un séisme majeur a frappé l'est de Taiwan. En réponse, le gouvernement japonais a envoyé une équipe d'experts du JDR de huit personnes. Dès son arrivée dans le district de Hualien, l'équipe a immédiatement soutenu les opérations de recherche et de sauvetage des équipes taiwanaises.

Les 72 heures qui suivent une catastrophe sont d'une importance cruciale pour secourir les survivants. Afin de soutenir les efforts acharnés des autorités taiwanaises pour retrouver et secourir les personnes disparues, l'équipe d'experts japonais a fourni un soutien technique toute la nuit, montrant aux équipes de secours taiwanaises comment

utiliser les équipements apportés du Japon pour détecter les signes de vie dans les décombres.

La présidente taiwanaise, Tsai Ing-wen, s'est rendue sur place lorsque l'équipe du JDR était sur le terrain. Elle a exprimé sa gratitude auprès du gouvernement japonais. Liang Kuo Wei, commandant des Forces spéciales de recherche et de sauvetage de l'Agence nationale de lutte contre les incendies, dépendant du ministère de l'Intérieur, et responsable des équipes taiwanaises, a lui aussi salué les activités menées jour et nuit et les conseils techniques prodigués par l'équipe du JDR lors des opérations de recherche.

Recherche

Intensification de la recherche et de la diffusion de l'expérience du Japon en matière de développement et de coopération internationale

L'Institut de recherche de la JICA (JICA-RI) mène des activités de recherche axées sur deux objectifs principaux tout en exploitant l'expérience et le savoir-faire acquis par la JICA en tant qu'agence de coopération au développement. Le premier objectif consiste à analyser les problèmes qui se posent dans les pays en développement et à contribuer aux stratégies opérationnelles de la JICA. Le second objectif consiste à intensifier la diffusion des résultats de recherche du JICA-RI au Japon et à l'étranger en jouant un rôle moteur dans le dialogue sur les politiques internationales.

Les résultats des activités de recherche sont diffusés par divers canaux tels que la publication de documents de travail et de livres, l'organisation de séminaires et de symposiums, ou encore des présentations lors de conférences internationales.

● Politiques de base des activités de recherche

1. Adoption d'une perspective globale

Dans ses activités de recherche interdisciplinaire et d'analyse des problèmes de développement, le JICA-RI adoptera une perspective globale intégrant les individus, la société, l'État et le marché.

2. Intégration du passé pour préparer l'avenir

Le JICA-RI mènera des activités de recherche en s'appuyant sur les expériences de terrain et les résultats analytiques de la JICA, ainsi que sur celles d'autres partenaires de développement dans le monde. Il intégrera les enseignements du passé dans les futures activités de coopération au développement.

3. Diffusion des expériences de l'Asie de l'Est

Le JICA-RI analysera les expériences du Japon et de ses voisins d'Asie en matière de croissance et étudiera si, et dans quelle mesure, elles sont applicables à d'autres régions.

4. Diffusion des résultats de recherche dans le monde entier par le biais d'activités ouvertes

Le JICA-RI partagera ses processus et résultats de recherche avec d'autres instituts de recherche nationaux et internationaux, des agences d'aide, des organisations gouvernementales, des entreprises privées et des ONG.

● Domaines de recherche prioritaires

1. Paix et développement

Le JICA-RI procède à des analyses comparatives d'expériences passées pour trouver des moyens de prévenir et de gérer rapidement et efficacement diverses menaces, dont des conflits armés, et de promouvoir une paix durable.

2. Croissance économique et réduction de la pauvreté

Le Japon et ses voisins asiatiques, parvenus à la croissance économique et à la réduction de la pauvreté, sont considérés comme des modèles de réussite par la communauté internationale. Le JICA-RI étudie ces cas sous des angles très divers (individus, État, marché et société), et effectue des analyses comparatives avec le développement économique des pays africains.

3. Environnement et développement/Changement climatique

La dégradation de l'environnement à l'échelle régionale et mondiale

représente une menace grave pour la sécurité humaine dans les pays en développement. Le JICA-RI mène des recherches qui peuvent contribuer de différentes manières à la promotion des politiques de gestion environnementale et à l'adaptation et l'atténuation au changement climatique en se basant sur la connaissance des sciences naturelles ainsi que sur l'expérience et les données acquises à travers les activités de coopération de la JICA.

4. Stratégies d'aide

Le JICA-RI propose les résultats de sa réflexion sur l'évolution de la coopération au développement en étudiant l'expérience et les connaissances du Japon à l'aide de principes tels que l'approche du développement des capacités, visant à renforcer les capacités à plusieurs niveaux – individus, institutions et sociétés – et de concepts tels que la sécurité humaine et la croissance de qualité.

● Réalisations de l'exercice 2017

En se basant sur les politiques et activités dans ces domaines de recherche, le JICA-RI a mené 28 projets de recherche lors de l'exercice 2017 et il en a publié les résultats.

1. Résultats des activités de recherche

Le JICA-RI synthétise les résultats de ses recherches dans des documents de travail et les publie à l'intention des acteurs de l'aide au développement dans le monde entier. Le JICA-RI a publié 20 documents de travail pendant l'exercice 2017.



Livres publiés lors de l'exercice 2017.

Entre autres exemples de contribution aux programmes de la JICA, le JICA-RI a examiné comment la vulgarisation des méthodes de production du riz dans le cadre d'un projet de coopération technique à l'est de l'Ouganda avait amélioré la productivité, et il a synthétisé les résultats dans le document de travail n° 161 intitulé « Effets à long terme et effets d'entraînement de la formation rizicole en Ouganda ».

Les résultats de la recherche sont également présentés dans des ouvrages publiés par le JICA-RI. Le JICA-RI a publié quatre livres écrits en anglais et quatre en japonais durant l'exercice 2017.

L'un des ouvrages en anglais, *Economic and Social Development of Bangladesh: Miracle and Challenges*, marque l'aboutissement d'un projet de recherche intitulé « Étude empirique des risques et de la pauvreté au Bangladesh ». Grâce à d'abondantes microdonnées traitées à l'aide de méthodes quantitatives, l'ouvrage propose une analyse détaillée et multidimensionnelle du contexte de la transformation structurelle du Bangladesh, où le Japon déploie une aide au développement diverse depuis 1973, deux ans après son indépendance.

Les quatre ouvrages en japonais se concentrent respectivement sur la gestion des déchets solides au Bangladesh, le programme de développement du littoral oriental en Thaïlande, la reconstruction après le passage du typhon Haiyan aux Philippines, et la construction du métro de Delhi en Inde. Il s'agit des numéros 17 à 20 de la collection *Project History*, qui analyse les contributions du Japon aux pays en développement selon une perspective de long terme.

Enfin, la plupart des résultats des projets de recherche sont largement partagés avec des spécialistes, sous forme d'articles de revues universitaires, de livres et d'interventions lors de conférences [→ voir l'étude de cas ci-dessous].

2. Collaboration avec les organisations internationales et les instituts de recherche

Pour ces activités de recherche, le JICA-RI promeut des recherches conjointes avec d'autres organismes d'aide et de recherche au Japon et



Le séminaire conjoint du JICA-RI et du CSIS a réuni des représentants d'organisations internationales, de pays en développement et du secteur privé, ainsi que des chercheurs.

dans le monde pour établir des partenariats et construire des réseaux.

On peut notamment citer le Centre d'études stratégiques et internationales (CSIS pour Center for Strategic and International Studies), aux États-Unis, avec lequel le JICA-RI mène des recherches conjointes depuis deux ans. En septembre 2017, le JICA-RI et le CSIS ont organisé un séminaire à l'occasion de la publication du rapport sur les résultats de la deuxième année du projet de recherche conjointe intitulé « Exploiter la révolution des données pour atteindre les objectifs de développement durable : Le grand bond en avant ». Les participants ont discuté de la manière dont la révolution des données pouvait contribuer aux ODD et comment les pays en développement pouvaient utiliser les technologies des données pour faire décoller leur développement.

Le JICA-RI travaille également sur des études conjointes avec des instituts de recherche, notamment l'Initiative for Policy Dialogue (IPD), le Brookings Institute aux États-Unis, et le Global Development Network (GDN), un réseau mondial de chercheurs sur le développement.

→ Pour plus de détails sur les études et publications du JICA-RI, visitez le site internet de l'Institut de recherche de la JICA (en anglais) : <https://www.jica.go.jp/jica-ri/index.html>.

< Étudier et analyser les projets d'infrastructure et partager les résultats >

Estimer la demande d'infrastructures et mettre en lumière le lien entre développement des infrastructures et autonomisation des femmes



Intervenants du séminaire intitulé « Comblent les écarts d'infrastructures en Asie » en marge de la 50^e réunion annuelle de la BASD.

En mai 2017, le JICA-RI a présenté une partie des résultats provisoires de son projet de recherche intitulé « Recherche sur l'estimation de la demande en infrastructures en Asie » lors d'un événement parallèle à la 50^e réunion annuelle de la Banque asiatique de développement (BASD), à Yokohama. La présentation a souligné la nécessité d'estimer non seulement l'infrastructure économique, mais aussi l'infrastructure sociale, notamment les hôpitaux et les écoles, et les infrastructures pour la réduction des risques de catastrophe. Les participants ont ensuite dressé un état des lieux du développement des infrastructures dans différents pays et abordé les enjeux politiques pour faire face à la hausse de la demande d'infrastructures.

Sur un autre plan, le JICA-RI s'est également

penché sur le lien entre les infrastructures et l'égalité des sexes. Par exemple, le JICA-RI a analysé l'impact du métro de Delhi en Inde, dont la construction a été financée par des prêts d'APD du Japon, sur l'autonomisation des femmes. L'analyse suggère que l'introduction de wagons réservés aux femmes et l'installation de caméras de sécurité, parallèlement à l'organisation de campagnes de sensibilisation, ont permis aux femmes de voyager de manière plus sûre et plus libre, et ainsi de participer davantage au marché du travail.

Les résultats de l'analyse ont été également présentés à un atelier de la Banque mondiale (Connect for Impact) et à une réunion de la Japan Evaluation Society.

Renforcement des partenariats de développement et des actions vers la réalisation des ODD

Travailler avec un large éventail de partenaires internationaux et locaux

Si la croissance des économies émergentes s'accélère, de nombreux pays sont encore oubliés de la mondialisation. Cela soulève des inquiétudes quant à l'élargissement des inégalités économiques et sociales au sein des pays et entre les pays. Par ailleurs, les problèmes de développement sont de plus en plus complexes et divers.

En 2015, les Nations unies ont adopté le Programme de développement durable à l'horizon 2030, dans lequel figurent les objectifs de développement durable (ODD). Ce programme appelle à un renforcement des moyens de mise en œuvre du développement, tels que la finance, la technologie et le développement des capacités. Il appelle également à une redynamisation des partenariats mondiaux pour le développement durable. Tandis que la part de l'APD dans les flux financiers totaux vers les pays en développement diminue, il est difficilement envisageable d'atteindre les ODD uniquement avec l'APD et les autres sources de financement public. C'est pourquoi les approches et les partenariats divers sont essentiels, notamment la mobilisation de fonds privés.

La JICA collabore et innove avec un vaste éventail de partenaires au Japon et à l'étranger, notamment les donateurs émergents, pour que ses programmes et projets génèrent un maximum d'impact et contribuent ainsi à la réalisation des ODD.

● Activités de la JICA vers la réalisation des ODD

En vertu de son principe directeur pour la réalisation des ODD,¹ la JICA déploie une large palette d'activités au Japon et à l'étranger.²

Sur le front international, la JICA a signé un protocole de coopération avec le Centre des objectifs de développement durable pour l'Afrique (SDGC/A pour Sustainable Development Goals Center for Africa) en octobre 2017.³ Le SDGC/A est une organisation internationale créée en 2015 et basée au Rwanda, dont le but est de surmonter les obstacles à la réalisation des ODD sur le continent africain. La JICA travaille actuellement avec le SDGC/A pour promouvoir les partenariats et diffuser l'expertise en matière

Les objectifs de développement durable (ODD)



de développement, en se concentrant plus particulièrement sur certains ODD, comme l'ODD n° 2 « Faim zéro », l'ODD n° 3 « Bonne santé et bien-être », et l'ODD n° 4 « Éducation de qualité ».

Au Japon, la JICA a encouragé une meilleure compréhension des ODD par le grand public et travaillé au renforcement des partenariats vers la réalisation des ODD en coopération avec divers partenaires tels que la Fédération des organisations économiques japonaises (Keidaren), l'Association japonaise des courtiers en valeurs mobilières (JSDA), des médias et des universités. En novembre 2017, par exemple, la JICA a co-organisé un symposium sur les ODD avec Nikkei Inc. [→ voir ci-dessous].

● Partenariats avec des agences de développement international

La réalisation des ODD nécessite des partenariats étroits avec d'autres agences de développement. À travers ces partenariats, les agences peuvent se compléter mutuellement grâce à leurs atouts respectifs dans

1. L'exposé de position de la JICA sur les ODD a été publié en septembre 2016.
2. Page du site internet de la JICA sur les initiatives liées aux ODD (en japonais) : www.jica.go.jp/aboutoda/sdgs/
3. En mars 2018, le président de la JICA est devenu membre du conseil d'administration du SDGC/A.

<Forum Nikkei pour l'innovation sociale>

Sensibiliser un plus large public aux partenariats entre la JICA et le secteur privé sur les ODD



Les participants à la table ronde.

En novembre 2017, la JICA et Nikkei Inc. ont co-organisé un forum sur la société durable dans le contexte des ODD.

Au début du forum, le président de la JICA, Shinichi Kitaoka, a déclaré que la collaboration avec des partenaires au Japon et à l'étranger était essentielle pour atteindre les ODD. Il a réaffirmé la volonté de la JICA de servir de catalyseur et d'agent pour le développement des pays en développement en utilisant les ODD comme plateforme. À une table ronde intitulée « Les entreprises face aux ODD : Pionnières d'une ère nouvelle », des dirigeants d'entreprises japonaises et de

la JICA ont identifié les défis majeurs pour renforcer les partenariats entre la JICA et les entreprises, et examiné plusieurs études de cas. Ils ont ensuite appelé à la co-crédation de connaissances et de valeurs à travers divers partenariats.

Le forum a réuni plus de 600 personnes, principalement du secteur privé. Le public s'est montré très intéressé par la manière dont les entreprises et la JICA travaillent main dans la main pour renforcer les partenariats en faveur des ODD partout dans le monde.



Un protocole d'accord dans le secteur de la santé a été signé entre la JICA et la BASD en mai 2017 à l'occasion de la réunion annuelle de la BASD, à Yokohama. Photo de la cérémonie de signature (de gauche à droite) : Le président de la JICA, Shinichi Kitaoka, le ministre des Finances, Minoru Kihara, et le président de la BASD, Takehiko Nakao.

certaines secteurs ou sur certaines technologies. Elles peuvent également collaborer pour fournir une aide plus efficace et efficiente face aux grands défis insurmontables par une seule agence. La diffusion de l'expérience et des connaissances de la JICA par la participation à des discussions internationales sur la coopération au développement améliorera non seulement la qualité des initiatives internationales de développement, mais renforcera également la compréhension des expériences et des approches du Japon.

La JICA participe régulièrement à des dialogues stratégiques avec certains partenaires de développement. Lors de l'exercice 2017, les présidents du Groupe Banque mondiale et de la JICA ont participé au quatrième dialogue de haut niveau. Les deux dirigeants ont convenu d'approfondir leur partenariat pour renforcer la mobilisation des financements privés et le développement du secteur privé, et de promouvoir conjointement les initiatives visant à atteindre la couverture santé universelle (CSU).⁴ La JICA a également eu des discussions régulières ou annuelles avec d'autres organisations internationales telles que la Banque asiatique de développement (BASD), le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR).

Au cours de l'exercice 2017, la JICA a participé à bien d'autres conférences

et séminaires internationaux, notamment la réunion annuelle de la BASD, en mai à Yokohama, ainsi que l'Assemblée mondiale des femmes en novembre et le Forum CSU en décembre (→ voir page 10), tous deux organisés à Tokyo. Lors de ces événements, le président et d'autres dirigeants de la JICA ont prononcé des discours liminaires et participé à des tables rondes pour exposer les positions, les activités et les initiatives de la JICA.

● Partenariats avec les pays émergents et coopération Sud-Sud et triangulaire

Parallèlement aux agences de développement traditionnelles mentionnées ci-dessus, des pays émergents tels que la Corée du Sud, la Chine, la Thaïlande, l'Indonésie, le Brésil et la Turquie sont devenus des donateurs d'aide au développement. La JICA considère qu'il est très important de partager avec ces pays émergents diverses approches et questions de développement en s'appuyant sur la longue expérience du Japon en matière de coopération au développement. La JICA continue de mener des discussions avec ces partenaires de développement émergents, notamment la Banque chinoise d'import-export, l'Agence coréenne de coopération internationale (KOICA) et le Fonds coréen de coopération et de développement économiques de la Banque coréenne d'import-export (EDFC).

La communauté internationale accorde une grande valeur aux années d'expérience de la JICA dans le domaine de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire, toutes deux conçues pour partager les expériences de développement des pays émergents et en développement. La JICA saisit les opportunités offertes par les conférences internationales pour partager ses expériences avec la communauté internationale. Lors de l'exercice 2017, la JICA a participé à l'Exposition mondiale de l'ONU sur le développement Sud-Sud, organisée en Turquie, et elle a présenté son expérience en matière de coopération triangulaire avec le gouvernement turc, à savoir l'aide aux femmes agents de police en Afghanistan. La JICA a mis l'accent sur l'appropriation des personnes impliquées ainsi que sur le rôle des facilitateurs entre les pays concernés.

4. La CSU « consiste à veiller à ce que l'ensemble de la population ait accès aux services préventifs, curatifs, palliatifs, de réadaptation et de promotion de la santé dont elle a besoin et à ce que ces services soient de qualité suffisante pour être efficaces, sans que leur coût n'entraîne des difficultés financières pour les usagers ».

<Plateforme africaine des villes propres>

Intégrer l'expertise japonaise et étrangère pour des villes propres



Les participants lors d'une réunion préparatoire pour la Plateforme à Maputo, au Mozambique.

Face à la croissance économique et démographique, les villes africaines sont confrontées à des problèmes de déchets de plus en plus graves, ce qui affecte la santé des populations.

Ces circonstances ont incité la JICA à contribuer à la création de la Plateforme africaine des villes propres. La Plateforme regroupe 29 pays et 58 villes en Afrique (fin mars 2018), le ministère de l'Environnement du Japon et la ville de Yokohama, ainsi que le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), le Programme des Nations unies pour les établissements humains (UN-Habitat), d'autres organisations internationales et des ONG. La plateforme a été établie en avril

2017 à Maputo, la capitale du Mozambique.

Sa principale ambition est d'atteindre les cibles d'amélioration de l'assainissement urbain et de gestion des déchets solides énoncées dans les objectifs 11 et 12 des ODD. Les activités menées à cette fin comprennent l'organisation de réunions annuelles, la fourniture de formations à Yokohama, au Japon, et l'échange d'informations via les réseaux sociaux. En soutenant ces activités, la JICA travaille sur le partage de l'expertise et de l'expérience du Japon et des pays africains concernant la gestion des déchets urbains et la mobilisation de fonds publics et privés.

Soutien aux émigrants japonais et à leurs descendants et renforcement de la collaboration et des relations avec les communautés *Nikkei*

Plus de 2,13 millions de descendants d'émigrants japonais (*Nikkei*) vivent en Amérique latine et aux Caraïbes, où ils apportent une contribution majeure dans de nombreux domaines. Les *Nikkei* jouent un rôle clé en tant qu'intermédiaires entre le Japon et les pays où ils résident.

● Changements et défis futurs dans les pays d'implantation des émigrants japonais

Pour les émigrants japonais qui se sont installés en Amérique latine et dans les Caraïbes dans le cadre de la politique d'émigration japonaise d'après-guerre, la JICA a fourni une aide pour leur installation sur les nouvelles terres et pour la stabilisation de leurs moyens de subsistance. Aujourd'hui, avec l'évolution des communautés *Nikkei* et le renouvellement des générations, la JICA s'engage à renforcer la collaboration avec les communautés *Nikkei* et à les soutenir, en se concentrant plus particulièrement sur le développement des ressources humaines et le bien-être des personnes âgées.

En 2017, le panel d'experts sur la collaboration avec les communautés d'émigrants japonais et leurs descendants (*Nikkei*) en Amérique latine et aux Caraïbes a été créé sous l'égide du ministre des Affaires étrangères de l'époque, Fumio Kishida. Le président de la JICA, Shinichi Kitaoka, est membre du panel. En se basant sur les discussions du panel, des efforts engageant la nation tout entière ont été entrepris pour approfondir la collaboration avec les communautés *Nikkei*.

● Principaux programmes et activités pour les émigrants japonais et les *Nikkei*

1. Diffusion des connaissances sur la migration à l'étranger

Le musée japonais des migrations à l'étranger vise à encourager le public – en particulier les jeunes qui dirigeront la prochaine génération – à se familiariser avec l'histoire des migrations japonaises ainsi qu'avec les émigrants et les *Nikkei*. Le musée se compose d'expositions permanentes présentant les dossiers d'immigration et autres documents à caractère historique donnés par les émigrants, ainsi que d'expositions spéciales couvrant une variété de sujets. En plus de la bibliothèque proposant des livres et des films sur la migration, le musée fournit des informations sur son site internet et mène des études et autres activités de recherche. Au cours de l'exercice 2017, le musée a accueilli 48 239 visiteurs, dépassant ainsi la barre des 500 000 visiteurs depuis l'ouverture [→ voir page 8].

En 2017, le musée a organisé quatre expositions spéciales : (1) L'héritage des *Nikkei* à Hawaï ; (2) Les émigrants qui vivaient dans l'âme du Mexique ; (3) Naître à Hiroshima et partir : Une histoire de l'émigration et de la vie des *Nikkei* ; et (4) Quitter la province de Tosa : Les aventuriers qui ont traversé l'océan.

2. Soutien aux émigrants à l'étranger

La JICA a fourni des dons pour la gestion des cliniques *Nikkei* dans les colonies de Bolivie et pour l'hôpital Amazonia au Brésil, tout en soutenant des cliniques itinérantes et des programmes sociaux et médicaux pour les personnes âgées au Brésil, au Paraguay, en Bolivie et en République dominicaine. En outre, la JICA a accordé des dons pour financer des programmes de formation



Des participants à une formation donnent une présentation lors d'un atelier organisé dans le cadre du programme éducatif pour les *Nikkei* de la prochaine génération, à destination des collégiens.

et de recrutement d'enseignants en japonais au sein des communautés *Nikkei*, entre autres programmes.

3. Initiatives éducatives pour les prochaines générations

La JICA organise un programme permettant aux enfants d'émigrants de mieux comprendre la culture et la société japonaises et de renforcer leur identité en tant que *Nikkei*. Au cours de l'exercice 2017, la JICA a mis en œuvre de tels programmes à l'intention d'une centaine d'élèves du collège, du lycée et de l'enseignement supérieur.

Afin de développer les ressources humaines qui dirigeront les prochaines générations, la JICA propose également une bourse couvrant les dépenses quotidiennes et les frais de scolarité pour soutenir les *Nikkei* étudiant dans des écoles supérieures au Japon. Lors de l'exercice 2017, cinq nouveaux étudiants ont participé au programme.

4. Soutien aux communautés *Nikkei* et aux communautés locales

La JICA envoie des volontaires auprès des communautés *Nikkei* intervenant principalement dans les domaines de l'enseignement du japonais, des soins de santé et des services sociaux, en vivant sur place auprès des émigrants japonais et des *Nikkei*. Cette initiative vise à fournir une coopération technique et à soutenir la revitalisation des communautés *Nikkei* ainsi qu'à participer au développement des pays partenaires à travers ces communautés. Lors de l'exercice 2017, 81 nouveaux volontaires ont été envoyés en Amérique latine et aux Caraïbes.

Dans le cadre du programme de participation spéciale pour les enseignants des écoles *Nikkei*, la JICA a envoyé en 2017 neuf enseignants japonais au Brésil et au Paraguay pour une durée de 21 mois. À leur retour au Japon, ces anciens enseignants bénévoles, envoyés dans des écoles reconnues par les gouvernements locaux, devraient tirer pleinement profit de leurs expériences pour contribuer à l'éducation des enfants *Nikkei* au

Japon.

Sur proposition d'universités, de gouvernements locaux, d'organismes d'intérêt public et d'entreprises privées au Japon, la JICA invite également des *Nikkei* à suivre des formations visant à promouvoir la construction de la nation dans leurs pays respectifs et les échanges internationaux entre les individus. Lors de l'exercice 2017, la JICA a accepté 163 participants à ces formations.

5. Renforcement des partenariats entre les communautés *Nikkei* et le secteur privé japonais

La JICA envoie des missions d'étude pour la promotion des partenariats en Amérique latine et aux Caraïbes dans le but de contribuer au développement économique et social de la région en renforçant les partenariats entre des entreprises privées japonaises et des entreprises privées détenues ou gérées par des *Nikkei* dans ces pays. Lors de l'exercice 2017, la JICA a envoyé une de ces missions d'étude au Brésil. Certaines entreprises japonaises ayant rejoint la mission ont ensuite participé à des programmes de partenariat avec le secteur privé de la JICA. D'autres étendent leurs activités en Amérique latine et aux Caraïbes ou s'engagent dans la coopération internationale dans la région.



Un participant et un étudiant japonais mènent une expérience à l'Université d'agriculture de Tokyo dans le cadre du programme éducatif pour les *Nikkei* de la prochaine génération, à destination des étudiants.



Paraguay : Sur le terrain de baseball
de l'Association japonaise d'Encarnacion.
[Photo : Daisuke Shibata]

Types de coopération

Coopération technique

● Développement des capacités

La coopération technique est une coopération d'individu à individu qui soutient le renforcement de l'ensemble des capacités des pays en développement (pays partenaires) à relever par eux-mêmes les défis du développement. Au lieu d'appliquer telle quelle la technologie japonaise aux pays en développement, la coopération technique de la JICA fournit des solutions parfaitement adaptées aux besoins de ces pays en travaillant avec les personnes qui y vivent. Au cours de ce processus, une attention particulière est accordée aux spécificités linguistiques et régionales des pays, ainsi qu'à leur histoire. La JICA ne limite pas sa coopération technique au développement des ressources humaines ; elle offre une assistance à plusieurs niveaux comprenant le renforcement organisationnel, l'élaboration de politiques et le renforcement des institutions.

● Une combinaison variée d'outils de coopération technique

1. Envoi d'experts

Les experts japonais sont détachés dans les pays en développement pour transférer les technologies et les connaissances requises aux représentants des gouvernements et aux spécialistes (homologues) des pays en développement. Parallèlement, les experts travaillent avec ces homologues à développer et à diffuser des technologies et des systèmes adaptés aux pays partenaires.

2. Formation technique (programme de co-crédation des connaissances)

La JICA invite du personnel compétent de pays en développement, responsable des questions de développement économique et social, à participer à des formations sur les connaissances et les technologies répondant aux besoins de chaque pays. Ces formations sont organisées au Japon et dans d'autres pays.

3. Projets de coopération technique

Combinant de manière optimale l'« envoi d'experts », la « formation technique » et la « fourniture d'équipements », ces projets sont la clé de voûte de la coopération technique de la JICA.

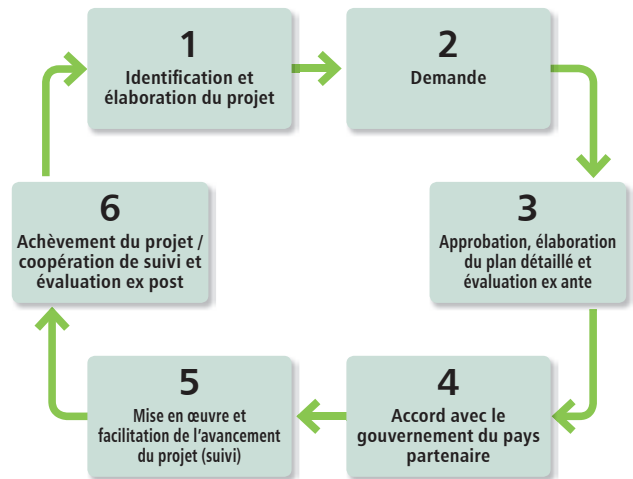
Le partenariat de recherche scientifique et technologique pour le développement durable (SATREPS) est l'un des projets de coopération technique de la JICA [→ voir page 53].

4. Coopération technique pour la planification du développement



Myanmar : Dans le cadre du projet de développement des capacités de la Radio-Télévision du Myanmar (MRTV), un expert japonais supervise le travail du personnel dans la régie d'un studio de tournage du MRTV, à Rangoun. [Photo : Shinichi Kuno]

Cycle du projet



La JICA aide les pays en développement à élaborer des politiques et des plans de travaux publics. Dans le cadre de ce processus, la JICA transfère des méthodes d'enquête, d'analyse et de planification aux homologues des pays partenaires.

● Cycle du projet

La coopération technique suit dans les grandes lignes le processus décrit ci-dessous :

(1) Identification et élaboration du projet

La JICA identifie et élabore des projets de coopération technique à travers des approches interactives, telles que des discussions avec les pays partenaires et l'évaluation des besoins par les bureaux à l'étranger de la JICA.

(2) Demande

Le gouvernement japonais reçoit une demande de coopération technique émise par le gouvernement du pays partenaire.

(3) Approbation, élaboration du plan détaillé et évaluation ex ante

Le ministère des Affaires étrangères (MOFA), les ministères concernés et la JICA examinent la demande et approuvent le projet approprié. Des notes verbales sur le projet sont ensuite échangées entre le gouvernement japonais et le gouvernement du pays partenaire. Si nécessaire, une étude de planification détaillée est menée en vue d'une évaluation ex ante.

(4) Accord avec le gouvernement du pays partenaire

La JICA et l'agence d'exécution du pays partenaire s'accordent sur les objectifs et les activités spécifiques du projet.

(5) Mise en œuvre et facilitation de l'avancement du projet (suivi)

Durant le projet, la JICA et l'organisation partenaire surveillent régulièrement l'avancement du projet en vue de la réalisation des résultats.

(6) Achèvement du projet / coopération de suivi et évaluation ex post

Après l'achèvement du projet, une coopération de suivi est apportée selon les besoins. L'évaluation ex post est effectuée environ trois ans après l'achèvement du projet.

<Programme de co-création des connaissances (PCCC)>

Une coopération technique mise en œuvre au Japon

● Partager l'expérience du Japon avec le monde

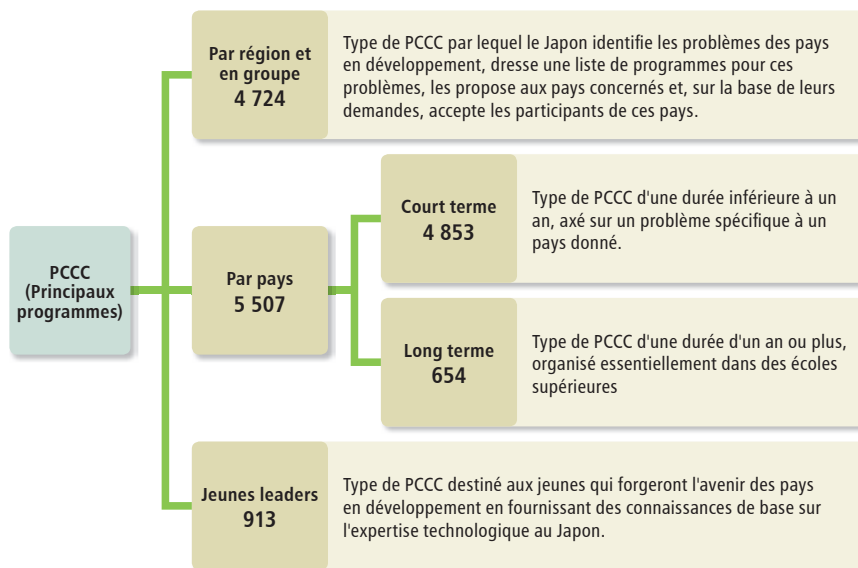
Le programme de co-création des connaissances (PCCC) invite des participants de pays en développement, principalement des responsables gouvernementaux, à suivre une formation au Japon. La JICA accueille environ 10 000 participants chaque année, principalement dans ses 12 bureaux au Japon avec le soutien de divers partenaires nationaux, notamment le gouvernement central et des administrations locales, des universités, des instituts de recherche, des entreprises du secteur privé, des organismes d'intérêt public et des ONG. Le total cumulé des participants au PCCC depuis sa création en 1954 s'élève à 360 000.

Le programme de co-création des connaissances au Japon ne permet pas tant de partager les technologies et les compétences avancées japonaises que d'exploiter l'expérience et le savoir-faire du pays en matière de développement en les adaptant à chaque pays partenaire. Ce programme, unique au niveau mondial, par son échelle et sa diversité, est un outil essentiel de la coopération technique de la JICA mobilisant les connaissances, compétences et expériences de développement pour promouvoir le développement des ressources humaines et résoudre les problèmes de développement dans les pays partenaires.

● Mise en œuvre du programme de co-création des connaissances stratégiques

Le PCCC apporte une multitude de bénéfices secondaires. D'un côté, l'interaction des participants avec la population et la culture japonaises favorise une meilleure compréhension du Japon. De l'autre, les activités de terrain du programme bénéficient également

Nombre de participants au PCCC au cours de l'exercice 2017



  la société japonaise. Par exemple, le secteur privé et les organismes publics au Japon peuvent obtenir des informations sur les pays en développement et commencer une relation qui peut aboutir au développement de leurs activités à l'international. De plus, les étudiants et chercheurs japonais peuvent enrichir leur vision du monde en échangeant avec les participants étrangers.

De cette manière, le PCCC joue un rôle fondamental pour réaliser une coopération au développement efficace en plus d'encourager les participants, qui forgeront l'avenir des pays en développement, à comprendre le

Japon. Il contribue également à l'internationalisation des communautés régionales japonaises. Tels sont les grands principes du PCCC.

Compte tenu de la croissance remarquable que connaissent actuellement les pays en développement, la JICA les considère comme des partenaires importants, et elle améliorera et renforcera le programme de co-création des connaissances en se basant sur le concept de « co-création », qui met l'accent sur la production de nouvelles valeurs à travers un apprentissage interactif entre les pays participants et le Japon.

<JICA-Net>

Vers une coopération internationale qui transcende le temps et l'espace

JICA-Net est un dispositif de coopération technique à distance mis au point par la JICA. Il élargit les possibilités de coopération internationale à travers des activités telles que l'élaboration et l'apprentissage de technologies entre des sites distants, et des cours utilisant des archives numériques sur les expériences de développement au Japon et dans les pays en développement.

Bibliothèque JICA-NET

La bibliothèque JICA-Net soutient les activités de la JICA en archivant et en publiant des matériaux pédagogiques multimédias, des documents issus de séminaires et d'autres contenus numériques développés lors des projets de coopération technique de la JICA. Les contenus numériques de JICA-Net sont distribués via la bibliothèque JICA-Net.

Le nombre total de visites de la bibliothèque JICA-Net pendant l'exercice 2017 a quasiment triplé par rapport à l'année précédente, en grande partie grâce au lancement d'opérations de relations publiques à travers les comptes de réseaux sociaux de la JICA.

 volution du nombre de visites de la bibliothèque JICA-Net (exercices 2013 à 2017)



URL de la bibliothèque JICA-Net (en anglais) : [site internet de la JICA https://jica-net-library.jica.go.jp/en2/index.html](https://jica-net-library.jica.go.jp/en2/index.html)

Coopération pour le financement et les investissements

Dans bien des pays en développement, l'infrastructure économique et sociale est insuffisante, notamment les services de l'électricité, du gaz, des transports, ainsi que les systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement. Ces dernières années, des enjeux mondiaux tels que le VIH/sida et d'autres maladies transmissibles, la pollution de l'air et de l'eau, le changement climatique, les conflits et le terrorisme, ainsi que les crises financières sont venus s'ajouter aux problèmes de pauvreté. Pour répondre à ces enjeux, la communauté internationale a fixé des objectifs communs, les objectifs de développement durable (ODD), tandis que chaque pays élaborait une série de mesures.

Dans le cadre de sa Charte de la coopération au développement, le Japon s'engage également à relever les défis de la communauté internationale, en particulier les défis humanitaires et de développement. La JICA soutient les pays en développement conformément à ce principe.

La coopération pour le financement et les investissements est un type d'APD qui prête ou investit des apports de fonds relativement importants, accordés à des conditions concessionnelles aux pays et régions en développement, afin de soutenir leurs efforts de croissance et leurs initiatives de développement.

Prêts d'APD

● Soutenir et stimuler l'appropriation des pays en développement

L'appropriation des pays en développement est essentielle pour la croissance économique et la réduction de la pauvreté de ces pays. Étant assortis d'un remboursement, les prêts d'APD favorisent une utilisation efficiente des fonds empruntés et une supervision adaptée des projets qu'ils financent, facilitant ainsi l'appropriation des pays en développement.

Les prêts d'APD exercent par ailleurs une pression budgétaire relativement faible pour l'État japonais et constituent par conséquent un instrument pérenne de l'APD.

● Cycle du projet

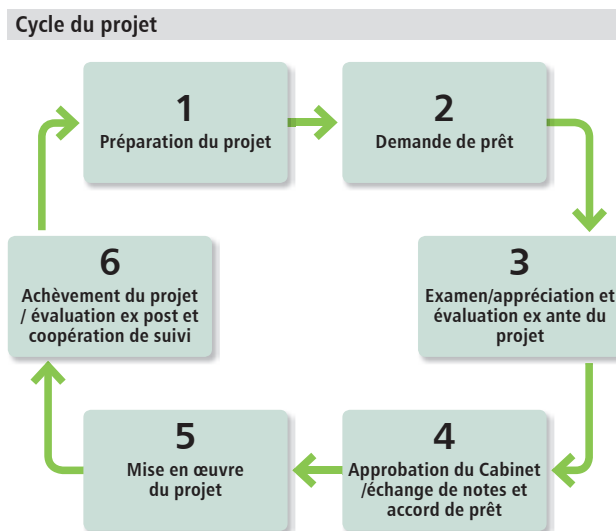
Les prêts d'APD comportent six étapes illustrées dans la figure en haut à droite. Ces étapes forment le cycle du projet, où les enseignements tirés de l'évaluation ex post, qui constitue la dernière étape du cycle, sont réinjectés dans la préparation des nouveaux projets.

● Types de prêts d'APD

1. Prêts pour les projets

(1) Prêts-projets

Les prêts-projets sont une composante importante des prêts d'APD qui financent des projets de routes, de centrales électriques, d'installations d'irrigation, d'approvisionnement en eau, d'assainissement et autres.



(2) Prêts pour les services d'ingénierie (SI)

Ces prêts financent les services d'ingénierie (SI) nécessaires aux stades de l'étude et de la planification des projets, en particulier pour les projets à grande échelle et les projets qui comportent de nombreuses incertitudes. Ces services comprennent la collecte de données approfondies sur les sites de projets, la conception détaillée et la préparation des documents d'appel d'offres. Comme pour le prêt-projet, la nécessité et la pertinence globales du projet doivent être confirmées par une étude de faisabilité ou d'autres procédures appropriées.

(3) Prêts aux intermédiaires financiers

Ces prêts sont mis en œuvre par l'intermédiaire des institutions financières du pays bénéficiaire en s'appuyant sur le système financier du pays concerné. Ils financent la promotion des petites et moyennes entreprises, de l'agriculture et d'autres industries spécifiques, ainsi que la construction d'installations destinées à améliorer le niveau de vie des personnes à faible revenu. Ces prêts sont dits « en deux temps », car les fonds transitent par deux ou plusieurs institutions financières avant de parvenir aux bénéficiaires finaux. Ce type de prêt permet d'accorder des fonds à un grand nombre de bénéficiaires finaux.

(4) Prêts sectoriels

Les prêts sectoriels financent le matériel, l'équipement, les services, et le travail des consultants nécessaires à la mise en œuvre de plans de développement dans un secteur spécifique comprenant de multiples sous-projets. Ils permettent le déroulement sans heurts de petits sous-projets dispersés dans le pays emprunteur.

2. Prêts-programmes

Les prêts-programmes soutiennent la mise en œuvre des stratégies nationales et de réduction de la pauvreté des pays en développement déterminés à améliorer leurs politiques et à réformer leurs systèmes.

Depuis quelques années, le prêt-programme le plus usuel consiste en un transfert financier vers le budget national du pays emprunteur, subordonné à l'atteinte d'objectifs stratégiques par le gouvernement bénéficiaire. Le processus de confirmation des résultats implique des consultations sur les futurs éléments de réforme afin d'aider les pays en développement à mener des réformes politiques et institutionnelles à long terme.

Financement des investissements du secteur privé

● Soutien aux projets de développement du secteur privé dans les pays en développement

Ces dernières années, avec la forte progression de l'aide des organisations internationales et des donateurs européens et américains au secteur privé, ce dernier joue un rôle de plus en plus important dans le développement économique et social des pays en développement.

Le financement des investissements du secteur privé (PSIF pour Private-Sector Investment Finance) vise à stimuler l'activité économique et à améliorer le niveau de vie des populations des pays en développement par des investissements privés et des prêts pour des projets entrepris par le secteur privé dans les pays en développement.

● Étendue de l'aide

Le PSIF est réservé à des projets hautement efficaces en matière de développement dans l'un des trois domaines suivants : (1) les infrastructures et l'accélération de la croissance ; (2) les ODD et la réduction de la pauvreté ; et (3) le changement climatique.

● Structure organisationnelle de l'évaluation et du contrôle des risques

Le PSIF est mis en œuvre avec une structure organisationnelle adaptée pour l'évaluation et le contrôle des risques. Parallèlement aux vérifications et contrôles mutuels entre les départements concernés, la JICA assure une gestion de portefeuille pour l'ensemble du programme par un compte indépendant¹, et elle renforce sa capacité à mettre en œuvre des projets, et à évaluer et gérer les risques.

1. Au 31 mars 2018 (fin de l'exercice 2017), sur le compte indépendant de financement des investissements du secteur privé, les prêts atteignent 13 053 milliards JPY, les actions des sociétés liées 43 546 milliards JPY et les titres de placement 4 701 milliards JPY. À la même date, les revenus ordinaires s'élèvent à 19 752 milliards JPY (dont 19 319 milliards JPY de dividendes sur les placements) et le revenu net est de 15 211 milliards JPY pour l'exercice 2017. Le compte indépendant a reçu des actifs suite aux opérations de financement des investissements du secteur privé le 1^{er} octobre 2008, lorsque la JICA a adopté sa structure actuelle.

Les recettes ordinaires sont divisées en dividendes sur les placements, en intérêts sur les prêts et autres revenus liés au financement des investissements du secteur privé. Les dépenses ordinaires sont constituées des pertes de valeur des actions des sociétés liées, des pertes sur les titres de placement, des intérêts sur les emprunts, des provisions pour les pertes liées aux prêts, des dépenses d'externalisation et d'autres dépenses liées au financement des investissements du secteur privé. Les recettes et dépenses qui ne sont pas directement liées au financement des investissements du secteur privé (dépenses d'amortissement, dépenses immobilières, dépenses liées au personnel, etc.) n'apparaissent pas sur le compte indépendant.

<Premier prêt de la JICA libellé en dollars>

Lors de ses opérations traditionnelles de prêts d'APD, la JICA déterminait le montant du prêt, effectuait les versements et recevait les remboursements en yens (JPY). Cependant, certains pays en développement souhaitaient contracter des prêts en dollars américains (USD) afin de prendre en considération les risques de change et le coût des swaps de devises.

Pour répondre à cette demande particulière, la JICA a introduit des prêts d'APD avec une option de conversion monétaire² en 2012, permettant ainsi le remboursement de prêts japonais d'APD en dollars américains. Cela impliquait tout de même de gérer en yens la partie non remboursée du prêt, dans la mesure où le dispositif était conçu pour libeller et verser les prêts en devise japonaise. Le dispositif impliquait également une conversion monétaire du yen vers le dollar américain pour la dette à l'issue du versement, exposant ainsi les pays emprunteurs aux mêmes risques de fluctuation des taux de change.

Dans ces circonstances, le gouvernement japonais a établi un plan pour créer des prêts libellés en dollars américains³ dans le cadre du suivi du « Partenariat pour des infrastructures de qualité » annoncé en novembre 2015. Ce type de prêt est conçu pour déterminer les montants du prêt, des versements et des remboursements en dollars américains afin d'augmenter l'attractivité des prêts japonais d'APD pour les pays en développement. Le premier prêt de la JICA libellé en dollars américains a été octroyé en novembre 2017 à la Jamaïque pour le programme de gestion de l'énergie et d'efficacité énergétique.

L'introduction de prêts libellés en dollars américains devrait rendre les prêts japonais d'APD plus attractifs pour les pays emprunteurs en réduisant significativement les risques de change et le coût des swaps de devises.



Cérémonie de signature d'un accord de prêt libellé en dollars américains pour la Jamaïque.

2. Pour plus de détails sur ce dispositif, voir la page internet du site de la JICA sur les options de conversion monétaire (en anglais) [► https://www.jica.go.jp/english/our_work/types_of_assistance/oda_loans/currency/index.html]

3. Les prêts libellés en dollars américains font partie des opérations de prêts d'APD de la JICA.

● Bâtir les fondations de l'avenir des pays en développement

Un don est une aide financière octroyée à un pays en développement pour soutenir des travaux de construction ou des services tels que la fourniture d'équipements et de matériel nécessaires au développement socio-économique. Sans obligation de remboursement, il cible essentiellement les pays à faible revenu.

L'aide est affectée principalement au développement des infrastructures socio-économiques, telles que les hôpitaux, les écoles, les systèmes d'approvisionnement en eau, les systèmes d'irrigation, les routes, les ponts, les ports et la production énergétique. Ces dernières années, l'aide a également été étendue à la consolidation de la paix, l'amélioration de l'environnement des affaires, la prévention des catastrophes et la reconstruction, aux mesures de lutte contre le changement climatique, et au développement des ressources humaines qui joueront un rôle important dans l'élaboration des politiques de leur pays.

Lorsque cela est nécessaire, une assistance technique pour l'exploitation et la maintenance est également prévue, afin que les installations et autres systèmes financés par les dons soient durablement gérés.

● Cycle des projets de dons

Le cycle des projets de dons se divise en six étapes majeures décrites dans la figure de droite. Les enseignements tirés des évaluations ex post sont intégrés dans la préparation de nouveaux projets.

● Types de dons mis en œuvre par la JICA

1. Dons-projets

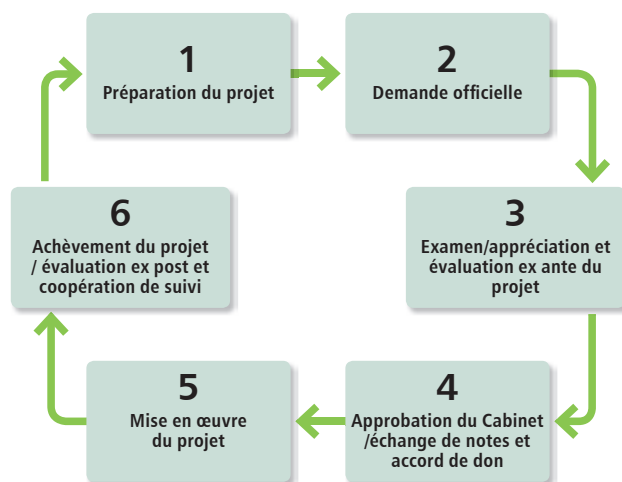
Grâce à ces dons, les gouvernements des pays partenaires concluent des contrats avec des consultants ou des entrepreneurs pour construire des installations ou fournir des équipements et du matériel. Ils sont principalement utilisés pour créer les conditions nécessaires à la satisfaction des besoins humains fondamentaux ou pour construire des infrastructures socio-économiques.

2. Dons-programmes



Cambodge : Fluoroscope japonais, appareil de radiologie mobile utilisé en salle d'opération, fourni à un hôpital de la province de Svay Rieng dans le cadre d'un projet de don. Ce projet prévoit également la construction d'un bâtiment de trois étages abritant plusieurs services (consultations externes, urgences externes, obstétrique-gynécologie, etc.) ainsi que l'organisation de formations pour l'exploitation et la maintenance (EM) appropriées des divers équipements médicaux fournis. L'intégration de l'EM dans le projet renforce le caractère inclusif de l'aide.

Cycle du projet



Ces dons permettent la mise en œuvre flexible de plusieurs sous-projets dans le cadre d'un seul programme de dons. La restauration ou la reconstruction après un conflit ou une catastrophe nécessite une réponse rapide et adaptée à un ensemble de besoins divers et en constante évolution. Par conséquent, ce type de dons est affecté à des projets tels que le projet de restauration et de reconstruction après le passage du typhon Haiyan qui a ravagé les Philippines.

3. Dons en association avec une organisation internationale

Avec ce type de dons, un échange de notes et un accord de don sont signés avec une organisation internationale afin de mettre en œuvre un projet pour le gouvernement d'un pays partenaire en tirant parti de l'expertise de l'organisation internationale.

4. Dons sous forme d'appui budgétaire

Ces dons consistent en un soutien budgétaire aux pays en développement à des fins telles que la promotion d'une stratégie de réduction de la pauvreté inscrite dans un plan de développement socio-économique global des pays bénéficiaires.

Ces dons se répartissent en deux catégories, à savoir le « soutien au budget général » sans spécification d'objectifs ou de dépenses, et le « soutien budgétaire sectoriel » limitant les objectifs et les dépenses à un secteur donné.

● Dons pour le développement des ressources humaines

Ce type de dons permet d'attribuer des bourses d'études supérieures au Japon à des responsables gouvernementaux prometteurs et d'autres leaders potentiels des pays partenaires. De retour chez eux, ils devraient jouer un rôle actif dans l'élaboration et la mise en œuvre de programmes de développement socio-économique en tant qu'experts. Ils devraient également contribuer à renforcer encore les relations amicales entre le Japon et les pays partenaires en tant que soutiens disposant d'une expérience positive du Japon.

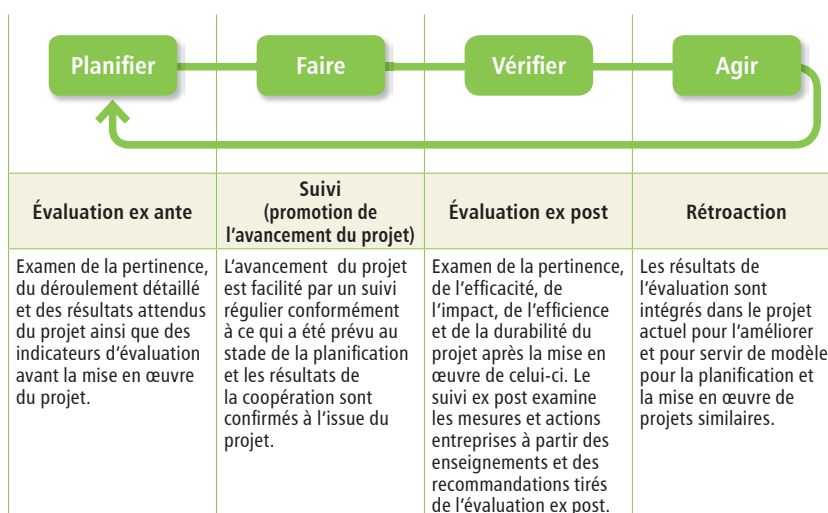
Évaluation des opérations

● Une évaluation systématique et cohérente

Pour améliorer encore ses projets et garantir sa responsabilité vis-à-vis des parties prenantes tout en poursuivant l'objectif d'accroître les résultats de l'aide en matière de développement, la JICA se sert d'un cadre commun d'évaluation et de suivi qui couvre l'élaboration du projet, la mise en œuvre, le suivi et la rétroaction.

De plus, la JICA procède à l'évaluation systématique de ses projets, notamment de coopération technique, de coopération pour le financement et les investissements et de dons avec le cycle PFVA (planifier, faire, vérifier, agir), conformément aux critères d'évaluation de l'aide au développement définis par le Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), en tant que critères internationaux d'évaluation de l'APD [→ voir la figure ci-dessous], tout en utilisant son propre système de notation.

Cycle PFVA



● Évaluation et analyse globales et intersectorielles

Parallèlement à l'évaluation de projets individuels, la JICA conduit des évaluations thématiques à travers lesquelles plusieurs projets sont sélectionnés en vue d'une évaluation et d'une analyse globales et intersectorielles ; les questions de développement et les méthodes spécifiques d'aide sont également soumises à une évaluation. Les évaluations et analyses menées selon une perspective différente

Perspectives d'évaluation selon les critères du CAD pour l'évaluation de l'aide au développement

Pertinence	Degré d'adéquation d'une activité d'aide avec les besoins du groupe cible et les priorités et politiques du bénéficiaire et du donneur. Les activités et les produits du programme sont-ils conformes à sa finalité générale et aux objectifs qui lui ont été assignés ? Les activités et les produits du programme sont-ils bien adaptés à l'impact et aux effets recherchés ?
Efficacité	Degré de réalisation des objectifs d'une activité d'aide.
Impact	Changements positifs et négatifs qu'une activité de développement a suscités, directement ou indirectement, volontairement ou involontairement.
Efficience	Mesure du rapport entre les produits – qualitatifs et quantitatifs – et les ressources mises en œuvre pour les obtenir. Notion économique, l'efficience signifie que l'aide fait appel à des ressources aussi peu coûteuses que possible pour assurer l'obtention des résultats souhaités.
Viabilité	Probabilité que les résultats positifs d'une activité perdureront après que le financement assuré par les donateurs aura cessé.

des évaluations de projets fournissent des recommandations et des enseignements communs au secteur sélectionné.

Lors de l'exercice 2017, des méthodes d'évaluation applicables au partenariat de recherche scientifique et technologique pour le développement durable (SATREPS), au financement des investissements du secteur privé et aux projets mis en œuvre dans des pays vulnérables ont été examinées, et les enseignements tirés du développement des zones économiques spéciales ont été identifiés et analysés.

● Garantir l'objectivité et la transparence

La JICA procède à des évaluations externes dans le cadre des évaluations ex post pour avoir une vision objective des résultats de l'exécution des projets. Une tierce partie évalue de manière impartiale les projets dépassant une certaine taille, et les résultats sont publiés sur le site internet de la JICA afin de garantir la transparence de ces évaluations. De plus, afin d'améliorer la qualité des évaluations, des conseils sur la méthode, la structure et l'ensemble du système d'évaluation sont fournis périodiquement par le Comité consultatif sur les évaluations, constitué d'experts extérieurs à la JICA.

● Renforcement de l'utilisation des résultats de l'évaluation

L'évaluation de projets de la JICA est également conçue pour intégrer les résultats ainsi obtenus dans le processus de planification et de mise en œuvre de projets similaires afin d'en améliorer la qualité. Cette rétroaction permet aussi de renforcer les stratégies de coopération de la JICA. Simultanément, la JICA redouble d'efforts pour refléter les résultats de l'évaluation dans ses politiques de développement et dans les projets respectifs des pays partenaires en rendant compte des résultats de l'évaluation.

Voir le rapport annuel d'évaluation pour les détails des évaluations de projets (en anglais) [→ Site internet de la JICA : https://www.jica.go.jp/english/our_work/evaluation/reports/2017/index.html]
Utiliser la fonction de recherche pour voir les évaluations de projets individuels [→ Site internet de la JICA : <https://www2.jica.go.jp/en/evaluation/index.php>]

Considérations environnementales et sociales

● Lignes directrices de la JICA pour les considérations environnementales et sociales

Un projet visant le développement social et économique peut néanmoins comporter un risque d'impact négatif sur l'environnement, notamment sur l'air, l'eau, le sol et/ou l'écosystème, ainsi que sur la société, tel que la réinstallation involontaire ou le non-respect des droits des populations autochtones. Afin de parvenir à un développement durable, l'impact du projet sur l'environnement et la société doit être évalué, et les coûts pour éviter ou minimiser cet impact doivent être intégrés au projet.

Cette internalisation des coûts de réduction de l'impact environnemental dans les coûts du développement est un élément central des considérations environnementales et sociales (CES). Les lignes directrices de la JICA pour les considérations environnementales et sociales (lignes directrices CES) définissent les responsabilités de la JICA et les procédures requises, ainsi que les obligations du pays partenaire et des acteurs du projet, pour assurer la prise en compte des CES. La JICA gère les projets en intégrant les CES appropriées, conformément aux lignes directrices CES.

Les lignes directrices CES en anglais, chinois, français et espagnol, ainsi que les documents liés tels que les questions fréquemment posées sont disponibles sur le site de la JICA :

[→ https://www.jica.go.jp/english/our_work/social_environmental/guideline/index.html]

[→ https://www.jica.go.jp/english/our_work/social_environmental/guideline/pdf/guideline_french.pdf]

● Application des lignes directrices CES

Les partenaires de la JICA, notamment le pays hôte, les emprunteurs et les acteurs du projet (ci-après « acteurs du projet ») sont les premiers responsables de la prise en compte des CES. Le rôle de la JICA est d'examiner les CES des acteurs du projet et de fournir l'aide nécessaire pour garantir que les CES appropriées sont mises en pratique et que les impacts négatifs sont évités ou minimisés à un niveau acceptable. Les procédures prévues par la JICA sont les suivantes :

1. Renforcement des CES

La JICA apporte une aide variée aux acteurs du projet pour assurer la prise en compte des CES appropriées. Par exemple, au stade de la planification du projet, la JICA peut contribuer à l'examen et à d'autres procédures liées aux CES lors de l'étude préparatoire ou de la conception détaillée. La JICA renforce également la capacité des acteurs du projet à prendre en compte les CES à travers des programmes de co-création des connaissances et des projets de coopération technique.

Pour renforcer le système d'aide du Japon, la JICA organise des programmes de renforcement des capacités pour les consultants et collecte des informations sur les CES dans les pays en développement. De plus, la JICA participe aux dialogues et au partage des informations sur les CES avec ses partenaires de développement, notamment la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement.

2. Confirmation des CES

La JICA examine et confirme que les CES sont mises en pratique par les acteurs du projet à divers stades, notamment lors de la formulation, de l'examen, de la mise en œuvre et de l'évaluation de fin de projet. Cette procédure comprend trois étapes : la présélection permet de classer les projets en quatre catégories selon l'ampleur de leur impact potentiel ; l'étude environnementale permet d'examiner et d'évaluer les CES lors de l'examen de la proposition de projet ; et le suivi permet de contrôler les activités CES sur une certaine période, y compris après la fin du projet.

Durant l'étape de la présélection, la JICA classe le projet dans l'une des quatre catégories, selon le degré d'impact sur l'environnement, en se basant sur les informations fournies notamment par les acteurs. Ces catégories se répartissent comme suit : A (risque d'impact négatif important), B (impact potentiel moins négatif que pour A), C (impact négatif minimal ou faible), et FI (la JICA verse les fonds à un intermédiaire financier lorsque la sélection des sous-projets n'a pu être réalisée avant approbation du financement par la JICA). Puis la JICA suit les procédures fixées par les lignes directrices CES en fonction de la catégorie du projet.

À l'étape de l'étude environnementale, la JICA confirme les impacts environnementaux et sociaux possibles ainsi que les mesures prises par les acteurs du projet, en se basant sur les documents fournis par ces derniers, notamment le rapport d'évaluation de l'impact environnemental (EIE) et la liste de vérification environnementale. Pour les projets de catégorie A, la JICA mène une discussion avec les acteurs du projet pour confirmer les impacts positifs et négatifs du projet en se basant sur l'EIE et d'autres documents liés aux CES. Puis la JICA évalue les mesures proposées pour éviter, minimiser, atténuer ou compenser les impacts négatifs, ainsi que les mesures visant à renforcer les impacts positifs sur l'environnement et la société.

La JICA assure la transparence de l'étude environnementale en diffusant les documents liés, notamment l'EIE, sur son site internet avant la procédure.

Dernière étape de la procédure, le suivi des mesures CES est réalisé par les acteurs du projet. Pour les projets de catégorie A, B et FI, la JICA confirme le résultat du suivi sur une certaine période pour les éléments ayant un impact environnemental important. Si une amélioration nécessaire est identifiée durant le suivi, la JICA engage les acteurs du projet à prendre les mesures appropriées et elle fournit l'aide nécessaire. De plus en plus de projets soumis aux lignes directrices CES actuelles – entrées en vigueur il y a plus de huit ans – sont en cours de mise en œuvre. En conséquence, la JICA se concentre sur le renforcement du cadre de vérification du suivi.

* Les lignes directrices CES actuelles s'appliquent aux demandes de projets effectuées à compter de juillet 2010. Pour les demandes antérieures à cette date, les anciennes lignes directrices CES de la JICA (avril 2004) ou les lignes directrices pour la confirmation des considérations environnementales et sociales de la JBIC (avril 2002) s'appliquent en fonction du type d'aide.

Déroulement de la procédure de prise en compte des CES

Début des délibérations sur l'élaboration du projet

Présélection

Catégories environnementales

A

B

FI

C

La classification du projet est publiée sur le site internet de la JICA.

Comité consultatif

Étude préparatoire
(si nécessaire)

Les documents des études préparatoires et des CES sont disponibles sur le site internet de la JICA.

Comité consultatif

Étude environnementale

Les résultats de l'étude environnementale sont diffusés sur le site internet de la JICA.

Signature des documents de l'accord

Comité consultatif

Suivi

Les résultats du suivi rendus publics par les acteurs du projet sont accessibles sur le site internet de la JICA.

3. Comité consultatif sur les considérations environnementales et sociales

Le Comité consultatif sur les considérations environnementales et sociales a été créé par la JICA en tant qu'organe indépendant de conseil sur l'examen et le soutien des CES par la JICA. Ce Comité est constitué d'experts externes dans le domaine concerné, sélectionnés de manière impartiale suite à une annonce publique. Au cours de l'exercice 2017, 10 réunions plénières et 22 réunions du groupe de travail ont été organisées. Lors des réunions du groupe de travail, les membres du Comité désignés en plénière ont enquêté sur des projets spécifiques, et le Comité a rendu un avis sur l'examen et le soutien des CES de 20 projets. La liste des membres du comité et les minutes des sessions plénières (en japonais) sont disponibles sur la page

« Considérations environnementales et sociales » du site internet de la JICA :

4. Procédures d'opposition

En plus des mesures mentionnées ci-dessus, la JICA a établi une procédure d'opposition pour garantir le respect des lignes directrices CES. En suivant cette procédure, les résidents, ou leur représentant, d'un pays partenaire qui a souffert ou qui est susceptible de souffrir de dommages résultant de la non-application des lignes directrices CES de la JICA peuvent soumettre une objection auprès de la JICA.

Le contenu de la plainte sera étudié par des examinateurs indépendants du département opérationnel de la JICA. Ces examinateurs enquêtent sur les faits liés au respect ou au non-respect des lignes CES et rendent compte des résultats au président de la JICA. En cas de problème ou de conflit résultant du non-respect des lignes directrices CES de la JICA, l'examineur encourage le dialogue entre le demandeur (le plaignant) et les acteurs du projet.

Des documents présentant les grandes lignes des procédures d'opposition et les rapports annuels des examinateurs sont disponibles (en anglais) sur la page « Considérations environnementales et sociales » du site internet de la JICA. Au cours de l'exercice 2017, une opposition a été reçue concernant le projet d'aide au plan directeur de développement agricole pour le corridor de Nacala au Mozambique.

5. Diffusion de l'information

Afin de garantir les principes de responsabilité et de transparence, la JICA diffuse activement les informations sur les CES. Les acteurs du projet sont les premiers responsables de la diffusion de l'information sur les CES, mais la JICA soutient également cette procédure en diffusant des informations clés au moment approprié du stade de la planification des projets conformément aux lignes directrices CES. Plus de détails et d'informations sont disponibles (en anglais) sur la page « Considérations environnementales et sociales » du site internet de la JICA.

6. Harmonisation avec les autres partenaires de développement

Les lignes directrices CES stipulent que les projets de la JICA ne doivent pas dévier significativement des politiques de sauvegarde de la Banque mondiale, et que la JICA doit se référer aux normes et aux bonnes pratiques reconnues au niveau international, notamment celles des organisations financières internationales, lorsque cela est approprié.

Dans cette optique, la JICA cherche à harmoniser ses procédures CES avec celles de ses partenaires de développement, notamment la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement, en maintenant une coordination étroite et en participant à des missions conjointes sur les CES pour les projets cofinancés avec d'autres partenaires de développement. La JICA participe également à des conférences internationales et à d'autres événements sur les CES afin d'être en phase avec les tendances mondiales dans ce domaine et de partager ses expériences, contribuant ainsi à l'amélioration des CES au niveau international.

Recrutement et formation des ressources humaines pour la coopération internationale

Avec les changements majeurs qui surviennent au sein de la communauté internationale, les besoins d'aide sont de plus en plus complexes et diversifiés. La JICA entreprend divers programmes pour recruter des professionnels capables de répondre à ces besoins en constante évolution.

● Recrutement du personnel compétent

Les experts qui travailleront en première ligne des diverses opérations de la JICA sont généralement sélectionnés par recrutement ouvert via le site complet d'information sur les carrières de la coopération internationale appelé « Réseau participatif pour le recrutement d'experts (PARTNER) » ou sur la base des recommandations des organisations concernées, excepté lorsqu'ils sont sélectionnés dans le cadre de contrats de services de conseil ayant fait l'objet d'un appel d'offres public. La JICA s'engage à recruter et assigner des experts compétents pour contribuer à l'amélioration des activités de coopération dans les pays en développement.

En outre, la JICA s'efforce de mobiliser des personnes capables d'assumer les fonctions de conseillers seniors et de conseillers spéciaux, prêts à être envoyés à tout moment sur des sites de projets de coopération internationale à l'étranger. Les premiers, en particulier, contribuent à l'amélioration des projets de la JICA grâce à leur haut niveau d'expertise dans leurs domaines de spécialisation respectifs.

● Formation des ressources humaines pour l'avenir

1. Programme de stages

Le programme de stages est ouvert principalement aux étudiants de premier et de deuxième cycle afin d'approfondir leur compréhension de la coopération internationale et de former les futurs professionnels de ce domaine. Au cours de l'exercice 2017, la JICA a accepté un total de 121 stagiaires dans les bureaux de la JICA au Japon et à l'étranger et sur les sites de projets à l'étranger.

2. Programme des experts associés

Ce programme vise à former de jeunes professionnels – disposant d'un certain niveau d'expertise, de carrière et d'expérience professionnelle à l'étranger – pour qu'ils deviennent les futurs experts de la JICA dans des domaines où des pénuries de ressources humaines sont prévues à moyen et long terme. À l'issue de leur formation, les participants sont envoyés sur les sites d'opérations de la JICA à l'étranger en tant qu'experts de la JICA.

● Perfectionnement du personnel prêt à travailler sur les sites des projets

La JICA propose un programme de renforcement des capacités conçu pour fournir des informations sur les dernières tendances de la coopération internationale, ainsi que des possibilités d'acquérir de l'expertise pour relever les nouveaux défis. Lors de l'exercice 2017, la JICA a organisé 25 cours dans le cadre de ce programme. Deux d'entre eux – l'un sur la gestion des infrastructures et l'autre sur le développement du secteur privé – ont été créés pour répondre à ces nouveaux besoins d'aide.

Par ailleurs, la JICA organise des cours sur la coopération internationale

Aperçu des programmes de l'exercice 2017

Recrutement	
Conseillers seniors de la JICA	107
Conseillers spéciaux	62
Experts sélectionnés soit par recrutement ouvert, soit sur recommandation, notamment les conseillers en formulation de projets	1 002 ¹
Formation des ressources humaines	
Programme de stages	121 participants
Programme de bourses d'études de master	3 participants
Programme des experts associés	30 participants
Formation pour le renforcement des capacités	565 participants
Formation de pré-départ pour les experts de la JICA	386 participants
Séminaires sur la sécurité antiterroriste et formations à l'autodéfense	1 930 participants
Formation à la gestion de la sécurité en collaboration avec le eCenter du HCR	20 participants
Site complet d'information sur les carrières de la coopération internationale « PARTNER »	
Nombre de personnes enregistrées sur PARTNER (total)	30 394
Nombre d'entreprises et d'organisations enregistrées sur PARTNER (total)	1 567
Nombre d'informations sur des offres d'emplois (autre que JICA), des formations et des séminaires	4 994
Nombre de consultations sur les carrières	262

destinés principalement aux jeunes consultants en développement, ainsi que des sessions de formation de pré-départ pour les professionnels qui se préparent à être envoyés à l'étranger.

● Développement d'un vivier de talents pour la coopération internationale

Le site internet de la JICA intitulé « PARTNER » a été conçu pour promouvoir les activités de coopération internationale du Japon dans son ensemble. PARTNER est un forum complet d'information concernant un large éventail d'acteurs tels que les organisations internationales, les consultants en développement, les ONG et les OBNL de coopération internationale, les gouvernements nationaux et locaux, les universités et les entreprises privées, y compris les PME, ainsi que la JICA. Avec plus de 300 000 personnes et 1 500 entreprises et organisations enregistrées, PARTNER est largement utilisé comme plateforme commune de coopération internationale donnant accès à des informations sur de nombreuses opportunités d'emploi, de cours de formation, de séminaires et d'événements divers.

Dans le cadre du programme PARTNER, la JICA organise des séminaires et des consultations sur l'évolution des carrières dans le secteur de la coopération internationale. Au cours de l'exercice 2017, des séminaires sur les ressources humaines de la coopération internationale ont été organisés à Tokyo, Nagoya et Osaka, et à cette occasion divers acteurs de la coopération internationale ont été présentés. Des séminaires sur l'emploi ont également été organisés pour fournir des informations sur des activités concrètes de coopération internationale. Les thèmes couvraient les organisations internationales, l'Amérique latine et les Caraïbes, le développement urbain et régional, et les opportunités professionnelles pour les étudiantes de filières scientifiques.

1. Nombre total d'experts envoyés durant l'exercice 2017 parmi les experts (à court terme et à long terme) sélectionnés soit par recrutement ouvert, soit sur recommandation. Ce nombre exclut les recrutements dans le cadre de contrats de services de conseil.



Népal : Des enfants suivent des cours dans une école primaire.
[Photo : Toshitaka Nakamura]

Gestion organisationnelle

Gouvernance d'entreprise

Contrôle interne

Afin d'améliorer l'efficacité et l'efficience de ses opérations, de se conformer aux lois et autres règlements, et d'atteindre les objectifs énoncés dans la loi sur les agences administratives indépendantes et l'Agence japonaise de coopération internationale, la JICA a mis au point une structure de gouvernance d'entreprise.

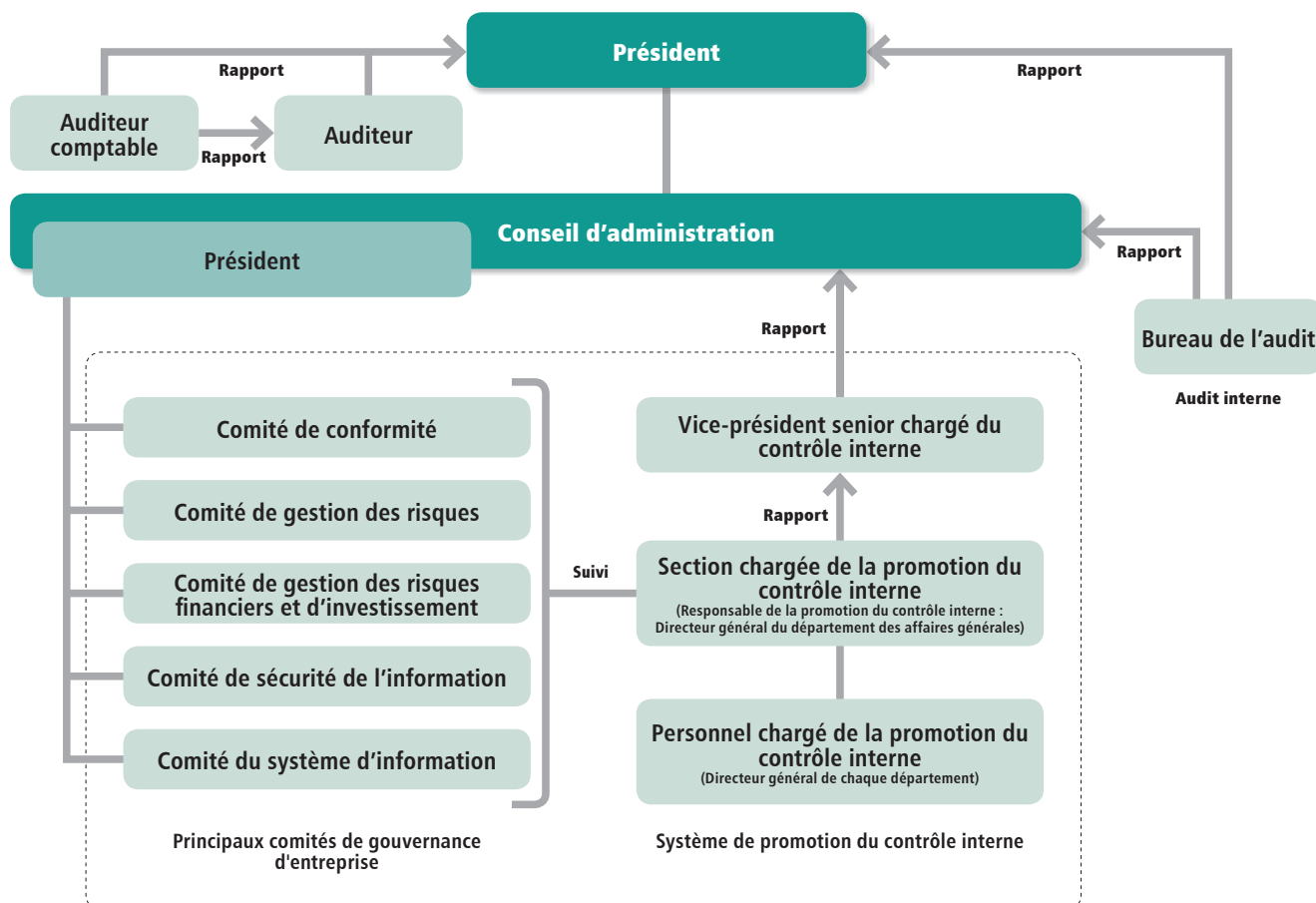
Concrètement, afin de promouvoir le contrôle interne tel que défini dans la loi sur les règles générales des agences administratives indépendantes, la JICA a mis en place un système de contrôle interne dans lequel, sous l'autorité du président, qui représente la JICA et préside ses opérations, le vice-président senior chargé des affaires générales est responsable du contrôle interne avec le directeur général du département des affaires générales, qui est responsable de sa promotion au sein de l'organisation. Le processus de contrôle interne fait l'objet d'un suivi régulier, de rapports au conseil d'administration ainsi que de délibérations au sein de ce dernier.

La JICA a également créé le Bureau de l'audit en tant qu'entité indépendante qui effectue des audits internes pour assurer l'efficience et l'efficacité de ses opérations. Par ailleurs, la JICA reçoit des rapports d'auditeurs et d'auditeurs comptables, et maintient la qualité de sa gouvernance en assurant un suivi rigoureux des résultats de ces audits.

La JICA s'efforce en outre de sensibiliser son personnel au contrôle interne en élaborant des règles de contrôle interne et une série de manuels pour établir des procédures opérationnelles normalisées, tout en encourageant le contrôle interne à travers un document de référence : « Contrôle interne de la JICA ».

Pour les domaines importants du contrôle interne, la JICA a créé des comités qui délibèrent sur les questions liées et prennent les précautions nécessaires. La JICA a également établi des points de contact pour les lanceurs d'alerte en interne et en externe afin de garantir que les informations nécessaires sont communiquées par les parties internes et externes à la JICA.

Gouvernance d'entreprise



Évaluation de la performance

● Cadre de l'élaboration d'objectifs et de plans et d'évaluation de la performance

En vertu de l'article 21 de la loi sur les règles générales des institutions administratives indépendantes, la JICA élabore son plan quinquennal à moyen terme et son plan annuel et s'appuie sur ces plans afin d'atteindre les objectifs à moyen terme fixés par les ministres compétents (par exemple, le ministre des Affaires étrangères pour la JICA). La JICA procède également à des auto-évaluations à la fin de chaque exercice et de chaque période définie par le plan quinquennal à moyen terme. Grâce à ces efforts, la JICA vise un fonctionnement plus efficace et efficient des projets dans le cadre du cycle PFVA.

Plus précisément, la JICA prépare des auto-évaluations sur sa performance opérationnelle annuelle, les compile dans un rapport de performance qui est soumis aux ministres compétents et publié. Les ministres évaluent le rapport et font part de leurs commentaires à la JICA avant de le publier. Ils peuvent demander à la JICA d'améliorer sa gestion opérationnelle sur la base des résultats de cette évaluation ministérielle. À la fin de chaque période à moyen terme, les ministres effectuent un examen global des activités et de l'organisation de la JICA, évaluent la nécessité de poursuivre chaque opération et de maintenir l'organisation, et prennent les mesures nécessaires pour intégrer ces décisions dans le prochain plan à moyen terme en fonction de ces résultats.

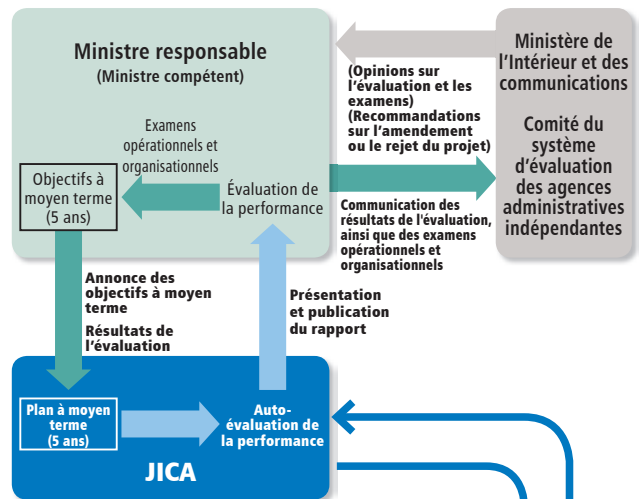
Simultanément, le Comité du système d'évaluation des agences administratives indépendantes, sous l'autorité du ministère de l'Intérieur et des communications, donne le cas échéant son avis sur le contenu des objectifs à moyen terme, les évaluations à moyen terme réalisées par les ministres compétents, et sur les mesures à prendre à la fin d'une période à moyen terme, tel que précisé dans le paragraphe précédent. Ce mécanisme garantit l'objectivité du système d'évaluation.

● Résultats de l'évaluation de la performance pour le troisième plan à moyen terme et l'exercice 2016

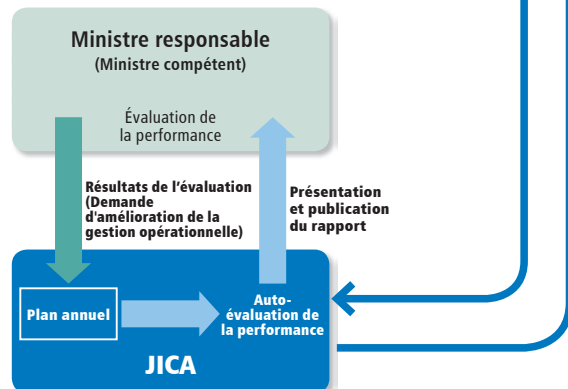
Le troisième plan à moyen terme (exercices 2012-2016) a mis l'accent sur la formulation et la mise en œuvre de projets de qualité basés sur le concept de sécurité humaine, et axés sur la réduction de la pauvreté, la croissance économique durable, la résolution des problèmes mondiaux et la consolidation de la paix, qui sont les priorités du gouvernement japonais en matière de coopération au développement. La JICA a soutenu les initiatives stratégiques fondées sur des analyses de chaque pays, région, enjeu et secteur. Ces initiatives comprennent la promotion d'une approche-programme qui intègre la coopération technique, la coopération pour le financement et les investissements et les dons d'une manière globale ; le renforcement des partenariats avec le secteur privé, les collectivités locales, les ONG et les universités ; et le renforcement du leadership du Japon au sein de la communauté internationale. Pour soutenir la bonne exécution de ces projets, la JICA prendra des mesures constantes pour améliorer la

Cadre de l'évaluation de la performance et de l'examen de la gestion opérationnelle

Cycle de planification et d'évaluation à moyen terme (cinq ans)



Cycle annuel de planification et d'évaluation



flexibilité de la gestion organisationnelle, promouvoir la compétitivité et la transparence de son processus de passation des marchés, et améliorer le rapport coût-efficacité. Ainsi, les ministres compétents ont rendu une évaluation positive de la performance globale de la JICA à la lumière du troisième plan à moyen terme et déclaré que la JICA avait dans l'ensemble atteint les objectifs à moyen terme. Les ministres ont également rendu une évaluation très positive du plan annuel de l'exercice 2016, déclarant que la JICA avaient atteint des résultats dépassant les cibles initiales. Les principaux résultats sont présentés dans un tableau [➔ voir page 78].

Les « Mesures de sécurité » ont cependant obtenu la note C, ce qui signifie que la performance n'a pas atteint les objectifs. Cette note résulte directement des attaques terroristes de Dhaka, au Bangladesh, en juillet 2016. Avec ce résultat en tête, la JICA travaille au renforcement drastique des mesures de sécurité [➔ voir Gestion de la sécurité et de la sûreté, page 81].

Aperçu des résultats de l'évaluation de la performance pour l'exercice 2016 (note par item)¹

Item	Principaux résultats
Note S (Items ayant produit des résultats remarquables qui ont dépassé les objectifs initiaux)	
Réponse aux problèmes mondiaux	<ul style="list-style-type: none"> Réalisation anticipée de l'engagement public d'assurer une formation sur la réduction des catastrophes dans les pays partenaires Promotion du concept « Reconstruire mieux » après le séisme au Népal
Mise en œuvre de la coopération économique stratégique pour la stratégie de rayonnement mondial	<ul style="list-style-type: none"> Contribution au « Partenariat étendu pour des infrastructures de qualité » annoncé lors du sommet du G7 d'Ise-Shima Promotion du partenariat avec la Banque asiatique de développement (BAsD) et expansion des projets de financement des investissements du secteur privé
Programmes de volontariat	<ul style="list-style-type: none"> Attribution du prix Ramon Magsaysay aux volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV) Contribution à l'appel à l'action de Bonn lors de la conférence annuelle du Forum international du volontariat pour le développement (Forum)

Note A (items ayant produit des résultats qui ont dépassé les objectifs initiaux)

Réduction de la pauvreté (contribution à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement [OMD])	<ul style="list-style-type: none"> Contribution à la promotion de la couverture santé universelle (CSU)² en Afrique lors de la sixième conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD VI) Développement de lignes directrices internationales sur le carnet de santé maternelle et infantile (SMI) Lancement de l'initiative pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique (ISANA)
Croissance économique durable	<ul style="list-style-type: none"> Promotion du développement des infrastructures de qualité, notamment par un cofinancement avec la BAsD et la Banque interaméricaine de développement (BID), et assistance technique pour la construction d'un train à grande vitesse en Inde Contributions dans le cadre de la TICAD VI, notamment pour la production d'énergie géothermique, le Kaizen, et la promotion à grande échelle de l'approche d'autonomisation et de promotion des petits exploitants horticoles (SHEP)
Consolidation de la paix	<ul style="list-style-type: none"> Aide liée aux réfugiés, notamment par des présentations au Sommet humanitaire mondial, une aide au gouvernement jordanien pour l'émission de sukuk (obligations islamiques), et une aide aux réfugiés syriens Accueil du nombre cible de participants au projet de promotion et d'amélioration de la capacité de l'Afghanistan à atteindre un développement efficace (PEACE)
Renforcement des capacités de gestion et de planification des programmes et projets	<ul style="list-style-type: none"> Formulation de la politique de la JICA sur les objectifs de développement durable (ODD) Soutien aux efforts déployés par le gouvernement japonais, les pays africains et le gouvernement indonésien pour atteindre les ODD
Contribution au leadership du Japon au sein de la communauté internationale	<ul style="list-style-type: none"> Contribution au succès de la TICAD VI Présentation au Sommet humanitaire mondial Amélioration de la présence japonaise au sein de l'initiative mondiale pour atteindre les ODD
Recherche	<ul style="list-style-type: none"> Classement de l'Institut de recherche de la JICA au 35^e rang du Global Go To Think Tank Index Utilisation des résultats et conclusions de recherche, notamment sous forme de présentation au Sommet humanitaire mondial, de citation dans le <i>Rapport sur le développement humain 2016</i> publié par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), et de diffusion des résultats de recherche sur l'aide extérieure de la Chine
Partenariats avec divers acteurs tels que des ONG et des entreprises privées	<ul style="list-style-type: none"> Certification externe des obligations JICA par l'obtention du prix de l'émetteur obligataire de l'année Extension des partenariats avec les banques régionales et contribution à la redynamisation régionale
Relations publiques	<ul style="list-style-type: none"> TICAD VI, relations publiques thématiques sur les Jeux olympiques de Rio de Janeiro, le carnet de santé maternelle et infantile, etc. Extension des RP pour atteindre la jeunesse
Coopération technique, coopération pour le financement et les investissements et dons	<ul style="list-style-type: none"> Mise en place de programmes d'invitation d'étudiants étrangers au Japon, tels que le programme Asie innovante Ouverture du programme de compréhension du Japon aux participants à long terme
Activités de secours d'urgence	<ul style="list-style-type: none"> Contribution à l'éradication de la fièvre jaune en République démocratique du Congo Développement du cadre d'enregistrement des équipes médicales d'urgence (EMU), par exemple la certification par l'OMS de l'équipe médicale du Secours d'urgence du Japon en tant qu'EMU, la contribution à la formulation de normes internationales pour les EMU et le renforcement des réseaux nationaux et internationaux d'EMU
Évaluation des opérations	<ul style="list-style-type: none"> Début de l'analyse des processus de génération des résultats de projets Contribution à la certification des obligations JICA en tant qu'obligations vertes

1. Le détail des évaluations de la performance de la JICA par les ministres compétents, notamment celles de l'exercice 2016 et de la troisième période des objectifs à moyen terme, sont disponibles sur le site internet du ministère des Affaires étrangères.

2. La CSU « consiste à veiller à ce que l'ensemble de la population ait accès aux services préventifs, curatifs, palliatifs, de réadaptation et de promotion de la santé dont elle a besoin et à ce que ces services soient de qualité suffisante pour être efficaces, sans que leur coût n'entraîne des difficultés financières pour les usagers ».

Politique de conformité de la JICA

- (1) La JICA doit améliorer la transparence et l'équité de ses opérations et activités financières afin de renforcer la confiance du public.
- (2) La JICA doit contribuer au développement viable de la communauté internationale grâce à l'aide au développement afin de renforcer la confiance de la communauté internationale.
- (3) La JICA doit répondre aux besoins des régions en développement et fournir des services de qualité de manière flexible et rapide.
- (4) La JICA doit prendre en compte l'environnement naturel et social lors de la conduite de ses opérations.
- (5) La JICA doit communiquer avec les différents niveaux de la société et entretenir une culture organisationnelle de la transparence.

● Cadre de conformité et gestion des risques

En tant qu'organisme administratif indépendant, la JICA est chargée d'une mission de service publique et assume de lourdes responsabilités sociales. Pour assumer cette responsabilité sociale tout en répondant aux attentes du grand public et de la communauté internationale, et en tenant compte des évolutions de l'environnement dans lequel s'inscrit le Japon, il est de plus en plus important d'assurer la transparence et l'équité de la gestion opérationnelle conformément aux lois, règlements internes et normes sociales. Il est en outre essentiel de disposer d'un système de conformité pour assurer une gestion opérationnelle appropriée. Dans cette optique, la JICA a défini des lignes de conduite dans le cadre de sa politique de conformité.

La conformité est l'un des objectifs du contrôle interne. Afin d'intégrer correctement son cadre de conformité, un système de signalement des incidents et des systèmes de lanceurs d'alerte en interne et en externe ont été mis en place pour prévenir les infractions aux lois et règlements internes, garantir une réponse rapide et appropriée aux infractions, et empêcher qu'elles ne se reproduisent. La JICA travaille également à la prévention de la fraude et de la corruption pour éviter les pots-de-vin et autres actes inacceptables identifiés dans les projets financés par la JICA. La JICA a également distribué un manuel de conformité à tous ses dirigeants et employés. Ce manuel identifie, organise et systématise les politiques de conformité, les lois, les règles et les exigences sociales qui doivent être respectés, et sert de

guide de directives sur le comportement à observer par tous les dirigeants et employés.

Afin de délibérer et d'examiner diverses questions liées à la conformité, le Comité de conformité, présidé par le vice-président exécutif senior, se réunit régulièrement et surveille toute question liée à la conformité susceptible d'enfreindre les lois et règlements internes.

L'identification et l'évaluation des risques sont des éléments fondamentaux du contrôle interne. La JICA définit les risques comme des facteurs qui constitueront des obstacles à ses opérations. Pour réaliser les objectifs organisationnels et les plans, tels que les plans à moyen terme, d'une manière efficace et efficiente, la JICA utilise des systèmes de gestion des risques et elle identifie et évalue les risques de manière à assurer le bon déroulement de ses projets.

Tous les départements de la JICA examinent et évaluent chaque année les risques liés à leurs opérations. Sur cette base, la JICA classe les risques majeurs potentiels pour sa gestion et ses opérations. Les risques majeurs importants sont identifiés, discutés et confirmés par le Comité de gestion des risques et le conseil d'administration. Les mesures contre chaque risque sont discutées et examinées afin de renforcer les réponses organisationnelles.

● Activités de l'exercice 2017

La JICA a continué de répondre aux cas présentés par le Bureau de consultation anticorruption, renforcé lors de l'exercice 2014, ainsi que par les systèmes de lanceurs d'alerte en interne et en externe. Dans le cadre de ses efforts visant à prévenir les demandes inappropriées des gouvernements et des agences d'exécution homologues, la JICA les aide à renforcer leurs capacités en matière de bonne gouvernance et de lutte contre la corruption à travers des formations, l'envoi d'experts et des projets de coopération technique.

Pour améliorer la sensibilisation à la conformité, la JICA a organisé pour ses membres des sessions de formation, basées sur le manuel de conformité, et des séminaires pour prévenir la mauvaise gestion administrative susceptible de se produire dans une organisation. En outre, des séances de formation ont été dispensées à des experts et à d'autres membres du personnel.

La JICA offre diverses possibilités de formation et de séminaires, et envoie du personnel de soutien dans ses bureaux à l'étranger afin d'améliorer la sensibilisation à la conformité et aux risques de ses membres et du personnel lié à ses activités.

Gestion des risques financiers de la coopération pour le financement et les investissements

Les opérations de la coopération pour le financement et les investissements comportent certains risques, notamment le risque de crédit, le risque de marché, le risque de liquidité et le risque opérationnel. Ces activités ne sont pas soumises aux mêmes risques, en termes de nature, d'étendue ou de moyens d'y faire face, que les institutions financières privées. Néanmoins, il est essentiel que la JICA dispose, comme les institutions financières, d'outils appropriés de gestion des risques. Conformément à la tendance mondiale qui place la gestion des risques au cœur du fonctionnement des institutions financières et des organismes de réglementation, la JICA améliore constamment son système de gestion des risques de la coopération pour le financement et les investissements.

Concrètement, la gestion des risques de la coopération pour le financement et les investissements est considérée comme une question de gestion qui doit être abordée de façon systématique par l'organisation dans son ensemble. La JICA a donc adopté une politique de gestion des risques lui permettant d'identifier, de mesurer et de contrôler les divers risques auxquels ses opérations sont exposées. L'objectif de cette politique est d'assurer des opérations saines et efficaces et d'obtenir un rendement proportionnel à la prise de risques. La JICA a établi le Comité de gestion des risques financiers et d'investissement pour examiner les questions importantes liées à la gestion intégrée des risques.

● Risque de crédit

Le risque de crédit se réfère aux pertes potentielles liées aux difficultés ou à l'impossibilité de recouvrer une créance résultant de la mauvaise situation financière de l'emprunteur. L'activité principale de la coopération pour le financement et les investissements consiste à octroyer des prêts. Par conséquent, la gestion du risque de crédit constitue une part importante de la gestion des risques de la JICA. Le risque souverain représente une part considérable du risque de crédit qui pèse sur les opérations de prêt d'APD. La JICA, en tant que bailleur de fonds, évalue le risque souverain en exploitant pleinement les informations acquises auprès des gouvernements et des autorités concernées du pays bénéficiaire, des institutions multilatérales comme le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale, d'autres organismes donateurs régionaux et bilatéraux, et des institutions financières privées dans les pays développés. Pour le financement des investissements du secteur privé (PSIF), la JICA évalue le risque associé à l'entité privée ainsi que le risque pays et le risque de change.

1. Système de notation du crédit

La JICA a établi, dans le cadre de ses procédures opérationnelles, un système de notation du crédit pour l'ensemble des emprunteurs. La notation du crédit, en tant que pierre angulaire de la gestion du risque de crédit, est utilisée pour évaluer les crédits individuels et pour quantifier le risque financier. La notation du crédit se divise en deux catégories : les emprunteurs souverains et les emprunteurs non

souverains. Un système de notation différent est utilisé pour chacune de ces catégories. Les notations sont révisées dès que nécessaire.

2. Auto-évaluation du portefeuille d'actifs

Pour gérer le risque de crédit, il est important de mener des évaluations du portefeuille de prêts et d'effectuer de manière adéquate et opportune les provisions en cas d'annulation ou de pertes sur prêts. En se basant sur le manuel d'inspection financière préparé par l'Agence japonaise des services financiers, la JICA a établi des règles internes d'évaluation. Pour assurer une évaluation fiable, le processus comprend deux étapes, la première est menée par les départements chargés des prêts et des investissements, tandis que la deuxième étape est prise en charge par le département d'analyse du risque de crédit. Une bonne compréhension de la qualité des actifs est essentielle pour maintenir la solidité financière et garantir la transparence de la JICA.

3. Quantifier le risque de crédit

Parallèlement à la gestion du risque de crédit individuel, la JICA s'efforce de quantifier les risques de crédit dans une perspective d'évaluation globale du risque de son portefeuille de prêts. Pour cela, il est important de prendre en compte les caractéristiques du portefeuille de la JICA, qui contient une part significative de prêts à long terme et de prêts souverains à des pays en développement ou émergents. Par ailleurs, la JICA prend en compte les mécanismes de garantie des actifs, notamment ceux du Club de Paris, un cadre unique de gestion de la dette par les pays créanciers. En intégrant ces facteurs dans le modèle de quantification du risque de crédit, la JICA mesure le risque de crédit et utilise les résultats pour le contrôle interne de l'Agence.

● Risque de marché

Le risque de marché fait référence aux pertes potentielles provoquées par une évolution de la valeur des actifs et des dettes dues aux fluctuations des taux de change et/ou des taux d'intérêt.

La JICA assume un risque inhérent à la nature de ses activités financières qui sont conduites sur de longues durées et à des taux d'intérêt fixes. À cet égard, la JICA renforce ses capacités d'absorption du risque de taux d'intérêt par injection de capitaux provenant du budget du compte général du gouvernement japonais.

De plus, les contrats d'échange de taux d'intérêt sont exclusivement mis en œuvre dans le but de couvrir le risque de taux d'intérêt. Afin de contrôler le risque de contrepartie lors des échanges de taux d'intérêt, la valeur de marché des transactions et la solvabilité de chaque contrepartie sont constamment évaluées, et le prêt est couvert par un collatéral si nécessaire.

La JICA supporte un risque de change lors de la conversion des prêts en devises étrangères pour le PSIF et des prêts d'APD avec une option de conversion monétaire, en émettant des obligations libellées en devises étrangères, des swaps de devises, etc.

De plus, lorsque des investissements en devises étrangères sont effectués dans le cadre du PSIF, le montant des investissements est exposé au risque de change. La JICA gère ce risque à travers la surveillance régulière et constante des fluctuations du taux de change de la devise du pays dans lequel se trouve la contrepartie.

● **Risque de liquidité**

Le risque de liquidité fait référence au risque de difficultés de mobilisation de fonds lié à la détérioration du crédit de la JICA ou à une augmentation importante et imprévue des dépenses ou une diminution importante et imprévue des recettes.

La JICA prend de nombreuses mesures pour éviter le risque de liquidité dans la gestion de son flux de trésorerie. Cela comprend

des efforts de diversification des sources de financement tels que les obligations émises par l'Agence et les emprunts contractés via le programme budgétaire d'investissements et de prêts.

● **Risque opérationnel**

Le risque opérationnel fait référence aux pertes potentielles dues à une défaillance des systèmes ou des procédures de travail, à des activités du personnel ou à d'autres événements externes. Pour la JICA, cela recouvre plus précisément le risque lié à ses opérations, aux systèmes ou aux fautes commises en interne ou en externe. La JICA gère le risque opérationnel dans le cadre de ses efforts visant à promouvoir sa politique de conformité.

Gestion de la sécurité et de la sûreté

La JICA s'engage pour la sécurité de ses partenaires de coopération internationale afin d'assurer le bon déroulement de ses opérations sur le terrain. Depuis l'attaque terroriste de Dhaka et l'évacuation du personnel lié à la JICA au Soudan du Sud, en juillet 2016, la JICA renforce ses mesures de sécurité conformément au « Rapport final du Conseil sur les mesures de sécurité pour les projets de coopération internationale ». Ce rapport a été compilé par le ministère des Affaires étrangères du Japon et la JICA en se basant sur les demandes d'entreprises et d'organisations partenaires. L'accent est mis sur la sensibilisation aux risques en fournissant des informations et en alertant les partenaires de coopération internationale afin qu'ils ne soient pas impliqués dans des incidents ou des accidents. La JICA fournit des formations pratiques et théoriques dans ses bureaux au Japon et à l'étranger afin d'agir rapidement en cas d'urgence.

La JICA va continuer d'examiner et d'améliorer ces mesures de sécurité renforcées pour garantir la sécurité des partenaires sur le terrain.

● **Mesures de renforcement de la sécurité**

1. **Collecter, analyser et fournir rapidement des informations sur la sécurité aux partenaires de la JICA**

La JICA s'efforce de collecter et d'analyser continuellement des informations sur la sécurité afin de s'adapter aux évolutions dans ce domaine, notamment face au terrorisme international. La fourniture rapide et adaptée d'informations récentes, d'instructions claires et d'alertes permet aux partenaires de la JICA sur le terrain d'éviter les situations dangereuses. La JICA passe ainsi des contrats avec des experts tels que des consultants et des conseillers en sécurité externes pour obtenir divers types d'informations et renforcer ses capacités d'analyse et de gestion de crise. La JICA renforce également la collaboration avec des organisations internationales sur le terrain par le partage d'informations et des échanges quotidiens.

L'information ainsi collectée constitue une base pour évaluer le niveau de menace des sites de projets et examiner les mesures de sécurité à prendre dans chaque pays.

2. **Fournir un accès plus large aux mesures de sécurité**

Pour garantir la sécurité de ses partenaires, la JICA a établi une réglementation sur les voyages à l'étranger et un code de conduite à suivre durant les voyages et les séjours dans les pays étrangers, et elle révisé ces documents en fonction de l'évolution des conditions de sécurité. Lors de l'exercice 2017, la JICA a créé une page dédiée aux mesures de sécurité sur son site internet, permettant aux partenaires de coopération internationale, qu'ils soient ou non sous contrat avec la JICA, de prendre connaissance de la réglementation sur les voyages à l'étranger et du code de conduite pour chaque pays.

3. **Mesures de sécurité pour les lieux de résidence et de projet**

Pour faire face à une détérioration rapide de la sécurité ou à une situation d'urgence, la JICA continue de travailler au renforcement de la sécurité de ses bureaux et logements à l'étranger. Lors de l'exercice 2017, des missions de sécurité ont été envoyées pour examiner les mesures de sécurité prises sur les sites de projets en cours dans 25 pays. La JICA a également entrepris une étude pour renforcer les mesures de protection, notamment sur les sites d'évacuation de dix bureaux à l'étranger. En outre, la JICA a renforcé les mesures de sécurité sur site, notamment à travers l'utilisation de voitures blindées et de téléphones satellites.

4. **Formation sur la sécurité au Japon et à l'étranger**

Lors de l'exercice 2017, la JICA a proposé diverses formations à des entreprises et organisations partenaires engagées dans la coopération internationale. Les formations

spécifiques comprenaient des conférences sur les tendances récentes en matière de criminalité et de terrorisme, ainsi que des formations pratiques d'autodéfense pour faire face aux risques sécuritaires. Lors de l'exercice 2018, la JICA a l'intention d'étendre ses formations aux chargés de sécurité des entreprises et organisations partenaires qui envoient leurs employés à l'étranger. Elle prévoit également de proposer cette formation à Tokyo et d'autres villes japonaises. Par ailleurs, la JICA développe actuellement des outils pédagogiques d'autoformation, notamment des vidéos. Depuis 2003, la JICA travaille avec le eCentre du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) basé à Bangkok, en Thaïlande, pour proposer des formations sur la sécurité au personnel travaillant à l'étranger.

Séminaires sur la sécurité antiterroriste et formations à l'autodéfense organisés durant l'exercice 2017

Type de séminaires et de formations	Nombre de séminaires/ formations ou pays hôtes	Nombre de participants et de visionnages
Conférences (au Japon)	12	1 023 participants
Formations pratiques (au Japon)	12	769 participants
Formations pratiques (à l'étranger)	44 pays	3 103 participants
Total	—	4 895 participants
Webinaires	—	6 431 visionnages



Formation pratique sur la lutte antiterroriste pour les partenaires de l'APD.

5. Préparation et formation en cas d'urgence

En cas d'urgence, il est crucial de savoir répondre de manière appropriée à différentes situations avec les partenaires de la JICA. C'est pourquoi la JICA réalise des exercices de contacts d'urgence dans tous ses bureaux à l'étranger afin de garantir la fourniture systématique d'informations aux partenaires et de prendre les mesures appropriées, notamment pour confirmer la sécurité en cas d'urgence ou de catastrophes. La JICA organise également des formations sous forme de simulations afin de vérifier la répartition des rôles entre le siège et les bureaux à l'étranger, ainsi que pour tester les méthodes de contact visant

à confirmer la sécurité des partenaires de la JICA et les modes d'évacuation en fonction de différents scénarios. Ainsi, la JICA tire parti de ces formations pour agir de manière rapide et appropriée en cas d'urgence.

Lors de l'exercice 2017, la JICA a également révisé son manuel d'intervention d'urgence pour renforcer les processus de contact d'urgence. En outre, la JICA a augmenté le nombre de responsables de la gestion de la sécurité dans les pays à haut risque, ce qui devrait renforcer la sensibilisation au risque et la gestion de la sécurité lors des opérations de terrain.

6. Sensibilisation des partenaires à la gestion de crise

Parallèlement au renforcement des mesures de sécurité, la JICA fournit des conseils et sensibilise ses partenaires à la sécurité à travers des séances d'information avant le départ, l'envoi de missions de conseil sur la sécurité dans certains pays et l'organisation de séminaires sur la sécurité pour les partenaires qui travaillent sur le terrain. La JICA a un système d'alerte 24 heures sur 24 pour recevoir et traiter les appels urgents de l'étranger et prendre rapidement les mesures qui s'imposent.

Un accent particulier est mis sur les partenaires travaillant pour la consolidation de la paix ou la reconstruction dans des pays à haut risque. La JICA fournit de manière continue des informations à jour sur la sécurité publique et des alertes afin de se conformer strictement au code de conduite et garantir leur sécurité. La JICA renforce également les mesures de protection en se basant sur leur environnement.

Sécurité de l'information et protection des données personnelles

La JICA s'est engagée de longue date à veiller à la sécurité de l'information et à la protection des données personnelles en élaborant des règlements internes sur la sécurité de l'information et la protection des données personnelles.

Pour renforcer la sécurité de l'information, la JICA a entièrement révisé en avril 2017 le règlement de gestion de la sécurité de l'information et le règlement administratif sur la gestion de la sécurité de l'information afin de se conformer aux normes communes de mesures de sécurité de l'information pour les agences gouvernementales prévues par la loi fondamentale sur la cybersécurité qui a été modifiée en avril 2016.

Pour renforcer la protection des données personnelles, la JICA a révisé en mai 2017 le règlement d'application concernant la protection des données personnelles afin de se conformer

à la loi sur la protection des données personnelles détenues par des agences administratives indépendantes, etc. entrée en vigueur le même mois. La JICA prend actuellement les mesures nécessaires pour se conformer au règlement général sur la protection des données (RGPD) de l'Union européenne, entré en vigueur en mai 2018.

Aujourd'hui, il existe un besoin croissant de sécurité de l'information et de protection des données personnelles plus strictes. La JICA redoublera d'efforts pour répondre à ce besoin en introduisant de nouveaux équipements de sécurité, en organisant des formations pratiques et théoriques pour ses employés, et en établissant et formant des équipes d'intervention en cas d'incident de sécurité informatique.

Diffusion de l'information

Conformément à la loi sur l'accès aux informations détenues par les agences administratives indépendantes, la JICA, via son site internet et d'autres moyens, donne accès aux informations suivantes :

● Informations sur l'organisation

Objectifs, aperçu des opérations, relations avec les programmes du gouvernement japonais ; aperçu de l'organisation ; lois et règlements ; salaires et pensions de retraite des membres du conseil d'administration ; salaires et pensions de retraite du personnel ; plan de continuité des activités ; etc.

● Informations sur les opérations

Rapports d'activité ; rapports d'évaluation de la performance ; objectifs à moyen terme ; plans à moyen terme, plans annuels ; etc.

● Informations financières

États financiers ; etc.

● Informations sur les évaluations et audits de l'organisation, les opérations et les finances

Documents d'évaluation des performances ; évaluations administratives et rapports d'audit ; rapports d'audit comptable ; etc.

● Informations sur les marchés publics et les contrats

Informations relatives aux contrats non concurrentiels négociés ; liste des appels d'offres ; etc.

● Informations sur les entités liées

Bénéficiaires des activités de financement ; statut des entreprises d'intérêt public liées ; etc.

● Plus d'informations

Veillez consulter le site internet de la JICA pour plus de détails.

Informations relatives à la diffusion

→ [Site internet de la JICA](#) Page d'accueil

→ Diffusion de l'information
<https://www.jica.go.jp/disc/index.html>
(uniquement en japonais)

Informations relatives à la protection des données personnelles

→ [Site internet de la JICA](#) Page d'accueil

→ Politique de confidentialité
<https://www.jica.go.jp/english/policy/index.html>

Efforts pour améliorer la gestion de l'organisation et des opérations

Sur la base des objectifs et du plan à moyen terme, la JICA travaille à améliorer la gestion de l'organisation et des opérations. La JICA a surtout accordé la priorité à des domaines tels que le développement des fondements organisationnels de la gestion des opérations stratégiques et l'optimisation et la rationalisation des opérations administratives.

Voici quelques exemples de cas spécifiques :

● Développement des fondements organisationnels de la gestion des opérations stratégiques

À la lumière des politiques d'aide au développement, des besoins d'aide des pays en développement et de l'évolution de l'environnement international, la JICA a revu la structure organisationnelle de son siège afin d'accroître la valeur ajoutée de ses opérations, notamment la promotion de la collaboration avec les universités dans le cadre de son programme d'études du développement, ainsi que le développement d'infrastructures de qualité.

La JICA a créé le Conseil consultatif sur la gestion et le Comité consultatif international afin de développer un cadre pour l'élaboration de stratégies en s'appuyant sur des avis externes.

● Optimisation et rationalisation de la gestion opérationnelle

La JICA encourage la rationalisation des services administratifs afin d'améliorer la flexibilité nécessaire pour répondre aux attentes nationales et internationales en matière de coopération au développement du Japon. Durant l'exercice 2017, la JICA a travaillé à l'amélioration des opérations suivantes :

- ▶ Amélioration des systèmes d'opération
La JICA a optimisé et rationalisé sa gestion opérationnelle grâce à l'amélioration de ses systèmes et à l'introduction de nouvelles plateformes communes de TIC.
- ▶ Achats rationnels et appropriés
La JICA a rationalisé ses procédures contractuelles et amélioré la structure de mise en œuvre des programmes basés sur des propositions et du programme de partenariat de la JICA.
- ▶ Achats appropriés dans les bureaux au Japon et à l'étranger
La JICA a poursuivi le développement de documents de référence pour les procédures d'achat dans ses bureaux au Japon et à l'étranger. Elle a également renforcé les dispositifs de soutien du siège.

Efforts pour améliorer l'environnement mondial

En tant que membre de la communauté internationale, la JICA s'engage à répondre aux problèmes environnementaux dans une perspective de développement durable afin de préserver l'environnement mondial des humains et de toute autre forme de vie. En 2004, la JICA a annoncé sa politique environnementale et obtenu la certification ISO 14001, un système de gestion environnemental (SGE) normalisé au niveau international. En 2013, la JICA a établi son propre SGE pour répondre de manière plus appropriée et flexible à divers problèmes et règlements environnementaux.

● Politique environnementale de la JICA

Conformément à la loi sur les règles générales de l'Agence japonaise de coopération internationale, la mission de la JICA est de « promouvoir la coopération internationale et le développement durable du Japon et de la situation socio-économique internationale en contribuant au développement ou à la reconstruction de l'économie et de la société, ou à la stabilité économique des régions en développement », en particulier pour la protection de l'environnement mondial conformément aux lois et règlements environnementaux. En outre, afin de prévenir et de réduire les incidences négatives des activités de la JICA sur l'environnement, la JICA utilisera un système de gestion de l'environnement et travaillera constamment à son amélioration.

Le système sera basé sur les politiques suivantes :

- ▶ Promotion de mesures environnementales à travers des activités de coopération internationale
En se basant sur les politiques d'aide publique au développement (APD) du gouvernement japonais, la JICA encouragera les activités de coopération dans le domaine de la protection et de l'amélioration de l'environnement.
- ▶ Promotion des activités de sensibilisation générale à l'environnement
Afin de sensibiliser le public, la JICA collecte des informations sur les questions environnementales.
- ▶ Promotion des activités respectueuses de l'environnement dans les bureaux et installations de la JICA
La JICA promeut des programmes environnementaux visant à réduire tout impact négatif causé par ses activités dans toutes ses installations.
- ▶ Respect des lois et règlements environnementaux
La JICA respecte systématiquement les lois et règlements environnementaux pertinents.

Pour plus d'informations sur les autres activités, veuillez consulter le site internet suivant :

→ Site internet de la JICA https://www.jica.go.jp/english/our_work/social_environmental/index.html

Activités de relations publiques

Depuis son siège et ses bureaux au Japon et à l'étranger, la JICA diffuse des informations sur ses programmes et projets ainsi que sur les défis rencontrés par les pays en développement et leurs relations avec le Japon à travers divers médias et activités.

Lors de l'exercice 2017, la JICA a lancé une initiative unifiée de relations publiques axée sur un sujet spécifique pour une période donnée. Au mois d'août, le sujet choisi était le 50^e anniversaire de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), et la couverture santé universelle (CSU) en décembre.

● Site internet et médias sociaux

Le site internet de la JICA et les médias sociaux présentent les problèmes entourant les pays en développement, les initiatives de la JICA ainsi que leurs résultats, et d'autres sujets basés sur des cas réels. La JICA tire parti des médias sociaux pour fournir des informations utiles au Japon et à l'étranger via Facebook, Twitter et YouTube.

● Magazines de la JICA

Le magazine mensuel en japonais, *mundi*, et le magazine trimestriel en anglais et en français, *JICA's World*, contiennent des articles consacrés à des sujets d'actualité, notamment sur les conférences internationales récentes et à venir. Ces magazines présentent également les initiatives de la JICA sur certains des défis qui attirent de plus en plus l'attention. L'aide pour les réfugiés, les entreprises face aux objectifs de développement durable (ODD) et les acteurs de la coopération internationale figuraient parmi les sujets abordés lors de l'exercice 2017.

● Pour les médias

Le siège de la JICA et les bureaux nationaux publient des communiqués de presse sur des opérations d'aide spécifiques. Ils organisent également des ateliers sur des sujets particuliers. Le siège se concentre sur les activités d'aide caractéristiques du Japon ainsi que sur les activités innovantes de la JICA. Les bureaux nationaux se concentrent sur l'aide fournie par les gouvernements locaux, les universités, les petites et moyennes entreprises (PME) et les volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV) dans les différentes localités japonaises.

Pour les médias étrangers, les bureaux de la JICA à l'étranger publient des communiqués de presse et organisent des ateliers et des visites de presse sur les sites de coopération de la JICA. Au cours de l'exercice 2017, la JICA a invité des journalistes de dix pays d'Asie du Sud-Est au Japon à l'occasion du 50^e anniversaire de l'ANASE, leur donnant l'occasion de faire connaître la technologie et les expériences du Japon.

● Événements

La JICA présente ses activités directement au grand public lors d'événements sur la coopération internationale tels que le Global Festa Japan, qui a lieu tous les ans à Tokyo.

La JICA organise divers événements attirant de nombreux visiteurs au Japon et à l'étranger seule ou avec le ministère des Affaires étrangères, des gouvernements locaux, des universités et des ONG.

● Supporters officiels de la JICA

Tsuyoshi Kitazawa, ancien membre de l'équipe nationale de football du Japon, et Naoko Takahashi, médaillée d'or du marathon féminin aux Jeux olympiques de Sydney, travaillent comme supporters officiels de la JICA. Ils ont visité respectivement la Colombie et le Vietnam lors de l'exercice 2017. Ils se sont familiarisés avec les réalités de ces pays en développement et les diverses activités de la JICA pour y faire face, et leurs visites ont été largement couvertes par les médias.



<Projet Nantoka shinakya>

Le projet Nantoka shinakya (Nous devons agir), ou Nan-pro encourage la participation du public à la coopération internationale. Le projet est mis en œuvre par une ONG japonaise, Center for International Cooperation (JANIC), le bureau de représentation du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) à Tokyo, le Centre d'information des Nations unies (UNIC) et la JICA. En partenariat avec des célébrités et des organisations membres réunies autour du concept Nan-Pro, le projet partage des informations sur la situation des pays en développement et les opportunités liées à la coopération internationale.

Pour atteindre un public jeune, Nan-pro s'efforce de mettre en valeur l'aspect ludique de ses activités. En alignant des événements promotionnels à des activités de relations publiques basées sur internet et les réseaux sociaux, le projet stimule l'intérêt et les actions pour la coopération internationale dans toute la société. Lors de l'exercice 2017, Nan-pro a mis l'accent sur l'explication des ODD dans un langage simple.



M. Ichiro Yatsui, un artiste japonais, lors de sa visite à une JOCV affectée au Sri Lanka dans le cadre d'une série de reportages sur les ODD. M. Yatsui a interviewé des responsables d'ONG, d'agences onusiennes et d'entreprises engagées pour la réalisation des ODD, et il a collaboré avec un YouTuber de renom.

Histoire de la JICA

Ancienne Agence japonaise de coopération internationale

Janvier 1954	Création de la Fédération des associations japonaises à l'étranger
Avril 1954	Création de l'Organisation de coopération économique en Asie
Septembre 1955	Création de la Japan Emigration Promotion, Co., Ltd.
Juin 1962	Création de l'Agence de coopération technique à l'étranger (OTCA)
Juillet 1963	Création du Service d'émigration japonais (JEMIS)
Avril 1965	Création par l'OTCA du Bureau des volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV)
Mai 1974	Promulgation de la loi portant création de l'Agence japonaise de coopération internationale
Août 1974	Création de l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA)
Avril 1986	Création de l'Équipe du Secours d'urgence du Japon (JDR)
Décembre 2001	Annonce par le gouvernement japonais du plan de réorganisation et de rationalisation des institutions publiques spéciales. Ce plan de réforme prévoit notamment de transformer la JICA en institution administrative indépendante.
Décembre 2002	Promulgation de la loi instituant la JICA en tant qu'institution administrative indépendante
Septembre 2003	Dissolution de la JICA en tant qu'organisme public spécial
Octobre 2003	Transformation de la JICA en institution administrative indépendante

Ancien Fonds de coopération économique à l'étranger et ancienne Banque japonaise pour la coopération internationale

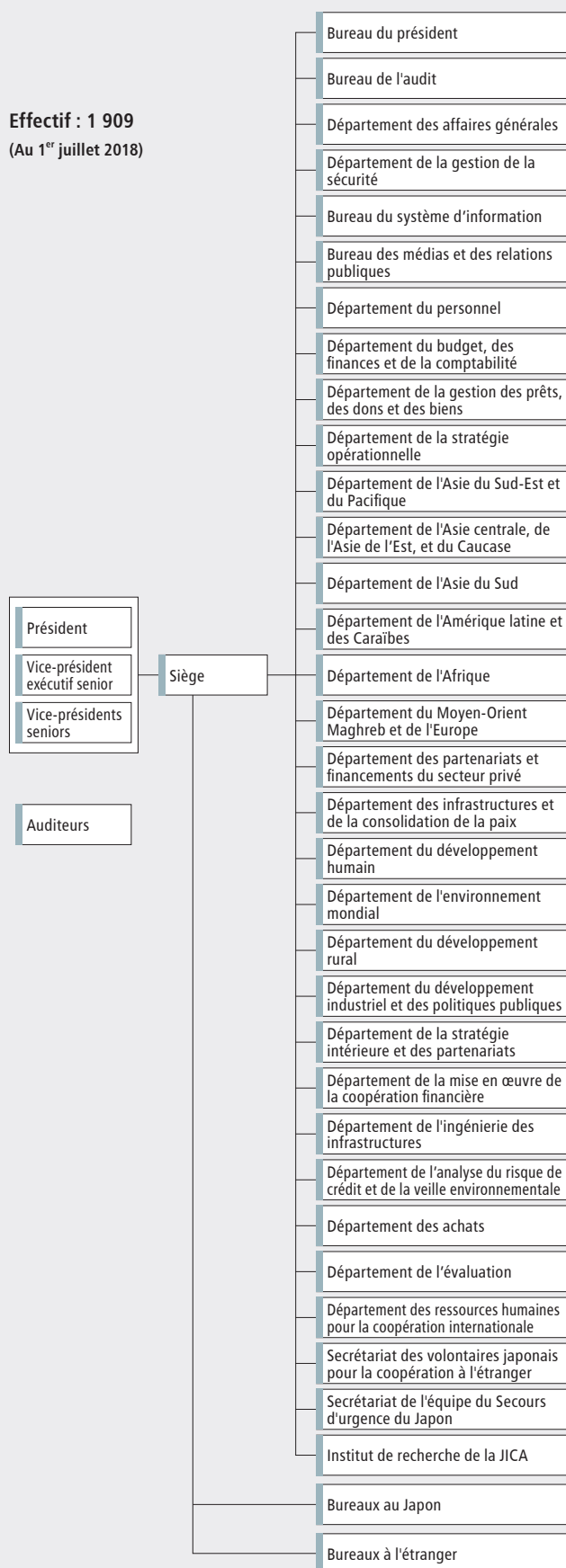
Décembre 1960	Promulgation de la loi sur le Fonds de coopération économique à l'étranger (OECF)
Mars 1961	Création de l'OECF qui reprend la gestion du Fonds de coopération pour le développement de l'Asie du Sud-Est anciennement assurée par la Banque d'import-export du Japon (JEXIM).
Mars 1966	Premier prêt d'APD de l'OECF (à la Corée du Sud)
Mars 1995	Décision du Cabinet de fusionner la JEXIM et l'OECF
Avril 1999	Promulgation de la loi sur la Banque japonaise pour la coopération internationale
Octobre 1999	Création de la Banque japonaise pour la coopération internationale (JBIC)

Nouvelle JICA

Novembre 2006	Promulgation d'une révision partielle de la loi instituant la JICA en tant qu'institution administrative indépendante
Octobre 2008	Reprise par la JICA des opérations de prêts d'APD gérées par l'ancienne JBIC (opérations économiques à l'étranger) et d'une partie des dons gérés par le ministère japonais des Affaires étrangères (MOFA)
Décembre 2008	Émission par la JICA des premières obligations (sans garantie publique) du programme budgétaire d'investissements et de prêts (PBIP)
Mars 2012	Révision du cadre de soutien aux activités à l'étranger des PME japonaises ouvrant la voie au lancement de l'aide de la JICA dans ce domaine
Octobre 2012	Reprise intégrale du programme de financement des investissements du secteur privé
Novembre 2014	Émission des premières obligations publiques libellées en euros-dollars garanties par le gouvernement japonais
Novembre 2015	Établissement des prêts d'APD japonais libellés en dollars
Juillet 2016	Attribution du prix Ramon Magsaysay, équivalent asiatique du prix Nobel de la paix, aux volontaires japonais pour la coopération à l'étranger
Avril 2017	Annonce du quatrième plan à moyen terme

Organigramme / Hauts dirigeants et auditeurs

Effectif : 1 909
(Au 1^{er} juillet 2018)



1. Nombre de hauts dirigeants et d'auditeurs : L'article 7 de la loi JICA, prévoit de désigner un président et trois auditeurs, le cas échéant un vice-président exécutif senior et jusqu'à huit vice-présidents seniors.
2. Mandat des hauts dirigeants et des auditeurs : En vertu de l'article 21 de la loi sur les règles générales des institutions administratives indépendantes, le mandat du président va de la date de sa nomination jusqu'au dernier jour du plan à moyen terme en vigueur au moment de sa nomination, et le mandat des auditeurs va de la date de leur nomination à la date d'approbation des états financiers vérifiés du dernier exercice du plan à moyen terme dont ils sont responsables. En vertu de l'article 9 de la loi JICA, la durée du mandat du vice-président exécutif senior est de quatre ans et celle des vice-présidents seniors est de deux ans.
3. Les noms, fonctions actuelles et antérieures des hauts dirigeants et auditeurs à la date du 1^{er} juillet 2018 sont les suivants.

Titre	Nom	Date de nomination
Président	Shinichi Kitaoka	1 ^{er} octobre 2015 (renouvellement de mandat)
Fonctions précédentes : Président, Université internationale du Japon		
Vice-président exécutif senior	Kazuhiko Koshikawa	23 mai 2016
Fonctions précédentes : Ambassadeur du Japon en Espagne		
Vice-président senior	Hiroshi Kato	1 ^{er} octobre 2013 (renouvellement de mandat)
Fonctions précédentes : Conseiller spécial senior, JICA		
Vice-président senior	Shinya Ejima	1 ^{er} octobre 2016
Fonctions précédentes : Directeur général, département de la stratégie opérationnelle, JICA		
Vice-présidente senior	Noriko Suzuki	1 ^{er} octobre 2016
Fonctions précédentes : Directrice générale, Secrétariat de l'équipe du Secours d'urgence du Japon, JICA		
Vice-président senior	Masaaki Kato	1 ^{er} décembre 2016
Fonctions précédentes : Chef de la sécurité, JICA		
Vice-président senior	Toru Maeda	18 janvier 2017 (renouvellement de mandat)
Fonctions précédentes : Directeur général, département des affaires générales, JICA		
Vice-président senior	Koichi Hasegawa	1 ^{er} octobre 2017
Fonctions précédentes : Directeur exécutif, Banque asiatique de développement		
Vice-président senior	Shigeru Maeda	1 ^{er} octobre 2017
Fonctions précédentes : Conseiller, siège de la planification, Institut national des sciences et technologies industrielles avancées (IIST)		
Vice-président senior	Junichi Yamada	1 ^{er} octobre 2017
Fonctions précédentes : Vice-président, JICA		
Auditeur	Hiromi Machii	1 ^{er} janvier 2014 (renouvellement de mandat)
Fonctions précédentes : Responsable de la vérification de la conformité, SG Asset Max Co., LTD		
Auditeur	Eiji Inui	1 ^{er} octobre 2015 (renouvellement de mandat)
Fonctions précédentes : Directeur général, département de l'Afrique, JICA		
Auditeur	Nobuhiro Hayamichi	1 ^{er} juillet 2017
Fonctions précédentes : Contrôleur de gestion senior, Bureau de l'audit interne, Panasonic Healthcare Holdings Co., Ltd.		

(Les vice-présidents seniors et les auditeurs sont énumérés selon la date de leur nomination.)

[> Voir le [site internet de la JICA](#) pour la mise à jour de ces informations.]

Voir les pages 88 à 89 pour la liste des bureaux de la JICA au Japon et à l'étranger.

Bureaux au Japon et à l'étranger

Bureaux au Japon et à l'étranger (au 1^{er} juillet 2018)

Hokkaido Center

(Sapporo / Hokkaido Global Plaza)

TÉL. : +81-11-866-8333

4-25, Minami, Hondori 16-chome, Shiroishi-ku, Sapporo City,
Hokkaido 003-0026

(Obihiro)

TÉL. : +81-155-35-1210

1-2, Nishi 20-jo Minami 6-chome, Obihiro City,
Hokkaido 080-2470

Tohoku Center

TÉL. : +81-22-223-5151

20th Floor, Sendai Daiichi Seimei Tower Bldg., 6-1,
Ichiban-cho 4-chome, Aoba-ku, Sendai City,
Miyagi 980-0811

Nihonmatsu Training Center

TÉL. : +81-243-24-3200

4-2, Aza Nagasaka, Nagata, Nihonmatsu City,
Fukushima 964-8558

Tsukuba Center

TÉL. : +81-29-838-1111

3-6, Koyadai, Tsukuba City, Ibaraki 305-0074

Tokyo Center

TÉL. : +81-3-3485-7051

49-5, Nishihara 2-chome, Shibuya-ku, Tokyo 151-0066

JICA Global Plaza

TÉL. : +81-3-3269-2911

10-5 Ichigaya Honmuracho, Shinjuku-ku, Tokyo 162-8433

Yokohama Center

TÉL. : +81-45-663-3251

3-1, Shinko 2-chome, Naka-ku, Yokohama City,
Kanagawa 231-0001

Komagane Training Center

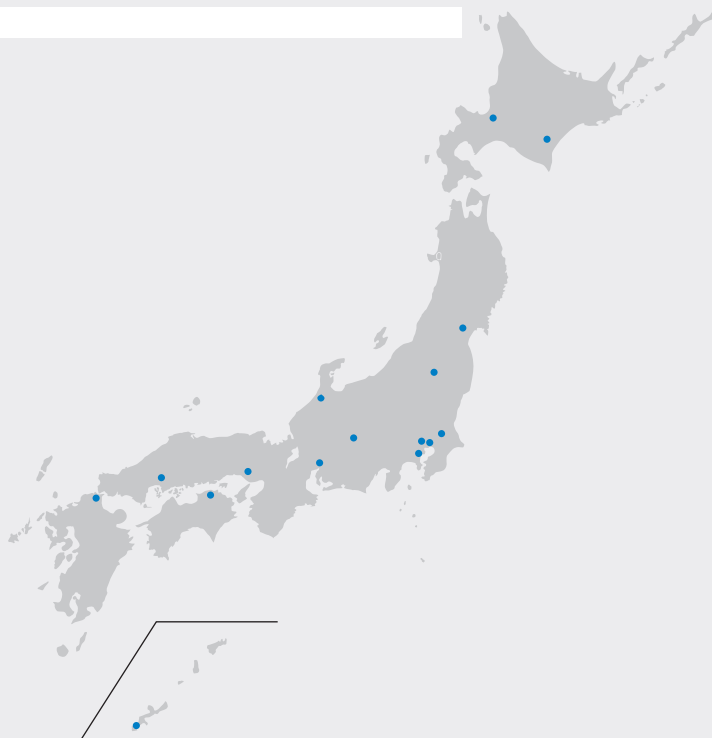
TÉL. : +81-265-82-6151

15, Akaho, Komagane City, Nagano 399-4117

Hokuriku Center

TÉL. : +81-76-233-5931

4th Floor, Rifare (Office Tower), 5-2, Honmachi 1-chome,
Kanazawa City, Ishikawa 920-0853



Chubu Center/Nagoya Global Plaza

TÉL. : +81-52-533-0220

60-7, Hiraike-cho 4-chome, Nakamura-ku, Nagoya City,
Aichi 453-0872

Kansai Center

TÉL. : +81-78-261-0341

1-5-2, Wakinohama Kaigandori, Chuo-ku, Kobe City,
Hyogo 651-0073

Chugoku Center

TÉL. : +81-82-421-6300

3-1, Kagamiyama 3-chome, Higashi Hiroshima City,
Hiroshima 739-0046

Shikoku Center

TÉL. : +81-87-821-8824

First Floor, Kagawa Sanyu Bldg., 3 Kajiya-machi, Takamatsu City,
Kagawa 760-0028

Kyushu Center

TÉL. : +81-93-671-6311

2-1, Hirano 2-chome, Yahata Higashi-ku, Kitakyushu City,
Fukuoka 805-8505

Okinawa Center

TÉL. : +81-98-876-6000

1143-1, Aza Maeda, Urasoe City, Okinawa 901-2552

Bureaux à l'étranger (ordre alphabétique) (au 1^{er} juillet 2018)



Asie

Afghanistan Office
Bangladesh Office
Bhutan Office
Cambodia Office
China Office
Georgia Office
India Office
Indonesia Office
Kyrgyz Republic Office
Laos Office
Malaysia Office
Maldives Office
Mongolia Office
Myanmar Office
Nepal Office
Pakistan Office
Philippines Office
Sri Lanka Office
Tajikistan Office
Thailand Office
Timor-Leste Office
Uzbekistan Office
Viet Nam Office

Pacifique

Fiji Office
Marshall Islands Office
Micronesia Office
Palau Office
Papua New Guinea Office
Samoa Office
Solomon Islands Office
Tonga Office
Vanuatu Office

Amérique du Nord et Amérique latine

Argentine Office
Belize Office
Bolivia Office
Brazil Office
Chile Office
Colombia Office
Costa Rica Office
Cuba Office
Dominican Republic Office
Ecuador Office
El Salvador Office
Guatemala Office
Haiti Office
Honduras Office
Jamaica Office
Mexico Office
Nicaragua Office
Panama Office
Paraguay Office
Peru Office
Saint Lucia Office
Uruguay Office
USA Office
Venezuela Office

Afrique

Angola Office
Benin Office
Botswana Office
Burkina Faso Office
Cameroon Office
Côte d'Ivoire Office
Democratic Republic of Congo Office
Djibouti Office
Ethiopia Office

Gabon Office
Ghana Office
Kenya Office
Madagascar Office
Malawi Office
Mozambique Office
Namibia Office
Niger Office
Nigeria Office
Rwanda Office
Senegal Office
Sierra Leone Office
South Africa Office
South Sudan Office
Sudan Office
Tanzania Office
Uganda Office
Zambia Office
Zimbabwe Office

Maghreb Moyen-Orient

Egypt Office
Office in Gaza
Iran Office
Iraq Office
Jordan Office
Morocco Office
Syria Office
Tunisia Office
Yemen Office

Europe

Balkan Office
France Office
Turkey Office

Budget

1 Compte général : Opérations budgétaires en recettes et en dépenses (exercice 2018)

(millions JPY)

Postes	Exercice 2018
Recettes	152 504
Subventions de fonctionnement (budget initial)	149 764
Subventions d'équipement, etc.	862
Intérêts créditeurs et recettes accessoires	258
Programmes contractés	73
Donations	18
Reprise des fonds de réserve reportés de la période des objectifs à moyen terme précédente	1 530
Dépenses	152 504
Dépenses de fonctionnement	141 949
Domaines prioritaires de la coopération au développement	103 689
Partenariats avec le secteur privé	8 449
Partenariats avec divers partenaires de développement	24 687
Renforcement des bases de la mise en œuvre opérationnelle	5 125
Installations	862
Programmes contractés	73
Programmes de donation	18
Frais généraux administratifs	9 603

Notes 1. Les chiffres étant arrondis, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des composants.

2. La programmation budgétaire des dons étant déterminée par décision du Cabinet, le budget, le plan des recettes et des dépenses, et le plan financier prévus à l'article 13, paragraphe 1, alinéa 3 (i) de la loi JICA (loi n° 136 de 2002), ne sont pas inclus.

2 Plan financier du compte de financement et d'investissement (exercice 2018)

(millions JPY)

		Exercice 2018
Investissements et prêts	Prêts d'APD	12 993
	Financement des investissements du secteur privé	637
	Total	13 630
Sources de financement	Apport de capital du compte général du gouvernement japonais	460
	Emprunts du programme budgétaire d'investissements et de prêts (PBIP)	6 184
	Fonds propres, etc.	6 986
	- Obligations PBIP	800
	Total	13 630

Données chiffrées

Résumé financier	92
1. Compte général.....	92
2. Compte de financement et d'investissement.....	93
Statistiques sur les résultats des programmes	94
Interprétation des statistiques	94
Classification géographique des pays et régions.....	94
Activités de la JICA	
1. Répartition de l'APD du Japon en 2017 (données provisoires)	95
2. Aperçu du budget d'APD du MOFA	95
3. Synthèse des activités de la JICA	96
4. Répartition géographique des activités de la JICA.....	96
5. Répartition régionale et sectorielle de la coopération technique (exercice 2017)	106
6. Répartition sectorielle des projets de coopération technique (exercice 2017)	108
7. Répartition sectorielle des projets de dons (exercice 2017)	108
8. Aperçu de la coopération pour le financement et les investissements (cinq derniers exercices)	109
Informations détaillées sur la coopération pour le financement et les investissements	
9. Répartition sectorielle de la coopération pour le financement et les investissements.....	109
10. Répartition géographique des prêts d'APD (exercice 2017)	110
11-1. Rééchelonnement de la dette basé sur les accords du Club de Paris (exercice 2017)	111
11-2. Annulation de la dette (exercice 2017).....	111
12-1. Principaux contractants des prêts d'APD (exercice 2017 / biens et services / montant du contrat : supérieur à 1 milliard JPY)	112
12-2. Principaux contractants des prêts d'APD (exercice 2017 / services de consultants / montant du contrat : supérieur à 100 millions JPY)	114
13-1. Modalités et conditions des prêts d'APD (depuis le 16 octobre 2017)	116
13-2. Degré de libéralité des prêts d'APD (sur la base des engagements)	119
13-3. Nationalité des contractants (dont marchés en monnaie locale)	119
13-4. Nationalité des contractants (dont marchés en monnaie locale, hors prêts-programmes et autres prêts d'APD)	119
13-5. Nationalité des contractants (monnaie étrangère uniquement, hors prêts-programmes et autres prêts d'APD).....	119
Listes des projets	
14-1. Projets de coopération technique (PVD signés durant l'exercice 2017)	120
14-2. Projets de partenariat de recherche scientifique et technologique pour le développement durable (SATREPS) (PVD signés durant l'exercice 2017)	122
14-3. Prêts d'APD (A/P signés durant l'exercice 2017)	123
14-4. Projets de financement des investissements du secteur privé (approuvés durant l'exercice 2017)	125
14-5. Principaux projets de financement des investissements du secteur privé (au 31 mars 2018).....	125
14-6. DONS (A/D signés durant l'exercice 2017)	126

Résumé financier

1 Compte général

Bilan		(Unité : millions JPY)	
	Au 31 mars 2017	Au 31 mars 2018	
Actifs			
Actifs courants			
Liquidités et dépôts bancaires	86 547	198 210	
Titres négociables	98 000	—	
Autres	26 307	29 272	
Total des actifs courants	210 855	227 482	
Actifs non courants			
Actifs corporels	41 443	40 342	
Actifs incorporels	604	1 736	
Placements et autres actifs	2 054	1 772	
Total des actifs non courants	44 101	43 849	
Total des actifs	254 956	271 332	
Passifs			
Passifs courants			
Passifs liés aux subventions de fonctionnement	—	20 101	
Fonds pour les projets de dons	145 895	164 071	
Autres	18 240	15 398	
Total des passifs courants	164 135	199 569	
Passifs non courants			
Comptes de contrepartie pour les actifs	4 053	5 208	
Autres	464	482	
Total des passifs non courants	4 517	5 690	
Total des passifs	168 652	205 260	
Actifs nets			
Capital			
Investissements publics	62 452	62 452	
Total des capitaux	62 452	62 452	
Gains en capital			
Gains en capital	(19 057)	(20 193)	
Total des gains en capital	(19 057)	(20 193)	
Bénéfices non distribués			
Bénéfices non distribués	42 909	23 813	
Total des bénéfices non distribués	42 909	23 813	
Total des actifs nets	86 304	66 072	
Total des passifs et des actifs nets	254 956	271 332	

(Actifs)

Pour l'exercice comptable clos le 31 mars 2018, le total des actifs s'élevé à 271 332 millions JPY, soit une augmentation de 16 376 millions JPY ou 6,4 % par rapport à l'exercice précédent, due essentiellement à une progression de 111 663 millions JPY ou 129,0 % des liquidités et dépôts bancaires. Le solde de clôture des liquidités et dépôts bancaires de 198 210 millions JPY comprend les fonds pour les projets de dons à hauteur de 165 456 millions JPY.

(Passifs)

Pour l'exercice comptable clos le 31 mars 2018, le total des passifs s'élevé à 205 260 millions JPY, soit une hausse de 36 608 millions JPY ou 21,7 % en glissement annuel, due essentiellement à une augmentation de 20 101 millions JPY des passifs liés aux subventions de fonctionnement dont le montant était nul lors de l'exercice précédent.

Compte de résultat		(Unité : millions JPY)	
	1 ^{er} avril 2016– 31 mars 2017	1 ^{er} avril 2017– 31 mars 2018	
Dépenses ordinaires			
Dépenses de fonctionnement			
Dépenses pour les projets de coopération technique	80 681	—	
Dépenses pour la coopération avec la participation du public	15 776	—	
Dépenses pour la promotion de l'aide	22 118	—	
Dépenses pour les secteurs et régions prioritaires	—	72 754	
Dépenses pour les partenariats avec le secteur privé	—	4 962	
Dépenses pour les partenariats intérieurs	—	18 666	
Dépenses pour d'autres opérations	—	3 814	
Dépenses pour le soutien aux opérations	28 996	38 070	
Dépenses pour les projets de dons	79 246	90 152	
Autres	10 584	830	
Frais généraux administratifs	9 451	8 586	
Charges financières	90	348	
Autres	2	3	
Total des dépenses ordinaires	246 946	238 184	
Recettes ordinaires			
Recettes des subventions de fonctionnement	175 834	132 494	
Recettes des projets de dons	79 246	90 152	
Autres	3 838	5 071	
Total des recettes ordinaires	258 918	227 716	
Recettes ordinaires (pertes)	11 972	(10 468)	
Pertes exceptionnelles	45	690	
Recettes exceptionnelles			
Recettes des subventions de fonctionnement	24 128	—	
Reprise des comptes de contrepartie pour les actifs financés par des subventions de fonctionnement	36	59	
Gains sur la vente d'actifs non courants	26	31	
Total des recettes exceptionnelles	24 190	90	
Recettes résultant de la reprise des fonds de réserve de la période précédente des objectifs à moyen terme	501	15 372	
Total des recettes pour l'exercice courant	36 619	4 304	

(Dépenses ordinaires)

Pour l'exercice comptable clos le 31 mars 2018, le total des dépenses ordinaires s'élevé à 238 184 millions JPY, soit une baisse de 8 762 millions JPY ou 3,5 % par rapport à l'exercice précédent. Cette diminution est essentiellement imputable à un recul de 19 119 millions JPY ou 13,8 % en glissement annuel des dépenses opérationnelles financées par des subventions de fonctionnement.

(Recettes ordinaires)

Pour l'exercice comptable clos le 31 mars 2018, le total des recettes ordinaires s'élevé à 227 716 millions JPY, soit une baisse de 31 202 millions JPY ou 12,1 % en glissement annuel. Cette contraction est principalement due à une diminution de 43 340 millions JPY ou 24,6 % des recettes liées aux subventions de fonctionnement. (Total des recettes et pertes pour l'exercice courant)

Outre les recettes ordinaires mentionnées ci-dessus, les éléments suivants ont été enregistrés au cours de l'exercice sous revue : une perte exceptionnelle de 690 millions JPY, notamment des paiements au Trésor public et d'autres pertes, et une reprise des comptes de contrepartie pour les actifs liés aux pertes sur cession d'actifs non courants de 59 millions JPY, ainsi que 31 millions JPY de gains sur la vente d'actifs non courants. De plus, les recettes résultant de la reprise des fonds de réserve reportés de la période précédente des objectifs à moyen terme s'élevé à 15 372 millions JPY. En conséquence, le total des recettes pour l'exercice comptable sous revue est de 4 304 millions JPY, en baisse de 32 315 millions JPY ou 88,2 % par rapport à l'exercice précédent.

État des flux de trésorerie

(Unité : millions JPY)

	1 ^{er} avril 2016– 31 mars 2017	1 ^{er} avril 2017– 31 mars 2018
I. Flux de trésorerie des activités de fonctionnement		
Paielements des dépenses de fonctionnement	(150 814)	(134 815)
Paielements des projets de dons	(80 012)	(89 465)
Paielements des dépenses de personnel	(16 390)	(16 867)
Recettes des subventions de fonctionnement	155 450	154 316
Recettes des projets de dons	98 142	108 614
Autres	(987)	(5 555)
II. Flux de trésorerie des activités d'investissement	(15 895)	96 273
III. Flux de trésorerie des activités de financement	(662)	(752)
IV. Effet des fluctuations des taux de change sur les fonds	(109)	(175)
V. Augmentation nette des fonds (diminution)	(11 277)	111 573
VI. Fonds au début de l'exercice	91 615	80 337
VII. Fonds à la fin de l'exercice	80 337	191 910

(Flux de trésorerie des activités de fonctionnement)

Pour l'exercice comptable clos le 31 mars 2018, les flux de trésorerie des activités de fonctionnement s'élevé à 16 227 millions JPY, soit une hausse de 10 838 millions JPY ou 201,1 % en glissement annuel. Cette augmentation est due principalement à une progression de 10 472 millions JPY ou 10,7 % des recettes des projets de dons. (Flux de trésorerie des activités d'investissement)

Pour l'exercice comptable clos le 31 mars 2018, les flux de trésorerie des activités d'investissement s'élevé à 96 273 millions JPY, soit une progression de 112 168 millions JPY ou 705,7 % par rapport à l'exercice précédent. Cette augmentation est principalement imputable à une contraction de 327 000 millions JPY ou 43,5 % des paiements pour l'achat de dépôts négociables. (Flux de trésorerie des activités de financement)

Pour l'exercice comptable clos le 31 mars 2018, les flux de trésorerie des activités de financement s'élevé à 752 millions JPY, soit une baisse de 90 millions JPY ou 13,6 % par rapport à l'exercice précédent. Ce recul s'explique principalement par une augmentation de 90 millions JPY ou 17,4 % des paiements au Trésor public pour des biens superflus.

2 Compte de financement et d'investissement

Bilan		(Unité : millions JPY)	
	Au 31 mars 2017	Au 31 mars 2018	
Actifs			
Actifs courants			
Prêts	11 661 980	12 005 004	
Provisions pour les pertes liées aux prêts	(165 531)	(171 804)	
Autres	282 319	338 539	
Total des actifs courants	11 778 767	12 171 739	
Actifs non courants			
Actifs corporels	8 607	8 904	
Actifs incorporels	647	5 236	
Placements et autres actifs			
Réclamations probables en cas de faillite, réclamations probables en cas de réhabilitation, et autres	87 063	87 063	
Provisions pour les pertes liées aux prêts	(73 484)	(75 454)	
Autres	62 546	81 455	
Total des actifs non courants	85 380	107 204	
Total des actifs	11 864 147	12 278 942	
Passifs			
Passifs courants			
Emprunts au fonds gouvernemental pour le programme budgétaire d'investissements et de prêts	188 060	150 179	
Autres	44 366	63 076	
Total des passifs courants	232 426	213 256	
Passifs non courants			
Obligations	590 596	683 132	
Emprunts au fonds gouvernemental pour le programme budgétaire d'investissements et de prêts	1 552 259	1 761 334	
Autres	6 520	7 508	
Total des passifs non courants	2 149 375	2 451 974	
Total des passifs	2 381 801	2 665 229	
Actifs nets			
Capital			
Investissements publics	7 992 228	8 037 408	
Total des capitaux	7 992 228	8 037 408	
Bénéfices non distribués			
Réserves	1 472 558	1 546 921	
Autres	74 363	79 188	
Total des bénéfices non distribués	1 546 921	1 626 110	
Évaluation et écarts de conversion	(56 803)	(49 805)	
Total des actifs nets	9 482 347	9 613 713	
Total des passifs et des actifs nets	11 864 147	12 278 942	

(Actifs)

Pour l'exercice comptable clos le 31 mars 2018, le total des actifs s'élève à 12 278 942 millions JPY, soit une hausse de 414 795 millions JPY ou 3,5 % par rapport à l'exercice précédent, due essentiellement à une augmentation de 343 024 millions JPY ou 2,9 % des prêts.

(Passifs)

Pour l'exercice comptable clos le 31 mars 2018, le total des passifs s'élève à 2 665 229 millions JPY, soit une hausse de 283 429 millions JPY ou 11,9 % en glissement annuel, due essentiellement à une augmentation de 171 194 millions JPY ou 9,8 % des emprunts au fonds gouvernemental pour le programme budgétaire d'investissements et de prêts.

Compte de résultat		(Unité : millions JPY)	
	1 ^{er} avril 2017-31 mars 2017	1 ^{er} avril 2018-31 mars 2018	
Dépenses ordinaires			
Dépenses liées aux opérations de coopération pour le financement et les investissements			
Intérêts sur les obligations et les bons	6 116	7 327	
Intérêts sur les emprunts	18 633	17 130	
Intérêts sur les swaps de taux d'intérêt	8 270	7 395	
Dépenses liées aux activités de consignation	24 432	32 484	
Dépenses opérationnelles et administratives	12 605	14 212	
Provisions pour les pertes liées aux prêts	21 961	8 244	
Autres	7 088	7 258	
Total des dépenses ordinaires	99 105	94 049	
Recettes ordinaires			
Recettes liées aux opérations de coopération pour le financement et les investissements			
Intérêts sur les prêts	152 761	145 294	
Dividendes sur les placements	13 645	19 319	
Autres	6 270	7 087	
Autres	807	1 627	
Total des recettes ordinaires	173 483	173 328	
Recettes ordinaires	74 378	79 279	
Pertes exceptionnelles	21	97	
Recettes exceptionnelles	6	6	
Total des recettes pour l'exercice courant	74 363	79 188	

(Dépenses ordinaires)

Pour l'exercice comptable clos le 31 mars 2018, le total des dépenses ordinaires s'élève à 94 049 millions JPY, soit une baisse de 5 055 millions JPY ou 5,1 % par rapport à l'exercice précédent. Ce recul est essentiellement imputable à une diminution de 13 717 millions JPY ou 62,5 % des provisions pour les pertes liées aux prêts.

(Recettes ordinaires)

Pour l'exercice comptable clos le 31 mars 2018, le total des recettes ordinaires s'élève à 173 328 millions JPY, en baisse de 155 millions JPY ou 0,1 %. Cette contraction est principalement due à une diminution de 7 467 millions JPY ou 4,9 % des intérêts sur les prêts en glissement annuel.

(Total des recettes et pertes pour l'exercice courant)

Outre les recettes ordinaires mentionnées ci-dessus, les éléments suivants ont été enregistrés : des pertes exceptionnelles de 97 millions JPY sur le transfert des prestations obligatoires liées au fonds de pension des employés, et des recettes exceptionnelles de 6 millions JPY provenant des gains sur la vente d'actifs non courants. En conséquence, le total des recettes pour l'exercice courant s'élève à 79 188 millions JPY, en augmentation de 4 825 millions JPY ou 6,5 % par rapport à l'exercice précédent.

État des flux de trésorerie (Unité : millions JPY)

	1 ^{er} avril 2017-31 mars 2017	1 ^{er} avril 2018-31 mars 2018
I. Flux de trésorerie des activités de fonctionnement	11 916	30 362
Païement des prêts	(878 084)	(1 112 261)
Remboursement des emprunts au fonds gouvernemental pour le programme budgétaire d'investissements et de prêts	(219 212)	(231 406)
Recettes de la collecte de prêts	700 863	774 113
Recettes des emprunts au fonds gouvernemental pour le programme budgétaire d'investissements et de prêts	203 000	402 600
Recettes de l'émission d'obligations	110 389	114 429
Recettes des intérêts sur les prêts	149 643	142 494
Autres	(54 683)	(59 608)
II. Flux de trésorerie des activités d'investissement	(21 577)	(34 289)
III. Flux de trésorerie des activités de financement	130 038	45 104
IV. Effet des fluctuations des taux de change sur les fonds	1 084	(1 216)
V. Augmentation nette des fonds (diminution)	121 461	39 962
VI. Fonds au début de l'exercice	87 531	208 993
VII. Fonds à la fin de l'exercice	208 993	248 954

(Flux de trésorerie des activités de fonctionnement)

Pour l'exercice comptable clos le 31 mars 2018, les flux de trésorerie des activités de fonctionnement s'élèvent à 30 362 millions JPY, soit une hausse de 18 446 millions JPY ou 154,8 % en glissement annuel. Cette progression s'explique principalement par une augmentation de 199 600 millions JPY ou 98,3 % des recettes des emprunts au fonds gouvernemental pour le programme budgétaire d'investissements et de prêts.

(Flux de trésorerie des activités d'investissement)

Pour l'exercice comptable clos le 31 mars 2018, les flux de trésorerie des activités d'investissement s'élèvent à 34 289 millions JPY, soit une baisse de 12 712 millions JPY ou 58,9 % par rapport à l'exercice précédent. Ce recul est essentiellement imputable à une augmentation de 206 822 millions JPY ou 1 400,2 % des versements sur des dépôts à terme.

(Flux de trésorerie des activités de financement)

Pour l'exercice comptable clos le 31 mars 2018, les flux de trésorerie des activités de financement s'élèvent à 45 104 millions JPY, soit une baisse de 84 934 millions JPY ou 65,3 % par rapport à l'exercice précédent. Ce recul s'explique principalement par une diminution de 84 890 millions JPY ou 65,3 % des investissements publics reçus.

Statistiques sur les résultats des programmes

Interprétation des statistiques

Cette partie présente les statistiques liées aux activités de la JICA durant l'exercice 2017. Le classement des données est établi comme suit :

1. La répartition géographique de l'aide bilatérale couvre les six régions suivantes :
 - (1) Asie (Asie centrale et Caucase, hors Maghreb Moyen-Orient) ;
 - (2) Pacifique ;
 - (3) Amérique du Nord et Amérique latine ;
 - (4) Maghreb Moyen-Orient (ouest de l'Iran et nord du Sahara, hors Soudan) ;
 - (5) Afrique (hors Maghreb Moyen-Orient) ;
 - (6) Europe (Turquie incluse)
2. La répartition des effectifs de la coopération technique couvre cinq types de programmes :
 - (1) Formation de participants étrangers ;
 - (2) Envoi d'experts ;
 - (3) Envoi de missions d'étude ;
 - (4) Envoi de volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV ou Japan Overseas Cooperation Volunteers) ;
 - (5) Envoi d'autres volontaires
3. D'autres informations sur les activités et résultats de la JICA ainsi que l'actualisation des données de ce rapport sont disponibles sur le site internet de la JICA.

Répartition des pays et régions

Asie	Asie du Sud-Est	Brunei, Cambodge, Indonésie, Laos, Malaisie, Myanmar, Philippines, Singapour, Thaïlande, Timor-Est, Vietnam
	Asie de l'Est	Chine, Hong Kong, Macao, Mongolie, Corée du Sud
	Asie du Sud	Afghanistan, Bangladesh, Bhoutan, Inde, Maldives, Népal, Pakistan, Sri Lanka
	Asie centrale et Caucase	Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizstan, Tadjikistan, Turkménistan, Ouzbékistan
Pacifique	Pacifique	Australie, Îles Cook, îles Fidji, Guam, Kiribati, Îles Marshall, Micronésie, Nauru, Nouvelle-Calédonie, Nouvelle-Zélande, Niue, îles Mariannes du Nord, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, Îles Salomon, Tonga, Tuvalu, Vanuatu
Amérique du Nord et Amérique latine	Amérique Centrale et Caraïbes	Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Costa Rica, Cuba, Dominique, République dominicaine, Salvador, Grenade, Guatemala, Guyana, Haïti, Honduras, Jamaïque, Mexique, Montserrat, Antilles néerlandaises (Curaçao), Nicaragua, Panama, Porto Rico, Saint-Christophe-et-Nièvens, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Suriname, Trinité-et-Tobago
	Amérique du Sud	Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Équateur, Paraguay, Pérou, Uruguay, Vénézuéla
	Amérique du Nord	Canada, États-Unis d'Amérique
Maghreb Moyen-Orient	Maghreb Moyen-Orient	Algérie, Bahreïn, Égypte, Iran, Irak, Israël, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Maroc, Oman, Palestine, Qatar, Arabie saoudite, Syrie, Tunisie, Émirats arabes unis, Yémen
Afrique	Afrique	Angola, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap-Vert, République centrafricaine, Tchad, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, République démocratique du Congo, Djibouti, Guinée équatoriale, Érythrée, Éthiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissao, Kenya, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Maurice, Mozambique, Namibie, Niger, Nigéria, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Somalie, Afrique du Sud, Soudan du Sud, Soudan, Swaziland, Tanzanie, Togo, Ouganda, Zambie, Zimbabwe
Europe	Europe	Albanie, Autriche, Biélorussie, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Croatie, Chypre, République tchèque, Danemark, Estonie, Finlande, France, Allemagne, Grèce, Hongrie, Islande, Irlande, Italie, Kosovo, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Moldavie, Monaco, Monténégro, Pays-Bas, Norvège, Pologne, Portugal, Roumanie, Russie, Serbie, Slovaquie, Slovaquie, Espagne, Suède, Suisse, Macédoine (ARYM), Turquie, Ukraine, Royaume-Uni
Autres	Organisations internationales, etc.	
	International	Coopération multirégionale

Notes : Pour les prêts d'APD antérieurs à l'exercice 2007, les données pour l'Algérie, l'Égypte, la Libye, le Maroc et la Tunisie sont comptabilisées dans la région Afrique (nord du Sahara) et dans la région Maghreb Moyen-Orient pour la Turquie. Pour la coopération technique et les dons antérieurs à l'exercice 2007, les données pour l'Afghanistan, le Soudan et la Turquie sont comptabilisées dans la région Maghreb Moyen-Orient. La liste des pays par région suit l'ordre alphabétique du rapport original en japonais.

1 Répartition de l'APD du Japon en 2017 (données provisoires)

Type	Décassements d'APD (année civile 2017)	Dollars (millions USD)			Yens (milliards JPY)			Part de l'APD totale (sur la base des décassements nets)
		2017	2016	Variation 2016/2017 (%)	2017	2016	Variation 2016/2017 (%)	
APD bilatérale	Dons	2 621,64	2 812,31	-6,8	294,10	305,99	-3,9	22,9
	Réductions de dette	19,10	15,32	24,7	2,14	1,67	28,6	0,2
	Dons octroyés par le biais d'organisations internationales	1 347,45	1 600,30	-15,8	151,16	174,12	-13,2	11,8
	Dons excluant ce qui précède	1 255,09	1 196,70	4,9	140,80	130,20	8,1	11,0
	DONS (hors décaissements pour les pays non éligibles à l'APD)	2 617,58	2 806,95	-6,7	293,65	305,40	-3,8	22,8
	Réductions de dette	19,10	15,32	24,7	2,14	1,67	28,6	0,2
	Dons octroyés par le biais d'organisations internationales	1 346,46	1 598,82	-15,8	151,05	173,96	-13,2	11,7
	Dons excluant ce qui précède	1 252,02	1 192,81	5,0	140,46	129,78	8,2	10,9
	Coopération technique*	2 884,18	2 777,57	3,8	323,56	302,21	7,1	25,2
	Coopération technique (hors décaissements pour les pays non éligibles à l'APD)*	2 882,81	2 775,70	3,9	323,40	302,00	7,1	25,1
	Total des dons	5 505,81	5 589,88	-1,5	617,66	608,19	1,6	48,2
	Total des dons (hors décaissements pour les pays non éligibles à l'APD)	5 500,39	5 582,66	-1,5	617,05	607,41	1,6	47,9
	Prêts	2 530,76	1 422,13	78,0	283,91	154,73	83,5	22,1
	(Prêts, hors réductions de dette)	2 530,76	1 422,13	78,0	283,91	154,73	83,5	
	(Montant des décaissements)	9 578,89	7 860,87	21,9	1 074,59	855,28	25,6	
	(Montant des remboursements)	7 048,14	6 438,74	9,5	790,68	700,55	12,9	
	(Montant des remboursements hors réductions de dette)	7 048,14	6 438,74	9,5	790,68	700,55	12,9	
	Prêts (hors décaissements pour les pays non éligibles à l'APD)	2 580,35	1 465,81	76,0	289,47	159,48	81,5	22,5
	(Prêts, hors réductions de dette)	2 580,35	1 465,81	76,0	289,47	159,48	81,5	
	(Montant des décaissements)	9 578,89	7 856,80	21,9	1 074,59	854,84	25,7	
	(Montant des remboursements)	6 998,55	6 390,99	9,5	785,12	695,36	12,9	
(Montant des remboursements hors réductions de dette)	6 998,55	6 390,99	9,5	785,12	695,36	12,9		
APD bilatérale totale (sur la base des décaissements bruts)	15 084,71	13 450,75	12,1	1 692,25	1 463,48	15,6		
APD bilatérale totale (sur la base des décaissements bruts, hors décaissements pour les pays non éligibles à l'APD)	15 079,28	13 439,45	12,2	1 691,64	1 462,25	15,7		
APD bilatérale totale (sur la base des décaissements nets)	8 036,57	7 012,01	14,6	901,57	762,93	18,2	70,3	
APD bilatérale totale (sur la base des décaissements nets, hors décaissements pour les pays non éligibles à l'APD)	8 080,73	7 048,47	14,6	906,52	766,89	18,2	70,4	
Dons	2 829,54	2 784,71	1,6	317,43	302,98	4,8	24,7	
Prêts (montant des décaissements)	565,03	583,63	-3,2	63,39	63,50	-0,2	4,9	
Contributions et souscriptions aux organisations internationales (sur la base des décaissements nets)	3 394,57	3 368,34	0,8	380,81	366,48	3,9	29,6	
APD totale (décaissements bruts)	18 479,27	16 819,09	9,9	2 073,06	1 829,96	13,3		
APD totale (décaissements bruts, hors décaissements pour les pays non éligibles à l'APD)	18 473,85	16 807,79	9,9	2 072,45	1 828,73	13,3		
APD totale (décaissements nets)	11 431,14	10 380,35	10,1	1 282,38	1 129,41	13,5	100,0	
APD totale (décaissements nets, hors décaissements pour les pays non éligibles à l'APD)	11 475,30	10 416,80	10,2	1 287,34	1 133,38	13,6	100,0	
Estimation provisoire du revenu national brut (RNB) nominal (milliards USD, milliards JPY)	5 038,44	5 114,54	-1,5	565 227,80	556 475,60	1,6		
% du RNB	0,23	0,20		0,23	0,20			
% du RNB (hors décaissements pour les pays non éligibles à l'APD)	0,23	0,20		0,23	0,20			

- (Notes) 1. Les 12 pays et territoires sortis de la liste du CAD et non membres de l'OCDE qui ont bénéficié d'APD sont les suivants : Bahamas, Barbade, Brunei, Polynésie française, Hong Kong, Nouvelle Calédonie, Oman, Arabie saoudite, Saint-Christophe-et-Niévès, Singapour, Trinité-et-Tobago, et Émirats arabes unis.
2. Taux de conversion défini par le CAD pour 2017 : 1 USD = 112,1831 JPY (dépréciation de 3,3804 par rapport à 2016)
3. Les chiffres étant arrondis, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des composants.
4. Les allègements de dette comprennent les renoncements à des prêts d'APD et des réductions de dette des obligations commerciales garanties et des créances provenant de la vente de riz, mais excluent le report des remboursements.
5. Par le passé, les dons accordés par l'intermédiaire d'organisations internationales étaient comptabilisés dans les « Contributions et souscriptions aux organisations internationales ». Cependant, depuis 2006, les dons à des pays identifiés au moment de la contribution sont intégrés dans les « Dons » des pays bénéficiaires concernés.
6. À compter des résultats de 2011, les dons des projets d'ONG ont été comptabilisés dans les dons des pays bénéficiaires concernés.

* La coopération technique inclut les dépenses administratives et d'éducation au développement.

2 Aperçu du budget d'APD du MOFA

(Unité : milliards JPY)

	Exercice 2017		Exercice 2018	
	Budget	Variation 2016/2017	Budget	Variation 2017/2018
Budget du gouvernement	552,7	0,1 %	553,8	0,2 %
Budget du ministère	434,3	0,0 %	434,4	0,0 %
Dons	163,1	0,1 %	160,5	-1,6 %
Subventions de gestion (compte général)	150,5	0,8 %	150,5	0,0 %
Contributions et donations	51,7	2,5 %	51,8	0,1 %
Aide pour les activités de soutien	69,1	-3,5 %	71,8	3,8 %

3 Synthèse des activités de la JICA

Contenu de la coopération	Exercice 2017	Exercice 2016 (référence)
1. Pays/régions en développement ciblés par l'aide*	146 pays/régions	154 pays/régions
2. Total de l'APD du Japon (année civile, décaissements bruts, y compris l'aide pour les pays non éligibles à l'APD)	2 073,1 milliards JPY	1 830,0 milliards JPY
3. Dépenses de coopération technique de la JICA **	192,3 milliards JPY	207,7 milliards JPY
4. Projets de coopération pour le financement et les investissements de la JICA (nouveaux engagements) ***	1 888,4 milliards JPY	1 485,8 milliards JPY
5. Projets de dons de la JICA (nouveaux A/D conclus) ****	115,1 milliards JPY	98,0 milliards JPY
6. Participants à des formations (nouveaux)	17 138 (personnes)	17 613 (personnes)
7. Experts (nouveaux)	11 098 (personnes)	10 284 (personnes)
8. Membres de missions d'étude (nouveaux)	10 228 (personnes)	9 955 (personnes)
9. JOCV (nouveaux)	1 171 (personnes)	1 132 (personnes)
10. Autres volontaires (nouveaux)	297 (personnes)	343 (personnes)
11. Nombre de projets de coopération technique (en cours)	526 (89 pays/régions)	549 (88 pays/régions)
12. Nombre de projets SATREPS (Partenariat de recherche scientifique et technologique pour le développement durable) (en cours)	67 (36 pays)	77 (38 pays)
13. Nombre de projets de coopération pour le financement et les investissements (nouveaux engagements) ***	59 (21 pays et 4 organisations)	57 (25 pays)
14. Nombre de projets de dons (nouveaux A/D conclus)	157 (56 pays/régions)	140 (53 pays/régions)
15. Nombre de projets du programme de partenariat de la JICA (PPI) (nouveaux /en cours)	222 (50 pays)	260 (51 pays)
16. Envoi d'équipes du JDR, fourniture de matériel de secours en cas de catastrophe	20 (15 pays/régions)	16 (16 pays/régions)
Taux de conversion du CAD : 1 USD =	112,2 JPY	108,8 JPY

Note : Les chiffres n'incluent pas les projets internationaux couvrant plusieurs pays et régions.

* Nombre de pays bénéficiaires de projets de la JICA, à l'exception des pays membres du Comité d'aide au développement (CAD).

** Les dépenses de coopération technique comprennent les dépenses d'assistance technique gérées dans le cadre du budget du compte de financement et d'investissement, les dépenses des projets SATREPS et JPP, du Secours d'urgence en cas de catastrophe, etc. à l'exclusion des coûts administratifs.

*** Montant total des nouveaux engagements de prêts d'APD et de financement des investissements du secteur privé.

**** Montant des accords de dons (A/D) conclus. Pour les projets échelonnés sur plusieurs exercices, le montant maximal autorisé par exercice est comptabilisé pour chaque exercice considéré. L'augmentation du montant maximal prévue par l'A/D modifié est comptabilisée pour l'exercice durant lequel la modification a été apportée.

4 Répartition géographique des activités de la JICA

Notes : Les chiffres de l'APD japonaise (2017) sont des données provisoires pour l'année civile préparées à partir de documents du ministère des Affaires étrangères du Japon. Le total cumulé des personnes comptabilise les nouveaux effectifs des exercices précédents (y compris l'exercice 2017).

Les chiffres n'incluent pas les données des projets internationaux couvrant plusieurs pays et régions.

* CF et I : Coopération pour le financement et les investissements (projets de prêts d'APD et de financement des investissements du secteur privé)

** Les dépenses de coopération technique comprennent les dépenses d'assistance technique gérées dans le cadre du budget du compte de financement et d'investissement, les dépenses des projets SATREPS et JPP, du Secours d'urgence en cas de catastrophe, etc. à l'exclusion des coûts administratifs.

*** Montant des accords de dons (A/D) conclus. Pour les projets échelonnés sur plusieurs exercices, le montant maximal autorisé par exercice est comptabilisé pour chaque exercice considéré. L'augmentation du montant maximal prévue par l'A/D modifié est comptabilisée pour l'exercice durant lequel la modification a été apportée.

Région / Pays	APD du Japon (2017)			Coopération technique de la JICA (exercice 2017)										CF et I* de la JICA	Dons de la JICA			
	Dons (milliards USD)	Coopération technique (milliards USD)	Prêts (milliards USD)	Dépenses de coopération technique* (milliards JPY)	Type (milliers JPY)											Décaissements (exercice 2017) (milliards JPY)	(Exercice 2017) (milliards JPY)**	
					Participants à des formations*		Experts*		Membres de missions d'étude*		Fourniture d'équipements*	Autres dépenses*	JOVC					Autres volontaires
					Nouveaux	En cours	Nouveaux	En cours	Nouveaux	En cours					Nouveaux	En cours	Nouveaux	En cours

4-1 Asie
Asie du Sud-Est

Région / Pays	Dons (milliards USD)	Coopération technique (milliards USD)	Prêts (milliards USD)	Dépenses de coopération technique* (milliards JPY)	Participants à des formations*	Experts*	Membres de missions d'étude*	Fourniture d'équipements*	Autres dépenses*	JOVC	Autres volontaires	Décaissements (exercice 2017) (milliards JPY)	(Exercice 2017) (milliards JPY)**				
Brunei		0,01		2017	Personnes												
				Dépenses													
Cambodge	83,15	41,46	58,55	2017	Personnes	493	89	576	53	253	1	33	21	9	14	6,909	2,515
				Dépenses	406 609	2 018 026	871 026	50 911	67 134	129 747	79 406						
Indonésie	14,88	69,11	-1128,94	2017	Personnes	14 012	5 475	5 475	5 522			508	222			47,386	
				Dépenses	11 055 886	32 838 857	21 894 540	5 219 880	7 876 932	4 616 131	2 755 562						
Laos	25,52	21,70	25,19	2017	Personnes	720	36	576	99	428	45	18	23	3	6	3,915	4,260
				Dépenses	612 951	3 345 546	1 565 199	115 980	626 970	72 983	27 035						
Malaisie	6,36	13,31	-109,31	2017	Personnes	44 743	18 035	24 860				726	259			1,519	
				Dépenses	49 713 673	134 147 135	101 971 106	40 176 537	20 230 705	7 567 523	3 640 720						
Myanmar	135,96	91,06	151,96	2017	Personnes	358	32	335	46	93		21	52	4	8	22,149	3,058
				Dépenses	260 038	1 335 764	276 060	64 384	32 500	246 669	38 878						
Philippines	63,17	51,97	-256,89	2017	Personnes	10 082	5 089	4 199				815	162			33,012	2,151
				Dépenses	10 467 578	28 493 723	17 169 663	4 897 346	5 597 552	6 629 803	2 086 542						
Singapour	0,99	0,06		2017	Personnes	370	36	128	14	18		12	16	5	6	0,271	3,032
				Dépenses	266 621	354 559	155 175	735	34 309	109 045	52 081						
Thaïlande	9,89	28,20	53,40	2017	Personnes	938	173	1 046	98	1 063	39	4	2	11		27,446	
				Dépenses	1 172 737	5 076 068	1 917 351	34 861	931 722	11 151	55 761						
Timor-Est	13,74	7,96	2,43	2017	Personnes	14 542 957	29 739 564	28 612 292	9 134 147	5 742 875		11 151	223 455			105,440	2,546
				Dépenses	309	28	467	40	989	38	18	44	1	1			
Vietnam	18,97	75,97	832,20	2017	Personnes	307 765	1 318 182	1 419 235			8 988 516	206 427	9 715	6		157,704	
				Dépenses	41 663	9 780	18 685			1 643							

Région / Pays	APD du Japon (2017)			Coopération technique de la JICA (exercice 2017)										CF et I* de la JICA	Dons de la JICA (Exercice 2017) (milliards JPY)**			
	Dons (millions USD)	Coopération technique (millions USD)	Prêts (millions USD)	Dépenses de coopération technique* (milliards JPY)	Type (milliers JPY)											Décasseiments (exercice 2017) (milliards JPY)		
					Participants à des formations*		Experts*		Membres de missions d'étude*		Fourniture d'équipements*	Autres dépenses*	JOCV				Autres volontaires	
						Nouveaux		En cours		Nouveaux		En cours		Nouveaux		En cours		
4-1 Asie (suite)																		
Asie de l'Est																		
Chine	0,26	5,52	-954,74	2017	0,404	Personnes	99	2	57	6	43					8	5	1
				Dépenses	58 279	261 567	40 887		2 218	40 880	5							
				Total cumulé	184,902	Personnes	37 201	9 448	13 777					807	33			
Dépenses	38 075 151	48 608 684	53 625 823	28 639 923	6 930 981	8 705 325	316 372											
Hong Kong		0,00		2017		Personnes												
				Dépenses														
				Total cumulé	1,909	Personnes	653	37	39									
Dépenses	1 157 472	313 236	49 766	386 594	1 725													
Macao				2017		Personnes												
				Dépenses														
				Total cumulé	0,001	Personnes	1											
Dépenses	971																	
Mongolie	31,25	26,65	442,73	2017	2,358	Personnes	417	8	538	46	31	5			16	46	1	5
				Dépenses	353 837	1 513 073	180 478	90 441	5 248	185 511	29 299							
				Total cumulé	47,611	Personnes	5 217	4 158	3 618				543	139				
Dépenses	6 746 181	13 381 066	15 667 991	3 223 684	2 025 509	5 131 943	1 434 975											
Corée du Sud				2017		Personnes												
				Dépenses														
				Total cumulé	24,473	Personnes	6 178	1 635	1 074									
Dépenses	9 545 471	3 802 838	1 841 150	9 002 856	280 302													
Asie du Sud																		
Afghanistan	86,58	25,11		2017	2,254	Personnes	333	215	127	6	9							
				Dépenses	1 211 624	760 812	250 887	20 856	10 259									
				Total cumulé	61,034	Personnes	5 467	2 112	1 918									
Dépenses	10 849 095	26 327 800	10 653 768	2 119 651	11 083 586													
Bangladesh	40,32	44,63	1227,67	2017	4,611	Personnes	267	16	575	24	469	3						
				Dépenses	589 739	2 620 985	1 350 667	44 446	5 662									
				Total cumulé	85,730	Personnes	13 392	4 037	6 425				1 265	20				
Dépenses	13 645 429	24 160 057	25 046 321	5 706 210	5 215 598	11 787 604	169 230											
Bhoutan	16,43	11,92	-0,83	2017	1,022	Personnes	138	4	108	15	88	1			13	35	4	7
				Dépenses	147 139	340 601	326 638	56 075		126 136	25 599							
				Total cumulé	21,115	Personnes	2 091	741	1 151			447	146					
Dépenses	2 962 840	4 969 706	4 715 220	1 706 790	739 776	4 514 945	1 505 954											
Inde	1,35	162,60	1390,52	2017	9,067	Personnes	289	37	343	25	1 107	53			4	9	2	
				Dépenses	849 282	1 548 121	1 855 504		4 776 222	37 489	249							
				Total cumulé	73,317	Personnes	7 876	3 269	6 309			207	2					
Dépenses	10 461 129	16 579 800	33 510 906	3 745 241	8 029 510	987 245	3 599											
Maldives	3,14	2,41	-1,07	2017	0,194	Personnes	40	1	1	1	10				6	10		
				Dépenses	51 378	22 338	83 812			36 055								
				Total cumulé	7,780	Personnes	1 094	98	470			335	11					
Dépenses	1 697 939	253 452	1 913 011	216 670	257 227	3 384 954	56 344											
Népal	28,25	29,94	39,20	2017	2,042	Personnes	108	5	285	30	172	8			35	29	2	4
				Dépenses	106 293	1 277 715	365 642	26 253	96 269	156 565	12 956							
				Total cumulé	76,169	Personnes	5 979	3 556	4 488			1 210	175					
Dépenses	9 746 809	23 859 604	19 345 549	7 361 190	2 997 367	11 021 365	1 837 546											
Pakistan	71,47	20,99	-165,84	2017	1,659	Personnes	145	7	263	34	97	1						
				Dépenses	150 739	1 173 012	184 856	126 414	23 602									
				Total cumulé	57,864	Personnes	6 992	2 514	4 471			167	54					
Dépenses	11 373 964	17 246 741	18 177 425	4 594 970	4 148 249	1 750 358	572 017											
Sri Lanka	26,28	25,92	-20,64	2017	2,424	Personnes	215	5	145	29	309	38			39	57	3	9
				Dépenses	202 374	736 135	1 028 706	27 466	143 237	248 423	38 121							
				Total cumulé	82,819	Personnes	13 238	2 883	5 824			1 039	91					
Dépenses	16 347 223	19 124 167	24 634 447	7 452 136	5 707 340	8 904 959	648 906											
Asie centrale et Caucase																		
Arménie	0,33	3,86	-10,01	2017	0,262	Personnes	39		22	5	5							
				Dépenses	51 331	174 838	35 719											
				Total cumulé	4,453	Personnes	678	151	461									
Dépenses	1 046 853	894 611	2 243 135	58 531	210 278													
Azerbaïdjan	1,15	0,43	28,56	2017	0,057	Personnes	28											
				Dépenses	32 611			24 000										
				Total cumulé	3,525	Personnes	609	9	388									
Dépenses	818 421	146 606	2 372 418	1 160	186 702													
Géorgie	0,88	0,96	12,23	2017	0,232	Personnes	39			1	50							
				Dépenses	41 504	9 518	165 091		15 934									
				Total cumulé	2,345	Personnes	528	28	254									
Dépenses	717 029	208 399	1 146 012	99 554	174 033													
Kazakhstan	0,28	1,32	-40,62	2017	0,111	Personnes	63		2	2	2							
				Dépenses	60 406	48 093	2 206											
				Total cumulé	13,448	Personnes	1 616	338	1 163									
Dépenses	2 296 269	2 514 001	7 497 507	593 056	547 574													
Kirghizistan	17,31	11,60	-0,51	2017	1,165	Personnes	148	2	110	18	43			10	32		2	
				Dépenses	187 494	678 619	108 288	77 761	2 238	108 245	2 413							
				Total cumulé	17,899	Personnes	2 177	673	1 054			207	39					
Dépenses	3 209 115	4 692 953	5 505 198	1 001 857	1 621 827	1 684 928	183 202											
Tadjikistan	16,87	7,20		2017	0,507	Personnes	94	2	80	3	1					2	2	
				Dépenses	115 273	315 029	18 604	46 894	3 657		7 937							
				Total cumulé	7,877	Personnes	2 232	277	395				10					
Dépenses	2 868 026	2 294 814	1 649 962	707 757	322 983		33 438											
Turkménistan		1,85	-1,95	2017	0,183	Personnes	11		28		3							
				Dépenses	13 132	164 540	4 910											
				Total cumulé	1,119	Personnes	527	28	46									
Dépenses	728 166	164 602	112 860		113 288													
Ouzbékistan	3,65	5,84	235,51	2017	0,707	Personnes	91	1	30	7	28	5			10	28	5	7
				Dépenses	86 299	292 969	76 612	116 089	10 621	85 613	39 118							
				Total cumulé	17,705	Personnes	2 416	1 056	1 278			232	78					
Dépenses	3 031 454	4 409 089	5 052 216	1 137 905	1 469 350	1 853 885	751 258											

Région / Pays	APD du Japon (2017)			Coopération technique de la JICA (exercice 2017)										CF et I ^e de la JICA	Dons de la JICA (Exercice 2017) (milliards JPY)**		
	Dons (millions USD)	Coopération technique (millions USD)	Prêts (millions USD)	Dépenses de coopération technique* (milliards JPY)	Type (milliers JPY)											Détachements (exercice 2017) (milliards JPY)	
					Participants à des formations*		Experts*		Membres de missions d'étude*		Fourniture d'équipements*	Autres dépenses*	JOCV				Autres volontaires
4-3 Amérique du Nord et Amérique latine_ Amérique Centrale et Caraïbes (suite)																	
Suriname		0,11		2017	0,010	Personnes	6										
				Dépenses	9 948												
				Total cumulé	0,755	Personnes	120		8		66						
Trinité-et-Tobago		0,04		2017	0,004	Personnes	2										
				Dépenses	4 095												
				Total cumulé	3,294	Personnes	169		70		142						
Dépenses	399 061		1 829 002		640 015		413 255		12 937								
Amérique du Sud																	
Argentine	0,82	6,23	-10,26	2017	0,559	Personnes	79	1	24	3	1				21	28	
				Dépenses	139 456		195 058		1 092		5 757		1 868			215 995	
				Total cumulé	49,136	Personnes	3 890		1 361		1 691				21		356
Bolivie	1,61	8,92	0,22	2017	0,977	Personnes	62	1	61	15	14			41	23	5	
				Dépenses	106 540		479 948		152 977		13 215		17 867		169 134	37 802	
				Total cumulé	73,743	Personnes	6 061		1 466		2 720				1 009		184
Brésil	1,15	19,29	-58,68	2017	1,634	Personnes	335	7	52	13	14				55	88	
				Dépenses	472 122		562 286		43 338				35 115			520 679	
				Total cumulé	117,645	Personnes	11 580		3 304		3 974				49		764
Chili	0,43	3,26	-0,90	2017	0,256	Personnes	30 313	691	30 457	709	18 357	510	15 645	336	10 250	521	1 373
				Dépenses	7 219 832		14 158 083		10 126 417		7 880 515		559 731		2 255 820	1 127 154	
				Total cumulé	43,402	Personnes	57		19		2	6			6		5
Colombie	11,20	6,86		2017	0,691	Personnes	145		29		7	25			9	17	
				Dépenses	130 477		284 809		19 777		7 605		555		70 934	176 642	
				Total cumulé	33,456	Personnes	5 103		691		1 685				279		128
Équateur	6,81	4,96	-8,86	2017	0,470	Personnes	79	2	31	5	13	2			25	17	
				Dépenses	98 403		184 280		18 509		5 072		2 502		120 263	40 938	
				Total cumulé	26,024	Personnes	2 165		492		1 310				586		90
Paraguay	4,06	9,29	-24,71	2017	0,786	Personnes	64	2	26	14	36	4			26	51	
				Dépenses	78 032		301 590		91 090		10 977		14 299		179 022	110 774	
				Total cumulé	88,192	Personnes	4 225		1 954		2 669				1 228		360
Pérou	1,60	8,53	-473,57	2017	0,884	Personnes	93	3	28	8	31			30	39		
				Dépenses	121 366		156 660		360 383				15 095		182 894	48 062	
				Total cumulé	56,768	Personnes	7 209		1 423		2 787				431		51
Uruguay	0,58	1,29		2017	0,140	Personnes	26		1		1					2	
				Dépenses	30 358		15 763									93 983	
				Total cumulé	15,470	Personnes	1 537		455		587				3		157
Vénézuéla	0,10	0,82		2017	0,061	Personnes	39										
				Dépenses	53 069							8 106					
				Total cumulé	10,753	Personnes	1 654		265		578				105		
Dépenses	2 869 095		2 665 716		3 365 381		764 240		123 550		961 843						
Amérique du Nord																	
Canada				2017	0,004	Personnes	4										
				Dépenses	3 828							78					
				Total cumulé	0,576	Personnes	138		13		25						
États-Unis d'Amérique				2017	0,044	Personnes			1	2							
				Dépenses			28 136					15 878					
				Total cumulé	1,852	Personnes	11		70		166						
Dépenses	1 295		501 344		650 056		136 945		562 568								
4-4 Maghreb Moyen-Orient																	
Algérie	0,24	0,61	-0,72	2017	0,135	Personnes	19	7			9						
				Dépenses	43 546		2 045		89 214								
				Total cumulé	7,734	Personnes	848		403		417						
Bahreïn				2017		Personnes											
				Dépenses													
				Total cumulé	1,367	Personnes	241		30		6						
Égypte	7,62	32,22	-83,10	2017	2,395	Personnes	298	60	267	42	141	29		12	12		
				Dépenses	488 372		1 304 292		271 495		15 738		229 947		72 826	12 594	
				Total cumulé	81,774	Personnes	11 149		3 246		5 511				250		39
Iran	16,66	12,77	-23,08	2017	1,244	Personnes	122		88		4	184					
				Dépenses	122 432		406 778		703 645				11 390				
				Total cumulé	28,854	Personnes	3 631		1 293		2 126						
Irak	53,26	13,14	286,73	2017	1,135	Personnes	551	13	36	4	24	1					
				Dépenses	390 832		107 864		202 122				434 092				
				Total cumulé	20,675	Personnes	9 547		232		886						
Israël				2017		Personnes											
				Dépenses													
				Total cumulé	0,046	Personnes	27		2		33						
Jordanie	84,20	10,25	94,84	2017	0,884	Personnes	99		64	20	21			14	22		
				Dépenses	86 938		517 493		89 915		4 542		23 186		137 317	24 500	
				Total cumulé	36,426	Personnes	2 803		1 008		1 868				580		205
Dépenses	3 823 464		9 260 507		8 575 158		4 285 950		2 181 233		5 747 979	2 551 218					

Région / Pays	APD du Japon (2017)			Coopération technique de la JICA (exercice 2017)										CF et I* de la JICA	Dons de la JICA (Exercice 2017) (milliards JPY)**			
	Dons (millions USD)	Coopération technique (millions USD)	Prêts (millions USD)	Dépenses de coopération technique* (milliards JPY)	Type (milliers JPY)											Détachements (exercice 2017) (milliards JPY)		
					Participants à des formations*		Experts*		Membres de missions d'étude*		Fourniture d'équipements*	Autres dépenses*	JOCV				Autres volontaires	
						Nouveaux		En cours		Nouveaux		En cours		Nouveaux		En cours		
4-4 Maghreb Moyen-Orient (suite)																		
Koweït				2017	0,962	Personnes												
				Dépenses														
Liban	18,62	1,40	-6,21	2017	0,240	Personnes	7			58								
				Dépenses			5 834			233 999								
Libye	2,64			2017	0,212	Personnes												
				Dépenses			174 146		10 764	25 199		130	2 124					
Maroc	7,47	10,32	59,38	2017	1,083	Personnes	77	48	42	13	17	4			9	21	3	9
				Dépenses			282 666		291 559		244 541			135 452		82 399		46 152
Oman			0,03	2017	14,395	Personnes												
				Dépenses			1 333 678		3 628 786		8 872 970		467 697		92 281			
Palestine	34,72	12,20		2017	1,138	Personnes	383		154	16	17							
				Dépenses			164 579		797 906		126 990		3 740		44 367			
Qatar				2017	1,106	Personnes												
				Dépenses			244 744		531 139		268 632		22 987		38 549			
Arabie saoudite		0,69		2017	0,078	Personnes			1	2	9							
				Dépenses			2 096		818		1 184				9 390			
Yémen du Sud				2017	0,705	Personnes												
				Dépenses			29		12		56							
Syrie	52,43	2,51		2017	0,216	Personnes	20											
				Dépenses			80 914		47		8 738			126 355				
Tunisie	2,71	4,67	35,39	2017	0,578	Personnes												
				Dépenses			100 853		310 314		159 237		5 001		2 315			
Émirats arabes unis		0,03		2017	0,002	Personnes												
				Dépenses			197		145		248							
Yémen	50,58	0,06	-0,07	2017	0,049	Personnes	50											
				Dépenses			49 155											
				Total cumulé	10,315	Personnes												
				Dépenses			1 785 797		2 837 472		2 702 439		1 668 706		768 582		551 718	
4-5 Afrique																		
Angola	0,79	2,90		2017	0,397	Personnes	41	10	34	4	26							
				Dépenses			61 842		183 964		147 881			3 237				
Bénin	15,86	4,49		2017	0,493	Personnes	49	5	26	9	9			27	35			
				Dépenses			75 408		176 698		78 236		1 196		161 858			
Botswana	0,31	4,20	3,22	2017	0,367	Personnes	68	8	22	10	16			22	15	2	2	
				Dépenses			71 216		139 040		60 932		1 195		79 509		14 806	
Burkina Faso	8,87	10,50		2017	0,890	Personnes	73	14	50	17	55	7		22	2			
				Dépenses			148 857		459 419		216 412		10 300		1 822		53 357	
Burundi	1,73	0,86		2017	0,103	Personnes	48	5			2							
				Dépenses			78 509		19 153		5 811							
Cameroun	7,80	8,64	12,76	2017	0,682	Personnes	81	18	27	12	6	4		6	25		1	
				Dépenses			161 241		227 364		140 382		33 260		1 280		113 270	
Cap-Vert	1,95	0,54	5,64	2017	0,008	Personnes	8											
				Dépenses			8 484				12		289					
République centrafricaine	10,86	0,03		2017	0,004	Personnes	1											
				Dépenses			4 226				9		223					
				Total cumulé	2,804	Personnes												
				Dépenses			569 032		369 622		1 400 958		451 204		13 254			

Région / Pays	APD du Japon (2017)			Coopération technique de la JICA (exercice 2017)										CF et I ^e de la JICA	Dons de la JICA (Exercice 2017) (milliards JPY)**				
	Dons (millions USD)	Coopération technique (millions USD)	Prêts (millions USD)	Dépenses de coopération technique* (milliards JPY)	Type (milliers JPY)								JOCV			Autres volontaires		Décassements (exercice 2017) (milliards JPY)	
					Participants à des formations*		Experts*		Membres de missions d'étude*		Fourniture d'équipements*	Autres dépenses*	Nouveaux			En cours	Nouveaux		En cours
Nouveaux		En cours		Nouveaux		En cours		Nouveaux		En cours				Nouveaux				En cours	
4-5 Afrique (suite)																			
Tchad	10,99	0,23	0,027	Personnes	20														
				Dépenses	27 341														
				Total cumulé	0,978	Personnes	322		5		43								
Comores	1,78	0,34	0,039	Personnes	9		2	1											
				Dépenses	13 450		10 419				15 099								
				Total cumulé	1,356	Personnes	224		47		42								
Congo	2,72	0,46	0,120	Personnes	10	3		13	1										
				Dépenses	15 910				103 986										
				Total cumulé	1,159	Personnes	200		3		123								
Côte d'Ivoire	22,44	15,99	1,794	Personnes	805	18	48	9	145	8									
				Dépenses	316 641		409 809		732 939		334 835								
				Total cumulé	18,186	Personnes	10 531		446		985					173			
République démocratique du Congo	28,74	11,87	1,132	Personnes	98	10	64	12	103	11									
				Dépenses	155 563		647 614		312 681		2 548		13 408						
				Total cumulé	17,725	Personnes	24 602		464		878								
Djibouti	13,24	3,67	0,369	Personnes	32	1	14	4	28	1				1	9				
				Dépenses	59 777		94 031		150 902		2		30 340		33 779				
				Total cumulé	6,182	Personnes	579		123		543					134			
Guinée équatoriale		0,15	0,017	Personnes	3	1													
				Dépenses	16 913														
				Total cumulé	0,351	Personnes	94		1										
Érythrée	2,67	0,82	0,047	Personnes	11	3		1	2										
				Dépenses	25 631		19 049		2 597										
				Total cumulé	2,666	Personnes	305		41		178								
Eswatini (anciennement Swaziland)	2,94	0,79	-1,80	Personnes	39	5	6		2					3	1				
				Dépenses	56 919		23 635		29 656				6 884		3 907				
				Total cumulé	4,578	Personnes	1 329		64		258					3			
Éthiopie	11,25	27,61	2,161	Personnes	170	43	139	25	171	19				28	48		7		
				Dépenses	325 373		823 671		583 154		68 886		83 857		241 153		34 654		
				Total cumulé	47,979	Personnes	3 041		1 728		2 068				705		317 145		
Gabon	0,42	3,16	-0,88	Personnes	25	4	10	4	15					12	10	10	1		
				Dépenses	41 741		153 872		116 091				43 314		69 365				
				Total cumulé	5,428	Personnes	604		111		206				146		12		
Gambie		0,41	0,070	Personnes	15	7	4												
				Dépenses	48 231		21 580												
				Total cumulé	3,014	Personnes	336		12		229								
Ghana	34,57	16,63	1,466	Personnes	179	10	98	22	7					27	75	2	2		
				Dépenses	208 506		806 670		50 212		21 931		63 883		305 650		9 095		
				Total cumulé	58,913	Personnes	4 474		1 875		1 953				1 348		33		
Guinée	26,65	3,42	0,357	Personnes	42	3	4	2	34										
				Dépenses	56 481		81 743		100 062		73 742		44 960						
				Total cumulé	8,284	Personnes	791		52		774								
Guinée-Bissao	2,41	0,41	0,050	Personnes	8	1	3												
				Dépenses	27 184		22 844												
				Total cumulé	0,931	Personnes	178		11		81								
Kenya	16,95	36,73	26,60	Personnes	603	101	211	51	178	19				19	56	2	4		
				Dépenses	624 024		1 648 106		675 151		41 880		60 288		221 681		21 430		
				Total cumulé	125,511	Personnes	13 674		3 893		4 743				1 635		45		
Lesotho	1,32	0,32	0,043	Personnes	29	1								1	1				
				Dépenses	40 125									965		1 536			
				Total cumulé	1,303	Personnes	756				72				1		4		
Libéria	22,95	2,50	0,191	Personnes	64	4	7	5											
				Dépenses	136 570		51 675					2 647							
				Total cumulé	6,092	Personnes	624		81		228				170				
Madagascar	5,43	8,44	0,938	Personnes	103	19	39	12	41	3				20	24				
				Dépenses	194 160		443 033		150 569		3 458		26 510		120 432				
				Total cumulé	20,767	Personnes	1 136		533		1 235				171				
Malawi	29,44	11,67	1,365	Personnes	149	20	74	21	26					48	69	2			
				Dépenses	267 449		614 800		180 190		6 239		327		292 551		3 754		
				Total cumulé	45,797	Personnes	3 274		969		1 407				1 793		49		
Mali	16,17	3,83	0,229	Personnes	233	4	1	2	16										
				Dépenses	54 479		21 393		153 105										
				Total cumulé	10,485	Personnes	1 000		49		859				11				
Mauritanie	10,96	1,76	0,163	Personnes	30	3	1	1	45	3									
				Dépenses	40 299		11 670		111 009										
				Total cumulé	6,776	Personnes	722		47		714								
				Dépenses	1 049 541		926 958		4 505 735		259 383		34 547						

Région / Pays	APD du Japon (2017)			Coopération technique de la JICA (exercice 2017)										CF et I* de la JICA	Dons de la JICA (Exercice 2017) (milliards JPY)**				
	Dons (millions USD)	Coopération technique (millions USD)	Prêts (millions USD)	Dépenses de coopération technique* (milliards JPY)	Type (milliers JPY)											Décassements (exercice 2017) (milliards JPY)			
					Participants à des formations*		Experts*		Membres de missions d'étude*		Fourniture d'équipements*	Autres dépenses*	JOCV				Autres volontaires		
						Nouveaux		En cours		Nouveaux		En cours		Nouveaux		En cours			
4-5 Afrique (suite)																			
Maurice	1,92	0,59	-2,75	2017	0,069	Personnes	15	3	7										
				Dépenses	30 102	39 184													
				Total cumulé	6,157	Personnes	550	104	492										
Mozambique	22,52	25,23	100,86	2017	2,338	Personnes	217	73	224	30	96				18	47	3	3	
				Dépenses	530 426	1 254 187	298 064	8 055	18 892	203 103	24 802								
				Total cumulé	29,107	Personnes	16 403	1 606	1 754										
Namibie	0,68	3,09	-8,37	2017	0,274	Personnes	41	7	2	13	3				12	13			
				Dépenses	53 139	80 247	53 429					12 007		75 326					
				Total cumulé	5,603	Personnes	1 426	118	284										
Niger	12,63	1,92		2017	0,253	Personnes	45	3	15	2									
				Dépenses	91 645	159 705	521					878							
				Total cumulé	21,198	Personnes	1 083	214	820										
Nigéria	13,38	9,67	-0,11	2017	0,728	Personnes	140	52	42	9	37	1							
				Dépenses	389 704	136 431	134 189	63 263	4 457										
				Total cumulé	20,452	Personnes	6 777	623	1 103										
Rwanda	20,34	15,18	7,80	2017	1,482	Personnes	88	35	119	24	36				19	29			
				Dépenses	254 074	871 356	200 218	24 970	36 195	94 938									
				Total cumulé	15,758	Personnes	1 266	710	656										
Sao Tomé-et-Principe	2,31	0,23		2017	0,027	Personnes	9	1											
				Dépenses	27 327														
				Total cumulé	0,810	Personnes	280	6	48										
Sénégal	7,43	22,47	74,89	2017	1,835	Personnes	129	35	100	32	56	1			28	58	3	4	
				Dépenses	317 080	916 846	312 248	18 094	14 804	238 051	18 018								
				Total cumulé	50,941	Personnes	4 420	1 028	2 227										
Seychelles	5,35	0,13		2017	0,014	Personnes	5	1											
				Dépenses	14 214														
				Total cumulé	1,935	Personnes	364	14	149										
Sierra Leone	5,07	5,56		2017	0,477	Personnes	54	10	66	6									
				Dépenses	122 529	348 948	4 803					491							
				Total cumulé	7,755	Personnes	590	499	179										
Somalie	21,17	0,32		2017	0,039	Personnes	13	2	4										
				Dépenses	33 534	5 224													
				Total cumulé	1,053	Personnes	155	25	51										
Afrique du Sud	0,84	11,02	-0,84	2017	1,188	Personnes	126	68	61	19	50				7	6	3	3	
				Dépenses	366 538	544 789	215 030	862	10 337	26 779	24 021								
				Total cumulé	14,853	Personnes	1 844	626	892										
Soudan du Sud	35,74	6,48		2017	0,536	Personnes	86	13	54		65								
				Dépenses	172 080	311 065	27 003	13 326	12 109										
				Total cumulé	9,283	Personnes	536	537	485										
Soudan	11,34	12,34		2017	1,527	Personnes	167	15	90	18	80	3			16	22		1	
				Dépenses	181 826	997 176	206 889	37 205	3 937	99 789	40								
				Total cumulé	23,674	Personnes	3 501	1 249	996										
Tanzanie	20,68	21,81	31,70	2017	2,272	Personnes	922	60	107	34	170	7			37	46	1	1	
				Dépenses	430 576	1 108 405	516 362	16 081	34 310	159 129	7 363								
				Total cumulé	91,389	Personnes	20 282	2 142	3 803										
Togo	16,27	0,39		2017	0,064	Personnes	29	3	1										
				Dépenses	57 181	5 531	870												
				Total cumulé	2,584	Personnes	557	8	212										
Ouganda	21,70	18,44	24,07	2017	1,557	Personnes	184	23	87	29	100	7			27	72	1	3	
				Dépenses	253 884	742 058	271 989	19 742	11 386	240 368	17 617								
				Total cumulé	32,070	Personnes	3 381	914	1 435										
Zambie	5,77	18,35	1,22	2017	1,869	Personnes	201	18	64	29	35				35	60	4	15	
				Dépenses	282 905	964 646	207 613	23 510	39 619	258 557	91 789								
				Total cumulé	63,696	Personnes	3 969	1 303	2 123										
Zimbabwe	9,83	5,00		2017	0,535	Personnes	73	8	3	4	14	1			4	17			
				Dépenses	152 030	89 535	216 491					3 012		74 155					
				Total cumulé	19,461	Personnes	1 910	106	888										

4-6 Europe

Albanie		3,74	12,30	2017	0,374	Personnes	27		19		12							
				Dépenses	36 985	140 251	153 724	43 288										
				Total cumulé	3,297	Personnes	509	81	250									
Autriche				2017		Personnes												
				Dépenses														
				Total cumulé	0,525	Personnes		12	4									

Région / Pays	APD du Japon (2017)			Coopération technique de la JICA (exercice 2017)										CF et I* de la JICA	Dons de la JICA (Exercice 2017) (milliards JPY)**		
	Dons (millions USD)	Coopération technique (millions USD)	Prêts (millions USD)	Dépenses de coopération technique* (milliards JPY)	Type (milliers JPY)											Détachements (exercice 2017) (milliards JPY)	
					Participants à des formations*		Experts*		Membres de missions d'étude*		Fourniture d'équipements*	Autres dépenses*	JOCV				Autres volontaires
Nouveaux		En cours		Nouveaux		En cours		Nouveaux		En cours			Nouveaux		En cours		
4-6 Europe (suite)																	
Malte				2017	Personnes												
				Dépenses													
Moldavie	4,93	0,59		2017	Personnes	13			3								
				Dépenses													
Monaco				2017	Personnes												
				Dépenses													
Monténégro	0,13	0,02		2017	Personnes	3											
				Dépenses													
Pays-Bas				2017	Personnes												
				Dépenses													
Norvège				2017	Personnes												
				Dépenses													
Pologne				2017	Personnes												
				Dépenses													
Portugal				2017	Personnes												
				Dépenses													
Roumanie			-30,12	2017	Personnes												
				Dépenses													
Russie				2017	Personnes												
				Dépenses													
Serbie	0,62	3,45	29,87	2017	Personnes	48		44	8	2							
				Dépenses													
Slovaquie				2017	Personnes												
				Dépenses													
Slovénie				2017	Personnes												
				Dépenses													
Union soviétique				2017	Personnes												
				Dépenses													
Espagne				2017	Personnes												
				Dépenses													
Suède				2017	Personnes												
				Dépenses													
Suisse				2017	Personnes												
				Dépenses													
Macédoine (ARYM)	0,45	0,36	-4,67	2017	Personnes	14	1	8									
				Dépenses													
Turquie	14,31	3,17	-45,42	2017	Personnes	57	1	10	4	25							
				Dépenses													
Ukraine	2,43	8,30	-8,30	2017	Personnes	56	1	14	1	126	11						
				Dépenses													
Royaume-Uni				2017	Personnes												
				Dépenses													

5 Répartition régionale et sectorielle de la coopération technique (exercice 2017)

Type de coopération	Nouveau/ en cours	Nombre total de personnes	Planification/ administration		Travaux/services publics				Agriculture/forêts/pêche				Mines/industrie		Énergie	Commerce/ tourisme		Ressources humaines		Santé/ soins médicaux	Protection sociale	Autres
			Planification du développement	Administration	Services publics	Transport/ trafic	Infrastructure sociale	Communications/ radio-diffusion	Agriculture	Industrie animale	Forêts	Pêche	Mines	Industrie		Commerce/ échanges	Tourisme	Ressources humaines	Sciences/ culture			
Participants à des formations	Nouveaux	7 013	215	1 707	277	613	244	102	626	47	95	92	29	66	295	551	54	897		522	214	367
	En cours	792	12	51	3	9	12	5	52	9		11	20					580		25		3
	Total	7 805	227	1 758	280	622	256	107	678	56	95	103	49	66	295	551	54	1 477		547	214	370
Experts	Nouveaux	7 311	170	913	841	1 269	430	119	565	93	194	57	7	66	226	291	29	859	6	478	260	438
	En cours	776	17	131	43	97	26	6	82	6	18	7		14	22	36	2	67		53	14	135
	Total	8 087	187	1 044	884	1 366	456	125	647	99	212	64	7	80	248	327	31	926	6	531	274	573
Membres de missions d'étude	Nouveaux	6 394	461	612	434	2 598	276	66	189	13	72	47	17	13	349	342	30	312		276	20	267
	En cours	252	16	7	8	125	38		14		1				6	9	3	3		16		6
	Total	6 646	477	619	442	2 723	314	66	203	13	73	47	17	13	355	351	33	315		292	20	273
JOCV	Nouveaux	293	19	11	3		1	1	6	6	2			5		8	4	151	7	46		23
	En cours	515	51	16			3	2	19	6				8		6	13	215	25	106		43
	Total	808	70	27	3		4	3	25	12	2			13		14	17	366	32	152		66
Autres volontaires	Nouveaux	61	1	6	1		1		4	2				8		2	1	22	3	7		2
	En cours	109		13	3	1	5	4	6	1				9		11	3	32	8	9		3
	Total	170	1	19	4	1	6	4	10	3				17		13	4	54	11	16		5

5-2 Pacifique

Participants à des formations	Nouveaux	645	14	101	25	75	13	3	11	4	22	99	9		26	9	12	122		53	4	43
	En cours	62	1	4			2		3			5	1					45				1
	Total	707	15	105	25	75	15	3	14	4	22	104	10		26	9	12	167		53	4	44
Experts	Nouveaux	379	1	64	48	53			13		52	21	14		20		2	46		16		29
	En cours	65	3	4	2	6			1		7	5			1			4		6		26
	Total	444	4	68	50	59			14		59	26	14		21		2	50		22		55
Membres de missions d'étude	Nouveaux	159	11	8	6	31	18	24							39			4		7		6
	En cours	8		3			4	1														
	Total	167	11	11	6	31	22	25							39			4		7		6
JOCV	Nouveaux	115	3	2			1		1	1				1		1	2	66	8	25		3
	En cours	157	12	11	1		2	1	3					3		2		76	7	35		3
	Total	272	15	13	1		3	1	4	1	1			4		3	2	142	15	60		6
Autres volontaires	Nouveaux	24		2	1	3	1		3					2		1		5	1	3		1
	En cours	66		5	4	2	2		2	2	1	6		7	1	3	1	14		14		2
	Total	90		7	5	5	3		5	2	1	7		9	1	4	1	19	1	17		3

5-3 Amérique du Nord et Amérique latine

Participants à des formations	Nouveaux	1 932	26	252	80	66	117	9	191	1	21	6	1	74	81	97	32	349		121	22	386
	En cours	64	1			10	1		1					2	1			15				33
	Total	1 996	27	252	80	76	118	9	192	1	21	6	3	74	82	97	32	364		121	22	419
Experts	Nouveaux	675	27	30	31	21	73		65	8	53	1			21	28	16	64		65	78	94
	En cours	165	10	11	7	3	11	2	14	1	9	3			1	3	1	9		10	3	67
	Total	840	37	41	38	24	84	2	79	9	62	4			22	31	17	73		75	81	161
Membres de missions d'étude	Nouveaux	378		8	14	63	41		38		3		1	33	84	9	1	13		25		45
	En cours	27			2	8	8		4						2	1				1		1
	Total	405		8	16	71	49		42		3		1	33	86	10	1	13		26		46
JOCV	Nouveaux	289	22	4	1		1	2	1	7						4	1	167	5	37		9
	En cours	401	45	10	1		2		11	10				5	1	6	4	197	18	77		11
	Total	690	67	14	2		3	2	12	17				5	1	10	5	364	23	114		20
Autres volontaires	Nouveaux	166	2	7	5		1	1	2	1				4	3	18	2	61	38	7		11
	En cours	264	5	9	9	3	10		14	2				19	1	20	2	65	71	16		14
	Total	430	7	16	14	3	11	1	16	3				23	4	38	4	126	109	23		25

Type de coopération	Nouveaux/en cours	Nombre total de personnes	Planification/administration		Travaux/services publics				Agriculture/forêts/pêche				Mines/industrie		Énergie	Commerce/tourisme		Ressources humaines		Santé/soins médicaux	Protection sociale	Autres	
			Planification du développement	Administration	Services publics	Transport/trafic	Infrastructure sociale	Communications/radio	Agriculture	Industrie animale	Forêts	Pêche	Mines	Industrie		Commerce/échanges	Tourisme	Ressources humaines	Sciences/culture				
5-4 Maghreb Moyen-Orient																							
Participants à des formations	Nouveaux	1 687	12	288	24	58	26	3	418	2	12	23	1	11	346	31	40	122	9	52	124	85	
	En cours	136	1	5		3	1		4			6						106		10			
	Total	1 823	13	293	24	61	27	3	422	2	12	29	1	11	346	31	40	228	9	62	124	85	
Experts	Nouveaux	670	7	129	27	8			84		1	12			16	2	35	104	156	19	16	25	29
	En cours	103	15	10	1				9			3					2	17	20		3	2	21
	Total	773	22	139	28	8			93		1	15			16	2	37	121	176	19	19	27	50
Membres de missions d'étude	Nouveaux	534	8	142	64	32	1		16			2			106	9	13	105	1	11	2	22	
	En cours	34							15			4						14				1	
	Total	568	8	142	64	32	1		31			6			106	9	13	119	1	11	2	23	
JOCV	Nouveaux	35		1													1	25	3	4	1		
	En cours	55	2	2														36	3	9	3		
	Total	90	2	3													1	61	6	13	4		
Autres volontaires	Nouveaux	6																5	1				
	En cours	15		1	1		1	1					1			2		7				1	
	Total	21		1	1		1	1					1			2		12	1			1	

5-5 Afrique																						
Participants à des formations	Nouveaux	5 590	179	1 820	151	172	95	15	953	12	77	81	51	23	147	175	11	770		603	36	219
	En cours	751	6	10			8		67	9		21	22		8			599				1
	Total	6 341	185	1 830	151	172	103	15	1 020	21	77	102	73	23	155	175	11	1 369		603	36	220
Experts	Nouveaux	1 929	23	110	140	170	41	50	341	21	121	39	8	61	67	61		295		255	7	119
	En cours	463	8	21	17	12	6	1	96	3	22	9	1	5	3	15		45	1	53	2	143
	Total	2 392	31	131	157	182	47	51	437	24	143	48	9	66	70	76		340	1	308	9	262
Membres de missions d'étude	Nouveaux	1 878	129	68	95	339	104	2	214		93	73	7	118	276	70	1	157	3	48	3	78
	En cours	101	4	1	3	27	9		18		6	7		11	3	11		1				
	Total	1 979	133	69	98	366	113	2	232		99	80	7	129	279	81	1	158	3	48	3	78
JOCV	Nouveaux	439	86	11	4		2		18	2	2	2			2	1	221	15	62	9		
	En cours	738	160	19	3		5	1	27	4	4	2			16	8	6	338	26	102	17	
	Total	1 177	246	30	7		7	1	45	6	6	4			18	10	7	559	41	164	26	
Autres volontaires	Nouveaux	35	1	2	3		1		1			1				1	16	1	5	1		
	En cours	47		3											6	6	1	24	6	1		
	Total	82	1	5	3		1		1			1			8	6	2	40	7	6	1	

5-6 Europe																						
Participants à des formations	Nouveaux	271	25	46	5	5	32	20	9	2	1		7	1	25	29	6	12		24	1	21
	En cours	4		2		1			1													
	Total	275	25	48	5	6	32	20	10	2	1		7	1	25	29	6	12		24	1	21
Experts	Nouveaux	134		14	7			28			8				9	21				9	3	35
	En cours	19	3	1		1		1					1				1	1		3		7
	Total	153	3	15	7	1		29			8		1		9	21	1	1		12	3	42
Membres de missions d'étude	Nouveaux	185	1	17	94	8	28		3			1						4		2	14	13
	En cours	16		1	8		2		5													
	Total	201	1	18	102	8	30		8			1						4		2	14	13
Autres volontaires	En cours	7					1								1	1		3			1	
	Total	7					1								1	1		3			1	

5-7 International																							
Membres de missions d'étude	Nouveaux	700	2	42	38	24		4	4		31			107	10	21	45	8	12		14	21	317
	En cours	21												5		6	3						7
	Total	721	2	42	38	24		4	4		31			112	10	27	48	8	12		14	21	324

5-8 Organisations internationales																						
Autres volontaires	Nouveaux	5	5																			
	En cours	6	1			1																4
	Total	11	6			1																

6 Répartition sectorielle des projets de coopération technique (exercice 2017) (Unité : 100 millions JPY, %)

Secteur	Type de coopération	Nouveaux			En cours			Total		
		Nombre	Montant	Taux	Nombre	Montant	Taux	Nombre	Montant	Taux
Planification/ administration	Planification du développement	3	0,1	0,7	9	4,9	1,3	12	5	1,3
	Administration	15	1,5	7,5	69	54,6	15	84	56,1	14,6
	Sous-total	18	1,6	8,2	78	59,5	16,4	96	61,1	15,9
Travaux/ services publics	Services publics	5	0,7	3,7	31	29,6	8,1	36	30,3	7,9
	Transport/trafic	4	0,20	1,2	38	26,5	7,3	42	26,8	7
	Infrastructure sociale	3	3,5	17,3	16	13,2	3,6	19	16,7	4,3
	Communications/radiodiffusion	3	3,3	16,3	7	4,2	1,2	10	7,5	2
	Sous-total	15	7,7	38,5	92	73,5	20,2	107	81,2	21,2
Agriculture/ forêts/ pêche	Agriculture	12	4	19,9	66	56,9	15,7	78	60,9	15,9
	Industrie animale				4	3,7	1	4	3,7	1
	Forêts	4	0,2	0,9	21	15	4,1	25	15,20	4
	Pêche				8	5,7	1,6	8	5,7	1,5
	Sous-total	16	4,2	20,8	99	81,4	22,4	115	85,5	22,3
Mines/ industrie	Mines				5	1,7	0,5	5	1,7	0,4
	Industrie	1	0,1	0,6	11	8,8	2,4	12	9,00	2,3
	Sous-total	1	0,1	0,6	16	10,5	2,9	17	10,60	2,8
Énergie		3	0,6	2,9	7	5,5	1,5	10	6,1	1,6
Commerce/ tourisme	Commerce/échanges	4	1,7	8,5	18	14	3,9	22	15,7	4,1
	Tourisme				1	0,7	0,2	1	0,7	0,2
	Sous-total	4	1,7	8,5	19	14,7	4,1	23	16,4	4,3
Ressources humaines	Ressources humaines	7	0,3	1,3	56	72,7	20	63	73	19
	Sciences/culture				1	0,7	0,2	1	0,7	0,2
	Sous-total	7	0,3	1,3	57	73,4	20,2	64	73,7	19,2
Santé/soins médicaux		12	2,1	10,3	52	34,3	9,4	64	36,4	9,5
Protection sociale		4	0,7	3,6	14	7,3	2	18	8,1	2,1
Autres		4	1,1	5,4	8	3,5	1	12	4,6	1,2
Total général		84	20	100,0	442	363,7	100,0	526	383,70	100,0

Notes : Les projets dont les procès-verbaux des discussions (PVD) ont été signés durant l'exercice 2017 sont classés dans la catégorie « Nouveaux ». Les projets dont les PVD ont été signés durant l'exercice 2016 ou antérieurement, et dont le décaissement a eu lieu durant l'exercice 2017 sont classés dans la catégorie « En cours ».

Projets de coopération technique uniquement (hors partenariat de recherche scientifique et technologique pour le développement durable (SATREPS) et coopération technique pour la planification du développement).

Montant : Montants décaissés durant l'exercice 2017.

Les chiffres étant arrondis, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des composants.

7 Répartition sectorielle des projets de dons (exercice 2017) (Unité : 100 millions JPY, %)

Secteur	Nombre	Total *	Taux	
Planification/ administration	Administration générale	1	15,4	1,3
	Environnement	1	12,42	1,1
	Sous-total	2	27,82	2,4
Travaux/ services publics	Approvisionnement en eau	11	117,26	10,2
	Réseaux d'égouts	1	3,13	0,3
	Assainissement urbain	1	2,76	0,2
	Routes	22	165,81	14,4
	Ports	3	29,65	2,6
	Aviation et aéroports	3	49,16	4,3
	Météorologie et séismes	4	26,55	2,3
	Lutte contre l'érosion fluviale et côtière	1	18,44	1,6
	Communications générales et radiodiffusion	1	27,92	2,4
	Télécommunications	2	23,78	2,1
	Sous-total	49	464,46	40,3
	Agriculture/ forêts/ pêche	Agriculture générale	3	28,08
Ingénierie agricole		2	3,19	0,3
Machines agricoles		1	8,37	0,7
Pêche		5	67,93	5,9
Sous-total		11	107,57	9,3
Énergie	Énergie électrique	7	147,53	12,8
	Nouvelles énergies et énergies renouvelables	1	10,70	0,9
	Sous-total	8	158,23	13,7

Secteur	Nombre	Total *	Taux	
Commerce/ tourisme	Gestion d'entreprise	1	3,51	0,3
	Sous-total	1	3,51	0,3
Ressources humaines	Éducation	11	93,57	8,1
	Éducation de base	2	21,49	1,9
	Éducation supérieure	1	17,23	1,5
	Formation professionnelle	48	52,82	4,6
	Culture	7	11,61	1
	Sous-total	69	196,72	17,1
Santé/soins médicaux	Santé et soins médicaux	16	191,44	16,6
	Sous-total	16	191,44	16,6
Autres	1	1,54	0,1	
Total général	157	1 151,29	100,0	

Note : Les chiffres étant arrondis, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des composants.

*Montant des accords de dons (A/D) conclus. Pour les projets échelonnés sur plusieurs exercices, le montant maximal autorisé par exercice est comptabilisé pour chaque exercice considéré, y compris le montant maximal autorisé pour les exercices antérieurs à 2016 dans les A/D conclus durant l'exercice 2017. L'augmentation du montant maximal prévue par la modification de l'A/D conclu avant l'exercice 2016 est comptabilisée pour l'exercice durant lequel la modification a été apportée.

8 Aperçu de la coopération pour le financement et les investissements (cinq derniers exercices)

(Unité : 100 millions JPY, %)

		Exercice 2013			Exercice 2014			Exercice 2015			Exercice 2016			Exercice 2017		
		Nombre	Total	Taux	Nombre	Total	Taux	Nombre	Total	Taux	Nombre	Total	Taux	Nombre	Total	Taux
Prêts d'APD	Engagements	38	7 846	79,6	31	5 848	57,7	51	14 748	71,1	36	11 239	76,6	35	11 263	61,0
	Asie	1	83	0,8				2	315	1,5						
	Pacifique	2	115	1,2	7	752	7,4				3	961	6,5	3	326	1,8
	Amérique du Nord et Amérique latine	4	709	7,2	4	746	7,4	8	2 077	10,0	4	1 259	8,6	6	1 443	7,8
	Maghreb Moyen-Orient	6	519	5,3	4	482	4,8	6	1 344	6,5	8	1 216	8,3	5	418	2,3
	Afrique	1	489	5	1	100	1	3	1 902	9,2						
	Europe	1	95	1	2	2 211	21,8	1	359	1,7				4	5 004	27,1
	Organisations internationales, etc.															
	Autres															
	Total	53	9 857	100,0	49	10 138	100,0	71	20 745	100,0	51	14 674	100,0	53	18 454	100,0
	Décaissements		7 495			8 273			9 700			8 790			11 099	
	Remboursements		7 050			6 725			6 960			7 003			7 742	
	Montants non remboursés		113 490			115 038			117 825			119 611			122 968	
Financement des investissements du secteur privé	Engagements (prêts)	1	1					2	39		2	99		6	430	
	(financement)				2	21		2	1 824		4	84				
	Décaissements		3			6			15			257			286	
	Montants recouverts		58			250			8			4			11	
	Montants non remboursés		666			422			429			682			953	

Notes : Pour les exercices 2013 et 2015, les engagements de prêts supplémentaires pour des projets ne sont pas pris en compte dans le nombre total d'engagements de prêts alors qu'il sont comptabilisés dans le montant total, soit 43 000 millions JPY pour l'exercice 2013 et 8 900 millions JPY pour l'exercice 2015.

Les remboursements avancés (les montants supplémentaires et non prévus remboursés durant l'exercice pour alléger les remboursements du ou des exercices suivants) pour chaque année correspondent aux montants suivants : exercice 2014 : 5 000 millions JPY ; exercice 2015 : 12 300 millions JPY ; exercice 2016 : 4 900 millions JPY ; exercice 2017 : 45 100 millions JPY.

Les données intègrent les emprunts gérés par la JICA selon les normes comptables des organismes administratifs indépendants.

Taux d'augmentation des montants non remboursés en 2017 par rapport à l'exercice précédent : prêts d'APD 2,8 % ; financement des investissements du secteur privé 39,7 % ; total des prêts d'APD et du financement des investissements du secteur privé 3,0 %.

9 Répartition sectorielle de la coopération pour le financement et les investissements

(Unité : 100 millions JPY, %)

Secteur	Exercice 2017									Cumulé								
	Prêts d'APD			Financement des investissements du secteur privé			Total			Prêts d'APD			Financement des investissements du secteur privé			Total		
	Nombre	Total	Taux	Nombre	Total	Taux	Nombre	Total	Taux	Nombre	Total	Taux	Nombre	Total	Taux	Nombre	Total	Taux
Électricité et gaz	9	1 312	7,1	3	176	41,0	12	1 489	7,9	691	75 842	20,7	25	467	6,0	716	76 309	20,4
Barrages polyvalents										61	2 738	0,7	3	8	0,1	64	2 746	0,7
Centrales électriques	5	792	4,3	2	140	32,5	7	931	4,9	407	50 337	13,7	16	313	4,0	423	50 650	13,5
Lignes de transmission et systèmes de distribution	2	231	1,3				2	231	1,2	181	17 286	4,7	2	15	0,2	183	17 301	4,6
Gaz										17	2 884	0,8	3	95	1,2	20	2 979	0,8
Autres	2	289	1,6	1	37	8,5	3	326	1,7	25	2 596	0,7	1	37	0,5	26	2 633	0,7
Transports	19	7 589	41,1				19	7 589	40,2	970	123 354	33,7	33	246	3,2	1 003	123 599	33,1
Routes	7	878	4,8				7	878	4,7	328	33 790	9,2	10	104	1,3	338	33 894	9,1
Ponts	2	577	3,1				2	577	3,1	85	8 487	2,3				85	8 487	2,3
Voies ferrées	6	3 857	20,9				6	3 857	20,4	257	51 437	14,1	8	34	0,4	265	51 472	13,8
Aéroports	1	768	4,2				1	768	4,1	81	11 818	3,2	1	0	0,0	82	11 818	3,2
Ports	2	1 424	7,7				2	1 424	7,5	150	13 655	3,7	6	83	1,1	156	13 738	3,7
Transport maritime	1	85	0,5				1	85	0,5	50	2 648	0,7	5	18	0,2	55	2 665	0,7
Autres										19	1 518	0,4	3	7	0,1	22	1 525	0,4
Télécommunications										203	10 478	2,9	11	73	0,9	214	10 551	2,8
Télécommunications										177	9 313	2,5	11	73	0,9	188	9 387	2,5
Radiodiffusion										25	1 146	0,3				25	1 146	0,3
Autres										1	19	0,0				1	19	0,0
Irrigation et lutte contre les inondations	4	733	4,0				4	733	3,9	264	17 264	4,7	4	24	0,3	268	17 288	4,6
Agriculture, forêts et industrie de la pêche	2	416	2,3	1	80	18,6	3	496	2,6	164	11 354	3,1	260	1 476	19,1	424	12 830	3,4
Agriculture	1	305	1,7	1	80	18,6	2	385	2,0	98	6 856	1,9	124	762	9,8	222	7 617	2,0
Forêts	1	111	0,6				1	111	0,6	46	3 990	1,1	75	552	7,1	121	4 542	1,2
Pêche										20	508	0,1	60	160	2,1	80	668	0,2
Élevage													1	3	0,0	1	3	0,0
Mines et industrie manufacturière	2	278	1,5	1	11	2,6	3	289	1,5	245	20 286	5,5	410	2 512	32,4	655	22 799	6,1
Mines										57	2 372	0,6	158	563	7,3	215	2 936	0,8
Industrie manufacturière	2	278	1,5	1	11	2,6	3	289	1,5	185	17 845	4,9	251	1 916	24,7	436	19 761	5,3
Autres										3	70	0,0	1	33	0,4	4	103	0,0
Services sociaux	9	2 146	11,6	1	163	37,8	10	2 309	12,2	573	53 955	14,7	41	766	9,9	614	54 721	14,6
Approvisionnement en eau, réseaux d'égouts et assainissement	5	1 682	9,1	1	163	37,8	6	1 844	9,8	300	33 569	9,2	9	267	3,4	309	33 836	9,1
Éducation	2	185	1,0				2	185	1,0	86	5 647	1,5	4	8	0,1	90	5 655	1,5
Santé publique et médecine										40	2 429	0,7	2	10	0,1	42	2 439	0,7
Tourisme										20	1 836	0,5	7	155	2,0	27	1 992	0,5
Infrastructures communautaires urbaines/rurales	2	280	1,5				2	280	1,5	59	5 768	1,6	16	188	2,4	75	5 956	1,6
Renforcement de la gestion administrative										17	731	0,2				17	731	0,2
Protection environnementale multisecteurs										44	2 882	0,8	3	137	1,8	47	3 019	0,8
Autres										7	1 094	0,3				7	1 094	0,3
Prêts de soutien à la balance des paiements	7	5 634	30,5				7	5 634	29,8	318	50 596	13,8				318	50 596	13,5
Autres	1	344	1,9				1	344	1,8	21	2 971	0,8	42	2 183	28,2	63	5 155	1,4
Total général	53	18 454	100,0	6	430	100,0	59	18 884	100,0	3 449	366 100	100,0	826	7 748	100,0	4 275	373 848	100,0
Rééchelonnement										209	21 181					209	21 181	

Note : Les engagements de prêts supplémentaires ne sont pas inclus dans le nombre de prêts.

Région/Pays		Engagements		Décassements	Remboursements	Montants non remboursés	Cumulé		
		Nombre	Total	Total	Total	Total	Nombre	Total	
Asie	Asie du Sud-Est	Cambodge	1	23,5	6,9	0,7	32,6	22	140,1
		Indonésie	2	127,2	47,4	170,9	1 472,3	689	4 998,4
		Laos			3,9	0,6	20,6	13	48,4
		Malaisie			1,5	13,9	214,7	75	923,8
		Myanmar	5	127,8	22,1		261,1	94	1 136,8
		Philippines	3	129,9	33	55,4	741,7	296	2 844,4
		Singapour						2	1,2
		Thaïlande			27,4	33,7	434,4	244	2 369,5
		Timor-Est			0		1,2	1	5,3
		Vietnam	3	61,8	105,4	51,6	1 582,5	204	2 724,9
	Sous-total	14	470,2	248	326,7	4 761,3	1 640	15 192,8	
	Asie de l'Est	Chine			0,5	105,0	1 141,7	369	3 359,7
		Mongolie	1	32,0	41,5	1,8	119,3	17	157,9
		Corée du Sud						92	596,2
		Autres						5	12,5
	Sous-total	1	32,0	41,9	106,8	1 261,0	483	4 126,4	
	Asie du Sud	Afghanistan						1	0,7
		Bangladesh	6	178,2	153	12,3	475,7	118	1 546,4
		Bhoutan			0	0,1	4,5	2	5,8
		Inde	11	398,4	246,3	93,8	2 005,3	278	5 298,0
		Maldives				0,1	2,4	1	2,7
		Népal			6,7	1,0	21,0	13	121,3
		Pakistan	1	2,7	7,4	26,4	605,6	87	817,5
		Sri Lanka	2	44,8	21,2	21,6	373,8	133	1 086,0
		Sous-total	20	624,1	434	155,3	3 488,1	633	8 878,4
		Asie centrale et Caucase	Arménie				1,1	26,3	2
	Azerbaïdjan				6,1	2,2	77,4	4	101,2
	Géorgie				1,6	0,3	23,6	3	27,5
	Kazakhstan					4,6	54,6	6	95,1
Kirghizstan					0,1	27,5	7	37,6	
Turkménistan					0,2	2,2	1	4,5	
Ouzbékistan				9,4	3,1	118,1	15	276,6	
Sous-total			17	11,6	329,7	38	574,3		
Total	35	1 126,3	741	600,3	9 840,0	2 794	28 771,9		
Pacifique	Îles Fidji				0,1	0,6	1	2,3	
	Papouasie-Nouvelle-Guinée			2,5	1,8	14,6	17	105,7	
	Samoa			0,8	0,1	4,0	1	4,6	
	Vanuatu			3,1		7,7	2	9,5	
	Total			6,4	2,0	26,9	21	122,2	
Amérique du Nord et Amérique latine	Amérique Centrale et Caraïbes	Costa Rica	1	26,0	5,5	1,9	26,7	7	102,2
		République dominicaine				0,7	2,6	4	31,6
		Salvador			0,3	1,8	13,9	7	56,8
		Guatemala			0,1	1,1	13,3	6	36,8
		Honduras			0,1		0,1	7	50,8
		Jamaïque	1	1,7		1,1	2,4	10	55,1
		Mexique				0,4		9	205,4
		Nicaragua	1	4,9	0,2		1,0	5	27,5
	Panama				1,0	15,2	3	61,9	
	Sous-total	3	32,6	6,2	8,0	75,1	58	628,0	
	Amérique du Sud	Argentine				1,2	5,3	1	8,2
		Bolivie			0		0,2	9	111,0
		Brésil			2,4	9,6	80,5	20	331,3
		Chili						3	24,4
		Colombie						4	46,6
		Équateur				1,0	3,7	7	63,8
		Paraguay			1,6	3,5	17,3	17	154,8
		Pérou			4,8	52,8	46,5	48	421,6
		Uruguay						1	7,2
		Sous-total			8,9	68,1	153,4	110	1 168,8
Total		3	32,6	15,1	76,1	228,5	168	1 796,8	
Maghreb Moyen-Orient		Algérie				0,1	1,0	8	13,9
	Égypte	2	28,8	19,8	20,7	244,5	58	713,6	
	Iran				2,5	4,3	2	46,1	
	Irak	3	78,8	61,1	3,8	331,6	27	683,0	
	Jordanie			20	9,3	119,8	21	268,8	
	Liban				0,7	2,8	1	13,0	
	Maroc			14,9	9,1	140,4	37	311,6	
	Syrie					44,0	4	138,6	
	Tunisie	1	36,7	10,4	8,3	72,3	42	341,2	
	Yémen					23,2	5	49,3	
	Total	6	144,3	126,2	54,4	983,9	205	2 579,2	

Région/Pays		Engagements		Décaissements	Remboursements	Montants non remboursés	Cumulé	
		Nombre	Total	Total	Total	Total	Nombre	Total
Afrique	Angola					23,6	1	23,6
	Bénin						1	3,8
	Botswana			0,6	0,5	2,4	5	22,0
	Burkina Faso	1	5,7				1	5,7
	Burundi						2	3,3
	Cameroun	1	5,9	1,7		6,6	6	29,2
	Cap-Vert			0,7	0,1	9,0	3	25,9
	République centrafricaine						1	0,6
	Côte d'Ivoire						3	23,1
	République démocratique du Congo						2	35,6
	Eswatini (anciennement Swaziland)				0,2	2,9	1	4,4
	Éthiopie						3	9,2
	Ghana						18	136,3
	Guinée						4	16,0
	Kenya	2	22,5	14,7	9,2	129,9	41	398,1
	Libéria						1	4,0
	Madagascar			1		1,0	6	55,9
	Malawi						8	33,1
	Mali						2	8,7
	Mauritanie						3	11,1
	Maurice			0	0,3	1,6	4	16,1
	Mozambique			11,1	0,1	24,2	6	70,4
	Namibie				0,9	3,3	1	10,1
	Niger						1	3,2
	Nigéria			0		8,3	4	63,4
	Rwanda	1	7,7	1,1		1,1	5	19,2
	Sénégal			4,2	0,0	9,3	6	51,4
	Sierra Leone						1	2,0
	Somalie					6,5	2	6,5
	Afrique du Sud				0,1	0,3	3	14,1
Soudan					7,8	4	10,5	
Tanzanie			2,4	0,4	48,1	22	80,1	
Togo						3	9,3	
Ouganda			3	0,0	17,8	6	47,7	
Zambie			0,5		3,5	8	46,5	
Zimbabwe					19,8	6	38,1	
Total	5	41,8	41,1	11,8	327,1	194	1 338,3	
Europe	Albanie			1,8	0,3	10,8	4	18,1
	Bosnie-Herzégovine			2	0,1	6,2	2	16,7
	Bulgarie				1,6	18,6	6	77,0
	Hongrie						1	4,9
	Moldavie			0		5,7	1	5,9
	Pologne						1	21,4
	Roumanie				3,4	50,5	5	118,2
	Serbie			3,5	0,1	3,9	1	28,3
	Slovaquie				0,6	3,7	1	11,1
	Macédoine (ARYM)				0,5	5,8	1	9,7
	Turquie			16,3	21,5	249,2	29	697,2
	Ukraine			0,2	0,9	63,0	4	174,3
	Total			23,7	29,1	417,5	56	1 182,8
	Organisations internationales, etc. Total	4	500,4	156,3	0,4	472,9	11	818,9
Total général	53	1 845,4	1 110	774,2	12 296,8	3 449	36 610,0	

Notes : Les montants non remboursés se réfèrent aux emprunts gérés par la JICA selon les normes comptables des organismes administratifs indépendants.

Les nombres et totaux ne prennent pas en compte l'allègement de la dette. Les engagements de prêts supplémentaires ne sont pas inclus pas dans le nombre de prêts.

11-1 Rééchelonnement de la dette basé sur les accords du Club de Paris (exercice 2017)

(Unité : 1 million JPY)

Pays	Date de l'accord du Club de Paris	Date de signature par la JICA de l'accord de rééchelonnement	Montant rééchelonné
Non applicable			

11-2 Annulation de la dette (exercice 2017)

(Unité : 1 million JPY)

Pays	Montant annulé
Non applicable	

12-1 Principaux contractants des prêts d'APD (exercice 2017 / biens et services / montant du contrat : supérieur à 1 milliard JPY)

Pays	Nom du projet	Date de l'accord de prêt	Montant du contrat (1 million JPY)	Contractant / partie à une coentreprise* (nationalité)
Cambodge	Projet d'amélioration de la route nationale n° 5 (section Prek Kdam–Thlea Ma'am) (II)	31/03/2016	8 880	SUMITOMO MITSUI CONSTRUCTION CO., LTD. (Japon) / WORLD KAIHATSU KOGYO CO., LTD. (Japon)
	Projet d'amélioration de la route nationale n° 5 (section Prek Kdam–Thlea Ma'am) (II)	31/03/2016	8 962	SUMITOMO MITSUI CONSTRUCTION CO., LTD. (Japon) / WORLD KAIHATSU KOGYO CO., LTD. (Japon)
	Projet d'amélioration de la route nationale n° 5 (section Prek Kdam–Thlea Ma'am) (II)	31/03/2016	9 523	HANSHIN ENGINEERING & CONSTRUCTION CO., LTD. (Corée du Sud)
Laos	Projet d'extension de la centrale hydroélectrique Nam Ngum 1	21/06/2013	1 399	VOITH FUJI HYDRO K.K. (Japon)
Myanmar	Projet de développement des infrastructures dans la région de Thilawa (phase 1) (II)	30/06/2015	2 829	MITSUI ENGINEERING & SHIPBUILDING CO., LTD. (Japon)
	Projet de réhabilitation et de modernisation d'urgence (phase 1)	07/06/2013	2 460	MARUBENI POWER SYSTEMS CORP. (Japon)
	Projet d'amélioration des voies ferrées entre Rangoun et Mandalay (phase 1) (I)	05/09/2014	1 351	SUMITOMO CORPORATION (Japon)
	Projet d'amélioration des voies ferrées entre Rangoun et Mandalay (phase 1) (I)	05/09/2014	2 010	BARONS & FUJIKURA EPC CO., LTD. (Myanmar)
	Projet d'amélioration des voies ferrées entre Rangoun et Mandalay (phase 1) (I)	05/09/2014	7 245	MARUBENI CORPORATION (Japon) / NIIGATA TRANSYS CO., LTD. (Japon)
	Projet d'amélioration du système d'approvisionnement en eau dans le Grand Rangoun	05/09/2014	5 322	KUBOTA CONSTRUCTION CO., LTD. (Japon) / MARUBENI PROTECHS CORPORATION (Japon)
	Projet d'amélioration du système d'approvisionnement en eau dans le Grand Rangoun	05/09/2014	1 202	TODA CORPORATION (Japon)
	Projet d'amélioration du système d'approvisionnement en eau dans le Grand Rangoun	05/09/2014	5 743	POSCO ENGINEERING & CONSTRUCTION CO., LTD. (Corée du Sud) / KUBOTA CORPORATION. (Japon)
	Projet d'amélioration du système d'approvisionnement en eau dans le Grand Rangoun	05/09/2014	5 316	ZHONG MEI ENGINEERING GROUP LTD (Chine) / AUTHENTIC CONSTRUCTION COMPANY LIMITED (Myanmar)
	Projet de développement des infrastructures dans la région de Thilawa (phase 2)	05/09/2014	4 028	TEKKEN CORPORATION (Japon)
Philippines	Projet de renforcement des capacités des systèmes de transport public dans la zone métropolitaine de Manille	27/03/2013	28 413	MITSUBISHI CORPORATION (Japon)
Vietnam	Projet de modernisation du système d'irrigation du nord de Nghe An	22/03/2013	1 258	BACH DANG CONSTRUCTION CORPORATION (Vietnam)
	Projet de construction de la route périphérique n° 3 à Hanoï (section Mai Dich–South Thang Long)	24/12/2013	7 286	SUMITOMO MITSUI CONSTRUCTION CO., LTD. (Japon) / CIENCO4 GROUP JOINT STOCK COMPANY (Vietnam)
	Projet de construction de la route périphérique n° 3 à Hanoï (section Mai Dich–South Thang Long)	24/12/2013	6 051	TOKYU CONSTRUCTION CO., LTD. (Japon) / TAISEI CORPORATION (Japon)
	Deuxième projet d'amélioration de l'environnement de l'eau à Ho-Chi-Minh Ville (III)	28/05/2016	5 372	SONG DA 9 JOINT STOCK COMPANY (Vietnam) / QUANG DAI VIET CONSTRUCTION TECHNIQUE COMPANY LIMITED (Vietnam)
	Projet d'amélioration environnementale à Hai Phong (II)	31/03/2009	2 771	VIET UC CORPORATION JSC (Vietnam) / TRUONG SON CONSTRUCTION CORP. (Vietnam) / BACH DANG IMPORT-EXPORT AND CONSTRUCTION JSC (Vietnam) / BACH DANG CONSTRUCTION CORPORATION (Vietnam)
Bangladesh	Projet de développement de la centrale électrique de New Haripur (II)	01/03/2009	1 820	MARUBENI CORPORATION (Japon)
	Projet de développement de la centrale électrique de New Haripur (II)	01/03/2009	1 705	MARUBENI POWER SYSTEMS CORP. (Japon)
	Projet d'approvisionnement en eau à Karnaphuli (phase 2)	10/03/2013	1 115	YOKOGAWA SOLUTION SERVICE CORPORATION (Japon)
	Projet de centrale à charbon ultra-supercritique à Matarbari (I)	16/06/2014	638 582	IHI CORPORATION (Japon) / TOSHIBA CORPORATION (Japon) / SUMITOMO CORPORATION (Japon)
	Projet d'amélioration des ponts à l'ouest du Bangladesh	13/12/2015	2 160	MONICO LIMITED (Bangladesh)
	Projet d'amélioration des ponts à l'ouest du Bangladesh	13/12/2015	2 140	DIENCO LIMITED (Bangladesh)
	Projet d'amélioration des ponts à l'ouest du Bangladesh	13/12/2015	1 717	MONICO LIMITED (Bangladesh)
	Projet d'amélioration des ponts à l'ouest du Bangladesh	13/12/2015	7 260	MONICO LIMITED (Bangladesh) / CONCORD PRAGATEE CONSORTIUM LIMITED (Bangladesh)
	Projet d'amélioration des ponts à l'ouest du Bangladesh	13/12/2015	5 041	MIR AKHTER HOSSAIN LTD. (Bangladesh) / KOMAIHALTEC INC. (Japon)
	Projet de développement d'un système de transport en commun rapide à Dhaka (II)	29/06/2016	19 142	SINOHYDRO CORPORATION (Chine) / ITALIAN-THAI DEVELOPMENT PUBLIC COMPANY LIMITED (Thaïlande)
	Projet de développement d'un système de transport en commun rapide à Dhaka (II)	29/06/2016	51 265	ITALIAN-THAI DEVELOPMENT PUBLIC COMPANY LIMITED (Thaïlande)
Projet de développement d'un système de transport en commun rapide à Dhaka (II)	29/06/2016	43 000	KAWASAKI HEAVY INDUSTRIES, LTD. (Japon) / MITSUBISHI CORPORATION (Japon)	
Inde	Projet de plan d'action de Yamuna (III)	17/02/2011	1 281	GYPSON STRUCTURAL INDIA PVT. LTD. (Inde) / LUDWIG PFEIFFER HOCH-UND TIEFBAU GMBH & CO. KG (Allemagne)
	Projet d'amélioration du système de transmission du Tamil Nadu	28/09/2012	1 877	NATIONAL CONTRACTING CO., LTD. (Arabie saoudite)
	Projet d'amélioration du système de transmission du Tamil Nadu	28/09/2012	3 683	LARSEN & TOUBRO LTD. (Inde)
	Projet d'amélioration du système de transmission de l'Odisha	15/05/2015	3 073	ANGELIQUE INTERNATIONAL LTD. (Inde)
	Projet d'amélioration du système de transmission de l'Odisha	15/05/2015	1 220	STELMEC LIMITED. (Inde) / EMPOWERTRANS PRIVATE LIMITED (Inde)
	Projet d'amélioration du système de transmission de l'Odisha	15/05/2015	3 599	TATA PROJECTS LTD. (Inde)
	Projet de métro à Ahmedabad (I)	04/03/2016	5 112	THE NIPPON SIGNAL CO., LTD. (Japon)
	Projet de métro à Ahmedabad (I)	04/03/2016	1 124	MITSUI & CO., LTD. (Japon)

Pays	Nom du projet	Date de l'accord de prêt	Montant du contrat (1 million JPY)	Contractant / partie à une coentreprise* (nationalité)
Inde	Projet de métro à Ahmedabad (I)	04/03/2016	4 364	LARSEN & TOUBRO LTD. (Inde)
	Projet de métro à Ahmedabad (I)	04/03/2016	17 947	HYUNDAI ROTEM COMPANY (Corée du Sud)
	Projet de métro à Ahmedabad (I)	04/03/2016	10 032	SIEMENS AG (Allemagne) / SIEMENS LTD. MUMBAI (Inde)
	Projet de métro à Ahmedabad (I)	04/03/2016	3 745	LARSEN & TOUBRO LTD. (Inde)
	Projet de liaison transportuaire de Mumbai (I)	31/03/2017	129 331	LARSEN & TOUBRO LTD. (Inde) / IHI INFRASTRUCTURE SYSTEMS CO., LTD. (Japon)
	Projet de liaison transportuaire de Mumbai (I)	31/03/2017	17 131	LARSEN & TOUBRO LTD. (Inde)
	Projet de liaison transportuaire de Mumbai (I)	31/03/2017	95 146	DAEWOO ENGINEERING & CONSTRUCTION CO., LTD. (Corée du Sud) / TATA PROJECTS LTD. (Inde)
	Projet de métro à Chennai (V)	31/03/2017	6 934	SIMPLEX INFRASTRUCTURES LTD. (Inde)
	Projet de métro à Chennai (V)	31/03/2017	5 472	M/S NAGARJUNA CONSTRUCTION COMPANY LTD., HIDERABAD (Inde)
Sri Lanka	Projet de lignes de transmission Habarana-Veyangoda	28/03/2012	2 584	SIEMENS LTD. (Inde)
	Projet d'approvisionnement en eau au nord de l'Anuradhapura (phase 1)	14/03/2013	2 160	NCC LTD. (Inde) / SIERRA CONSTRUCTION LIMITED (Sri Lanka)
	Projet de construction d'un nouveau pont sur la rivière Kelani	28/03/2014	7 221	SUMITOMO MITSUI CONSTRUCTION CO., LTD. (Japon) / SANKEN CONSTRUCTION (PVT) LTD. (Sri Lanka)
	Projet de construction d'un nouveau pont sur la rivière Kelani	28/03/2014	23 276	TODA CORPORATION (Japon) / MITSUI ENGINEERING & SHIPBUILDING CO., LTD. (Japon) / JFE ENGINEERING CORPORATION (Japon)
Costa Rica	Projet d'amélioration de l'environnement de la zone métropolitaine de San Jose	31/03/2006	1 787	SADE COMPAGNIE GENERALE DE TRAVAUX D'HYDRAULIQUE (France)
Brésil	Projet d'amélioration de l'assainissement de la région côtière de Santa Catarina	31/03/2010	2 988	TRIX ENGENHARIA CIVIL LTDA (Brésil) / INFRACON ENGENHARIA E COMERCIO LTDA (Brésil)
	Projet d'amélioration de l'environnement dans le bassin du lac Billings	14/10/2010	3 071	CONSTRUCOES E COMERCIO CAMARGO CORREA S.A. (Brésil) / CAMARGO CORREA INFRAESTRUTURA S.A. (Brésil)
Paraguay	Projet d'amélioration du corridor d'exportation de la région Est	24/06/2014	6 946	EMPRESA CONSTRUCTORA MINERA PARAGUAYA S.A. (Paraguay)
	Projet d'amélioration du corridor d'exportation de la région Est	24/06/2014	5 267	BENITO ROGGIO E HIJOS S.A. (Paraguay)
	Projet d'amélioration du corridor d'exportation de la région Est	24/06/2014	6 238	ILSUNG CONSTRUCTION CO. LTD. (Corée du Sud)
Pérou	Projet d'optimisation de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement dans la zone métropolitaine du nord de Lima (II)	09/01/2013	7 259	CONSTRUCTORA MPM S.A. (Pérou) / IVC CONTRATISTAS GENERALES S.A. (Pérou)
	Projet de développement rural dans la région d'Amazonas	09/01/2013	1 116	INTERASEO SA ESP (Colombie) / TERMOTECNICA COINDUSTRIAL S.A.S. (Colombie)
	Projet de développement rural dans la région d'Amazonas	09/01/2013	2 410	CONSTRUCTORA VALKO S.A. (Chili)
Égypte	Projet d'amélioration et de réhabilitation du secteur de l'électricité	24/10/2016	12 533	MH POWER SYSTEMS EGYPT (LLC) (Égypte)
Irak	Projet de réhabilitation de la centrale thermique d'Hartha (phase 2)	05/08/2017	19 073	MITSUBISHI HITACHI POWER SYSTEMS LIMITED (Japon) / GAMA GUC SISTEMLERI MUHENDISLIK VE TAAHHUT A.S. (Turquie)
	Projet de réhabilitation de la centrale thermique d'Al-Mussaib	25/01/2008	3 484	BLACK SEA POWER GENERATING FZCO (Émirats arabes unis)
	Projet de réhabilitation de l'usine d'engrais de Khor Al-Zubair	25/01/2008	1 749	MITSUBISHI CORPORATION (Japon)
Tunisie	Projet de construction d'un corridor transmaghrebien Gabes-Medénine	17/02/2012	4 056	CHAABANE & CIE (Tunisie)
	Projet de construction d'une centrale électrique à cycle combiné à Radès	17/07/2014	37 889	SUMITOMO CORPORATION (Japon) / MITSUBISHI HITACHI POWER SYSTEMS LIMITED (Japon)
Cameroun	Projet de route entre Batchenga et Lena	28/03/2015	9 177	ELEVOLUTION ENGENHARIA S.A. (Portugal)
	Projet de développement du corridor international Yaoundé-Brazzaville (section Mintom-Lélé)	30/05/2017	6 384	SINOHYDRO CORPORATION (Chine)
Kenya	Projet de développement de l'irrigation à Mwea	16/08/2010	8 309	STRABAG INTERNATIONAL GMBH (Allemagne)
	Projet de développement du port de Mombasa (phase 2)	09/03/2015	7 179	TOYOTA TSUSHO CORPORATION (Japon)
	Projet de développement du port de Mombasa (phase 2)	09/03/2015	16 768	TOYO CONSTRUCTION CO., LTD. (Japon)
Madagascar	Projet de développement du port de Toamasina	23/03/2017	3 657	PENTA OCEAN CONSTRUCTION CO., LTD. (Japon) / DAIHO CORPORATION (Japon)
Mozambique	Projet de développement du port de Nacala (phase 1)	07/03/2013	25 076	PENTA OCEAN CONSTRUCTION CO., LTD. (Japon) / TOA CORPORATION (Japon)
	Projet de modernisation de la route Mandimba-Lichinga	29/11/2013	4 635	SINOHYDRO CORPORATION (Mozambique)
Rwanda	Projet d'amélioration de la route Rusumo-Kayonza	13/07/2016	5 936	CHINA ROAD AND BRIDGE CORPORATION (Chine) / NPD LTD (Rwanda)
Tanzanie	Projet d'investissement dans le système de transmission centrale Iringa-Shinyanga	13/12/2010	5 637	KEC INTERNATIONAL LTD. (Inde)
	Projet d'interconnexion énergétique Kenya-Tanzanie	15/01/2016	4 186	CONSORTIUM ENERGOINVEST & EMC LTD (Bosnie-Herzégovine)
Serbie	Projet de construction d'une installation de désulfuration des gaz de combustion pour la centrale thermique de Nikola Tesla	24/11/2011	24 932	CONSORTIUM OF MITSUBISHI HITACHI POWER SYSTEMS (Japon) / ITOCHU CORPORATION (Japon) / MITSUBISHI HITACHI POWER SYSTEMS EUROPE GMBH (Allemagne) / MPP JEDINSTVO AD SEVOJNO (Serbie)

* Une coentreprise est un accord contractuel unissant deux parties ou plus sur un contrat spécifique pour lequel elles sont « conjointement et solidairement » responsables de l'ensemble de son exécution.

12-2 Principaux contractants des prêts d'APD (exercice 2017 / services de consultants / montant du contrat : supérieur à 100 millions JPY)

Pays	Nom du projet	Date de l'accord de prêt	Montant du contrat (1 million JPY)	Contractant / partie à une coentreprise* (nationalité)
Indonésie	Programme d'investissement dans la gestion de l'assainissement au niveau métropolitain : services d'ingénierie pour le développement d'un système d'assainissement à DKI Jakarta	24/02/2014	1 212	PT. KWARSA HEXAGON (Indonésie) / PT. REKADESINDO MANDIRI (Indonésie) / PT. DWIKARSA ENVACOTAMA (Indonésie) / YACHIYO ENGINEERING CO., LTD. (Japon)
	Projet de construction d'un système de transport en commun rapide à Jakarta (II)	04/12/2015	1 792	ORIENTAL CONSULTANTS GLOBAL CO., LTD. (Japon) / JAPAN INTERNATIONAL CONSULTANTS FOR TRANSPORTATION CO., LTD. (Japon) / PACIFIC CONSULTANTS CO., LTD (Japon) / CHODAI CO., LTD. (Japon) / PT. DARDELA YASA GUNA (Indonésie) / PT. RAYAKONSULT (Indonésie) / PT. LAPI GANESHATAMA CONSULTING (Indonésie) / PT. ORIENTAL CONSULTANT INDONESIA (Indonésie)
Laos	Projet d'extension de l'approvisionnement en eau à Vientiane	23/03/2016	1 084	SMEC INTERNATIONAL PTY LTD. (Australie) / ORIENTAL CONSULTANTS GLOBAL CO., LTD. (Japon)
Myanmar	Projet d'amélioration de la distribution électrique à Rangoun (phase 1)	30/06/2015	560	JERA CO., INC. (Japon) / NIPPON KOEI CO., LTD. (Japon)
	Projet de modernisation de la ligne ferroviaire circulaire de Rangoun	16/10/2015	1 891	ORIENTAL CONSULTANTS GLOBAL CO., LTD. (Japon) / JAPAN INTERNATIONAL CONSULTANTS FOR TRANSPORTATION CO., LTD. (Japon) / NIPPON KOEI CO., LTD. (Japon)
	Projet de développement du réseau national de transmission (phase 2)	16/10/2015	1 026	NEWJEC INC. (Japon) / KANSAI ELECTRIC POWER CO., INC. (Japon)
	Projet de construction du pont de la rivière Bago	01/03/2017	1 473	NIPPON KOEI CO., LTD. (Japon) / ORIENTAL CONSULTANTS GLOBAL CO., LTD. (Japon) / METROPOLITAN EXPRESSWAY COMPANY LIMITED (Japon) / NIPPON ENGINEERING CONSULTANT CO., LTD. (Japon) / CHODAI CO., LTD. (Japon) / MYANMAR KOEI INTERNATIONAL LTD. (Myanmar)
Philippines	Projet de construction d'un échangeur dans la zone métropolitaine de Manille (phase 6)	26/03/2015	386	CENTRAL CONSULTANT INC. (Japon) / LANDTEC JAPAN INC. (Japon) / DESIGN SCIENCE INC. (Philippines)
	Projet de gestion du risque d'inondation pour la rivière Cagayan	26/03/2015	878	ORIENTAL CONSULTANTS GLOBAL CO., LTD. (Japon) / YACHIYO ENGINEERING CO., LTD. (Japon)
	Projet d'amélioration sismique des ponts prioritaires dans la zone métropolitaine de Manille	25/08/2015	454	CTI ENGINEERING INTERNATIONAL CO., LTD. (Japon) / CHODAI CO., LTD. (Japon)
	Projet de construction d'une route de contournement à Davao (sections Centre et Sud)	25/08/2015	449	NIPPON KOEI CO., LTD. (Japon) / NIPPON ENGINEERING CONSULTANTS CO., LTD. (Japon) / KATAHIRA & ENGINEERS INTERNATIONAL (Japon)
	Projet de construction d'une ligne ferroviaire de banlieue nord-sud (Malolos-Tutuban)	27/11/2015	14 185	ORIENTAL CONSULTANTS GLOBAL CO., LTD. (Japon) / KATAHIRA & ENGINEERS INTERNATIONAL (Japon) / TONICHI ENGINEERING CONSULTANTS, INC. (Japon) / PACIFIC CONSULTANTS CO., LTD. (Japon) / NIPPON KOEI CO., LTD. (Japon)
Vietnam	Projet de construction de la route périphérique n° 3 à Hanoi (section Mai Dich–South Thang Long)	24/12/2013	895	ORIENTAL CONSULTANTS GLOBAL CO., LTD. (Japon) / KATAHIRA AND ENGINEERS INTERNATIONAL (Japon) / ORIENTAL CONSULTANTS CO., LTD. (Japon) / TRANSPORT ENGINEERING DESIGN INCORPORATION (Vietnam)
Bangladesh	Projet de sécurité des bâtiments urbains	13/12/2015	1 544	ORIENTAL CONSULTANTS GLOBAL CO., LTD. (Japon) / DAIKEN SEKKEI, INC. (Japon)
	Projet de financement de la promotion de l'efficacité énergétique et de la conservation de l'énergie	29/06/2016	673	SODEV CONSULT (Bangladesh) / ERNST & YOUNG LLP (Inde) / EY SHINNIHON LLC (Japon)
	Projet d'extension de l'aéroport international Hazrat Shahjalal (I)	29/06/2017	7 921	DEVELOPMENT DESIGN CONSULTANTS LIMITED (Bangladesh) / ORIENTAL CONSULTANTS GLOBAL CO., LTD. (Japon) / NIPPON KOEI CO., LTD. (Japon) / CPG CONSULTANTS PTE LTD (Singapour)
Inde	Projet de développement du campus de l'Institut indien de technologie d'Hyderabad	28/01/2014	724	M/S. TATA CONSULTING ENGINEERS LIMITED (Inde)
	Projet d'amélioration de la route nationale de Bihar (phase 2)	30/01/2014	644	INTERCONTINENTAL CONSULTANTS AND TECHNOCRATS PVT. LTD. (Inde) / RODIC CONSULTANTS PVT. LTD. (Inde)
	Projet de lutte contre la pollution de la rivière Mula-Mutha à Pune	13/01/2016	828	PELL FRISCHMANN CONSULTANTS LIMITED (Royaume-Uni) / FRISCHMANN PRABHU INDIA PVT. LTD. (Inde) / NJS ENGINEERS INDIA PVT. LTD. (Inde)
	Projet d'intensification de l'horticulture par l'irrigation goutte à goutte à Jharkhand	31/03/2016	247	NIPPON KOEI INDIA PVT. LTD. (Inde) / NIPPON KOEI CO., LTD. (Japon)
	Projet de liaison transportuaire de Mumbai (I)	31/03/2017	4 404	AECOM ASIA COMPANY LTD. (Hong Kong) / PADECO CO., LTD. (Japon) / DAR AL HANDASAH CONSULTANTS (Liban) / T. Y. LIN INTERNATIONAL (États-Unis)
	Projet de construction de l'Institut de formation pour la ligne à grande vitesse Mumbai – Ahmedabad	15/09/2017	363	JAPAN INTERNATIONAL CONSULTANTS FOR TRANSPORTATION (JIC) (Japon) / ORIENTAL CONSULTANTS GLOBAL CO., LTD. (Japon) / NIPPON KOEI CO., LTD. (Japon)
Népal	Projet de reconstruction d'urgence des logements	21/12/2015	906	ORIENTAL CONSULTANTS GLOBAL CO., LTD. (Japon)
Ouzbékistan	Projet de développement des capacités du secteur électrique	27/01/2015	402	ELECTRICITE DE FRANCE (EDF) (France) / EGIS INDUSTRIES (France)
Salvador	Projet de construction d'une route de contournement à San Miguel	20/08/2014	1 374	NIPPON KOEI CO., LTD. (Japon) / NIPPON KOEI LATIN AMERICA-CARIBBEAN CO., LTD. (Japon)

Pays	Nom du projet	Date de l'accord de prêt	Montant du contrat (1 million JPY)	Contractant / partie à une coentreprise* (nationalité)
Égypte	Projet d'extension de l'aéroport international de Borg El Arab	29/02/2016	1 758	JAPAN AIRPORT CONSULTANTS, INC. (Japon)
	Projet de centrale photovoltaïque à Hurghada	29/02/2016	770	ORIENTAL CONSULTANTS GLOBAL CO., LTD. (Japon) / KYUSHU ELECTRIC POWER CO., INC. (Japon)
Irak	Projet de réhabilitation de la centrale thermique d'Hartha (phase 2)	05/08/2017	1 334	NIPPON KOEI CO., LTD. (Japon)
Maroc	Projet de construction de navires de recherche océanographique et halieutique	16/01/2017	284	OAFIC-JMS-FBSEA (Japon)
Madagascar	Projet de développement du port de Toamasina	23/03/2017	4 861	ECOH CORPORATION (Japon) / ORIENTAL CONSULTANTS GLOBAL CO., LTD. (Japon)
Rwanda	Projet d'amélioration de la route Rusumo-Kayonza	13/07/2016	146	JV AIC PROGETTI S.P.A. (Italie) / HYCOGEC CONSULTANT LTD (Rwanda)
Sénégal	Projet de dessalement d'eau de mer de Mamelles	15/11/2016	1 733	NIPPON KOEI CO., LTD. (Japon)
Ukraine	Projet de modernisation de la station d'épuration de Bortnychi	15/06/2015	4 355	NIHON SUIKO SEKKEI CO., LTD. (NSS) (Japon) / TEC INTERNATIONAL CO., LTD. (Japon) / NIPPON KOEI CO., LTD. (Japon)

* Une coentreprise est un accord contractuel unissant deux parties ou plus sur un contrat spécifique pour lequel elles sont « conjointement et solidairement » responsables de l'ensemble de son exécution.

13-1 Modalités et conditions des prêts d'APD (depuis le 16 octobre 2017)

Catégorie	RNB par habitant (2016)	Conditions	Fixes/Variables	Standard/Option	Taux d'intérêt (%)	Période de remboursement (années)	Délai de grâce (années)	Conditions de passation des marchés
Pays les moins avancés à faible revenu* (- 1 005 USD)					0,01	40	10	Non liées
Pays les moins avancés ou à faible revenu (- 1 005 USD)	Conditions préférentielles pour spécifications élevées***	STEP**	Fixes	Standard	0,10	40	12	Liées
		Conditions préférentielles pour spécifications élevées***	Fixes	Standard	0,25	30	10	Non liées
				Option 1	0,20	25	7	
				Option 2	0,15	20	6	
				Option 3	0,10	15	5	
	Conditions préférentielles****	Variables*****	Option plus longue		JPY LIBOR +35bp	40	12	Non liées
			Standard		JPY LIBOR +25bp	30	10	
			Option 1		JPY LIBOR +20bp	25	7	
			Option 2		JPY LIBOR +15bp	20	6	
			Option 3		JPY LIBOR +10bp	15	5	
		Fixes	Standard	0,90	30	10	Non liées	
			Option 1	0,75	25	7		
			Option 2	0,60	20	6		
			Option 3	0,40	15	5		
			Option plus longue		JPY LIBOR +45bp	40		
	Conditions générales	Variables*****	Standard		JPY LIBOR +35bp	30	10	Non liées
			Option 1		JPY LIBOR +30bp	25	7	
			Option 2		JPY LIBOR +25bp	20	6	
			Option 3		JPY LIBOR +20bp	15	5	
		Fixes	Standard	1,00	30	10	Non liées	
Option 1			0,85	25	7			
Option 2			0,70	20	6			
Option 3			0,50	15	5			
Option plus longue				JPY LIBOR +85bp	40	12		
Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	Conditions préférentielles pour spécifications élevées***	STEP**	Fixes	Standard	0,10	40	12	Liées
		Conditions préférentielles pour spécifications élevées***	Fixes	Standard	0,50	30	10	Non liées
				Option 1	0,45	25	7	
				Option 2	0,40	20	6	
				Option 3	0,35	15	5	
	Conditions préférentielles****	Variables*****	Option plus longue		JPY LIBOR +85bp	40	12	Non liées
			Standard		JPY LIBOR +65bp	30	10	
			Option 1		JPY LIBOR +55bp	25	7	
			Option 2		JPY LIBOR +45bp	20	6	
			Option 3		JPY LIBOR +35bp	15	5	
		Fixes	Standard	1,30	30	10	Non liées	
			Option 1	1,10	25	7		
			Option 2	0,90	20	6		
			Option 3	0,65	15	5		
			Option plus longue		JPY LIBOR +105bp	40		
Conditions générales	Variables*****	Standard		JPY LIBOR +85bp	30	10	Non liées	
		Option 1		JPY LIBOR +75bp	25	7		
		Option 2		JPY LIBOR +65bp	20	6		
		Option 3		JPY LIBOR +55bp	15	5		
	Fixes	Standard	1,50	30	10	Non liées		
		Option 1	1,30	25	7			
		Option 2	1,10	20	6			
		Option 3	0,85	15	5			
		Option plus longue		JPY LIBOR +105bp	40			12

Catégorie	RNB par habitant (2016)	Conditions	Fixes/Variables	Standard/Option	Taux d'intérêt (%)	Période de remboursement (années)	Délai de grâce (années)	Conditions de passation des marchés
Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure	3 956 USD – 12 235 USD	Conditions préférentielles pour spécifications élevées***	Fixes	Standard	0,70	30	10	Non liées
				Option 1	0,65	25	7	
				Option 2	0,60	20	6	
				Option 3	0,55	15	5	
		Conditions préférentielles****	Variables*****	Option plus longue	JPY LIBOR + 105bp	40	12	
				Standard	JPY LIBOR + 85bp	30	10	
				Option 1	JPY LIBOR + 75bp	25	7	
				Option 2	JPY LIBOR + 65bp	20	6	
		Conditions générales	Fixes	Option 3	JPY LIBOR + 55bp	15	5	
				Standard	1,50	30	10	
				Option 1	1,30	25	7	
				Option 2	1,10	20	6	
		Conditions générales	Variables*****	Option 3	0,85	15	5	
				Option plus longue	JPY LIBOR + 125bp	40	12	
				Standard	JPY LIBOR + 105bp	30	10	
				Option 1	JPY LIBOR + 95bp	25	7	
Fixes	Option 2		JPY LIBOR + 85bp	20	6			
	Option 3		JPY LIBOR + 75bp	15	5			
	Standard		1,70	30	10			
	Option 1		1,50	25	7			
Services de consultants	Pour les services de consultants, le taux d'intérêt est minime (0,01 %) et les périodes de remboursement et de grâce ainsi que les conditions de passation des marchés sont identiques à celles appliquées pour les composants principaux.							
Options pour les prêts-programmes d'APD japonaise	En cas de cofinancement, il est possible d'appliquer les mêmes conditions de remboursement que l'autre organisme prêteur tout en conservant la concessionnalité des prêts d'APD japonais.							

* Pour les PMA à faible revenu, les modalités et conditions de 0,01 % de taux d'intérêt et de période de remboursement de 40 ans, dont un délai de grâce de 10 ans, s'appliquent quels que soient les secteurs et les domaines. Une période de transition de trois ans sera accordée aux pays bénéficiaires qui sortiront de la catégorie des PMA à faible revenu et, au cours de cette période, les modalités et conditions applicables aux PMA à faible revenu seront appliquées aux projets des pays concernés.

** Les conditions spéciales de partenariat économique (STEP) s'appliquent aux projets pour lesquels les technologies et le savoir-faire japonais sont largement mobilisés, en se basant sur la demande du pays bénéficiaire de transférer et d'utiliser les technologies d'exception japonaises. Les pays (à l'exception des PMA) qui sont éligibles à l'aide liée au titre de l'Arrangement sur les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public de l'OCDE, sont éligibles aux conditions du STEP.

*** Les conditions préférentielles pour spécifications élevées s'appliquent aux projets promouvant des infrastructures de qualité. L'applicabilité des conditions sera décidée au cas par cas.

**** Les conditions préférentielles s'appliquent aux secteurs et domaines suivants :

- (i) Questions d'environnement mondial et de changement climatique
- (ii) Santé, services et soins médicaux
- (iii) Prévention et réduction des catastrophes
- (iv) Développement des ressources humaines

***** Le taux de base du prêt à taux variable est la valeur du LIBOR en yens à 6 mois, et l'écart entre les taux fixes reste constant pendant la durée du prêt. Si l'écart entre le taux de base et les taux fixes est inférieur à 0,1 %, l'intérêt est de 0,1 %.

***** Quelle que soit la catégorie de revenu, les modalités et conditions d'un taux d'intérêt de 0,01 % et une période de remboursement de 40 ans, dont un délai de grâce de 10 ans, s'appliquent aux projets d'aide au rétablissement après des catastrophes, notamment le crédit stand-by d'urgence pour le rétablissement (SECURE). Pour SECURE, les modalités et conditions de remboursement sur 20 ans dont un délai de grâce de 6 ans, ou une période de remboursement de 15 ans et un délai de grâce de 5 ans, sont disponibles afin d'appliquer l'option de conversion monétaire.

***** Pour le mécanisme de rehaussement de crédit conditionnel pour le développement des infrastructures en PPP (CCEF-PPP), seul le taux variable est appliqué, quelle que soit la catégorie de revenu. Les conditions sont fixées individuellement dans la fourchette de taux d'intérêt et la période de remboursement suivantes (toutefois, dans le cas d'une aide financière à court terme, la période de remboursement est de 10 ans) :

- Taux d'intérêt : JPY LIBOR + 30 – 50bp
- Période de remboursement : maximum 40 ans (période maximale de prélèvement 30 ans plus 10 ans)

Notes :

· Pour les pays qui se conforment aux programmes en cours soutenus par le FMI ou qui reçoivent des subventions de l'IDA, il est possible de modifier les modalités des prêts d'APD afin de satisfaire aux critères de concessionnalité du FMI.

· Pour les conditions générales et les conditions préférentielles, le taux d'intérêt fixe pour tous les pays (à l'exception des PMA à faible revenu) sera révisé régulièrement afin que sa concessionnalité soit égale à celle des taux d'intérêt variables.

· Pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, le taux variable s'appliquera en principe, bien que le taux fixe puisse s'appliquer.

[Référence] Classement des pays éligibles aux prêts par catégorie de revenu (révisé en avril 2018)

Catégorie	RNB par habitant	
Pays les moins avancés à faible revenu (– 1 005 USD)		Afghanistan, Bénin, Burkina Faso, Burundi, République centrafricaine, Tchad, Comores, République démocratique du Congo, Érythrée, Éthiopie, Gambie, Guinée, Guinée-Bissao, Haïti, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Mozambique, Myanmar, Népal, Niger, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan du Sud, Tanzanie, Togo, Ouganda
Pays les moins avancés ou à faible revenu (– 1 005 USD)		Angola, Bangladesh, Bhoutan, Cambodge, Djibouti, Kiribati, Laos, Lesotho, Mauritanie, Myanmar, Sao Tomé-et-Principe, Îles Salomon, Soudan, Timor-Est, Tuvalu, Vanuatu, Yémen, Zambie, Zimbabwe
Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	1 006 USD – 3 955 USD	Arménie, Bolivie, Cameroun, Cap-Vert, Congo, Côte d'Ivoire, Égypte, Salvador, Eswatini (anciennement Swaziland), Géorgie, Ghana, Guatemala, Honduras, Inde, Indonésie, Jordanie, Kenya, Kosovo, Kirghizstan, Micronésie, Moldavie, Mongolie, Maroc, Nicaragua, Nigéria, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, Sri Lanka, Syrie, Tadjikistan, Tadjikistan, Tunisie, Ukraine, Ouzbékistan, Vietnam
Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure	3 956 USD – 12 235 USD	Albanie, Algérie, Argentine, Azerbaïdjan, Biélarussie, Belize, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Colombie, Costa Rica, Dominique, République dominicaine, Équateur, Îles Fidji, Gabon, Grenade, Guyana, Iran, Irak, Jamaïque, Kazakhstan, Liban, Libye, Macédoine, Malaisie, Maldives, Îles Marshall, Maurice, Mexique, Monténégro, Namibie, Panama, Paraguay, Pérou, Samoa, Serbie, Afrique du Sud, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Suriname, Thaïlande, Tonga, Turkménistan, Turquie

1 Secteurs et domaines éligibles aux conditions préférentielles

- Environnement mondial et changement climatique
- Développement des ressources humaines
- Prévention et réduction des catastrophes
- Santé, services et soins médicaux

[Notes] 1. Afin de promouvoir l'utilisation stratégique des prêts d'APD sur les questions prioritaires, où l'aide met à profit les technologies et le savoir-faire d'excellence du Japon, la JICA a révisé les secteurs auxquels s'appliquent les conditions préférentielles, conformément à l'annonce sur l'amélioration des politiques visant à encourager l'utilisation stratégique des prêts d'APD, faite le 15 avril 2013 par le ministère des Affaires étrangères.

2. Dans les cas où une partie du projet est éligible à des conditions préférentielles, les conditions peuvent être appliquées à cette partie.

2 Amélioration de l'utilisation de l'aide pour les pays à revenu intermédiaire des tranches supérieures

La JICA encourage l'utilisation des prêts d'APD pour les pays à revenu intermédiaire des tranches supérieures, principalement dans les domaines où les connaissances et les technologies du Japon peuvent être mises à contribution.

Pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure la moins élevée, outre les six domaines d'application actuels (environnement, développement des ressources humaines, mesures visant à réduire les disparités, prévention des catastrophes et mesures de rétablissement, infrastructures régionales et agriculture), la JICA accorde des prêts d'APD pour d'autres domaines qui revêtent une importance stratégique pour le Japon, notamment l'utilisation optimale des connaissances et des technologies japonaises.

Les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure la plus élevée sont éligibles aux prêts d'APD si les projets sont considérés comme ayant une importance stratégique pour le Japon jusqu'à ce qu'ils cessent d'être éligibles à l'assistance de la Banque mondiale (normalement au bout de cinq ans).

3 Conditions spéciales de partenariat économique (STEP)

Aperçu

Les conditions spéciales de partenariat économique (Special Terms for Economic Partnership ou STEP) ont été introduites en juillet 2002, dans l'objectif de renforcer la visibilité de l'APD japonaise parmi les citoyens des pays bénéficiaires comme du Japon, grâce à une meilleure utilisation du savoir-faire et des technologies de pointe des entreprises japonaises.

Pays éligibles au STEP

Pays éligibles aux prêts d'APD et à l'aide liée du Japon selon les règles de l'OCDE.

Projets éligibles au STEP

(1) Les projets éligibles au STEP portent sur les domaines et secteurs suivants ; (2) tout en faisant largement appel aux technologies et aux équipements japonais.

Secteurs et domaines

- Ponts et tunnels
- Axes routiers/barrages (limités aux projets qui font largement appel aux technologies japonaises antisismiques, de traitement des sols et de construction rapide)
- Ports
- Aéroports
- Systèmes de transports en commun urbains
- Installations de transport et de stockage du pétrole/gaz
- Projets de lutte contre les inondations en milieu urbain
- Systèmes de communications/radiodiffusion/d'information du public
- Centrales électriques/lignes de transport et de distribution d'électricité
- Projets environnementaux (limités aux projets qui font largement appel aux technologies japonaises de prévention de la pollution de l'air et de l'eau, de traitement et de recyclage des déchets, et d'utilisation et de recyclage de la chaleur résiduelle)
- Équipements médicaux
- Équipements/systèmes de prévention des catastrophes

Même si un projet ne relève pas des secteurs et domaines précités,

dès lors qu'il recourt massivement aux technologies et/ou équipements japonais, l'application du STEP peut être envisagée favorablement.

Taux d'intérêt et période de remboursement

Les taux d'intérêt et périodes de remboursement sont établis conformément aux règles de l'OCDE pour permettre l'apport d'une aide liée.

Conditions de passation des marchés

Les principaux contrats sont liés à des entreprises japonaises tandis que les sous-contrats sont généralement non liés. Les coentreprises avec les pays bénéficiaires sont acceptées pour les principaux contrats, sous réserve que l'entreprise japonaise soit le partenaire principal.

Taux de couverture

Les prêts STEP peuvent être utilisés pour financer jusqu'à 100 % du coût du projet.

Règle du pays d'origine

Au moins trente pour cent (30 %) du montant total du ou des contrats (à l'exclusion des services de conseil) financés par un prêt STEP doivent être consacrés soit (i) à des biens provenant du Japon et des services fournis par une ou plusieurs sociétés japonaises, soit (ii) uniquement à des biens provenant du Japon, selon la nature du projet.

Catégorie	Exemples	
(a)	Projets dans lesquels des technologies de pointe et/ou le savoir-faire avancé d'entreprises japonaises sont identifiés dans les services (notamment les techniques de construction).	Tunnels, ports, ponts en béton, axes routiers, barrages, réseaux d'égouts, tunnels d'amenée souterrains urbains, systèmes d'information publique, hydroélectricité et électricité géothermique, etc.
(b)	Projets visant principalement la fourniture d'équipements ou d'installations et dans lesquels les technologies japonaises peuvent être identifiées dans de tels équipements ou installations.	Installations de communications/radiodiffusion, production d'énergie éolienne/solaire/ thermique, installations de transport et de stockage du pétrole/gaz, sites de traitement des déchets, usines d'incinération des déchets, ponts en acier, systèmes de transport en commun urbains, projets de lutte contre les inondations en milieu urbain, lignes de transport et de distribution d'électricité, etc.

Audit des marchés

La procédure de passation des marchés est vérifiée par une tierce partie après l'appel d'offres pour assurer l'équité, en utilisant les fonds du prêt ou le budget de recherche de la JICA.

Note : Voir page 117 le classement des principaux pays par catégorie de revenu.

13-2 Degré de libéralité des prêts d'APD (sur la base des engagements)

(Unité : %)

	Exercice 2013	Exercice 2014 ³	Exercice 2015	Exercice 2016	Exercice 2017 ⁵
Non lié	78,1	85,2	58,2 ⁴	90,9	80,1
Partiellement délié ¹	4,7 ²	3,7	1,7	0,0	2,6 ⁶
Bilatéral lié	1,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Lié	16,2	11,1	40,1	9,1	17,3 ⁷

Non lié : Les conditions de passation des marchés stipulent que la quasi-totalité des pays sont agréés comme fournisseurs des biens et des services associés.

Partiellement délié : Les conditions de passation des marchés stipulent que le Japon et tous les pays de la liste des bénéficiaires de l'APD établie par le CAD (ci-après « liste du CAD ») sont des sources éligibles.

Bilatéral lié : Les conditions de passation des marchés stipulent que seuls le Japon et les pays emprunteurs sont des pays sources éligibles.

Lié : Les conditions de passation des marchés stipulent que le Japon est le seul pays source éligible.

Notes :

*1 Appels d'offres internationaux par les pays participants et les pays membres comme stipulé dans l'accord d'établissement du Fonds africain de développement (FAD), et par les pays membres comme stipulé dans l'accord d'établissement de la Banque interaméricaine de développement (BID).

*2 Inclut la composante partiellement déliée du projet dont le montant prévu par l'accord de prêt a été augmenté (projet à plusieurs composantes).

*3 Le prêt pour la 17^e reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement ne comprend pas l'attribution de marchés et est par conséquent exclu.

*4 Inclut l'augmentation des montants engagés selon la modification de l'IA/P.

*5 Les prêts pour la 18^e reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement, la 14^e reconstitution des ressources du Fonds africain de développement, et l'initiative de financement pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord de la BIRD ne comprennent pas l'attribution de marchés et sont par conséquent exclus.

*6 En ce qui concerne le programme de gestion et d'efficacité énergétiques en Jamaïque, les pays membres de la BID et les pays désignés par l'UE sont des pays sources éligibles.

*7 Inclut le projet de construction de l'Institut de formation pour la ligne à grande vitesse Mumbai-Ahmedabad en Inde.

13-3 Nationalité des contractants (dont marchés en monnaie locale)

(Unité : %)

	Exercice 2013	Exercice 2014	Exercice 2015	Exercice 2016	Exercice 2017
Japon	20,6	17,6	27,1	33,2	44,7
Pays développés	13,3	11,4	7,0	6,4	7,9
Pays en développement, etc.	21,1	23,5	22,6	12,0	47,4
Pays en développement, etc. (monnaies locales)	45,0	47,5	43,3	48,4	—
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Note 1: Pays développés : Pays/régions exclus de la liste du CAD.

Pays en développement, etc. : Pays de la liste du CAD.

Note 2: Les chiffres étant arrondis, les totaux peuvent ne pas être égaux à 100 %.

Note 3: Jusqu'à l'exercice 2016, l'Arabie saoudite était classée comme « Autres pays » dans la catégorie « Pays en développement etc. » dans les rapports annuels. Toutefois, comme le pays ne figure plus sur la liste du CAD depuis 2013, la classification a été modifiée rétroactivement jusqu'à l'exercice 2013 et, par conséquent, les chiffres des exercices fiscaux intégrant la passation de marchés sont différents des rapports annuels précédents.

Note 4: Jusqu'à l'exercice 2016, les marchés en monnaie locale étaient classés dans la catégorie « Pays en développement, etc. (monnaies locales) », et non dans la catégorie « Japon/Pays développés/Pays en développement ». À partir de l'exercice 2017, ces dépenses sont classées en fonction de la nationalité du fournisseur. Les chiffres pour l'exercice 2017 selon la classification appliquée avant et pendant l'exercice 2016 sont indiqués à droite.

	Exercice 2017
Japon	32,2
Pays développés	5,5
Pays en développement, etc.	14,5
Pays en développement, etc. (dont monnaies locales)	47,7
Total	99,9

13-4 Nationalité des contractants (dont marchés en monnaie locale, hors prêts-programmes et autres prêts d'APD)

(Unité : %)

	Exercice 2013	Exercice 2014	Exercice 2015	Exercice 2016	Exercice 2017
Japon	21,2	18,4	27,6	34,3	48,9
Pays développés	10,8	7,3	5,4	3,6	8,7
Pays en développement, etc. (monnaies étrangères)	21,6	24,4	23,0	12,3	42,3
Pays en développement, etc. (monnaies locales)	46,3	49,8	44,0	49,9	—
Total	99,9	99,9	100,0	100,1	99,9

Note 1: Pays développés : Pays/régions exclus de la liste du CAD.

Pays en développement, etc. : Pays de la liste du CAD.

Note 2: Les chiffres étant arrondis, les totaux peuvent ne pas être égaux à 100 %.

Note 3: Jusqu'à l'exercice 2016, l'Arabie saoudite était classée comme « Autres pays » dans la catégorie « Pays en développement etc. » dans les rapports annuels. Toutefois, comme le pays ne figure plus sur la liste du CAD depuis 2013, la classification a été modifiée rétroactivement jusqu'à l'exercice 2013 et, par conséquent, les chiffres des exercices fiscaux intégrant la passation de marchés sont différents des rapports annuels précédents.

Note 4: Jusqu'à l'exercice 2016, les marchés en monnaie locale étaient classés dans la catégorie « Pays en développement, etc. (monnaies locales) », et non dans la catégorie « Japon/Pays développés/Pays en développement ». À partir de l'exercice 2017, ces dépenses sont classées en fonction de la nationalité du fournisseur. Les chiffres pour l'exercice 2017 selon la classification appliquée avant et pendant l'exercice 2016 sont indiqués à droite.

	Exercice 2017
Japon	35,3
Pays développés	6,0
Pays en développement, etc. (monnaies étrangères)	15,9
Pays en développement, etc. (monnaies locales)	42,8
Total	100,0

13-5 Nationalité des contractants (monnaie étrangère uniquement, hors prêts-programmes et autres prêts d'APD)

(Unité : %)

	Exercice 2013	Exercice 2014	Exercice 2015	Exercice 2016	Exercice 2017
Japon	39,5	36,7	49,3	68,3	67,0
Pays développés	20,1	14,6	9,6	7,2	11,4
Pays en développement, etc. (monnaies étrangères)	40,3	48,7	41,1	24,5	21,5
Total	99,9	100,0	100,0	100,0	99,9

Note 1: Pays développés : Pays/régions exclus de la liste du CAD.

Pays en développement, etc. : Pays de la liste du CAD.

Note 2: Les chiffres étant arrondis, les totaux peuvent ne pas être égaux à 100 %.

Note 3: Jusqu'à l'exercice 2016, l'Arabie saoudite était classée comme « Autres pays » dans la catégorie « Pays en développement etc. » dans les rapports annuels. Toutefois, comme le pays ne figure plus sur la liste du CAD depuis 2013, la classification a été modifiée rétroactivement jusqu'à l'exercice 2013 et, par conséquent, les chiffres des exercices fiscaux intégrant la passation de marchés sont différents des rapports annuels précédents.

Note 4: Depuis l'exercice 2017, la méthode de calcul relative aux marchés en monnaie étrangère a été modifiée. Les chiffres pour l'exercice 2017 selon la méthode de calcul appliquée précédemment et pour l'exercice 2016 sont indiqués à droite.

	Exercice 2017
Japon	61,7
Pays développés	10,5
Pays en développement, etc. (monnaies étrangères)	27,8
Total	100,0

14-1 Projets de coopération technique (PVD signés durant l'exercice 2017)

Pays	Nom du projet	Date de signature du procès-verbal des discussions
Cambodge	Projet de production et de distribution de semences de riz	28/04/2017
	Projet de renforcement de l'enseignement de l'ingénierie et de la recherche pour le développement industriel au Cambodge	26/09/2017
	Projet d'amélioration du système de logistique au Cambodge	14/11/2017
Indonésie	Projet de développement des capacités pour la mise en œuvre d'une assurance agricole	05/04/2017
	Projet de développement des capacités pour l'amélioration du système d'appropriation des terres en Indonésie	24/05/2017
	Projet de renforcement des capacités pour les opérations d'assurance sociale	16/06/2017
	Projet de développement des capacités au niveau national pour les activités des agents de la police civile indonésienne-POLMAS (phase 2)	11/07/2017
	Projet de développement des capacités pour la mise en œuvre des stratégies de lutte contre le changement climatique (phase 2)	25/01/2018
Laos	Projet de développement d'une agriculture propre	23/05/2017
	Projet de renforcement des capacités pour la gestion durable et la protection du patrimoine mondial à Luang Prabang	09/10/2017
	Projet de développement durable et d'assurance de qualité des professionnels de santé	07/12/2017
	Projet d'amélioration des capacités de gestion du secteur de l'approvisionnement en eau (MaWaSU 2)	26/12/2017
	Projet de promotion du développement et du renforcement de l'État de droit dans le secteur juridique au Laos	27/03/2018
Myanmar	Projet d'amélioration de l'accessibilité aux semences de riz certifiées	22/06/2017
	Projet de renforcement des services de soutien à la langue des signes	31/08/2017
	Projet de développement des capacités juridiques et judiciaires et des secteurs concernés au Myanmar (phase 2)	13/09/2017
	Projet de Centre Myanmar-Japon pour le développement des ressources humaines (phase 2)	23/10/2017
	Projet de renforcement des capacités pour la gestion durable des ressources naturelles	29/12/2017
	Projet de développement de la santé rurale par le renforcement des services de santé de base	10/01/2018
	Projet de développement des ressources humaines en ingénierie médicale	10/01/2018
	Projet de développement des capacités et de promotion du réseautage pour l'aide aux victimes de trafic d'êtres humains	21/02/2018
	Programme d'amélioration de la qualité du programme d'EFTP	15/03/2018
Philippines	Projet de développement des capacités pour l'amélioration de la gestion des déchets solides à travers des technologies avancées/innovantes	07/11/2017
	Projet d'introduction de programmes de prévention des rechutes fondés sur les faits pour les centres de traitement et de réhabilitation des toxicomanes aux Philippines	20/12/2017
Thaïlande	Projet de promotion de l'entrepreneuriat basé sur la communauté	23/05/2017
	Projet de fourniture de services sociaux et sanitaires continus pour les personnes âgées	28/09/2017
	Réseau des universités des pays de l'ANASE/Réseau pour le développement de l'enseignement des sciences de l'ingénieur en Asie du Sud-Est (AUN/SEED-Net) (phase 4)	08/02/2018
Vietnam	Projet de développement des capacités du bureau de l'Assemblée nationale du Vietnam (phase 2)	02/06/2017
	Projet de renforcement des opérations du service d'assistance téléphonique pour le conseil et le soutien aux victimes de la traite des êtres humains	26/07/2017
	Projet de renforcement des opérations professionnelles et efficaces de l'État pour améliorer l'environnement des affaires	27/07/2017
Mongolie	Projet de développement des capacités d'établissement d'un cycle d'amélioration continue des inventaires nationaux de GES	27/06/2017
	Projet de renforcement des capacités du gouvernement à établir un plan d'investissement public	03/11/2017
Bangladesh	Projet de développement des compétences des ingénieurs des TIC ciblant le marché japonais	21/05/2017
	Projet de renforcement des systèmes de santé à travers l'organisation des communautés	28/05/2017
	Projet d'amélioration de la sécurité des aéroports internationaux	30/07/2017
	Projet en appui à une stratégie d'intégrité nationale (phase 2)	09/11/2017
	Projet d'amélioration de l'enseignement technique pour le développement des ressources humaines industrielles	09/11/2017
	Projet de renforcement des capacités de la police du Bangladesh en matière de prévention du crime	30/11/2017
Bhoutan	Projet de développement d'un plan de continuité des activités en cas de catastrophe	20/12/2017
Népal	Projet de développement des capacités d'exploitation et de maintenance des équipements de sécurité aérienne	16/08/2017
	Projet de développement des capacités de la société KUKL pour une amélioration globale des services d'approvisionnement en eau dans la vallée de Katmandou	01/02/2018
Pakistan	Projet de développement des capacités et de renforcement de l'exploitation et de la maintenance des centrales thermiques	22/05/2017
	Projet de développement d'une stratégie/programme de suppression progressive des appareils inefficaces en appui aux normes électriques et au régime d'étiquetage	30/08/2017
Sri Lanka	Projet de renforcement de l'enseignement pour les enfants ayant des besoins spéciaux à travers l'approche d'éducation inclusive au Sri Lanka	23/11/2017
Kazakhstan	Projet de développement des ressources humaines pour le système d'aide publique au développement du Kazakhstan	14/06/2017
Ouzbékistan	Projet de prévention et de lutte contre les maladies non transmissibles	28/06/2017
Pacifique		
Îles Fidji	Projet d'amélioration des services de santé à travers l'approche 5S-KAIZEN-GTQ	24/08/2017
Papouasie-Nouvelle-Guinée	Projet de renforcement des capacités de développement d'un système durable d'inventaire des GES pour la Papouasie-Nouvelle-Guinée	24/04/2017
	Projet de développement des capacités de gestion des recettes liées aux ressources en Papouasie-Nouvelle-Guinée	30/11/2017

Pays	Nom du projet	Date de signature du procès-verbal des discussions
Amérique du Nord et Amérique latine		
Salvador	Projet de renforcement des capacités locales de promotion du développement local avec l'approche de l'amélioration de la vie dans la région Est	28/08/2017
Mexique	Projet de promotion de l'industrie automobile au Mexique	26/05/2017
Nicaragua	Projet de renforcement de la gestion municipale pour le développement local (phase 2)	06/09/2017
Argentine	Projet de réseau d'assistance technique KAIZEN pour les opportunités mondiales (KAIZEN TANGO)	24/07/2017
Chili	Projet de renforcement institutionnel de l'ONEMI pour le développement des capacités de réduction des risques de catastrophe	06/11/2017
Équateur	Projet de villes sûres et résilientes aux séismes et aux tsunamis	11/04/2017
Paraguay	Projet d'amélioration de la sécurité des exportations agricoles pour les petits exploitants	20/09/2017
Maghreb Moyen-Orient		
Égypte	Projet d'amélioration de la qualité des hôpitaux	24/09/2017
Iran	Projet de développement des capacités de gestion intégrée des ressources en eau du bassin de la rivière Sefidrud	30/06/2017
	Projet de développement des capacités de gestion participative des forêts et des pâturages dans le bassin supérieur du Karoun	14/08/2017
Maroc	Projet de développement des capacités des ressources humaines dans le secteur des transports pour les pays africains	11/10/2017
Afrique		
Cameroun	Projet de développement des capacités de gestion durable des écosystèmes forestiers	08/11/2017
	Projet de promotion intégrée des PME par le renforcement du KAIZEN au Cameroun	15/12/2017
Côte d'Ivoire	Projet de renforcement communautaire vers la cohésion sociale dans le Grand Abidjan (phase 2)	26/07/2017
	Projet de développement des ressources humaines pour le renforcement de l'administration locale au centre et au nord de la Côte d'Ivoire (phase 2)	16/02/2018
République démocratique du Congo	Projet de développement des ressources humaines pour la santé (phase 3)	29/11/2017
Éthiopie	Projet de promotion d'une assurance indicielle pour le renforcement de la résilience rurale	27/07/2017
	Projet de compréhension des mathématiques pour les sciences et la technologie (MUST)	19/09/2017
Ghana	Projet d'amélioration du continuum de soins maternels et infantiles par l'introduction d'un carnet de santé commun à la mère et à l'enfant	27/10/2017
Kenya	Projet de développement des capacités pour la facilitation du commerce et le contrôle des frontières en Afrique de l'Est	23/11/2017
Malawi	Projet de renforcement des capacités de réduction de l'eau non comptabilisée de la compagnie des eaux de Lilongwe	25/08/2017
Nigéria	Projet de renforcement de la détection et de la réponse aux menaces de santé publique au Nigéria	15/12/2017
Rwanda	Projet de renforcement de l'écosystème de l'innovation des TIC	26/07/2017
Sénégal	Projet de renforcement des capacités du système d'assurance santé communautaire et des initiatives de soins de santé gratuits	22/05/2017
	Projet de développement des capacités pour la gouvernance de la sécurité et de la résilience alimentaires	26/05/2017
Somalie	Projet d'emploi des jeunes en Somalie (YEPS)	26/09/2017
Afrique du Sud	Projet de développement des capacités des établissements pilotes d'EFTP pour les artisans	12/03/2018
Soudan	Projet de renforcement des capacités pour la promotion de la production de riz	09/07/2017
Tanzanie	Projet de renforcement des capacités de l'Autorité fiscale tanzanienne	13/06/2017
	Projet de renforcement des capacités de planification et de mise en œuvre de plans de développement agricole de district à travers l'approche SHEP	06/10/2017
	Projet de développement des capacités pour l'amélioration de la maintenance des systèmes de distribution et de transmission (phase 2)	01/11/2017
Ouganda	Projet de promotion du développement du riz (PRiDe) (phase 2)	08/12/2017
Zambie	Projet de soutien au développement de l'irrigation durable basée sur la communauté	11/10/2017
Europe		
Albanie	Projet d'inclusion financière des familles de petits exploitants en Albanie	21/06/2017
Ancienne République yougoslave de Macédoine	Projet de renforcement des capacités de réduction des risques de catastrophe basée sur les écosystèmes à travers une gestion durable des forêts (projet Eco-DRR en Macédoine)	10/08/2017
Total : 84 projets (45 pays)		

14-2 Projets de partenariat de recherche scientifique et technologique pour le développement durable (SATREPS) (PVD signés durant l'exercice 2017)

Région/pays	Nom du projet	Date de signature du procès-verbal des discussions
Asie		
Thaïlande	Projet de stratégie de transports intelligents pour la Thaïlande 4.0	30/01/2018
	Projet de renforcement de la résilience régionale à travers l'établissement d'une zone GCA dans les complexes industriels en Thaïlande	26/02/2018
Myanmar	Projet de renforcement des systèmes de sélection du riz basés sur la technologie et l'information génomique au Myanmar	30/01/2018
Vietnam	Projet d'établissement d'une gestion environnementale saine et d'un usage intelligent des déchets de construction et de démolition pour lutter contre la pollution environnementale et créer de nouveaux matériaux de construction recyclés au Vietnam	13/11/2017
Amérique du Nord et Amérique latine		
Salvador	Projet de recherche et de développement intégrés pour lutter contre la maladie de Chagas	12/01/2018
	Projet de techniques thermoluminescentes pour l'exploitation géothermique et de système d'évaluation intégrée des réservoirs géothermiques	05/03/2018
Chili	Projet de développement de méthodes de surveillance des proliférations algales dangereuses et d'un système de prévision pour une aquaculture et des pêcheries côtières durables au Chili	24/01/2018
Afrique		
Cameroun	Projet de co-création d'une gestion innovante des ressources forestières combinant des méthodes écologiques et des connaissances indigènes	29/03/2018
Total : 8 projets (6 pays)		

14-3 Prêts d'APD (A/P signés durant l'exercice 2017)

(Unité : 1 million JPY)

Pays	Nom du projet	Date de signature/ modification du prêt	Montant initial/ additionnel du prêt
Asie			
Cambodge	Projet de développement d'un nouveau terminal à conteneurs dans le port de Sihanoukville	07/08/2017	23 502
Indonésie	Projet de développement du port de Patimban (I)	15/11/2017	118 906
	Projet de développement d'une université de rang mondial avec un esprit d'entrepreneuriat social à l'université Gadjah Mada	15/11/2017	8 309
Myanmar	Projet de réhabilitation des centrales hydroélectriques	25/04/2017	10 787
	Projet de développement du financement des petites et moyennes entreprises (phase 2)	29/03/2018	14 949
	Projet d'amélioration des revenus agricoles	29/03/2018	30 469
	Projet d'amélioration des voies ferrées entre Rangoun et Mandalay (phase 2) (I)	29/03/2018	56 622
	Projet de développement du financement du logement	29/03/2018	15 000
Philippines	Projet de gestion du risque d'inondation dans la zone industrielle de Cavite	13/11/2017	15 928
	Projet de route de contournement (phase 3)	28/02/2018	9 399
	Projet de métro dans la zone métropolitaine de Manille (phase 1) (I)	16/03/2018	104 530
Vietnam	Projet de développement de la cité des sciences et des technologies de Hoa Lac (II)	06/06/2017	12 865
	Projet de gestion de l'eau à Ben Tre	18/07/2017	24 257
	Projet de systèmes de drainage et de traitement des eaux usées à Bien Hoa (phase 1)	30/08/2017	24 700
Mongolie	Prêt à l'appui de la politique de développement pour les réformes budgétaires, sociales et économiques	05/12/2017	32 000
Bangladesh	Projet de développement des ressources en eau à petite échelle (phase 2)	29/06/2017	11 853
	Projet de construction d'une sous-station souterraine à Dhaka	29/06/2017	20 477
	Projet de construction de nouveaux ponts et de réhabilitation des ponts existants à Kanchpur, Meghna et Gumti (II)	29/06/2017	52 730
	Projet de développement d'un système de transport en commun rapide à Dhaka (ligne 1) (SI)	29/06/2017	5 593
	Projet de centrale à charbon ultra-supercritique à Matarbari (III)	29/06/2017	10 745
	Projet d'extension de l'aéroport international Hazrat Shahjalal (I)	29/06/2017	76 825
Inde	Projet de mise à niveau de la gestion environnementale pour le recyclage des navires à Alang et Soshiya dans l'État du Gujarat	15/09/2017	8 520
	Projet de corridor dédié au fret (achat de locomotives électriques)	15/09/2017	108 456
	Programme de promotion des investissements dans l'État du Gujarat	15/09/2017	16 825
	Projet de construction de l'Institut de formation pour la ligne à grande vitesse Mumbai-Ahmedabad	15/09/2017	10 453
	Projet d'amélioration de l'irrigation et des moyens d'existence dans l'Andhra Pradesh (phase 2) (I)	13/12/2017	21 297
	Projet d'assainissement et d'approvisionnement en eau à Bangalore (phase 3) (I)	24/01/2018	45 000
	Projet d'amélioration de la connectivité du réseau routier du Nord-Est (phase 2)	29/03/2018	38 666
	Projet de construction d'une usine de dessalement à Chennai (I)	29/03/2018	30 000
	Projet d'installation de systèmes de transports intelligents dans la zone métropolitaine de Chennai	29/03/2018	8 082
	Projet de ligne 3 du métro de Mumbai (II)	29/03/2018	100 000
Projet d'amélioration de la gestion des écosystèmes forestiers et des moyens d'existence de l'Himachal Pradesh	29/03/2018	11 136	
Pakistan	Projet de renforcement de la ligne de transmission entre Islamabad et Burhan (phase 1)	04/05/2017	2 665
Sri Lanka	Projet d'extension de l'approvisionnement en eau à Kalu Ganga (I)	07/07/2017	31 810
	Projet de développement des infrastructures rurales dans les régions émergentes	07/07/2017	12 957

Amérique du Nord et Amérique latine

Costa Rica	Projet de développement géothermique de Borinquen I (prêt au secteur géothermique de Guanacaste)	20/06/2017	25 991
Jamaïque	Programme de gestion et d'efficacité énergétiques	23/11/2017	1 705
Nicaragua	Projet de construction de ponts et d'une route nationale entre Rio Blanco et Siuna	09/10/2017	4 940

Maghreb Moyen-Orient

Égypte	Partenariat Égypte-Japon pour l'éducation (PEJE) : Projet de développement des ressources humaines	02/05/2017	10 192
	Partenariat Égypte-Japon pour l'éducation : Programme de soutien à l'école Égypte-Japon	21/02/2018	18 626
Irak	Projet de réhabilitation de la centrale thermique d'Hartha (phase 2)	05/08/2017	21 556
	Prêt à l'appui de la politique de développement pour la réforme budgétaire (II)	26/10/2017	30 000
	Projet de reconstruction du secteur électrique (phase 3)	26/10/2017	27 220
Tunisie	Projet de construction d'une usine de dessalement à Sfax	14/07/2017	36 676

Pays	Nom du projet	Date de signature/ modification du prêt	Montant initial/ additionnel du prêt
Afrique			
Burkina Faso	Projet d'amélioration de la route Gounghin-Fada N'Gourma	02/03/2018	5 659
Cameroun	Projet de développement du corridor international Yaoundé-Brazzaville (section Mintom-Lélé)	30/05/2017	5 894
Kenya	Projet de développement des routes dans la zone portuaire de Mombasa (II)	04/07/2017	12 466
	Projet de réhabilitation de la centrale géothermique d'Olkaria I, Unités 1, 2 et 3	16/03/2018	10 077
Rwanda	Projet d'amélioration de la route Ngoma-Ramiro	22/03/2018	7 670
Organisations internationales, etc.			
Banque africaine de développement	Septième prêt d'aide au secteur privé dans le cadre de l'initiative conjointe « EPSA pour l'Afrique »	15/06/2017	34 410
Fonds africain de développement	Quatorzième reconstitution des ressources du Fonds africain de développement	07/02/2018	73 601
Association internationale de développement	Prêt pour la dix-huitième reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement	21/02/2018	292 388
Banque internationale pour la reconstruction et le développement	Prêt pour l'initiative de financement pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord	21/02/2018	100 000
Total : 53 projets (20 pays et 4 organisations)			1 845 384

14-4 Projets de financement des investissements du secteur privé (approuvés durant l'exercice 2017)

Nom du projet	Bénéficiaire/Emprunteur	Date de signature de l'accord PSIF	Pays/Région
Projet de réduction de l'eau non comptabilisée à l'ouest de la zone métropolitaine de Manille	Maynilad Water Services, Inc.	05/06/2017	Philippines
Projet d'unité flottante de stockage et de re-gazéification au Bangladesh	Excelerate Energy Bangladesh Limited	23/06/2017	Bangladesh
Projet de développement de la zone économique spéciale de Thilawa (zone B phase 1)	Myanmar Japan Thilawa Development Ltd.	08/08/2017	Myanmar
Installations d'accélération des énergies renouvelables et des infrastructures	PT. Indonesia Infrastructure Finance	08/12/2017	Indonésie
Projet d'énergie solaire à Al-Muwaqqar	Baynouna Solar Energy PSC	08/12/2017	Jordanie
Projet d'amélioration de la chaîne de valeur du café	Café Outspan Vietnam Limited	28/03/2018	Vietnam

14-5 Principaux projets de financement des investissements du secteur privé (au 31 mars 2018)

Nom du projet	Société d'investissement	Résumé du projet	Date de l'investissement initial	Capital social (1 million JPY)	Parts détenues par la JICA (%)	Pays/Région
Projet de production d'aluminium en Amazonie	Nippon Amazon Aluminum Co., Ltd.	Production d'alumine et fusion d'aluminium dans la région amazonienne	29/08/1978	52 285	44,9	Brésil
Projet de production de méthanol en Arabie saoudite	Japan Saudi Arabia Methanol Co., Inc.	Production de méthanol dans la zone industrielle d'Al Jubail	17/12/1979	2 310	30	Arabie saoudite
Projet de production pétrochimique en Arabie saoudite	SPDC Ltd.	Production et distribution d'éthylène glycol et de polyéthylène dans la zone industrielle d'Al Jubail	17/06/1981	14 200	37,1	Arabie saoudite
Projet d'engrais KAFCO au Bangladesh	KAFCO Japan Investment Co., Ltd.	Production d'urée et d'ammoniaque à Chittagong	27/07/1990	5 024	46,4	Bangladesh
Projet de production de pâte à papier Musi	Sumatra Pulp Corporation	Production de pâte à papier dans le département de Muara Enim au sud de Sumatra	21/04/1995	100	42,7	Indonésie
Fonds JAPON ANASE pour l'autonomisation des femmes	Fonds JAPON ANASE pour l'autonomisation des femmes	Investissement dans un fonds pour les institutions de microfinance en appui à l'autonomisation des femmes en Asie, en particulier dans les pays de l'ANASE	21/10/2016	12 786	24,9	Asie du Sud-Est
Projet d'énergie solaire hors réseau en Afrique subsaharienne	WASSHA Inc.*	Services de location de lampes LED et services de recharge de téléphones mobiles dans les magasins de vente au détail de villages sans électricité	28/10/2016	224	16,3	Afrique subsaharienne

Note : Les principaux projets de participation au capital ont un ratio d'investissement d'au moins 20 % ou impliquent l'affectation de personnel d'encadrement.

* Nouvelle dénomination sociale de Digital Grid Inc. depuis le 1^{er} janvier 2018.

14-6 Dons (A/D signés durant l'exercice 2017)

(Unité : 100 millions JPY)

Région/pays	Nom du projet	Date de signature de l'accord de don	Montant*
Asie	Projet d'amélioration des moyens de subsistance dans les zones transfrontalières entre le Tadjikistan et l'Afghanistan (phase 2)	27/11/2017	10,33
Cambodge	Projet d'extension du système d'approvisionnement en eau à Kampot	16/06/2015	14,23
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	16/06/2015	0,62
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	01/08/2016	1,1
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines (cycle de trois ans)	14/07/2017	1,07
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	14/07/2017	0,42
	Projet de protection contre les inondations et d'amélioration du drainage de la capitale Phnom Penh (phase 4)	10/10/2017	2,76
	Projet de remplacement urgent de ponts dans les zones exposées aux inondations	23/11/2017	3,08
	Projet de construction d'écoles de formation des enseignants	29/12/2017	1,87
Laos	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	05/06/2015	0,56
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines (cycle de trois ans)	06/06/2016	0,85
	Projet de reconstruction des ponts sur la route nationale n° 9	08/07/2016	9,08
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	08/07/2016	1,13
	Projet d'amélioration de l'environnement des écoles secondaires dans les provinces du centre et du sud (conception détaillée)	29/06/2017	0,46
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	29/06/2017	0,56
	Projet d'amélioration de l'environnement des écoles secondaires dans les provinces du centre et du sud	25/10/2017	2,19
	Projet d'amélioration de l'hôpital de Setthathirath et de l'hôpital provincial de Champasak	15/02/2018	19,4
	Projet d'amélioration de l'agriculture irriguée à Tha Ngon	25/01/2018	8,37
Myanmar	Projet d'amélioration de l'hôpital général de Lashio dans l'État de Shan	29/05/2014	2,42
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	12/05/2014	0,96
	Projet de construction du pont de New Thaketa	10/06/2014	14,56
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	23/06/2015	1,47
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	23/06/2016	2,07
	Projet d'amélioration de l'hôpital général de Magway	02/04/2017	2,2
	Projet d'amélioration de l'hôpital général de Magway	02/04/2017	0,5
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	13/06/2017	0,62
	Projet d'amélioration de l'hôpital général de Dawei	06/02/2018	1,71
	Projet de construction du nouvel hôpital spécialisé de Rangoun	22/03/2018	4,07
Philippines	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	29/07/2015	0,53
	Projet d'amélioration des programmes TV de People's Television Network	11/07/2017	0,38
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	24/06/2016	0,89
	Programme de réhabilitation consolidée pour les usagers de drogues illégales (CARE)	03/04/2017	18,5
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	10/07/2017	1,21
Timor-Est	Projet de construction de nouveaux bâtiments pour la faculté d'ingénierie, des sciences et de la technologie de l'Université nationale du Timor-Est	15/03/2016	15,7
	Projet de relocalisation urgente du terminal pour ferry du port de Dili	30/09/2016	14,62
Vietnam	Projet d'amélioration de la qualité de l'eau dans la zone du pont japonais de Hoi An	21/12/2015	3,13
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	10/08/2015	0,73
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	30/06/2016	1,3
	Projet d'exploitation des réservoirs et de gestion efficace des inondations en cas d'urgence avec un système d'information sur la gestion des catastrophes liées à l'eau	10/08/2017	18,44
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines (cycle de trois ans)	11/07/2017	1,3
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	11/07/2017	0,56
Mongolie	Projet de construction de l'hôpital universitaire Mongolie-Japon	12/05/2015	33,27
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	12/05/2015	0,49
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines (cycle de trois ans)	30/06/2016	0,8
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	30/06/2016	1,17
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	29/06/2017	0,42
	Projet d'amélioration des installations d'enseignement primaire et secondaire à Oulan-Bator	30/11/2017	2,36

Région/pays	Nom du projet	Date de signature de l'accord de don	Montant*
Asie (suite)			
Afghanistan	Projet de prévention des maladies infectieuses chez les enfants	27/11/2017	9,78
Bangladesh	Projet d'amélioration du système de radar météorologique à Dhaka et Rangpur	24/06/2015	11,22
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	31/05/2015	0,67
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	22/05/2016	1,28
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines (cycle de trois ans)	08/08/2017	1,31
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	08/08/2017	0,52
Bhoutan	Projet de reconstruction des ponts sur la route nationale n° 4	26/12/2016	3,55
	Projet de construction de réseaux mobiles d'urgence résilients aux catastrophes	20/12/2017	9,79
Inde	Projet de mise en œuvre d'un système avancé d'information et de gestion du trafic dans le centre de Bangalore	24/01/2018	12,76
	Projet de construction du Centre de convention et de coopération internationale à Varanasi	15/09/2017	1,54
Maldives	Projet de développement du réseau de radiodiffusion télévisuelle numérique terrestre	30/05/2017	27,92
Népal	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	04/07/2016	0,94
	Projet d'amélioration du système d'approvisionnement en eau de Pokhara	15/02/2017	13,5
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	07/07/2017	1,26
	Programme de développement du secteur scolaire	15/08/2017	3
Pakistan	Projet d'établissement d'un centre spécialisé dans la prévision météorologique à moyenne échelle et de renforcement du système de prévision météorologique	13/11/2014	2,4
	Projet d'économie d'énergie du système d'approvisionnement en eau de Lahore	18/06/2015	3,29
	Projet de remplacement des machines de pompage de la station auxiliaire et du réservoir terminal à Faisalabad	18/06/2015	5,56
	Projet d'installation d'un radar de surveillance météo à Karachi	08/07/2015	11,16
	Projet d'éradication de la poliomyélite	18/10/2017	5,2
	Projet d'amélioration de la sécurité des aéroports (phase 2)	27/03/2018	23,92
	Projet de renforcement de l'éducation non formelle	28/02/2018	3,93
	Projet d'amélioration du laboratoire régional de référence pour la poliomyélite de l'Institut national de santé	02/03/2018	3,55
	Projet de restauration des moyens de subsistance dans les zones tribales sous administration fédérale	27/02/2018	5,6
Sri Lanka	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	23/07/2015	0,4
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	04/07/2016	0,71
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines (cycle de trois ans)	30/06/2017	0,93
	Projet d'établissement d'un réseau de radars météorologiques Doppler	30/06/2017	1,77
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	30/06/2017	0,4
Arménie	Projet d'amélioration des équipements de lutte contre les incendies	07/09/2017	15,4
	Projet d'amélioration des équipements pour la restauration et la protection des artefacts archéologiques du Centre de recherche scientifique sur l'héritage historique et culturel	16/02/2018	0,7
Kirghizstan	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	28/07/2015	0,42
	Projet de protection contre les avalanches sur la route Bishkek-Osh	31/03/2017	15,18
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	01/08/2016	0,72
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	15/08/2017	1,04
Tadjikistan	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	21/07/2015	0,19
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines (cycle de trois ans)	29/06/2016	0,29
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	26/07/2016	0,61
	Projet d'amélioration de l'aéroport international de Dushanbe (phase 2)	31/05/2017	3,56
	Projet d'amélioration des sous-stations de Dushanbe	30/06/2017	21,9
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	11/08/2017	0,37
Ouzbékistan	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	07/08/2015	0,41
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines (cycle de trois ans)	29/07/2016	0,68
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	29/07/2016	0,94
	Projet d'amélioration des équipements du centre de formation des médias à l'Université de technologies de l'information de Tachkent	06/12/2017	1,88
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	10/10/2017	0,44

Région/pays	Nom du projet	Date de signature de l'accord de don	Montant*
Pacifique			
Kiribati	Projet de reconstruction de Nippon Causeway	26/07/2016	14,18
Îles Marshall	Projet d'installation d'un système de production d'énergie solaire sur l'île d'Ebeye	22/11/2017	10,7
Samoa	Projet de reconstruction du pont de Vaisigano	27/07/2017	0,67
	Projet de reconstruction du pont de Vaisigano	27/07/2017	1,67
Îles Salomon	Projet de modernisation de la route de Kukum	26/05/2015	4,81
Tonga	Projet de modernisation du quai pour le transport national	10/06/2015	3,16
	Projet d'installation d'un système de production d'énergie éolienne	02/05/2017	21
Amérique du Nord et Amérique latine			
Cuba	Projet d'amélioration des équipements agricoles pour le développement de la technologie de production des semences de riz	07/11/2017	12,15
Haïti	Projet de construction des ponts de la Croix-des-Missions et d'une nouvelle route	02/09/2015	13,07
	Projet de construction d'écoles fondamentales dans les départements du Centre et de l'Artibonite	16/05/2017	20,46
Honduras	Projet d'amélioration et d'extension du système d'approvisionnement en eau à Comayagua	20/06/2017	1,45
	Projet de prévention des glissements de terrain sur la route nationale n° 6	13/09/2017	9,58
Jamaïque	Projet d'amélioration du système de communication d'urgence	06/04/2017	13,99
Nicaragua	Projet de construction de l'hôpital départemental de SILAIS Zelaya Central	28/04/2016	10,75
Sainte-Lucie	Projet de reconstruction des ponts sur la rivière Cul-De-Sac	09/08/2017	2,59
Maghreb Moyen-Orient			
Égypte	Projet d'acquisition de matériel de formation et de recherche pour l'Université Égypte-Japon des sciences et technologies (E-JUST) (phase 2)	18/12/2017	9,93
Iran	Projet d'amélioration des équipements d'analyse de la pollution de l'air à Téhéran	12/02/2018	12,42
	Projet d'amélioration de l'équipement médical à Téhéran	12/02/2018	15,34
Jordanie	Programme d'amélioration urgente du secteur de l'eau pour les communautés accueillant les réfugiés syriens dans les gouvernorats du nord (phase 2)	22/05/2017	24,12
	Projet de réhabilitation et d'extension des réseaux d'eau dans le gouvernorat de Balqa (phase 2)	14/08/2017	13,91
Liban	Projet d'amélioration des équipements de recherche archéologique du Conseil national pour la recherche scientifique	03/04/2017	0,73
Palestine	Projet de mise en place d'une structure de protection et de présentation de la grande salle des bains du palais d'Hisham à Jéricho	06/09/2016	6,46
Afrique			
Bénin	Projet de construction d'écoles primaires dans le département de l'Atlantique	26/01/2018	2,27
Burkina Faso	Projet de construction d'infrastructures éducatives en appui au post primaire (phase 2)	11/05/2017	15,61
	Projet d'amélioration de la rocade sud-est du boulevard des Tansoba à Ouagadougou	18/08/2017	3,9
Cameroun	Projet d'amélioration des installations de débarquement et d'un marché aux poissons à Youpwe dans la ville de Douala	12/12/2017	13,57
Côte d'Ivoire	Projet d'aménagement de l'échangeur de l'amitié Ivoirio-Japonaise	10/07/2015	11,38
	Projet d'aménagement du site du débarcadère et de construction du marché central pour le développement de la zone commerciale de la commune de Sassandra	09/11/2016	14,91
	Projet d'amélioration de l'équipement pour le procédé d'impression et la numérisation des archives de la société Nouvelle de presse et d'édition de Côte d'Ivoire	28/03/2018	0,55
	Projet d'aménagement de l'échangeur de l'amitié Ivoirio-Japonaise (phase 2)	28/03/2018	1,68
République démocratique du Congo	Projet d'aménagement de l'Institut national de recherche biomédicale	26/05/2017	23,25
Eswatini (ex Swaziland)	Projet de construction d'écoles secondaires pour la promotion d'une éducation inclusive	29/06/2017	17,23
Éthiopie	Projet de construction d'écoles secondaires dans la région de Tigray	06/12/2017	14,38
	Projet d'amélioration du système d'approvisionnement en eau à Bahir Dar	06/12/2017	1,46
	Projet d'installation d'un système de production d'énergie géothermique	06/12/2017	18,42
	Projet de construction du Centre TICAD de développement des ressources humaines pour le commerce et l'industrie	30/03/2018	3,51
Ghana	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	03/07/2015	0,29
	Projet de renforcement de la production électrique dans le centre d'Accra	08/12/2015	15,31
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	19/05/2016	0,46
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	02/08/2017	1,01
	Projet d'amélioration des équipements pour la production des programmes de télévision de la Ghana Broadcasting Corporation	08/03/2018	0,92

Région/pays	Nom du projet	Date de signature de l'accord de don	Montant*
Afrique (suite)			
Guinée	Projet d'aménagement du port de pêche de Kaporo	11/08/2017	12,19
	Projet de construction d'écoles primaires et de collèges en zones urbaines (phase 2)	04/10/2017	19,13
Kenya	Projet de doublement de la route C60/C61 Nairobi-Dagoretti (phase 2)	04/07/2017	26,8
Libéria	Projet de reconstruction de la route Somalia Drive à Monrovia (phase 2)	14/03/2017	2,01
Madagascar	Projet de réhabilitation du système d'irrigation au sud-ouest du Lac Alaotra	24/07/2017	2,48
Malawi	Projet d'extension de la centrale hydroélectrique de Tedzani	18/03/2015	27,66
	Projet d'extension du terminal de l'aéroport international de Kamuzu	04/11/2015	21,68
	Projet d'extension et de modernisation de l'École normale de Domasi	28/06/2017	19,47
	Projet d'amélioration des équipements pour la réduction de l'eau non comptabilisée à Lilongwe	14/03/2018	3,62
Mozambique	Projet de construction des ponts sur la route N380 dans la province de Cabo Delgado	28/04/2017	3,11
	Projet de construction des ponts sur la route N380 dans la province de Cabo Delgado	28/04/2017	12,4
	Projet de réhabilitation d'urgence du réseau de transmission	24/08/2017	13,9
Rwanda	Projet de réhabilitation des installations d'irrigation du district de Rwamagana	31/03/2017	0,71
Sénégal	Projet de réhabilitation du môle 3 du port de Dakar	27/03/2017	11,87
	Projet de réhabilitation d'urgence et de renforcement du réseau de distribution d'énergie de la région de Dakar	08/02/2018	29,34
	Projet de construction du Centre d'application pour la santé maternelle et infantile de l'École nationale de développement sanitaire et social (ENDSS)	08/02/2018	2,42
	Projet d'aménagement de quais de pêche améliorés pour la valorisation des produits de la pêche dans le département de Mbour	22/03/2018	13,08
Soudan	Projet d'amélioration de l'usine de traitement des eaux usées à Kosti	11/10/2016	19,06
Tanzanie	Projet d'élargissement de la route de New Bagamoyo (phase 2) (conception détaillée)	01/09/2017	0,69
	Projet d'élargissement de la route de New Bagamoyo (phase 2)	28/02/2018	1,88
Togo	Projet de construction de deux ponts, Kara et Koumongou	07/07/2015	11,36
Ouganda	Projet d'approvisionnement en eau des zones rurales du lac Kyoga, à l'est de l'Ouganda	05/05/2017	17,06
Zambie	Projet de mise à niveau des centres de santé de Lusaka en hôpitaux de district (phase 2)	16/05/2017	39,08
Total : 157 projets (56 pays et régions)			1 151,29

* Montant des accords de dons conclus durant l'exercice 2017.

(1) Pour les projets échelonnés sur plusieurs exercices, le montant maximal autorisé par exercice est comptabilisé pour chaque exercice considéré, y compris le montant maximal autorisé pour les exercices antérieurs à 2016 dans les A/D conclus durant l'exercice 2017.

(2) L'augmentation du montant maximal prévue par la modification de l'A/D conclu avant l'exercice 2016 est comptabilisée pour l'exercice durant lequel la modification a été apportée.

AGENCE JAPONAISE DE COOPÉRATION INTERNATIONALE RAPPORT ANNUEL 2018

Japan International Cooperation Agency (JICA)

Nibancho Center Building, 5-25, Niban-cho, Chiyoda-ku, Tokyo 102-8012, Japon

Tél. : +81-3-5226-9781

<https://www.jica.go.jp/english/>

Imprimé au Japon en 2019 par :

Maruni Co., Ltd.

7-13, Doso-cho, Yamaguchi-shi,

Yamaguchi-ken 753-0037, Japon

Tél. : +81-83-925-1111

Avec le concours du Bureau de la JICA en France

6, rue de Berri – 75008 Paris

Tél. : + 33 1 40 20 04 21

<http://www.jica.go.jp/french/index.html>

Traduction française : Camille Richou et Marie-Christine Taldir, JICA France



From
the People of Japan

